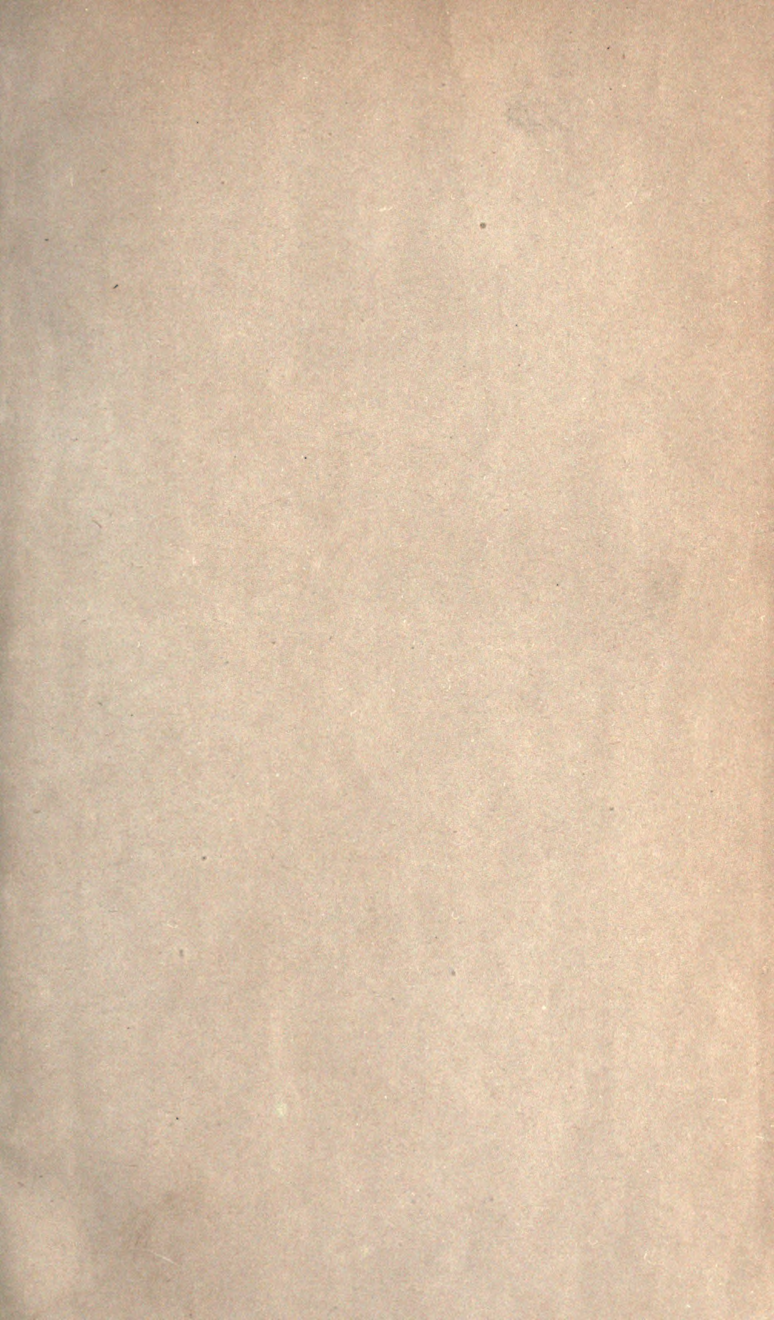
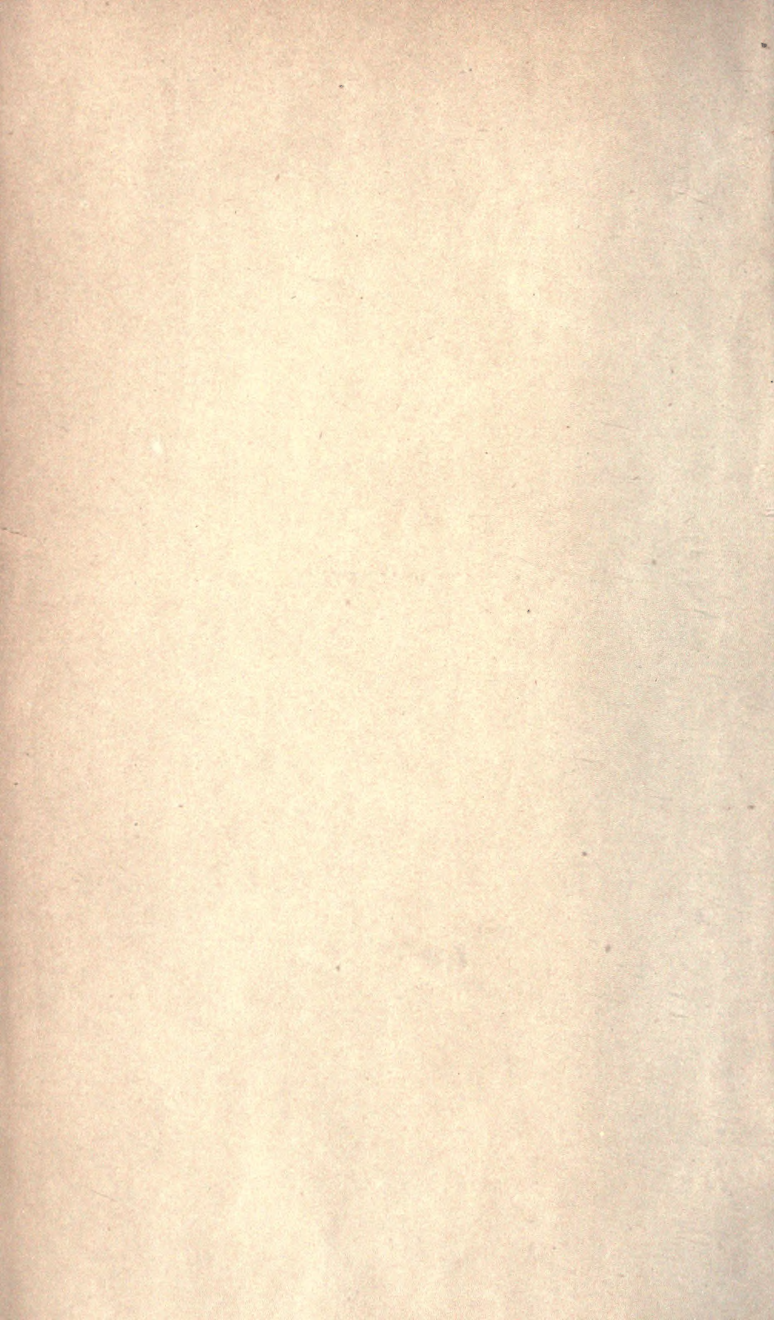








LA RUSSIE
ET LA GUERRE

DU MÊME AUTEUR

La Russie moderne. (Paris, 1912, chez E. Flammarion.) Épuisé.
Ouvrage honoré d'une souscription du Ministère de l'Instruction publique.

(Il existe trois éditions anglaises de cet ouvrage : deux éditions publiées en 1913, à Londres chez T. Fisher Unwin, à New-York chez Scribner, et la troisième (populaire) publiée en 1914, à Londres, chez T. Fisher Unwin.)

Le présent ouvrage paraît simultanément en français (Paris, Librairie Armand Colin) et en anglais (Londres, T. Fisher Unwin).

GRÉGOIRE ALEXINSKY
ANCIEN DÉPUTÉ A LA DOUMA

LA RUSSIE ET LA GUERRE

« Pétrograd, 12 janvier. — A Lvov, les soldats russes convalescents, aveuglés par le vitriol que les Allemands leur ont jeté au visage, offrent un spectacle pitoyable. Ils ont la figure bandée, ils marchent à la file en tenant une corde et menés par un guide. »
(Dépêche publiée dans les journaux le 13 janvier 1915.)

A ces soldats russes et à d'autres victimes de la guerre que le peuple russe n'a pas voulue je me permets de dédier respectueusement le présent ouvrage.

G. A.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

1915

PRÉFACE

Le bienveillant accueil fait en France et dans les pays de langue anglaise à mon ouvrage sur la « Russie moderne », dont la première édition française est épuisée et dont la deuxième édition anglaise suivit la première dans l'espace de dix mois, m'inspire la hardiesse de présenter au public un nouveau livre consacré à mon pays.

Le sujet de ce nouveau livre est « la Russie et la Guerre ». Mais, en l'écrivant, je n'ai pas entendu faire seulement et exclusivement un ouvrage d'actualité, valable pour le jour présent et sans aucun intérêt pour le lendemain. Ce n'est pas le côté extérieur et dramatique de la grande guerre menée par la Russie et par ses alliés qui m'intéresse le plus. On ne trouvera donc dans ce livre ni descriptions de bataille ni relations pittoresques et tragiques de la succession des opérations militaires. Mon but est tout autre. Je veux exposer les principaux phénomènes de la vie russe avant et pendant la

guerre mondiale et expliquer les liens et les rapports existant entre celle-ci et ceux-là.

Quels furent les faits de politique internationale qui précédèrent la guerre? et quelles causes obligèrent la Russie à y participer? Quelle était la situation intérieure de la Russie à la veille de la guerre? Peut-on dire que cette guerre ait été voulue par le peuple russe, ou par son gouvernement, ou par tous les deux? Comment fut-elle accueillie par la société et par les masses populaires en Russie? Quelle attitude prirent en face du conflit mondial les diverses nationalités et partis politiques de notre pays? Pourquoi quelques-uns des « révolutionnaires » et des « socialistes » russes éprouvent-ils une étrange « peur » que la Russie soit victorieuse et même expriment-ils le désir qu'elle ait le dessous? De quelle façon les gouvernements des pays menant la guerre contre la Russie tâchèrent-ils d'exploiter à leur profit la haine des révolutionnaires russes pour le tsarisme? Pourquoi le soldat russe se bat-il mieux contre les Austro-Allemands et les Turcs qu'il ne le faisait pendant la guerre contre le Japon? Quelles perspectives s'ouvrent à la Russie après la fin de la guerre? Qu'est-ce que l'Europe peut trouver en Russie et la Russie en Europe après l'écrase-

ment du militarisme prussien, qui les menace toutes les deux?

Voilà les nombreuses questions que je pose dans le présent ouvrage et que je tâche de résoudre. Dans mon exposé, je m'efforce toujours de rester impersonnel et impartial autant qu'il est possible durant la présente tragédie de l'humanité. Chacune de mes affirmations est appuyée sur des faits et des documents. Je ne veux pas troubler l'âme des lecteurs par des clameurs d'indignation. Je préfère convaincre leur esprit par une analyse purement objective. Car, suivant l'expression d'un écrivain russe, « les mots et les illusions périssent, les faits restent ».

Avril 1915. G. A.

P.-S. — *J'exprime ma sincère reconnaissance à M. E. Cleemann, qui s'est donné la peine de mettre au point le manuscrit français du présent ouvrage.*

G. A.



LA RUSSIE ET LA GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

AVANT LA GUERRE

CHAPITRE I

I. L'évolution de la politique extérieure de l'empire russe après la guerre contre le Japon. — La marche vers l'Extrême-Orient et le recul vers l'Occident. — Les intérêts économiques de la Russie en Extrême-Orient et dans l'Orient voisin. — II. Les partisans de la « politique asiatique ». — Le mémoire confidentiel d'un diplomate russe.

I. — La guerre contre le petit Japon marque un moment décisif dans l'histoire de la politique extérieure de la grande Russie. Ou, plus exactement, elle présente pour cette politique d'abord un point d'arrêt et ensuite un changement de direction. Avant la guerre contre le Japon, l'aigle russe planait sans nul obstacle sur l'Asie orientale. Mais le soleil levant du jeune empire japonais lui brûla les ailes. Son vol vers l'Extrême-Orient fut coupé brusquement; et, déjà en 1906, dans une réunion secrète

des chefs du gouvernement russe, quelqu'un émit l'avis qu'après la débâcle occasionnée par la guerre russo-japonaise l'empire des tsars devait renoncer à sa politique d'expansion à l'extérieur et « prendre une attitude plus prudente et plus conciliante ».

Ainsi fut suspendue la marche russe vers l'Extrême-Orient; et l'ours moscovite se trouva à une croisée de chemins, comme le héros d'une légende populaire russe. Où aller? Fallait-il reprendre l'ancienne route? Mais le soleil jaune du Japon était toujours visible à l'horizon oriental. Ou se retourner vers l'occident? Mais, là, l'aigle noire de l'Allemagne, au bec de fer, était sur le qui-vive.

Le mieux et le plus simple sans doute eût été de rester chez soi, sans chercher de nouvelles aventures ni en Orient ni en Occident. Mais, d'abord, les hommes ne prennent pas toujours, malheureusement, les résolutions les meilleures ni les plus simples. Ensuite, la Russie tient de son passé un lourd héritage de liens, d'alliances diplomatiques et militaires et de contre-alliances, dont le jeu automatique pouvait l'entraîner dans un conflit extérieur, aussi bien qu'elle-même pouvait y entraîner ses amis et ses ennemis. En outre, il y avait à l'intérieur du pays des forces qui ne voulaient pas s'incliner devant la nécessité d'adopter une autre politique étrangère. Elles étaient formées de groupes de la haute aristocratie et des hauts milieux militaires pour lesquels la leçon de la guerre russo-japonaise avait passé presque

inaperçue et qui désiraient prendre une revanche sur un champ de bataille, quel qu'il fût. Il y entrait aussi des groupes de capitalistes qui, ne sachant pas se satisfaire d'un travail patient et paisible pour la régénération de l'immense marché intérieur, capable cependant de leur apporter un meilleur revenu que toutes les Mandchouries et les Perses réunies, voulaient avoir à leur disposition des marchés étrangers conquis de vive force.

« Le chemin de fer de la Chine orientale devait nous créer de nouveaux débouchés, lier l'Europe à l'Orient par une voie de communication. La guerre russo-japonaise brisa tous ces espoirs. De ce chemin de fer 700 verstes, dans la partie la meilleure et la plus productive des régions qu'il desservait, ont été perdus pour nous, de même que le port de Dalny (Talienouan), parfaitement outillé.... On ne saurait fonder de grands espoirs sur l'exportation de nos marchandises dans la Mandchourie méridionale, où les Japonais sont les maîtres. Notre commerce avec la Mongolie est aussi en état de stagnation.... Notre situation en Extrême-Orient ayant été compromise par la guerre, les regards se sont reportés d'une part vers l'Occident, d'autre part, surtout, vers l'Orient rapproché. On a créé une série de chambres de commerce : russo-anglaise, russo-belge, etc.; en même temps, des sociétés pour l'exportation des marchandises en général, et plus spécialement dans les Balkans.... Mais, malgré les efforts simultanés

du gouvernement et des milieux commerciaux et industriels, les sorties d'objets fabriqués progressent trop doucement. Notre situation dans l'Orient voisin est faible. Pas de chances en Occident. L'Allemagne, « amicale », nous pousse vers l'Asie. Mais, en Perse, nos affaires sont en mauvais état et menacent de devenir encore pires ; cela grâce au concours de l'Allemagne. Le marché du riche Midi de la Mandchourie, nous l'avons perdu ; celui de la partie septentrionale est médiocre et instable. De la Mongolie, la concurrence étrangère nous élimine avec succès. De là, chez nous, une tendance, qui se développe, à retenir ces marchés par la force des armes ; ainsi nous nous trouvons à la veille de nouvelles aventures coloniales.... En un mot, nous voyons se reproduire les phénomènes par lesquels nous sommes passés avant la révolution. »

Tels sont les termes dans lesquels un bon économiste russe, en 1911, dépeint la face économique de la politique de son pays en Asie orientale après la guerre russo-japonaise (1).

Mais, tandis que quelques petits noyaux politiques et économiques désiraient que la politique extérieure de la Russie gardât son ancienne orientation, c'est-à-dire continuât de marcher vers l'Asie orientale, d'autres — et parmi eux beaucoup de libéraux —

(1) Voir le grand ouvrage de M. A. Finn-Yenotaevsky, *Sovremennoïe Khoziaïstvo Rossiyi* (l'Économie moderne de la Russie), Pétersbourg, 1911, pp. 408 et 412.

soutenaient que le pays devait concentrer son attention et ses forces sur les régions plus proches, notamment l'Asie-Mineure, les bords de la mer Noire et les Balkans. On ne peut pas nier que cette opinion se base sur la réalité de graves intérêts et sur des considérations d'ordre matériel. La Russie est un des « greniers du monde ». Son commerce extérieur consiste surtout en exportations de céréales.

« Si l'on considère notre exportation de céréales, on constate que le centre de gravité en est, depuis le dernier quart environ du XIXe siècle, placé dans les ports méridionaux. En ces dix dernières années, le rôle des régions du midi, du sud-est et du sud-ouest dans le commerce extérieur s'est encore accru (1). »

En 1909, les quantités sorties par les ports de la mer Noire et de la mer d'Azov atteignent, relativement au total des exportations russes de céréales, 76.4 pour 100 pour le froment, 91 pour 100 pour l'orge, 53 pour 100 pour le seigle, et 83 pour 100 pour le maïs.

Les céréales étant le principal élément de son commerce extérieur, et les ports de la mer Noire, leurs principaux débouchés, on conçoit l'importance de la « question orientale », de la question des Dardanelles, etc., pour les intérêts économiques de la Russie.

(1) *Ibidem*, pp. 425-426.

Il faut y joindre le problème des relations commerciales entre la Russie et l'Allemagne, liées l'une à l'autre par des courants d'échanges extrêmement développés, et sur le caractère desquels je reviendrai; enfin, il faut prendre en considération la situation de la Russie et de l'Allemagne dans la mer Baltique, deuxième grande route du commerce extérieur russe et qui se trouve, en réalité, au pouvoir de la puissante flotte allemande. On comprend donc facilement que la Russie a des attaches d'intérêts beaucoup plus considérables en Occident qu'en Extrême-Orient et qu'elle ne peut pas se détourner complètement de ce qui se passe en Asie-Mineure, dans les Balkans et sur ses frontières occidentales.

II. — Quelques-uns des hommes politiques russes étaient même d'avis de renoncer résolument à diriger sur l'Asie orientale l'effort diplomatique et militaire russe et de le retourner vers les Balkans et l'Europe. Cette opinion fut combattue par les partisans de la « politique asiatique ». Un de ces derniers, le baron Rosen, ancien ambassadeur russe à Belgrade, à Tokio et à Washington et collaborateur de M. Witte dans les négociations avec le Japon à Portsmouth, a publié sur ce sujet, en 1915, un mémoire confidentiel intéressant et dont les exemplaires furent retirés de la circulation — dit-on — par ordre du gouvernement. Je crois que mes lecteurs

me seront reconnaissants de leur en communiquer la partie essentielle (1).

« Après l'échec de la dernière guerre — écrit M. Rosen — et de toute notre politique en Extrême-Orient, traitée d'aventure par des gens qui ne se rendent pas compte de l'énorme importance, pour la Russie, de ses intérêts dans ces régions, et qui n'a mérité cette dénomination que parce qu'elle n'a pas été appuyée à temps de toutes les forces de l'État, il semble qu'au sein de l'opinion publique se soit fortement ancrée l'idée que la Russie doit de nouveau chercher en Europe le centre de ses intérêts politiques. »

M. Rosen a d'autres vues. Il croit que la Russie n'a aucune mission historique dans l'Orient voisin et que l' « idée slave » n'est assise sur aucune base réelle et ne correspond pas aux vrais intérêts russes. La lutte pour cette « idée slave » n'a eu jusqu'ici pour la Russie que des résultats négatifs et nuisibles : elle l'entraîna dans la guerre de 1877-78, qui prépara le terrain à la révolution; elle fut la cause du refroidissement des rapports avec l'Allemagne, au temps de Bismarck; elle amena la dissolution de l'alliance des trois empereurs, qui garantissait la frontière occidentale de la Russie. Enfin — dit M. Rosen — elle « nous poussa aussi à la conclu-

(1) Un compte rendu détaillé du mémoire du baron Rosen, avec de nombreuses citations textuelles, a été publié dans la revue française le *Correspondant*, septembre 1915.

sion d'une alliance avec la France qui nous a engagés dans des intérêts entièrement étrangers à la Russie, à savoir la revanche, pour la France, de Sedan et de la perte de l'Alsace-Lorraine et, en ces derniers temps, l'antagonisme anglo-allemand, qui sera le terrain sur lequel se jouera la prochaine guerre européenne ».

Pour M. Rosen, la « grande idée slave » n'est qu'une « gymnastique verbale d'écrivains ou d'orateurs du camp slavophile... dénuée de tout fondement réel ».

« Toutes les entreprises inspirées par cette idée, comme, par exemple, la Banque slave, les expositions de produits russes, les bibliothèques russes en pays slaves, et ainsi de suite, tout cela ou bien reste à l'état de projet ou traîne une existence misérable.... Dans le domaine de la civilisation matérielle, la Russie n'a pas besoin du monde slave, ni le monde slave de la Russie. Dans les États slaves des Balkans, notre industrie, qui dispose d'un énorme marché intérieur, défendu par des droits protecteurs très élevés, ne pourrait qu'à perte concurrencer l'industrie austro-allemande ; pour les Slaves du Sud, les relations commerciales seront toujours plus avantageuses avec la monarchie austro-hongroise, leur voisine, qu'avec la lointaine Russie.

« Au point de vue intellectuel, les Slaves des Balkans (à plus forte raison, ceux d'Autriche), en dépit d'une germanophobie plutôt factice, préfèrent évidemment — et cela est fort naturel — puiser direc-

tement et de première main aux sources occidentales, principalement aux germaniques.... Quant aux sympathies, irrésistibles, assure-t-on, des Slaves autrichiens pour la Russie, il n'est que trop évident que leurs coquetteries à notre adresse ont un but unique, essentiellement égoïste, à savoir d'agiter devant le gouvernement autrichien l'épouvantail du panslavisme sous l'hégémonie russe, afin d'obtenir de lui les concessions désirées.... Nos avances constantes dans la presse et les discours de certains politiciens amateurs aux Slaves autrichiens ont, en fin de compte, poussé l'Autriche aussi à des avances peu désirables, ou même dangereuses, à l'adresse de nos mazeppistes (1) ukrainophiles et autres éléments hostiles à l'empire russe qui rêvent traîtreusement le démembrement de la Russie. »

Le baron Rosen se prononce pour une entente avec l'Autriche :

« La cause unique que l'on puisse prévoir d'un conflit armé avec l'Autriche, c'est justement l'opposition que nous faisons à sa politique balkanique.... Cet antagonisme est l'origine même de cet état de choses, dangereux pour nous, grâce auquel, chaque fois que se produit quelque mouvement dans la péninsule, surgit la possibilité de l'intervention de l'Autriche comme puissance principalement intéressée par sa situation géographique ; pour nous, la

(1) Partisans de la politique inaugurée par Mazeppa, le fameux hetman des cosaques.

possibilité d'un conflit avec elle et, par suite, d'une conflagration européenne. »

La Russie — croit M. Rosen — doit s'accommoder de la pénétration autrichienne dans les Balkans :

« L'Autriche, tout comme l'Allemagne, est dans une période de croissance.... La seule sortie possible pour elle est indiquée par sa situation géographique : évincée de la confédération germanique, elle a tourné ses regards vers le Sud slave. La poussée de l'Autriche vers le Sud slave ne heurte pas les intérêts réels, non imaginaires, de la Russie. Au contraire, elle rencontrera là des complications suffisantes pour lui faire sentir le prix de rapports amicaux avec la Russie. »

Une alliance de la Russie avec l'Allemagne paraît au baron Rosen encore plus nécessaire. Alliée de la France et de l'Angleterre, la Russie se trouve dans un camp hostile à l'Allemagne. M. Rosen pense que toute la responsabilité de l'inimitié entre les trois puissances occidentales revient, non à l'Allemagne, mais à la France et à l'Angleterre. « Au premier rang des causes de cette hostilité réciproque, nous voyons l'irréconciliable antagonisme franco-allemand, fondé sur l'idée française de revanche de Sedan et de la perte de l'Alsace-Lorraine. A cette cause est venue, ces dernières années, s'en joindre une autre : l'antagonisme anglo-allemand, fondé sur la concurrence commerciale, industrielle, coloniale et celle des armements maritimes. *Ces deux motifs*

sont absolument étrangers aux intérêts vitaux de la Russie. »

Pendant les vingt années qui suivirent la guerre de 1870-1871, la France était si faible et l'Allemagne si puissante que, « grâce à l'énorme disproportion des forces, la guerre était pour l'une des parties superflue et pour l'autre impossible ». Une telle situation semble à M. Rosen l'idéal; et il est bien mécontent que l'alliance conclue par la France avec la Russie ait rétabli l'équilibre des forces. Il est vrai que, pendant cette vingtaine d'années, l'Allemagne avait une hégémonie en Europe et qu'aujourd'hui elle veut de nouveau la conquérir. Mais cette ambition allemande est dangereuse seulement pour l'Europe occidentale et non pour la Russie, affirme M. Rosen, qui ne peut « absolument pas comprendre » en quoi la domination allemande sur l'Europe contrarie les intérêts de la Russie, qui est « plutôt une puissance asiatique » : « En abandonnant à l'Allemagne la suprématie dans la partie occidentale de l'Europe et en se désintéressant complètement de la rivalité entre puissances européennes sur le terrain des intérêts purement européens, la Russie assurerait la sécurité de sa frontière occidentale et aurait les mains libres pour accomplir sa mission en Asie. »

Céder l'Europe au Moloch prussien et prendre, en échange, l'Asie, tel est le suprême devoir national de la Russie, selon M. Rosen. Une semblable alliance

avec l'Allemagne sera d'autant plus profitable à la Russie qu'elle permettra à la première d'affaiblir la suprématie navale anglaise, ce qui serait profitable à la seconde, croit le baron Rosen.

La confiance de la France et de l'Angleterre en la Russie repose « sur des bases fragiles », dit-il, et « incommensurablement plus précieuse pour nous est la confiance de l'Allemagne ».

En commentant les idées exposées dans le mémoire de M. Rosen, dont nous avons fait un résumé précis, une revue française a remarqué qu'il y a dans ces idées « un germanisme atavique » et que, « si M. de Bethmann-Hollweg s'amusait à donner des conseils à l'ambassadeur de Russie à Berlin, il ne devrait pas en donner d'autres ».

Il nous faut maintenant analyser la situation internationale réelle de la Russie avant la guerre pour savoir si les conseils germanophiles du baron Rosen étaient bons et s'ils correspondaient aux vrais intérêts de la Russie.

CHAPITRE II

I. La Russie dans le concert des puissances. — L'alliance franco-russe. — La position de la France était-elle offensive ou défensive? — II. L'entente franco-anglaise. — La rivalité entre l'Allemagne et l'Angleterre. — L'entente franco-anglo-russe et son caractère politique.

I. — Malgré toutes les lamentations des partisans de l' « orientation asiatique », le recul de la Russie en Extrême-Orient et son « retour » vers l'Occident devint un fait accompli. L'État russe se trouva par suite devant le problème compliqué de son attitude vis-à-vis des autres États européens et de sa position dans le fameux « concert » des grandes puissances. Dans une large mesure, cette position était évidemment déterminée par le récent passé de la politique extérieure russe, qui est caractérisé par l'alliance franco-russe d'une part et par l'entente franco-anglo-russe d'autre part.

L'alliance franco-russe est de nature double : financière et politico-militaire. Le facteur économique et financier fut, sans doute, prépondérant dans la naissance de cette étrange union entre la démocratie républicaine française et l'autocratie monarchique russe. Mais on ne doit pas nier non plus l'importance des considérations politiques et militaires qui ont poussé la France dans les bras du tsarisme et

qui se sont fait sentir surtout pendant les dernières années. Après sa défaite par le Japon, la ruine de presque toute sa flotte et ses grandes pertes en hommes et en matériel, la Russie était gravement atteinte dans sa puissance militaire. L'Allemagne profita immédiatement de cette rupture d'équilibre pour affermir son influence internationale, économique et politique. On peut dire sans aucune exagération que les grands malheurs éprouvés par la Russie dans la guerre de 1904-1905 ont été un bonheur pour l'Allemagne.

D'abord, celle-ci a su exploiter les embarras de sa voisine orientale en 1903 pour lui arracher un traité douanier très profitable à son commerce et à son industrie, à elle. En même temps, elle redoublait d'efforts pour augmenter ses moyens militaires; et cette augmentation acquit sa plus grande rapidité justement à partir du moment où la guerre avait affaibli l'armée russe.

En 1905, l'empire allemand réalisa un progrès gigantesque en ce sens : cette année-là, en effet, fut votée par le Reichstag une loi accroissant les moyens d'action de l'armée du kaiser non seulement sous le rapport du nombre des soldats, mais aussi quant au matériel technique. Pendant les sept années suivantes, l'Allemagne rendit de plus en plus intensive sa préparation à la guerre; et, par ses dépenses dans ce but, elle laissa la France bien loin en arrière. Durant cette période (1906-1912), elle affecta à ses

armées 7.493 millions de francs, tandis que la France bornait ses dépenses de cette nature à 5.902 millions de francs : soit un écart total de 1.591 millions ou de 227 millions par an.

L'emploi que le militarisme prussien fit de sa suprématie est bien connu. Exploitant la faiblesse de la Russie, le gouvernement du kaiser provoqua systématiquement la France, à plusieurs reprises, depuis 1904. Cet ordre de procédés atteignit son maximum au fameux « coup d'Agadir », en 1911, quand le kaiser jeta dans la balance d'une discussion diplomatique tout le poids d'un vaisseau de guerre et, au moyen de ce chantage savant, obtint sans un coup de fusil une partie considérable des possessions françaises au Congo.

En parlant de la provocation systématique pratiquée par l'Allemagne, je ne veux aucunement représenter la France comme un agneau innocent assailli par un loup féroce. La France d'aujourd'hui ressemble à tous les pays capitalistes : elle est armée, elle a une politique coloniale, une diplomatie secrète, etc. Mais, dans sa structure économique et sociale, il entre des organes qui la rendent plus pacifique ou, pour mieux dire, lui inspirent une attitude défensive en opposition avec celle de l'agressive Allemagne. La France est un pays de haute finance d'une part, de petite épargne d'autre part : c'est un pays de gros et de petits rentiers. Or, le rentier est le plus pacifique des bourgeois moder-

nes, ce qui est bien compréhensible, car c'est lui qui souffre le plus d'un conflit armé, cause de la chute de la rente et des autres valeurs La prédominance du type rentier dans la société bourgeoise française explique que, malgré la conquête de l'Alsace-Lorraine par les Allemands et malgré « la blessure que la France portait à ses flancs depuis un demi-siècle en silence » (l'expression est de M. Viviani), l'idée d'une guerre offensive contre l'Allemagne n'ait rencontré en réalité aucun succès auprès des Français. Les Allemands le savaient bien eux-mêmes. En 1909, le professeur Delbrück, patriote allemand bien connu, publia un article démontrant qu'il était hors de doute que la majorité du peuple français ne désirait pas la guerre à l'Allemagne et que l'idée d'une revanche avait perdu une grande partie de sa puissance. La France est le banquier de l'Europe, disait M. Delbrück ; la guerre européenne pourrait avoir pour résultat d'arrêter le service des intérêts des emprunts, ce qui serait un terrible coup pour la France (1).

La plupart des démocrates bourgeois en France non seulement étaient opposés à une politique agressive vis-à-vis de l'Allemagne, mais penchaient, au contraire, vers une entente franco-allemande. Cette tendance pacifique était appuyée aussi par les ouvriers socialistes français, qui ont fait tout leur

(1) *Preussische Jahrbücher*, janvier 1909, tome 134.

possible pour prévenir la triste éventualité d'un conflit armé entre leur pays et l'Allemagne et qui ont donné la vie du noble tribun du peuple français, Jean Jaurès, comme sanglante preuve de leur sincère dévouement à l'action pour la paix...

Enfin, on peut croire qu'en général le régime républicain s'adapte beaucoup moins à une politique offensive et guerrière qu'une monarchie absolue ou semi-absolue. Du moins, M. Marcel Sembat, socialiste notoire et membre du ministère de la défense nationale en France, affirme d'une façon catégorique, dans son ouvrage publié peu de temps avant la guerre et qui a fait grand bruit, qu'il existe une opposition presque naturelle entre l'idée républicaine et la guerre d'agression :

« La République militariste, la République nationaliste, la République guerrière, ce n'est pas une doctrine, c'est une bévue », écrit-il (1).

Cela ne veut pas dire qu'une République démocratique ne soit pas capable de se défendre : l'expérience de la première République française, à la fin du XVIIIe siècle, l'a prouvé ; mais le régime démocratique et républicain ne se prête pas assurément aussi bien à une politique de querelle et de brigandage international qu'un régime autocratique et absolutiste. Et c'est un nouvel argument en faveur de la démocratie.

(1) MARCEL SEMBAT. *Faites un roi, sinon faites la paix*, 10e édition, p. 61.

Le danger perpétuel d'un conflit armé avec l'Allemagne obligea la France à chercher une garantie, la plus sûre possible. Beaucoup d'hommes politiques crurent la trouver dans uneentente franco-allemande. Les conférences des parlementaires français et allemands à Bâle et à Berne furent un noble effort de leur part. Mais ces conférences ont démontré que, si, en France, la plupart des vrais démocrates désiraient sincèrement la paix et l'accord avec l'Allemagne, l'opinion publique allemande était moins pacifiste. L'attitude observée à cette occasion par les parlementaires allemands à l'égard de leurs collègues français fut plutôt réservée. Voilà pourquoi la démocratie française ne pouvait pas risquer un changement radical de sa politique extérieure et résilier son contrat diplomatique et militaire avec la Russie, contrat qui, nonobstant ses imperfections et ses côtés inquiétants, assurait tout de même à la France un certain appui en cas d'agression allemande. Et même les citoyens français hostiles au principe de l'alliance avec la Russie devaient l'accepter dans la pratique, au moins jusqu'à la réalisation... d'une entente franco-allemande. Cette contradiction entre la réprobation théorique de l'alliance russe et son acceptation pratique, nous la trouvons dans l'ouvrage de M. Sembat que nous avons cité tout à l'heure.

« La Russie? La Russie ne nous sert à rien, écrit-il; et nous ne lui servons qu'à donner de l'ar-

gent. Ses trois semaines de mobilisation et la contre-attaque de l'Autriche-Hongrie, favorisée par la révolte polonaise, nous interdisent de compter sur elle au début de la guerre. »

Mais, quelques pages plus loin, M. Sembat dit :

« L'alliance russe a incontestablement amélioré au profit de la France... le rapport des forces militaires (françaises et allemandes, comparées entre elles). »

Ainsi donc, bien qu'avec beaucoup de réserves et presque à contre-cœur, la démocratie française a été obligée d'accepter pour le moment la continuation de la politique de l'alliance russe, comme une garantie faible, mais tout de même nécessaire contre l'invasion allemande.

II. — Le danger allemand a fait naître aussi l'entente franco-anglaise, qui a pour base la convention conclue en 1904, c'est-à-dire au moment où les forces russes étaient absorbées par la guerre contre le Japon et où l'Allemagne avait les coudées franches à sa frontière orientale. Le caractère défensif de l'entente franco-anglaise est pour moi hors de doute. Elle était défensive à sa naissance et elle l'était quelques mois avant la guerre actuelle, comme on peut le voir par la correspondance échangée entre sir E. Grey et l'ambassadeur français à Londres, M. P. Cambon, au mois de novembre 1912 :

« Si l'un ou l'autre gouvernement, écrit sir E. Grey

à M. Cambon, avait de graves raisons de craindre une attaque sans provocation de la part d'une tierce puissance ou tout autre événement menaçant pour la paix générale, ce gouvernement devrait examiner immédiatement avec l'autre s'ils ne doivent pas agir tous deux ensemble pour empêcher l'agression et maintenir la paix. »

En réponse à cette lettre, M. Cambon écrit : « Je suis autorisé à vous déclarer que, dans le cas où l'un de nos deux gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix (1). »

Il résulte de ces documents, — restés secrets jusqu'à la déclaration de guerre et rendus publics pour la première fois par M. Viviani à la séance de la Chambre des députés du 4 août 1914, — que l'accord conclu entre la France et l'Angleterre n'a pas pour but l' « encerclement de l'Allemagne », comme cette dernière le croyait (peut-être, sincèrement!...), mais constitue une assurance mutuelle contre une agression de la part du kaiserisme.

Pour l'Angleterre, une telle assurance était encore plus nécessaire que pour la France elle-même, parce

(1) Voir le Livre Jaune du ministère des affaires étrangères de France. Paris, 1914, p. 168.

que l'Allemagne considérait l'Angleterre comme sa principale rivale. « Notre avenir est sur la mer », a dit Guillaume II dans son discours à Stettin, le 25 septembre 1890. D'où son application à augmenter la flotte militaire allemande. Un écrivain français, qui s'est donné la peine de commenter les pensées exprimées par l'empereur allemand sur ce sujet, dit que, « dans l'étude des idées de Guillaume II sur la marine, il faut établir une distinction entre deux points de vue : l'un commercial, l'autre militaire : 1° Le kaiser a une vue très nette du grand rôle que joue la mer dans le développement industriel et commercial d'un peuple.... C'est par la mer que l'on peut partir à la conquête des marchés de l'univers : d'où nécessité d'une grande marine de commerce ; importance des anciennes villes de la Hanse : Brême, Hambourg, Lubeck, Stettin; et rôle capital joué par les grandes compagnies de navigation. 2° Mais, d'autre part, tous les points du globe où prend pied l'empire allemand par son commerce deviennent des points vulnérables.... Ses triomphes nouveaux, ses conquêtes pacifiques excitent des jalousies, créent d'inévitables rivalités et, nécessairement, provoqueront des conflits.... Une seule arme permet de triompher dans ces luttes : une flotte de guerre puissante » (1).

Mais l'Allemagne, par les deux formes de son

(1) Jules Arren. *Guillaume II. Ce qu'il dit, ce qu'il pense.* Paris, 1911, p. 159-160.

expansion sur la mer, expansion commerciale et expansion navale et militaire, entrait en concurrence avec l'Angleterre. Au point de vue commercial, cette concurrence s'exprime par les chiffres suivants (en milliards de marks allemands) :

Exportation	en 1907	en 1913
de l'Allemagne	6,9	10,1
de l'Angleterre	8,7	10,7
de la France	4,5	5,5
des États-Unis.	8,1	10,5

Si, en chiffres absolus, l'Angleterre soutient encore sa suprématie commerciale, l'exportation allemande augmente comparativement avec beaucoup plus de rapidité et d'ampleur que l'exportation anglaise. Il est vrai qu'elle est artificiellement forcée à l'aide de primes payées par l'État aux exportateurs. Quoi qu'il en soit, procurer au capitalisme allemand sa « place, au soleil » telle est l'idée maîtresse du gouvernement du kaiser. Où cependant trouver cette place? On ne peut que l'enlever à son voisin, et c'est ce qui arriva en 1911, quand un gros morceau du Congo français fut pris (pour rien !) par l'Allemagne. Mais on pourrait enlever encore beaucoup plus à l'Angleterre. Il faut essayer de le faire, et, dans ce but, il faut d'abord dépouiller l'Angleterre de sa suprématie navale. Et voici que l'Allemagne se met fiévreusement à construire des cuirassés et des croiseurs. L'Angleterre ne peut pas laisser cet effort sans attention et sans réponse,

et la concurrence économique anglo-allemande se transforme en une rivalité militaire. Comme je l'ai déjà dit dans mon livre La *Russie moderne*, cette rivalité semble être le pivot de la politique mondiale d'aujourd'hui.

La guerre actuelle a absolument confirmé cette opinion. Les Allemands eux-mêmes disent que l'Angleterre est leur principal adversaire. Encore en 1908, le professeur Delbrück, patriote allemand, a écrit que, dans la politique mondiale, les questions secondaires ne doivent pas être résolues isolément, mais accessoirement à des antagonismes majeurs et que les désaccords austro-serbes sont à juger, en fin de compte, comme dépendant de la rivalité entre l'Angleterre et l'Allemagne. Après la déclaration de guerre, un autre publiciste allemand bien connu, M. Maximilien Harden, écrit dans sa *Zukunft* (17 octobre 1914) que l'annexion de la Belgique est nécessaire à l'Allemagne pour écraser l'Angleterre : « N'y a-t-il pas là en (Belgique), demande-t-il, ce que tout cœur allemand souhaite aujourd'hui impétueusement, d'un ton parfois trop injurieux : la victoire sur l'Angleterre? ». L'Angleterre est même plus détestée par les chauvins allemands que la Russie. Au mois de décembre 1914, un journal social-démocrate(!) allemand l'avoue avec un cynisme inouï : « La lutte contre le tsarisme est en honneur, écrit-il, mais le sens de ce vieux cri de guerre n'a jamais pu être qu'il fallût faire la guerre uniquement

dans le but politico-idéologique d'abattre le tsarisme.... Notre ennemi se trouve politiquement là où il se trouve économiquement », c'est-à-dire en Angleterre.

M. Lenard, professeur de physique à Heidelberg, écrit, à son tour, ce qui suit dans une brochure sur la guerre, publiée huit ou dix semaines après le commencement de la lutte :

« A bas toutes les considérations sur ce qu'on appelle la culture anglaise! Le principal foyer et la haute académie de toute hypocrisie qui se trouvent sur les bords de la Tamise doivent être démolis de fond en comble si nous voulons atteindre un résultat favorable. »

Même les poètes allemands dépensent leur chaleur lyrique en haine pour l'Angleterre. Le plus populaire des poètes modernes de l'Allemagne est M. Ernest Lissauer. Pourquoi? Parce qu'il a écrit la *Chanson de la haine contre l'Angleterre* :

« Wir wollen nichts lassen von unserem Hass;
Wir haben alle nur einen Hass;
Wir lieben vereint, wir hassen vereint,
Wir haben alle nur einen Feind :
England! »

Ce qui veut dire :

« Nous ne voulons rien laisser de notre haine :
Nous n'avons, tous, qu'une seule haine;
Nous aimons ensemble, nous haïssons ensemble,
Nous n'avons tous qu'un seul ennemi : Angleterre! »

Un critique allemand, en caractérisant la poésie lyrique engendrée en Allemagne par la guerre actuelle, dit à ce propos : « Il est digne de remarque que la poésie guerrière de l'Allemagne ne connaît rien de la haine nationale pour la France ou la Russie. La France et la Russie sont des adversaires, tandis que l'Angleterre est l'ennemie. »



L'attitude menaçante de l'Allemagne pendant ces dernières années a poussé l'Angleterre, comme la France, vers l'entente avec la Russie. Mais on n'ignore pas que l'idée de cette entente fut fort discutée et même combattue par les éléments démocrates de l'Angleterre, choqués de ce concubinage de leur libre pays avec un despotisme tsariste. En Russie aussi, cette entente n'a pas trouvé partout bon accueil. Surtout les partis conservateurs et la droite se prononcèrent résolument contre elle. Qu'on se rappelle, par exemple, les sentiments que les réactionnaires russes exprimaient pour l'Angleterre pendant la visite du président du conseil des ministres français à Pétersbourg, dans l'été de 1912. Le prince Mechtchersky, rédacteur de l'ultra-conservateur *Grajdanine*, écrit alors : « Une amitié étroite entre la Russie et l'Allemagne est pour la France un bien plus avantageux et plus durable que sa dépendance à l'égard de l'Angleterre, toujours capricieuse, toujours égoïste et jamais sincère. »

L'organe des « bandes noires », la *Zemchtchina*, écrit : « Bref, l'Angleterre veut nous mettre en avant pour affaiblir l'Allemagne par nos mains, dussions-nous subir dans ce but une guerre comme celle de 1812. Mais que le ciel nous préserve de cet honneur ! Il est temps que nous renoncions au rôle de sauveurs de l'Europe, et spécialement de l'Angleterre. » M. Menchikov déclare ceci dans le *Novoe Vremia* : « Je ne vois pas quel bénéfice il y a pour les Français et pour nous à empêcher une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il semblerait, au contraire, qu'une telle guerre ne pourrait qu'être profitable à nous et aux Français. Avec la supériorité actuelle de la flotte anglaise et la difficulté d'une vaste descente sur les côtes anglaises, cette guerre finirait vraisemblablement par la destruction de toute la marine allemande et de la moitié de la marine anglaise. Ni la France ni la Russie n'auraient là un grand sujet de désolation. »

Un autre organe des « Vrais-Russes », le *Rousskoé Znamia*, parle encore plus franchement : « Tout malheur qui arrive à l'Angleterre, tout affaiblissement de sa puissance ne cause que de la joie aux Russes ; et tirer pour elle les marrons du feu n'est pas digne de la nation russe (1). »

(1) Je cite tout cela d'après *Darkest Russia* (numéro du 21 août 1912). Quant à l'antipathie des réactionnaires russes pour la France, elle est trop connue pour que je doive la démontrer ici.

Les libéraux russes, au contraire, étaient partisans de l'entente avec l'Angleterre. En général, l'idée d'un bloc russo-franco-anglais est soutenue en Russie par la bourgeoisie libérale et démocrate, tandis que la droite lui oppose l'idée d'une « sainte alliance » de trois monarchies : des Romanov, des Habsbourg et des Hohenzollern. Mais, heureusement peut-être pour le progrès de la démocratie en Europe, cette alliance ne put se réaliser, et le bloc austro-allemand, source de tant de malheurs pour l'humanité, ne se transforma pas en un bloc russo-austro-allemand, qui aurait été de beaucoup plus dangereux encore pour la démocratie européenne.

CHAPITRE III

I. La guerre des Balkans et la ligue balkanique. — II. L'amitié turco-allemande. — III. L'Autriche dans les Balkans et son conflit avec la Serbie et la Russie. — IV. La question de Constantinople et des Dardanelles.

I. — La terrible symphonie de la guerre mondiale, exécutée actuellement par un formidable orchestre de millions de fusils et de milliers de canons, a eu pour prélude la guerre des Balkans, ou plutôt les deux guerres des Balkans.

Les causes économiques de la première de ces guerres sont bien connues. Les États balkaniques chrétiens, dont le développement vers le nord et l'ouest était coupé par le voisinage de grandes puissances européennes, n'avaient qu'un seul parti à prendre : se procurer des sorties vers le sud et le sud-est de la péninsule par les provinces qu'occupaient les Turcs. Parmi les éléments démocrates des Balkans, certains proposaient de résoudre le problème non par le moyen violent d'une guerre contre la Turquie, mais par la création d'une « Fédération républicaine des peuples des Balkans et de l'Orient citérieur », qui aurait été composée de la Grèce, de la Serbie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Turquie européenne et de la Turquie asiatique.

Deux conférences consécutives convoquées par tous les partis socialistes des Balkans se prononcèrent en ce sens. Mais ce beau rêve, dont la réalisation aurait pu assurer les États balkaniques contre une guerre entre eux-mêmes d'une part et contre une aggression du côté de l'Autriche ou de la Russie d'autre part, ne put prendre corps, grâce à l'égoïsme des gouvernements chrétiens et à la politique néfaste et brutale du gouvernement jeune-turc. Le manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans publié à la fin de 1912 contient cet exposé :

« Si nous insistons sur la grave responsabilité assumée par les États balkaniques dans la guerre actuelle aussi bien que jadis, quand ils entravèrent la transformation intérieure de la Turquie, si nous accusons de duplicité la diplomatie européenne, qui n'a jamais désiré de réformes sérieuses en Turquie, nous n'entendons nullement atténuer la responsabilité des gouvernements turcs. Nous les dénonçons également au monde civilisé, aux peuples de leur empire, et en particulier aux masses mahométanes, sans l'aide desquelles ils auraient été incapables de maintenir leur domination. Nous reprochons au régime turc l'absence complète de liberté réelle et d'égalité entre les nationalités, un manque absolu de sécurité et de garanties pour la vie, les droits et les propriétés des citoyens, l'inexistence de la justice et d'une administration bien organisée et impartiale. Il a conservé un système d'impôts fort onéreux et

fort vexatoires. Il a fait la sourde oreille à toutes les demandes de réformes pour les ouvriers et les paysans mahométans et autres. Il a soutenu seulement ceux de ses sujets qui forment une féodalité, et les tribus nomades, en armes contre les agriculteurs sans défense. Par leur inertie proverbiale, les gouvernements turcs n'ont fait qu'encourager et entretenir la misère, l'ignorance, l'émigration et le brigandage et des massacres sans nombre en Anatolie et en Roumélie: en un mot, un état d'anarchie qui sert aujourd'hui de prétexte à l'intervention et à la guerre.

« L'espoir que le nouveau régime mettrait fin au passé en inaugurant une politique nouvelle a été trompé. Les gouvernements jeunes-turcs qui se sont succédé n'ont pas seulement persisté dans les erreurs anciennes : ils ont usé de l'autorité et du prestige d'un semblant de parlementarisme octroyé à la Turquie pour appliquer un système de dénationalisation et d'oppression conjointement à une centralisation bureaucratique excessive, en étouffant les droits des nationalités et les revendications des masses ouvrières. Sous certains rapports, les hommes du nouveau régime ont même dépassé ceux de l'ancien, qui avaient élevé l'assassinat de leurs adversaires politiques à la hauteur d'un moyen de gouvernement(1). »

(1) Voir l'édition anglaise du *Manifesto of the Socialists of Turkey and the Balkans. — To the working people of the Balkans and Asia Minor. — To the Labours international. — To public opinion.*

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les gouvernements de quatre États balkaniques aient voulu et su profiter des erreurs et des crimes du gouvernement turc pour constituer une ligue militaire contre lui et lui déclarer la guerre. Il n'y a rien d'étonnant non plus à ce que le gouvernement russe ait prêté son concours à cette entreprise, où il voyait un moyen efficace d'affaiblir la puissance de la Turquie et d'opposer à l'Autriche les forces d'une coalition balkanique. Mais, si la Russie contribua à la formation de cette ligue et à la première guerre, l'Autriche, à son tour, participa à la dissolution de la ligue et à l'explosion de la deuxième guerre en poussant la Bulgarie à un conflit avec la Serbie et la Grèce, ce qui permit à la Turquie de reprendre Andrinople et de réparer un peu ses pertes. L'anéantissement rapide de l'union balkanique fut un grand succès pour l'Autriche, qui, depuis ce moment-là, n'eut plus devant elle le bloc des quatre États et put exploiter à son profit les désaccords suscités entre la Bulgarie et ses alliés récents.

II. — Un autre grand succès pour la cause austro-allemande fut l'énorme et exclusive influence que l'Allemagne a su acquérir en Turquie. L'évolution de cette emprise est bien connue. Elle eut son point de départ en 1895, quand le monde entier s'émut des massacres des Arméniens en Turquie et que le gouvernement de Guillaume II, seul parmi ceux

d'Europe, prit le parti de la Turquie. L'empereur d'Allemagne, à cette époque-là, se posa pour la première fois en soutien du régime vieux-turc. Ce bon service fut bien récompensé par la Turquie, qui accorda quelques concessions importantes au capital allemand.

Même procédé en 1905 : l'Allemagne refusa de coopérer à une démonstration navale européenne, projetée pour contraindre le gouvernement du sultan à appliquer les réformes promises à la Macédoine. Jean Jaurès écrivit en ce temps-là que l'empereur allemand voulait ménager le sultan turc, d'abord pour que son secours fût payé sous forme de divers privilèges au capital allemand en Turquie et, ensuite, parce que le sultan était un des représentants de l'idée monarchique et du pouvoir absolu en Europe (1). L'exploitation des quais de Constantinople par des concessionnaires allemands, la construction et l'exploitation de chemins de fer en Turquie d'Asie par des capitalistes allemands et d'autres avantages commerciaux et industriels, tel fut le payement fait *en nature* par le sultan aux Allemands pour avoir laissé sans vengeance l'effusion du sang innocent de l'Arménie et de la Macédoine. Par la concession de la construction du chemin de fer de Bagdad, l'influence de l'Allemagne en Turquie parvint à son apogée : ainsi s'ouvrit une

(1) Voir l'article de JAURÈS dans l'*Humanité* du 27 novembre 1905.

large porte à la colonisation allemande en Asie-Mineure. La mission confiée au maréchal von der Golz-Pacha en représenta le couronnement politique et militaire.

L'abolition du régime vieux-turc et le commencement d'une ère jeune-turque, qui n'ont presque rien changé à la vie intérieure de la Turquie, n'ont pas rénové sa politique extérieure, où l'influence allemande continue à prédominer. L'envoi d'une mission militaire, avec le général Liman von Sanders à sa tête, a fait de l'armée turque un instrument docile entre les mains allemandes. L'Allemagne considère la Turquie comme sa « chasse gardée ». Le 16 janvier 1913, l'ambassadeur allemand à Constantinople, baron von Wangenheim, prononça publiquement un discours menaçant à l'adresse de la Russie où il dit : « L'Allemagne ne permettra jamais à la Russie de faire pression sur la Turquie. Ni aujourd'hui ni à l'avenir nous ne permettrons à personne de mettre la main sur l'Anatolie (1). » Quant aux Allemands eux-mêmes, leur mainmise ne s'est pas bornée à l'Anatolie, mais s'est étendue à beaucoup d'autres provinces turques.

Protecteur ostentatoire de l'indépendance de la Turquie, l'empire allemand l'a privée en réalité de toute indépendance. L'heure venue, l'Allemagne

(1) Il s'agissait de réformes en Arménie. Ce discours fut prononcé par M. de Wangenheim au club allemand « Teutonia », à Constantinople.

a jeté la Turquie dans la conflagration européenne sans se soucier au préalable de sa volonté et sans lui demander son consentement. Car c'est un fait bien établi que les mercenaires allemands au service du gouvernement turc ont commencé les hostilités contre les villes non défendues de la Russie sans même prévenir le gouvernement turc, qui s'est trouvé devant le fait accompli et n'a pas eu assez de courage pour sortir de la voie où ils l'avaient entraîné.

III. — Avant de pénétrer dans les Balkans, l'Allemagne y poussa l'Autriche. C'est une histoire déjà bien vieille. Ayant exclu l'Autriche de la Confédération germanique, lui ayant fermé toutes les sorties vers le nord, la monarchie prussienne lui indiqua le chemin du sud : Salonique et d'autres ports méditerranéens. Pour les impérialistes allemands, la marche de l'Autriche vers le sud, sa pénétration dans les Balkans devait frayer les voies à un triomphe complet et définitif de la domination des Germains sur ces contrées. Mais cette poussée de l'Autriche rencontra la résistance des États slaves en général et des Serbes en particulier. La légitimité de cette réaction n'est pas niée même par certains éléments de la société autrichienne. Par exemple, le parti social-démocrate (allemand) d'Autriche, dans son manifeste du 18 octobre 1912, en accusant la Russie et l'Italie de

« préparer la guerre », déclarait en même temps ce qui suit :

« L'Autriche-Hongrie, placée entre la Russie et l'Italie, est coupable dans une large mesure. Cet empire qui est incapable de soulager son peuple, souffrant du plus terrible besoin pendant la période du renchérissement des substances alimentaires ; qui est sans force pour arrêter la guerre civile entre ses propres nationalités ; qui gouverne la Hongrie au moyen de la plus brutale violence des Tisza et des Lukacs et qui accable la Croatie et la Slavonie sous la dictature de Cuvaj ; qui, en Bosnie et en Herzégovine, n'a jamais tenu sa promesse, faite il y a trente-quatre ans, d'affranchir les paysans chrétiens de la servitude féodale turque ; cet empire, comme s'il n'avait pas assez à faire sur son propre territoire, s'arroge la mission de juge et d'arbitre des pays balkaniques éloignés !

» Le peuple autrichien n'a qu'un intérêt dans les Balkans : les échanges commerciaux pacifiques avec les peuples balkaniques. Notre industrie demande à vendre ses produits en Serbie et en Bulgarie. En retour, nous demandons aux paysans serbes et bulgares du bétail et des céréales. Si cet échange de produits a été rendu difficile et entravé pendant nombre d'années, la faute n'en est pas aux Serbes ni aux Bulgares. La faute en est aux agrariens d'Autriche et de Hongrie. Pour obtenir le relèvement des prix du bétail en Autriche-Hongrie en éloignant la

concurrence étrangère, les riches agrariens ont fait fermer nos frontières au bétail de Serbie ou de Bulgarie. Si nous n'achetons pas de bétail aux pays agricoles des Balkans, ces pays, naturellement, élimineront nos produits de leurs marchés. Voilà l'obstacle à notre commerce dans les Balkans. Mais, pour nous en débarrasser, il n'est pas nécessaire d'envoyer nos soldats à la frontière. L'obstacle tombera, si nous brisons la puissance des agrariens en Autriche-Hongrie et si nous abattons les bureaux de douane.

« Nous ne désirons pas la guerre avec la Serbie, mais la lutte contre la politique de famine de nos agrariens. Voilà la politique balkanique que nous voulons.... Nous ne voulons pas non plus répandre le sang de nos soldats pour assurer la domination de la féodalité corrompue de la Turquie sur le peuple slave.... Et la petite Serbie, qui n'a pas plus d'habitants que la ville de Vienne, ne deviendra certainement pas un danger pour l'Autriche en s'emparant de quelques misérables villages.... L'Autriche-Hongrie a commis assez de crimes contre le pauvre peuple des Slaves du Sud. Ce n'est que par la dictature militaire qu'elle sera capable de gouverner ceux de ces Slaves soumis à sa domination. Par sa politique économique agraire, elle a réduit au désespoir les paysans de Serbie. Elle pousserait même les Slaves du Sud dans les bras du tsarisme russe en versant le sang des enfants de Serbie afin de

maintenir la suzeraineté turque sur les paysans de Serbie, en empêchant ces paysans, dont elle ne veut pas accepter les produits, de s'ouvrir un chemin vers d'autres marchés. Précisément parce que nous sommes les ennemis du tsarisme russe, dont le développement constitue le plus grand danger pour la civilisation européenne, nous demandons à l'Autriche-Hongrie de ne pas prendre l'offensive en allant contre les intérêts des Slaves du Sud (1). »

Malheureusement, les agrariens austro-hongrois furent plus forts que les partisans de la conciliation. Aussitôt la ligue balkanique dissoute, le gouvernement autrichien commençait à chercher un prétexte pour mettre à mal la Serbie et s'ouvrir un passage vers les ports du sud et de l'ouest de la péninsule sur le cadavre politique et militaire de l'État serbe. Un plan d'ensemble ne pouvait manquer d'amener l'Autriche-Hongrie à un conflit avec la Russie, surtout parce que l'Allemagne désirait ce conflit encore plus que l'Autriche elle-même.

IV. — Comme nous le verrons plus loin, la politique de la Russie à l'égard du bloc austro-allemand ne fut nullement provocante, mais, bien plutôt, assez faible et « aimable ». Cependant la Russie,

(1) Voir l'édition anglaise du *Manifesto of the Social-Democratic Party of Austria*, octobre 1912, cité d'après le *Bulletin du Bureau socialiste international*, 3e année, n° 9, pp. 9 et 10.

malgré toute sa faiblesse et toutes les sympathies de ses milieux dirigeants pour leurs confrères allemands, ne pouvait pas rester complètement impassible devant la tentative d'étranglement de la Serbie par l'Autriche. Le patriote allemand Delbrück écrivait déjà au commencement de 1909 que « l'Italie et la Russie ne pouvaient pas admettre que l'Autriche pénétrât de plus en plus profondément dans la péninsule balkanique » et que le peuple serbe « ne pouvait rester inactif aussi longtemps que, entouré de deux côtés par l'Autriche-Hongrie et sans débouché sur la mer, il se voyait devant l'inévitable perspective de tomber dans une complète dépendance vis-à-vis de cette puissance » (1).

Pour bien se représenter les conséquences qu'aurait pour la Russie la domination autrichienne et allemande dans les Balkans, on doit se rappeler encore une fois que la plus grande partie de l'exportation du blé russe passe par la mer Noire et par les Dardanelles. De cette exportation dépend non seulement l'économie agricole de la Russie, mais aussi le budget de l'Etat. Si la souveraineté turque sur les bords du Bosphore n'est pas toujours agréable à la Russie, l'établissement d'une autorité militaire allemande et autrichienne sur ce littoral serait extrêmement dangereux à la fois pour la Russie et pour l'Angleterre, l'Italie et la France. Quant à la

(1) *Preussische Jahrbücher*, janvier 1909, tome 134.

Russie spécialement, sa situation économique et politique sur les bords de la mer Noire deviendrait absolument insupportable au cas où les Balkans, avec Constantinople, seraient conquis par l'Allemagne et l'Autriche. La mer Baltique est déjà fermée par la flotte allemande. Si la mer Noire l'était aussi, la Russie se trouverait dans un cul-de-sac et deviendrait la vassale du bloc austro-allemand.

CHAPITRE IV

I. Les relations économiques entre la Russie et l'Allemagne. — Les échanges commerciaux entre ces deux pays. — Les succès du commerce allemand, facilités par la politique antisémite en Russie. — II. Le traité douanier de 1904 et le problème de son renouvellement. — Nécessité d'abolir le système protectionniste en Russie. — Pourquoi l'entente économique russo-allemande ne se réalise pas.

I. — En dehors des problèmes généraux de la politique internationale, quelques questions spéciales opposaient l'une à l'autre la Russie et l'Allemagne.

Les rapports économiques entre les deux empires étaient fort intensifs et fort développés avant la guerre. Pour le montrer, il suffit de dire que, d'après les données communiquées au premier congrès russe de l'exportation (réuni au commencement de 1914 à Kiev), « 50 pour 100 du total de l'importation allemande proviennent de la Russie ; de 47 à 50 pour 100 du total de l'importation russe proviennent de l'Allemagne ». Ainsi donc la Russie et l'Allemagne satisfont réciproquement à la moitié de leurs besoins économiques extérieurs et des demandes adressées par elles au marché étranger. L'Allemagne importa de Russie en 1901 pour 187.600.000 roubles et exporta en Russie pour

216.900.000 roubles, tandis que l'Angleterre importait de Russie pour 145.500.000 roubles et exportait en Russie pour 127.100.000 roubles. En 1909, les exportations de l'Allemagne en Russie s'élevaient à 565.500.000 roubles; et celles de la Russie en Allemagne, à 387.100.000 roubles, tandis que, pour l'Angleterre, les chiffres correspondants étaient de 127.900.000 et de 228 millions de roubles. Quant aux autres pays européens, leurs échanges commerciaux avec la Russie sont insignifiants en comparaison du commerce russo-allemand (1).

Mais le côté le plus important de la question, c'est la qualité de ce commerce. Beaucoup d'économistes russes affirment que, grâce à la politique douanière et commerciale de l'Allemagne, la Russie est en état de dépendance économique vis-à-vis d'elle; et telle est l'opinion non seulement des champions du gros capital, mais aussi des démocrates et des indépendants que guide l'intérêt des grandes masses populaires. Par exemple, un des bons connaisseurs de la vie économique russe, M. Oganovsky, représentant de la tendance « populiste » (*narodnik*), fait observer qu'il n'existe aucune grande puissance indépendante qui soit colonie d'une autre puissance et que seule la Russie constitue une exception à cette règle :

« La Russie acquiert de plus en plus le caractère

(1) Ces chiffres sont ceux de l'*Annuaire du journal* RETCH pour l'année 1912 (*Ejegodnik gazety* RETCH, 1912), page 695.

de colonie allemande, notamment en ce sens que le peuple russe est devenu un objet d'exploitation pour les hautes classes du peuple allemand. En 1904, profitant de nos embarras, le gouvernement allemand a su s'assurer, par le traité douanier avec la Russie, des avantages gigantesques, qui ont coûté à nos producteurs agricoles plus d'un milliard de roubles (1). » Les droits d'entrée élevés établis par le traité de 1904 sur les produits de l'agriculture russe protègent les junkers allemands contre une concurrence obligée d'abaisser ses prix pour pouvoir aborder le marché allemand. Quant à la compensation reçue par la Russie sous forme de relèvement des droits sur les produits de l'industrie allemande, elle ne pouvait, suivant le rapport du conseil d'État russe, « qu'être onéreuse pour l'économie rurale consommant les marchandises étrangères (2) et pour notre industrie, qui a besoin également de la production étrangère pour son outillage technique (3) ». Le fait suivant montre à quel point le traité commercial de 1904 a facilité la conquête économique de la Russie par l'Allemagne. L'Allemagne exporte en Russie, pays agricole par excellence, des produits industriels, naturellement, mais

(1) OGANOVSKY. *Une des Causes de la guerre* (article dans la revue *Iejemesiatchny Journal*, Pétrograd, octobre 1914).

(2) Les machines agricoles, etc.

(3) Passage cité d'après l'article de M. FINN-IENOTAEVSKY les *Causes de la guerre mondiale* (dans la revue *Sovremenny Mir*, Pétrograd, octobre 1914).

même une grande quantité de seigle. Le poids du seigle allemand entré en Russie passe de 332.000 pouds en 1902 à 1.878.000 en 1905 (un an après la conclusion du traité douanier) et à 6.549.000 en 1911.

Cette importation « est devenue un fait remarquable, dont il faut chercher la cause principalement dans le changement de la politique douanière allemande pendant les vingt dernières années (1) ».

Pour la période quinquennale 1907-1911, elle a équivalu, en moyenne, à environ 15 pour 100 de l'exportation du seigle russe à l'étranger. Pour la même période, plus de 16 pour 100 de toute l'exportation allemande de seigle ont été envoyés en Russie.

Je dois remarquer ici que les succès de la concurrence allemande ont été facilités d'abord par un traité douanier défavorable, mais également par les erreurs de la politique intérieure du tsarisme, et surtout par un antisémitisme absurde. En 1913, dans des articles parus dans l'hebdomadaire anglais *Darkest Russia*, j'ai relaté toute une série de faits qui démontrent plus que suffisamment l'ineptie complète de cette politique au point de vue des intérêts de l'économie nationale.

Si, par exemple, nous considérons la situation des

(1) M. L. LITOCHENKO. Le *Seigle allemand sur le marché russe*, article dans la revue *Viestnik Yevropy*, Pétersbourg, janvier 1913.

affaires dans les ports commerciaux de la Baltique, nous y trouvons les marques ruineuses des pratiques antisémites du gouvernement. Nous pouvons prendre pour exemple Libau, qui joue un rôle important dans le commerce russe. Par Libau passent des exportations de grains, de bois, etc., et des importations de harengs et d'autres articles. Pendant les quelques années qui viennent de s'écouler, on a remarqué que Libau a été dépassé par le port allemand de Kœnigsberg sous le rapport du développement du commerce, et que le port allemand a fait au russe une concurrence de plus en plus victorieuse. Au commencement de 1911, le comité de la Bourse de Libau rechercha les causes de ce phénomène, et il aboutit à la conclusion que le facteur principal du succès de Kœnigsberg et de l'infériorité de Libau était la restriction des droits des Juifs dans ce dernier. Si le commerce du hareng passe de Libau à Kœnigsberg, c'est parce que, « à Kœnigsberg, les Juifs russes qui servent d'intermédiaires entre les importateurs et les consommateurs jouissent de la liberté de résider et de commercer, peuvent posséder des magasins, etc., tandis qu'à Libau, situé en dehors de la région où ils ont le droit de s'établir, les Juifs n'ont pas les mêmes facultés et aiment mieux, en conséquence, faire leurs affaires à Kœnigsberg. De même, d'autres catégories du commerce, l'exportation du bois, par exemple, sont atteintes, parce que les Juifs, qui sont

les principaux intermédiaires, ne sont pas autorisés à exécuter toutes les opérations nécessaires à la vente et à la livraison des marchandises exportées ». Le *Retch*, en reproduisant cette déclaration, ajouta à ce moment-là que « la reprise du commerce dans les autres villes allemandes du voisinage, comme Memel, Tilsit, etc., est due également à l'émigration de Juifs russes, privés du droit de résider dans leur propre pays en dehors des régions où leur établissement est permis. En Prusse, les Juifs sont libres de se transporter d'un lieu à un autre et de commercer. Il est de fait qu'à la tête de toutes les grandes maisons d'exportation il y a des Juifs russes ». Tels sont les fruits de la politique antisémite, qui, d'après ses inspirateurs et ses agents, cherche à favoriser les intérêts « nationaux ». Le gouvernement prétend qu'il restreint l'action des marchands juifs afin de les mettre en état d'infériorité dans leur lutte avec les marchands russes et en vue de régénérer le commerce « national ». Mais, en réalité, la persécution des Juifs a simplement provoqué la décadence des centres russes de commerce étranger et la prospérité, à leurs dépens, de plusieurs villes d'Allemagne (1).

II. — A la fin de 1915 devait expirer le traité commercial russo-allemand de 1904. Le problème

(1) Voir *The Economics of Anti-Semitism* (*Darkest Russia*, 13 août 1913).

du renouvellement de ce traité commença d'être soumis, longtemps avant la guerre actuelle, à une discussion qui contribua pour beaucoup au refroidissement des relations entre les deux pays voisins. Ce fait fut constaté dès le commencement de 1914 par la revue parisienne le *Courrier Européen*, qui écrivit à ce sujet que « l'approche du terme du traité commercial russo-allemand donne lieu à beaucoup de bluff, de menaces et de compromis ». A cette observation je répondis dans un de mes articles parus dans la presse anglaise : « S'il y a quelque bluff dans la controverse entre les journalistes des deux nations, il ne faut pas oublier que les intérêts économiques des classes dirigeantes forment le fond de cette discussion inamicale entre les nationalistes russes et allemands. » « Nous savons, dit le *Lokal-Anzeiger* de Berlin, avec quelle passion les Russes se préparent à discuter le renouvellement du traité. Ils sont à la recherche d'armes contre les négociateurs allemands. » A quoi le *Den* de Saint-Pétersbourg répondit : « Les Allemands exercent sur nous un chantage dans le but de nous effrayer et de s'assurer tous les avantages du nouveau traité de commerce.... » Le fait précisément que des intérêts économiques et matériels sont impliqués dans le conflit russo-allemand le rend très dangereux pour la paix de l'Europe, car, si les hommes d'aujourd'hui ne partent plus en guerre pour des motifs religieux, ils sont suffisamment disposés à risquer un choc

armé afin d'accroître leurs exportations de blé, ou de porcs, ou de produits minéraux (1).

Quelle était la situation des divers éléments de la société russe en face du grave problème des rapports économiques avec l'Allemagne et du renouvellement du traité de 1904?

La plus « simple » était celle du gouvernement. La bureaucratie russe pense qu'un tarif douanier doit être fait de façon à apporter de gros revenus au Trésor de l'État. Les besoins fiscaux sont abondamment couverts par le régime protectionniste. En 1904, les droits de douane ont produit 197 millions de roubles; en 1906, 228.500.000; en 1908, 278.500.000; en 1912, 326 millions de roubles.

En Russie, les impôts indirects sont, en général, beaucoup plus développés que les impôts directs. Et des droits de douane élevés s'accordent parfaitement avec le système financier russe. En 1906, tous les impôts directs n'ont donné que 135 millions de roubles, tandis que les droits de douane, à eux seuls, ont rapporté, comme on l'a vu, 228 millions; en 1914, d'après le projet de budget, les impôts directs devaient rendre 264 millions de roubles; et les droits de douane, 350 millions. En 1904, ces droits ne formaient encore que 1/9 du total des impositions indirectes; en 1914, ils devaient s'élever déjà, selon le projet de budget, au 1/6. Voilà donc un bon revenu

(1) Voir mon article *Russia's Tariff Wall* (*Darkest Russia*, 25 mars 1914).

pour la haute bureaucratie russe, qui a grand plaisir à en jouir.

Le protectionnisme est bienfaisant aussi pour quelques groupes de gros capitalistes industriels. Les hauts tarifs douaniers, en éliminant la concurrence étrangère et en rompant artificiellement l'équilibre entre l'offre et la demande, leur permettent de hausser les prix de leurs marchandises et de monopoliser le marché intérieur au profit de leur égoïsme. Leur monopole s'établit d'autant plus facilement que la plupart des droits de douane en Russie sont non pas protecteurs, mais nettement prohibitifs. Il est des cas où ils dépassent la valeur de la marchandise : par exemple, un poud de fonte coûte en Russie de 40 à 42 kopeks, et le droit de douane sur la fonte est de 45 kopeks par poud.

Très rémunérateur pour certains de nos gros industriels, le tarif douanier actuel l'est aussi pour quelques groupes de financiers, car la plus-value artificiellement apportée aux entreprises industrielles retentit sur la cote de la Bourse en déterminant une hausse des cours des valeurs et en provoquant la spéculation.

Quant aux masses populaires et à l'économie nationale, dans le sens large et vrai du mot, le protectionnisme actuel n'a pour elles rien d'avantageux. D'abord, parce qu'une augmentation artificielle des prix entraîne une diminution de la consommation. Et nous voyons en Russie des prix élevés et une

consommation plus restreinte que dans d'autres pays. Ainsi, en 1910, la consommation annuelle du fer était, par tête, aux États-Unis de 14 pouds; en Angleterre, de 11; en Allemagne, de 10; en Russie, de 1 et demi seulement. Même constatation pour d'autres produits. Le développement de la consommation n'est pas possible chez nous sans un abaissement des prix, et cet abaissement ne peut s'obtenir sans la démolition du mur douanier élevé qui encercle le marché russe et le transforme en chasse réservée à l'usage exclusif de monopolistes. Il arrive que ces exploiteurs du régime, dans leur désir de gain, raréfient volontairement un produit sur le marché et organisent une « disette industrielle ». Aussi, en ces dernières années, la Russie a connu des « disettes » de charbon, de fer, de fonte, etc., dont l'État lui-même a beaucoup souffert, parce que ses entreprises, les chemins de fer, etc., manquaient du nécessaire. Et le gouvernement s'est vu obligé plus d'une fois de suspendre les droits de douane et d'ouvrir la frontière à certains produits, seul moyen à sa disposition pour se préserver de la rapacité des monopolistes. Existe-t-il une meilleure preuve de la malfaisance du système protectionniste actuel?

Le protectionnisme douanier est nuisible aux intérêts de l'économie nationale russe, parce qu'il entrave le commerce extérieur. La Russie, qui ne laisse pas pénétrer librement chez elle les marchandises étrangères, trouve, à son tour, les portes

d'autres pays fermées à ses produits. Par suite, le bilan de son commerce extérieur est resté jusqu'ici inférieur au total du budget de l'État, tandis qu'en Angleterre (pays de libre échange) le chiffre du commerce extérieur représente plusieurs fois celui du budget de l'État.

On peut affirmer que le protectionnisme douanier, au bout du compte, est contraire aux vrais intérêts de l'industrie russe elle-même. Ce n'est pas là un paradoxe. En supprimant la concurrence étrangère, il prive le capitaliste russe de vigueur et d'initiative et transforme nos rois industriels en rois « fainéants », indifférents aux progrès de la technique et à l'amélioration des rendements.

Enfin, il entraîne des conséquences politiques également pernicieuses : il corrompt la bourgeoisie industrielle, la soumet à une tutelle gouvernementale, lui enlève l'esprit d'opposition et d'indépendance en face du tsarisme réactionnaire.

Malheureusement, ces maux ne sont pas évidents pour tous les penseurs de la bourgeoisie capitaliste russe. Il en est même qui voudraient encore élargir et renforcer ce triste système. Par exemple, M. Pierre Strouvé, père spirituel du parti libéral russe, insiste pour que notre protectionnisme soit poussé jusqu'à sa « conséquence logique » qui consiste à « vendre à bas prix les produits russes à l'étranger ». Il faut, a dit M. Strouvé, qu'ils coûtent moins cher à l'étranger qu'en Russie. A ces fins,

l'État doit rembourser aux exportateurs russes les droits d'entrée payés par eux aux douanes étrangères. Mais M. Strouvé comprend lui-même que cette « conséquence logique » est rejetée par l'opinion publique, qui, suivant son expression, « s'inspire de sentiments hostiles au protectionnisme et verra dans le remboursement des droits de douane non un affaiblissement, mais, au contraire, un renforcement de la protection douanière. Toute la partie libérale de la société russe se prononcera contre une pareille mesure », dit avec regret M. Strouvé.

La vraie démocratie russe est ennemie du protectionnisme pour les motifs que j'ai exposés plus haut. Mais il faut aussi songer que la Russie ne peut jouer un grand rôle sur les marchés extérieurs que comme exportatrice de blé. « Nous ne devons nous créer aucune illusion sur un développement de notre industrie qui nous permettrait une exportation considérable », dit le professeur Migouline, membre du comité supérieur au ministère des finances. Au contraire, celle des produits de l'économie rurale est déjà fort développée, et elle a devant elle un grand avenir. En 1913, le total de l'exportation russe était de 1.427 millions de roubles dont, pour les céréales, 546 millions; pour les œufs, 84.700.000 roubles; pour le beurre, 68 millions; pour le lin, 107.600.000; pour le bois, 152.500.000; pour les grains, 47.600.000, etc. Les produits de l'agriculture, voilà le principal élément de l'exportation russe. Mais l'apport des pro-

duits agricoles en Allemagne et dans d'autres pays ne peut être libre que si l'entrée des marchandises étrangères en Russie est libre aussi. L'ouverture des frontières douanières n'offre aucun danger pour l'agriculture russe, à qui la fécondité du sol et la modicité relative des frais d'exploitation assure une victoire facile sur toute concurrence venue du dehors, pourvu que d'un changement des conditions politiques et sociales en Russie sorte la liberté nécessaire à la manifestation des énergies et des initiatives.

L'établissement d'un régime de libre échange entre la Russie et l'Allemagne serait acceptable pour la démocratie russe, et aussi bien pour la démocratie allemande. Les masses ouvrières d'Allemagne sont depuis longtemps mécontentes du système protectionniste en vigueur dans leur propre pays, exploité par les agrairiens, qui, eux aussi, ont essayé de monopoliser le marché intérieur et de demander de gros revenus à un renchérissement des produits de première nécessité, devenu tel en ces dernières années que le gouvernement a dû temporairement admettre en franchise la viande russe, à la vive satisfaction des petits consommateurs.

Il semblerait aussi que les grands industriels allemands auraient accueilli avec plaisir une revision du traité commercial avec la Russie, qui eût abaissé ou même complètement aboli les droits de douane et leur eût ouvert ainsi l'immense marché russe.

Mais les agrairiens allemands, les junkers prussiens, opposaient une résistance énergique à toute idée de ce genre. C'est sur eux que retombe en Allemagne la principale responsabilité du conflit d'intérêts avec la Russie. Ce fait est constaté par la presse démocratique allemande. Le journal *Vorwärts* (dans son numéro du 10 avril 1914) dit que « seule l'obstination égoïste des agrairiens allemands explique qu'entre la Russie et l'Allemagne puissent naître des désaccords économiques et politiques ».

CHAPITRE V

I. La vie intérieure de la Russie avant la guerre. — Le progrès économique et la renaissance du mouvement populaire. — II. La politique du gouvernement. — L'épuisement de la réaction. — Nouveaux succès du mouvement libérateur. — La grève politique et les manifestations populaires de juillet 1914 à Saint-Pétersbourg.

I. — Pour mieux comprendre la situation faite à la Russie par la guerre, il nous faut donner un bref aperçu de ce qu'était antérieurement la vie intérieure du pays.

Nous commencerons par résumer le développement économique de la Russie, parce que l'élément économique est, dans la vie sociale et politique d'un peuple, ce que la matière est dans la vie d'un organisme.

Après quelques années de grande crise et de stagnation, l'activité industrielle et commerciale reprit son cours. Depuis 1909, la Russie est entrée de nouveau dans une période de progrès.

On en jugera par quelques chiffres :

En 1909, on comptait en Russie 14.733 établissements industriels soumis au contrôle de l'inspection des fabriques (non compris les entreprises minières) ; et ils occupaient 1.832.783 ouvriers. En 1910, le nombre des établissements monte à 15.721 ; et celui

des ouvriers, à 1.951.955; en 1911, il y a 16.600 établissements et 2.051.198 ouvriers; en 1912, 17.356 établissements et 2.151.191 ouvriers. Donc, en une période de 4 ans, ont surgi 2.623 fabriques et usines nouvelles, et il existe 318.408 ouvriers de plus. En 1908, toutes les entreprises russes, les mines comprises, produisent pour une valeur de 4.307 millions de roubles; en 1912, pour une valeur de 5.134 millions de roubles. En 1911, 1912 et pendant les huit premiers mois de 1913, 856 sociétés par actions se fondent en Russie pour l'exploitation industrielle, et leur capital social atteint le chiffre de 1.088 millions de roubles.

Cette renaissance économique, succédant à une longue et pénible dépression, amena une renaissance de la vie politique. Les ouvriers des usines et des fabriques constituent dans tous les pays modernes la principale puissance révolutionnaire; il en est de même en Russie. La crise, la réduction du nombre des bras avaient affaibli non seulement les forces matérielles, mais aussi les forces morales des ouvriers. Les unes et les autres commencèrent à se raffermir à mesure que reprenaient les affaires, et les ouvriers eurent de nouveau conscience d'être un élément nécessaire en leur pays. Ils voulurent profiter de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre pour réclamer à leur tour un relèvement des salaires, fort abaissés pendant la crise, et une amélioration de leurs conditions de travail, qui lais-

sent tant à désirer. Les organisations économiques ouvrières, les unions professionnelles, brisées par les années de marasme industriel et de réaction politique, commencèrent à reparaître, malgré toutes les restrictions administratives et toutes les persécutions policières.

En même temps se développait aussi le mouvement coopératif, surtout parmi les paysans. Vers le milieu de 1914, le nombre total des coopératives en Russie était de 19.325 avec 9.100.000 membres et un bilan annuel de 800 millions de roubles. Un économiste russe affirme que « dans le mouvement coopératif sont déjà entraînés au moins les deux tiers de toutes les économies paysannes de la Russie (1) ».

Mais, si le gouvernement tolère dans une certaine mesure la coopération, il combat de toutes ses forces les syndicats professionnels de travailleurs, le mouvement gréviste et les organisations politiques de la classe ouvrière. Et nous avons assisté en Russie, pendant les dernières années, au même spectacle qu'avant 1905. L'expansion de l'industrie engendre inévitablement le mouvement ouvrier, mais la législation archaïque du régime autocratique et l'administration réactionnaire ne permettent pas à ce mouvement de se produire sous des formes légales. Toute réclamation de la part des ouvriers, même la plus minime, la plus modeste,

(1) Voir le journal *Rousskiya Viedomosti*, 1914, n° 271.

est considérée pour le gouvernement comme une révolte qui doit être étouffée sans pitié. On l'a bien vu par l'horrible tragédie de la Léna : Le 4/17 avril 1912, les ouvriers grévistes des mines d'or de la Léna (en Sibérie) furent fusillés comme des bêtes féroces uniquement pour avoir osé demander à leurs patrons et à l'administration locale, et paisiblement, d'améliorer les conditions de leur dur travail, de leur payer leurs salaires plus régulièrement, de ne pas employer leurs femmes à des besognes abjectes, de ne pas leur livrer une nourriture de mauvaise qualité et gâtée, etc. Cinq cents ouvriers tués et blessés jonchèrent les bords déserts du grand fleuve sibérien, victimes innocentes d'un régime indigne de notre temps....

Mais leur sang a crié; il a rompu le morne silence qui couvrait la société russe, abattue par les années de réaction. Un grand ébranlement populaire est parti des tombes de ces ouvriers inconnus. Tandis qu'en 1910 la statistique officielle ne comptait que 222 cas de grève, avec 46.000 participants, en 1912 il y eut en Russie 1.070.000 grévistes, dont 855.000 étaient engagés dans des « grèves politiques ». En 1913, le total des ouvriers grévistes atteint 1.185.000, dont 821.000 « grévistes politiques ».

Pour apprécier ce changement, il faut savoir qu'en Russie, où la loi n'accorde au peuple presque aucun moyen légal d'exprimer ses doléances, où n'existe presque aucune liberté de la presse, de réunion, etc.,

la grève politique reste pour les ouvriers le seul procédé efficace de protestation publique.

Les élections à la Douma à la fin de 1912, qui s'accomplirent dans une atmosphère de pression administrative ouverte et de falsification, ont démontré tout de même que l'esprit d'opposition ne s'était pas affaibli dans la société russe et que les masses populaires restaient toujours résolument opposées à la politique du gouvernement. Malgré toutes les difficultés et les persécutions, la presse indépendante, démocrate et socialiste, commence à renaître, et, en 1913-1914, à Pétersbourg paraissent déjà trois journaux quotidiens d'extrême gauche (un de nuance socialiste révolutionnaire et deux de nuance social-démocrate), sans compter un grand quotidien radical (sans parti) et quelques revues mensuelles et bi-mensuelles, de gauche également. Si la censure, la police et la « justice » suppriment un de ces organes, il renaît tout de suite sous un autre titre; si un des rédacteurs est arrêté, le jour suivant un autre se trouve à sa place et continue le périlleux travail de propagande.

Avec autant de rapidité s'est développé le « mouvement d'instruction », c'est-à-dire l'action des universités populaires, des bibliothèques et des conférences publiques, des cercles d'études, dont la plupart furent organisés par les ouvriers eux-mêmes.

II. — Au lieu de faire des concessions à la con-

science publique, réveillée du « sommeil social », le tsarisme persistait dans sa politique négative de réaction et de répression. Il avait entrepris toute une campagne de persécutions contre l'autonomie académique et contre les professeurs libéraux (dont la plupart sont plus que modérés dans leurs opinions politiques). M. Kasso, ministre de l'instruction publique, se conduisait dans les établissements de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire « comme un hippopotame dans une boutique de porcelaine », selon la spirituelle expression d'un publiciste russe. Le gouvernement menait aussi une active propagande antisémite, en usant à la fois de la parole et de l'image, en mettant en scène, par exemple, tout le spectacle d'un « crime rituel » (l'affaire Beilis), arrangé par les soins des bandes noires, de la police et de la justice. Les arrestations et les déportations des membres des organisations politiques de gauche continuaient invariablement....

Mais toutes ces mesures demeuraient vaines. Il devenait évident que, si la puissance matérielle appartenait encore au gouvernement, la vraie force morale, sociale et politique lui faisait défaut. Et, depuis 1912, nous voyons la réaction s'épuiser d'elle-même, pour ainsi dire, paraître comme privée de toute idée directrice, de tout programme positif, tandis que le mouvement populaire monte toujours jusqu'à ce qu'en 1914, rencontrant devant soi les obstacles mécaniques d'une répression policière, il les

déborde et s'écoule dans les rues, au sens propre de ce mot. Au milieu du mois de juillet 1914, les ouvriers de Pétersbourg et de beaucoup d'autres centres industriels proclament la grève politique pour protester contre les persécutions gouvernementales, contre les innombrables arrestations de chefs du mouvement ouvrier et de rédacteurs de journaux, contre la sévérité des condamnations frappant les grévistes, etc. Le nombre des ouvriers prenant part à cette grève s'élève jusqu'à 250.000 dans la seule ville de Pétersbourg. Aussitôt la grève générale proclamée, on commence à convoquer des meetings dans les cours des usines et dans les rues. De grandes manifestations publiques remplissent les rues et les places de la capitale ; des collisions sanglantes entre les ouvriers et la police s'ensuivent, et les habitants de Pétersbourg voient des barricades, comme en 1905.

La situation du gouvernement était devenue d'autant plus critique que, déjà avant cette grève et ces manifestations populaires, il se voyait presque isolé. Même les éléments fort modérés étaient mécontents de lui. M. Goutchkov, ancien président de la Douma et chef des « octobristes », affirmait ouvertement qu'une révolution en Russie était inévitable. D'autres chefs des partis modérés déclaraient impossible toute action organique et positive aussi longtemps que le gouvernement actuel resterait au pouvoir. Le leader de l'aile droite des constitu-

tionnalistes (cadets), M. Maklakov, frère du ministre de l'intérieur, invitait la Douma à « périr avec honneur », car elle vivait dans le déshonneur.

Dans une telle atmosphère, le mouvement révolutionnaire devenait extrêmement dangereux pour le gouvernemen dont la chute, inéluctable, paraissait déjà bien proche....

Mais la guerre vint, et la situation changea brusquement. Le danger d'une agression étrangère obligea les masses populaires russes à arrêter le remarquable élan de leur lutte pour la liberté et à s'occuper des soins de la défense nationale.

CHAPITRE VI

I. Les finances russes. — L'accroissement du budget. — Le budget des recettes. — II. La répartition des dépenses. — Les dépenses militaires. — III. Les réserves disponibles. — Le nouvel emprunt de 1914. — Sa destination stratégique et militaire.

I. — Quelle était la puissance matérielle de l'État russe avant la grande guerre européenne, c'est-à-dire quelles étaient ses forces financières et ses forces militaires?

L'année 1914 est marquée dans l'histoire des finances russes par un changement de leur direction supérieure. M. Kokovtzov fut remplacé par M. Bark, après avoir tenu, pendant une dizaine d'années, le portefeuille des finances. Quels résultats a produits son passage aux affaires?

En 1904, au moment où commença la guerre contre le Japon, le budget de l'empire russe présentait un total de 2.063 millions de roubles. En 1914, il arrive à 3.558 millions de roubles. Voilà donc un milliard et demi ou 75 pour 100 d'augmentation en une dizaine d'années. L'accroissement du budget s'effectue avec plus d'ampleur et de rapidité que celui de la population : en 1904, le « poids » du budget russe était de 13 à 14 roubles par habitant; en 1914, de 21 roubles; donc il est devenu une fois et demie plus

lourd en dix ans. Et, comme la moyenne de notre revenu national ne dépasse pas 50 à 60 roubles par tête et par an, la population russe paye à l'État de 30 pour 100 à 40 pour 100 de son revenu annuel. On peut donc dire qu'en Russie l'État épuise les forces matérielles du peuple par son mauvais système financier. Malgré cela, ou, pour mieux dire, à cause de cela, la caisse de l'État souffre toujours d'un déficit chronique; elle rappelle tout à fait les vaches maigres de l'Écriture qui dévoraient les vaches grasses sans engraisser elles-mêmes.

En 1904, le déficit budgétaire de l'empire russe fut de 80 millions de roubles; en 1905, de 15 millions; en 1906, de 481; en 1907, de 295; en 1908, de 181; en 1909, de 131 millions de roubles. Ainsi donc, pour une série de six exercices (1904-1909) seulement, le total des déficits annuels atteint 1.183 millions de roubles. Cet énorme trou fut comblé par deux vastes emprunts conclus sur la place de Paris : 2.250 millions de francs en 1906 et 1.400 millions de francs en 1909. A ces deux grandes opérations financières se sont jointes quelques petites.

Deux bonnes récoltes, en 1909 et 1910, et l'exportation forcée du blé améliorèrent un peu le bilan commercial de la Russie; et le ministre des finances du tsar se vantait déjà d'avoir échappé au déficit. Mais, comme le système des finances n'a pas de base économique et sociale solide, le déficit ne tarda pas à reparaître : en 1914, d'après le projet de bud-

get, il devait être de 23 millions de roubles. Le ministre espérait, il est vrai, le couvrir à l'aide des « réserves libres » du Trésor. Seulement, ces « réserves libres » elles-mêmes ne sont, en réalité, que le produit des emprunts précédents et représentent non le revenu net de l'État, mais, au contraire, des dettes contractées antérieurement.

De 1904 à 1914, la dette de l'empire russe a passé de 7 milliards de roubles à 10 milliards : ci une augmentation de 3 milliards ou de 43 pour 100 en dix ans. Quant aux services annuels de l'amortissement et des intérêts, ils absorbent 403 millions de roubles en 1914 contre 299 millions en 1904, soit 25 pour 100 de plus.

Regardons maintenant l'évolution de la structure du budget russe depuis 1904.

Voici un tableau comparatif des recettes :

	(en millions de roubles)	
	1904	1914
Impôts directs	134,9	264
— indirects	418,6	709,2
Douanes, taxes, etc.	104,2	232,4
Chemins de fer de l'État	454,5	858,3
Propriétés de l'État	117	259,7
Monopole de l'alcool	543,5	935,9
Autres monopoles et régies	70,9	133,7
Payement des paysans pour le rachat des terrains	88,8	—
Autres revenus	85,9	128,2

En comparant ces deux colonnes de chiffres, on constate que le caractère général des sources de

revenu ne s'est guère modifié. En 1914, comme il y a dix ans, le tsarisme tirait principalement des impositions indirectes l'argent qui lui était nécessaire. Tandis que les impôts directs n'ont crû que de 130 millions de roubles et se chiffrent, en 1914, par 264 millions, les impôts indirects accusent une augmentation de 291 millions et font un total de 709 millions. Mais les charges indirectes que supporte la population ne se limitent pas aux impôts indirects proprement dits. Les tarifs douaniers, le monopole de l'alcool, etc., doivent être considérés aussi comme impositions indirectes de divers produits et objets de consommation. Et, si nous cherchons le total de tous les revenus de cet ordre, sous leurs diverses formes, nous trouvons 1.136 millions de roubles pour l'année 1904 et 2.010 pour l'année 1914. L'augmentation absolue est donc de 874 millions, mais l'augmentation relative est aussi importante : en 1904, les impositions indirectes représentent 56 pour 100 du total du budget ; en 1914, la proportion est de 60 pour 100. A ce point de vue, l'évolution du budget russe présente un aspect bien différent de celui que nous remarquons dans d'autres États européens, où règne, au contraire, une tendance à augmenter les impôts directs et à diminuer les impositions indirectes.

II. — Quelques mots sur la répartition des dépenses.

La plus grande partie des ressources est engloutie par le gouffre des dépenses improductives. Par

exemple, les « frais de l'administration » de l'État montent, en sept années (de 1907 à 1914), de 282 millions de roubles à 480 millions, tandis que les dépenses pour « les arts et l'instruction publique », parties de 84 millions, s'arrêtent à 176 millions de roubles. Au développement de l'agriculture sont affectés 46 millions en 1907 et 88 millions en 1914. Un rouble par tête et par an pour l'instruction publique et un demi-rouble pour l'agriculture, tel est l'effort du pays le plus illettré et le plus agricole de l'Europe. Au contraire, les dépenses improductives sont extrêmement élevées : en 1914, le total en arrive à 2 milliards de roubles, c'est-à-dire aux quatre septièmes du budget.

Quant aux dépenses militaires, auxquelles nous nous attachons plus spécialement ici, elles ont augmenté de 50 0/0 depuis 1907 : au lieu d'un demi-milliard en 1907, la Russie dépense en 1913 pour son armée et sa marine plus de 3/4 de milliard de roubles.

Le détail des dépenses militaires en 1913 est celui-ci :

Solde des officiers de l'armée et de la flotte, 138 millions de roubles ; solde des soldats et des marins, 34.800.000 roubles. Approvisionnement de l'armée en farine, 30.800.000 roubles ; approvisionnement en viande, beurre, légumes, sel, etc., 72 millions de roubles. Alimentation (avoine, foin, etc.) des chevaux, 28.600.000 roubles. Équipement de l'armée, 47 millions de roubles. Achat de chevaux,

5 millions de roubles. Matériel de l'artillerie et armement de l'infanterie et de la cavalerie, 35.500.000 roubles sur le budget ordinaire, plus 42 millions sur le budget extraordinaire : total, 77.500.000 roubles. Matériel du génie militaire, 2.900.000 roubles sur le budget ordinaire, plus 10.800.000 roubles sur le budget extraordinaire. Construction et réparation des forteresses et des autres « ouvrages défensifs », 24.400.000 roubles sur le budget ordinaire, plus 19.900.000 roubles sur le budget extraordinaire construction et entretien des « ouvrages non défensifs », 44.600.000 roubles. Entretien des casernes, des bâtiments de l'administration militaire, etc., etc., 34.900.000 roubles. Médicaments, matériel de chirurgie, etc., 1 million sur le budget ordinaire, plus 1.500.000 roubles sur le budget extraordinaire.

Les chiffres cités plus haut sont ceux du projet de budget pour 1913.

Quant aux dépenses de la marine, les chiffres ci-dessous sont pris au budget de 1912 :

Construction de vaisseaux de ligne pour l'escadre de la mer Baltique, 29 millions de roubles ; construction de vaisseaux de ligne, de torpilleurs et de sous-marins pour l'escadre de la mer Noire, 23.900.000 roubles ; réparation des vaisseaux de guerre, etc., 18.700.000 : total, 71.600.000 roubles. Artillerie de la flotte, 25.600.000 roubles ; torpilles et radio-télégraphie, 5 millions de roubles. Combustible (charbon, pétrole, etc.), pour la flotte et les ports

militaires, 15.800.000 roubles. Ouvrages des ports militaires, des chantiers et leur réparation, 6.200.000 roubles.

III. — En dehors des sommes destinées aux dépenses annuelles, le Trésor russe dispose de « réserves libres ».

Dans le rapport sur le budget de 1915, le ministre des finances déclare que ces réserves s'élevaient, vers le 1er janvier 1913, à 450 millions de roubles. D'après le rapport sur le budget de l'année suivante, ces réserves se sont accrues, et, vers le 1er janvier 1914, elles atteignaient déjà 550 millions de roubles. Le ministre des finances explique, naturellement, l'existence des « réserves disponibles » par la sage économie de sa sage administration, mais, en réalité, l'État ne les obtient qu'en s'obérant.

Le rapport du ministre des finances sur le budget de 1913 nous en fournit la preuve : le total des revenus de l'État pour les cinq années précédentes (1908 à 1912) se chiffre par 14.275 millions de roubles, tandis que le total des dépenses est de 13.825 millions. La différence entre ces deux chiffres fait les 450 millions des « réserves disponibles ». Mais, si l'on songe que 350 millions proviennent d'emprunts pendant ces cinq ans, on doit reconnaître que les vraies « réserves disponibles » se bornent à 100 millions de roubles, tandis que le reste (350 millions) n'est que de l'argent dû.

Les « réserves disponibles » du Trésor étaient considérées par le gouvernement russe surtout comme un fonds de prévoyance en cas de guerre. Dans la conclusion de son rapport sur le budget de 1914, M. Kokovtsov soulignait « la nécessité de garder intactes les réserves disponibles du Trésor », parce que « la possession de ces réserves, qui fortifie la situation financière de la Russie et élimine le besoin d'emprunts d'État, est surtout importante en l'état actuel des intérêts politiques de diverses puissances ».

Ces mots furent dits à la fin de l'année 1913. A la même époque fut posée la question d'un nouvel emprunt russe à Paris.

Le 14 décembre 1913, le collaborateur financier du *Journal*, M. Monthoron, qui est bien renseigné, écrit ce qui suit :

« Nous devons nous tenir prêts à toute éventualité. Or une des premières préoccupations que doit avoir tout gouvernement soucieux de la défense du pays, c'est que cette défense soit assurée de telle sorte que nous n'ayons pas, nous Français, en cas de conflit, à supporter seuls le premier choc de la Triplice. Pour cela, il faut à tout prix faciliter à la nation amie et alliée une mobilisation rapide sur sa frontière ouest. C'est cette œuvre capitale que M. Delcassé a poursuivie à Saint-Pétersbourg. C'est en vue de sa réalisation que des engagements ont été pris récemment en haut lieu, avant l'arrivée au pouvoir du ministère

Doumergue, en vue de la réalisation rapide de l'emprunt des chemins de fer russes au plus tard vers le 15 janvier. »

Un autre organe de la presse parisienne, la revue cléricale *le Correspondant*, raconte, dans son numéro du 25 décembre 1913 l'histoire de la préparation de cet « emprunt des chemins de fer » :

« Un financier parisien très en vue, s'étant octroyé des loisirs, s'en alla en Russie, à titre purement privé, pour y chercher quelque grande opération à réaliser.

« La France allait voter la loi de trois ans, c'est-à-dire atteindre la limite des charges militaires qu'elle peut s'imposer. L'Allemagne, au contraire, demeurait susceptible d'accroître encore les effectifs et la puissance de son armée. La nécessité était, dès lors, urgente de réclamer à l'alliance russe un concours vraiment efficace pour garantir la paix en rendant un conflit hasardeux *a priori* pour nos voisins de l'est. Mais ce concours ne pouvait être « sérieux » qu'à la condition de réaliser sans retard tout le programme indiqué par notre état-major général et comportant, avec la création de lignes ferrées stratégiques, la mise en état des moyens de transport et de circulation indispensables pour permettre la mobilisation de l'armée russe occidentale.

« Dans la réalisation de ce programme, la création de chemins de fer semblait être au premier plan. Il n'en fallut pas davantage pour que notre éminent

financier s'en allât trouver M. Kokovtsov et lui tînt à peu près ce langage : « Vous avez des besoins « d'argent impérieux et pressants. Un emprunt « des « chemins de fer » est indispensable pour vous. Or « nous sommes en état de le lancer en garantissant « son succès et nous sommes prêts à mettre une fois « de plus nos réserves énormes de capitaux à votre « service. Mais nous vous imposons la construction des « lignes stratégiques utilisables en cas de conflit. »

« La manière dont cela fut dit laissait supposer implicitement qu'un homme parlant avec une si belle assurance était à tout le moins investi d'une mission officieuse.

« Le ministre se montra très réservé : il lui semblait, avec raison, incroyable, en effet, qu'une proposition aussi nette pût être formulée « à titre privé ». Néanmoins il ne crut pas devoir dissimuler qu'un simple accord ne lui paraissait pas inacceptable.

« Peu de jours après, notre ministre des finances recevait à son tour la visite du même négociateur « privé ». « Je crois pouvoir vous pressentir, mon- « sieur le ministre, ayant vu la semaine dernière « M. Kokovtsov, sur l'opportunité de construire en « Russie des chemins de fer stratégiques, à la con- « dition que le marché français sera ouvert, cinq « années de suite, à 500 millions de francs d'obliga- « tions russes par an. »

« Pendant ce temps, le gouvernement de Pétersbourg faisait demander discrètement par son ambas-

sadeur si, vraiment, un accord sur les bases indiquées était possible; le gouvernement français faisait faire par M. Delcassé les mêmes sondages.

« La combinaison finit par aboutir (1). »

Un consortium de cinq grandes banques parisiennes a pris sur lui l'organisation de l'émission du nouvel emprunt russe, dont la somme totale, réalisée par tranches annuelles, devait atteindre 5 milliards et demi de francs. La première tranche (1/2 milliard de francs) fut émise au commencement de 1914.

La même revue française, *le Correspondant*, nous a révélé les motifs pour lesquels la France risquait cette colossale opération financière.

Si, en cas de guerre franco-allemande, « la Russie ne s'engageait pas à fond dès les premiers jours et si le malheur voulait que nous (les Français) éprouvions, au début de graves revers, qui oserait compter assez sur la « chevalerie » de notre alliée pour être assuré qu'elle s'engagerait, la partie une fois perdue, dans une lutte sans issue comme sans profit pour elle? Qui peut nous garantir qu'elle n'agirait pas avec une mollesse opportune? A tous égards, notre intérêt est donc de voir la Russie prendre au premier moment de la guerre une offensive qui fournira la preuve de sa fidélité absolue à notre cause.... Or il est patent que, dans l'état actuel de son réseau ferré, il ne saurait être possible pour elle de réussir dans une pareille tâche. »

(1) *Le Correspondant*, 25 décembre 1913, p. 1088-1089.

Je dois ajouter que les chefs de l'armée russe eux-mêmes indiquaient l'exiguïté du réseau ferré de l'ouest comme une des principales causes de la supériorité militaire du bloc austro-allemand sur la Russie. Le général Kouropatkine, dans son rapport confidentiel de 1900, constate qu'à cette époque la Russie n'avait que 9 lignes ferrées se dirigeant vers la frontière austro-allemande, tandis que l'Autriche et l'Allemagne avaient 25 lignes de chemin de fer se dirigeant vers la frontière russe. Pendant la quinzaine d'années écoulée depuis lors, cette supériorité s'accrut encore considérablement.

Or, la question des chemins de fer a une importance primordiale dans les guerres modernes, car, suivant l'expression bien juste d'un personnage d'un roman d'Anatole France, « dans le cas d'une guerre, les vrais généraux, ce seront les chefs de gare ».

L'expérience de la guerre actuelle, avec ses grands et rapides transports de masses de troupes d'une frontière à l'autre, a démontré que le personnage d'Anatole France a parfaitement raison.

CHAPITRE VII

I. L'évolution de l'armée russe depuis le milieu du XIXe siècle — II. Les forces militaires russes comparées à celles de l'Autriche et de l'Allemagne. — III. La flotte russe.

I. — Au milieu du XIXe siècle, avant la guerre de Crimée, les forces militaires russes étaient déjà assez importantes quant à la quantité. Ainsi, vers le 1er janvier 1853, on comptait en Russie 532 bataillons d'infanterie, 225 escadrons de cavalerie, 105 batteries à pied, 30 batteries montées, 4 batteries de montagne, 9 bataillons du génie. C'était l'armée active proprement dite. En outre, il y avait des unités de réserve : 16 bataillons d'infanterie, 24 escadrons de cavalerie, 10 batteries à pied, 3 batteries montées, 2 bataillons du génie. Il faut y ajouter 53 bataillons de la « garde intérieure » et un grand nombre de « commandes » diverses et de corps spéciaux. Au total, le nombre des soldats était de 968.000; et celui des généraux et officiers de 27.700. Les fusils et les canons étaient très mauvais.

Les soldats étaient recrutés parmi les paysans serfs et les *mechtchanić* (petits citadins); et la durée du service était de 20 ans. Les officiers étaient mal instruits.

La guerre de Crimée démontra l'insuffisance des

moyens militaires de la Russie et la nécessité de réformes. On diminua la durée du service pour les soldats et on releva le niveau intellectuel du corps d'officiers, en n'y admettant plus qu'après examen.

La guerre prusso-autrichienne de 1866, fit faire de grands progrès à la technique du feu; et la Russie suivit l'exemple de la Prusse en ce qui concerne la construction des canons et des fusils. Elle remplaça ses anciens fusils par des armes du système Carlé d'abord et Berdan ensuite.

L'organisation militaire de la Russie russes reçut de la guerre de 1870 une impulsion nouvelle. L'artillerie fut dotée de canons rayés. Le service militaire général fut établi; d'ailleurs, il n'était pas réellement général, car il comportait nombre d'exceptions et de privilèges. Il faut dire que le ministre de la guerre à cette époque, M. Milutine, un libéral qui s'efforça d'améliorer la situation de l'armée, n'attribuait pas d'importance aux effectifs. En 1876, ils ne s'élevaient qu'à 731.000 hommes : ils avaient donc baissé depuis 1855. Plus tard, le fameux système européen de la « paix armée » entraîna la Russie, comme tous les autres grands États, vers l'augmentation des forces militaires. En 1880, après la guerre russo-turque, l'armée se composait de 894.000 soldats et de 32.000 généraux et officiers et, en 1913, de 1.224.000 soldats (sans compter les cosaques) et de 57.700 généraux et officiers. En même temps, la puissance du feu s'accroissait par

l'introduction des fusils à répétition et des canons à tir rapide.

Le règne d'Alexandre III, époque de réaction, laissa sa trace dans la vie de l'armée comme dans toute celle du peuple. Les mesures libérales de Miloutine, qui voulait relever l'instruction, non seulement spéciale, mais aussi générale, des officiers, furent abrogées; et les écoles militaires, réorganisées de telle façon qu'elles ne pussent alimenter l'armée de sujets trop intelligents. La situation des soldats n'était pas belle. Le résultat de ce régime, c'est que la grande armée de la grande Russie fut battue par le petit Japon.

« Le désastre de la guerre contre le Japon démontra péremptoirement la faiblesse de notre force armée et l'urgence de réformes, dit un écrivain militaire russe. Mais toutes les réformes consécutives à la guerre se réduisirent en réalité à des changements d'uniformes. En dehors de cela, le ministère de la guerre s'occupait obstinément, ces dernières années, de l'augmentation des effectifs, de l'augmentation du nombre des généraux et des officiers supérieurs, des fonctionnaires militaires et de la bureaucratie de l'administration centrale de l'armée. »

Il est vrai que la durée du service obligatoire a été abaissée de 4 ans à 3 ans, non parce que le ministère de la guerre reconnaissait la nécessité de l'innovation, « mais sous la pression des réclamations révolutionnaires des soldats », dit le même auteur.

En 1910, les effectifs furent réorganisés par la suppression des unités de réserve permanentes, que remplaça une organisation destinée à développer ces unités au moment de la mobilisation. Enfin, au printemps de 1913, l'accroissement des armées d'autres puissances européennes provoqua une mesure analogue en Russie, un renforcement considérable de l'artillerie, etc. Mais on ne sait rien de précis sur les détails de cette extension de la puissance guerrière russe, parce qu'elle fut décidée dans les séances à huis clos de la Douma. Ces dernières années, de grandes dépenses furent faites aussi pour l'aviation militaire.

II. — La composition des armées russes, d'après les données se rapportant à la fin de 1913 (1), est détaillée dans le tableau ci-contre (page 86).

Il va de soi que toutes ces forces ne pouvaient être utilisées immédiatement à la frontière occidentale de la Russie en cas de guerre contre le bloc austro-allemand. Une partie des corps devait rester en observation sur d'autres frontières; et une autre partie ne devait entrer en action que longtemps après la déclaration de guerre, la mobilisation et la concentration des troupes étant fort lentes en Russie. Par suite, d'après les calculs d'un spécialiste français compétent, le nombre des corps qu'étaient en état d'oppo-

(1) Je les emprunte au collaborateur bien renseigné du *Correspondant* (voir le numéro du 25 décembre 1913).

FORCES RUSSES	Bataillons	Escadrons.	Batteries montées.	Batteries à cheval.	Batteries de mortiers.	Batteries de montagne.	Batteries lourdes.
1° En Europe :							
Armée de Pétersbourg	144	60	51	5	8	3	»
— de Vilna. . . .	136	60	51	4	8	»	3
— de Varsovie . .	160	180	60	13	10	»	3
— de Kiev	168	118	63	6	10	6	3
— d'Odessa. . . .	72	36	27	2	4	»	»
— de Moscou. . .	160	49	60	4	10	»	6
— de Kazan. . . .	80	30	30	2	4	»	»
— du Caucase . .	118	92	27	6	6	17	»
TOTAL des armées d'Europe	1 038	625	369	42	60	26	15
2° En Asie :							
Armée du Turkestan.	44	48	12	2	»	5	»
— d'Omsk	16	6	6	»	1	1	»
— d'Irkoutsk. . .	64	20	24	2	4	4	3
— de l'Amour . .	96	17	30	»	9	14	6
Garde-frontière du Transamour. .	24	36	»	»	»	4	»
TOTAL des armées d'Asie. .	244	127	72	4	14	28	9

ser les uns aux autres la Russie et le bloc austro-allemand devait être celui-ci :

	Bataillons	Escadrons.	Batteries montées.	Batteries à cheval.	Batteries de montagne.	Batteries d'obusiers ou de mortiers.	Batteries lourdes.
Russie.	608	418	215	28	9	36	9
Coalition austro-allemande. . .	407	328	294	32	2	19	4

Commentant ces chiffres, le spécialiste qui les publie fait remarquer qu'ils sont de nature, pour les besoins pratiques, à induire en erreur. « Si on les interprète suivant les règles de la simple arithmétique, ils semblent conférer à la Russie une supériorité numérique écrasante sur ses adversaires. La réalité est tout autre : rien n'est moins sûr que la supériorité des troupes russes sur les troupes coalisées austro-allemandes (1). » Et cela parce que l'armée russe se mobilise et se concentre avec infiniment plus de lenteur que ses adversaires de l'ouest. Un fait montre à quel point l'Allemagne était sûre de sa supériorité militaire sur la Russie : en temps de paix, elle n'avait à la frontière russe que 6 corps d'armée, tandis que, à la frontière française elle en avait 19.

Nous verrons plus loin que cette supériorité aus-

(1) *Ibidem*, p. 1072.

tro-allemande avait déjà été constatée aussi, il y a longtemps, par M. Kouropatkine, ancien ministre de la guerre de Russie.

III. — Après la bataille navale de Salamine, en 1854, le gouvernement russe ramassa toutes les forces de son escadre de la mer Noire dans la rade de Sébastopol et les y coula à fond pour barrer l'accès des forts de la place aux vaisseaux ennemis. Ainsi périrent les principales unités navales de la Russie. Quant à l'escadre de la mer Baltique, elle était composée, à cette époque-là, de navires en bois et à voiles, sans aucune valeur militaire.

En 1856, le gouvernement russe élabora un projet de construction d'une nouvelle flotte; mais le traité de Paris ne permettait pas à la Russie d'avoir des vaisseaux de guerre dans la mer Noire. C'est seulement trente ans plus tard, en 1886, que cette mer a porté sur ses ondes les deux premiers cuirassés russes.

Vers la fin du règne d'Alexandre III, en 1892, la Russie avait dans la mer Baltique 5 cuirassés plus ou moins modernes à flot et 4 cuirassés en construction; 10 cuirassés bien vieillis (construits de 1864 à 1868); 10 monitors, 1 canonnière (plus 2 en construction), 12 croiseurs de premier rang, 11 croiseurs de second rang (construits avant 1880); 3 croiseurs torpilleurs (plus 2 en construction), 10 canonnières de cabotage, 3 navires-écoles et 5 navires de trans-

port. Dans la mer Noire, elle avait 5 cuirassés, 2 cuirassés « ronds » du système Popov (bien vieillis), 1 croiseur de premier rang, 2 croiseurs torpilleurs (plus 1 en construction), 6 canonnières et 2 navires de transport en construction. En outre, la Russie avait une « flottille sibérienne », composée de 2 canonnières et de 2 navires de transport, et une « flottille caspienne », composée de 4 bateaux à vapeur armés et de 2 canonnières (construites en 1866).

Vers le début de la guerre contre le Japon, les principales forces navales de la Russie se trouvaient dans l'océan Pacifique. Il y avait là 8 cuirassés, 11 croiseurs de premier rang, 6 croiseurs de second rang, 7 canonnières, 2 croiseurs torpilleurs, 31 grands torpilleurs et 4 petits. L'escadre de la mer Baltique, qui constituait la seule réserve, était grande par le nombre, mais négligeable pour la qualité : de ses 8 cuirassés, 5 étaient âgés de quarante ans; 3 de ses grands croiseurs étaient antérieurs à 1878, et ainsi de suite. La plupart n'étaient pas de vrais vaisseaux de guerre, mais de « vieux coffres », comme les appelait Guillaume II. Néanmoins cette escadre fut envoyée contre les Japonais, qui la détruisirent complètement.

A la fin de 1905, la Russie était sans aucune flotte militaire, une partie de ses bâtiments ayant été coulée, et une autre, prise par les Japonais. Ainsi, un demi-siècle après la bataille de Salamine, la Russie restait de nouveau sans marine de guerre.

La question de la création d'une nouvelle flotte, posée par le gouvernement, fut l'objet de grandes discussions à la Douma et dans la presse. Quelques spécialistes affirmaient qu'étant une puissance continentale, sans politique coloniale, la Russie n'avait besoin que de pourvoir à la défense de ses côtes par des torpilleurs, des sous-marins, etc. D'autres, et le ministère de la marine parmi eux, voulaient continuer les anciens errements et construire de grands vaisseaux de guerre, des cuirassés surtout. La Douma refusa trois fois les crédits demandés pour la construction des cuirassés, mais le tsar, passant outre à ses votes, sanctionna les dépenses proposées par le ministère.

En 1913, les forces navales de la Russie étaient les suivantes :

Dans la mer Baltique : 9 vaisseaux de ligne (d'âges très divers et construits entre 1887 et 1891), 3 croiseurs cuirassés plus ou moins modernes, 6 croiseurs modernes, 6 canonnières, 50 grands torpilleurs, 28 torpilleurs, 12 sous-marins, 18 navires de transport.

Dans la mer Noire : 7 vaisseaux de ligne (plus 3 en construction), 2 croiseurs, 4 canonnières, 13 grands torpilleurs (plus 9 en construction), 14 torpilleurs, 4 sous-marins (plus 7 en construction), 3 navires de transport.

La « flottille sibérienne » était composée de 2 croiseurs, 9 torpilleurs et 11 petits torpilleurs, 1 canonnière, 12 sous-marins, 9 navires de transport.

La « flottille de l'Amour » comptait 18 canonnières fluviales.

La « flottille caspienne » alignait 2 canonnières.

En tout, la flotte russe, en 1913 comprenait 29 grandes unités (sans compter celles en construction) et 230 petites, pour la plupart d'un type ancien. Le nombre des matelots était, vers le 1er janvier 1913, de 46.300; il y avait 135 généraux et amiraux, 677 officiers supérieurs et 2.257 officiers, 614 fonctionnaires civils de la marine et 280 médecins. Ce qui donne, en moyenne, pour chaque grande unité, 5 amiraux, 24 officiers supérieurs, 80 officiers, 10 médecins et 21 fonctionnaires civils. Hypertrophie de la bureaucratie, atrophie du personnel de combat, telles sont les caractéristiques de la flotte russe actuelle. Il est superflu d'ajouter que la flotte allemande a sur elle une supériorité écrasante.

CHAPITRE VIII

I. La Russie a-t-elle voulu la guerre? — Les deux Russies : la populaire et la gouvernementale. — Le pacifisme des paysans et des ouvriers russes. — II. La Russie officielle et son attitude vis-à-vis du bloc austro-allemand. — Le recul politique, militaire et spirituel du gouvernement russe devant la poussée austro-allemande. — III. La guerre et la révolution. — La réaction russe et la réaction prussienne.

I. La Russie a-t-elle voulu la guerre actuelle?

Avant d'aborder ce sujet, mettons-nous d'accord sur une question préjudicielle : de quelle Russie s'agit-il? Car on ne peut dire qu'il n'y ait qu'une seule Russie. Il y a deux Russies. L'une, c'est la Russie populaire, la Russie démocratique, la Russie des immenses masses humaines qui travaillent et qui souffrent. L'autre, c'est la Russie des « éléments dirigeants », des nobles seigneurs et de la haute bureaucratie.

La Russie populaire, la Russie des paysans, des ouvriers et des petits bourgeois citadins n'a pas voulu la guerre, tout simplement parce que le peuple en Russie, comme dans tous les États européens d'aujourd'hui, est, en général, hostile à toute guerre qui n'aurait pas pour but la défense du pays contre une invasion étrangère armée. Je pourrais citer un grand nombre de déclarations faites à ce sujet et

renouvelées plus d'une fois par les partis populaires russes. Les représentants des paysans et des ouvriers à la Douma ont toujours affirmé, au nom de leurs mandants, que la population paysanne et les travailleurs industriels ne voulaient pas de la guerre et qu'ils protestaient contre toutes les fausses manœuvres du gouvernement capables d'amener un conflit armé avec un État étranger. Au commencement de l'année 1913 encore, pendant la crise balkanique, la fraction social-démocrate à la IVe Douma (cette fraction est la seule qui représente légalement *tous* les ouvriers de Russie) envoya aux partis social-démocrates d'Autriche et de Hongrie une lettre ouverte dans laquelle elle disait ce qui suit :

« Grâce aux travaux de la diplomatie internationale, et, en premier lieu, des diplomates autrichiens et russes, l'affreuse menace d'une conflagration générale, et, pour commencer, d'un conflit russo-autrichien, plane toujours sur l'Europe. Si toute tentative de jeter deux nations l'une sur l'autre est... un crime contre l'humanité et la raison, une guerre entre la Russie et l'Autriche — guerre qui serait une mêlée sauvage de nations et de races — constituerait un véritable chef-d'œuvre de folie. Le peuple de Russie n'a aucun motif qui lui donnerait l'ombre d'une justification pour un pareil crime. Les masses rurales de Russie n'ont rien à chercher dans les Balkans; elles ont besoin d'une réforme agraire et fiscale

dans leur propre pays. La classe des paysans de Russie, ruinée et affamée, n'est pas un appui de l'impérialisme : elle n'en est que la victime. Il en est de même des masses de la petite bourgeoisie urbaine, écrasée par le militarisme. Pour ce qui est du prolétariat russe, il ne peut se faire le fauteur de l'impérialisme, car il forme la classe la plus éprouvée sous le régime actuel (1). »

Les représentants de la démocratie rurale, *troudoviki* (travaillistes), aussi, se prononcèrent systématiquement contre toute politique guerrière et agressive; et, comme nous le verrons plus loin, même après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, les députés des paysans et ceux des ouvriers à la Douma votèrent contre les crédits militaires, afin de proclamer devant le monde leur profonde aversion pour la guerre et leurs sentiments pacifiques.

II. Mais, si la Russie populaire n'a pas voulu la guerre actuelle, c'est peut-être la Russie officielle qui l'a cherchée et provoquée?

C'est notamment ce qu'affirme le gouvernement allemand dans son *Livre Blanc* :

« La Russie a voulu la guerre » dit ce *Livre... Blanc* (!) « La Russie a allumé la torche incendiaire », répète le chancelier de l'empire, M. de Bethmann-Hollweg, au Reichstag, le 4 août 1914.

(1) Cité d'après le *Bulletin périodique du Bureau socialiste international*, Bruxelles, 1913, n° 11, p. 3. (Ce bulletin est publié en trois langues : française, allemande et anglaise.)

Au contraire, le chef du gouvernement russe, M. Goremykine, déclare solennellement, dans son discours à la séance de la Douma du 8 août 1914, que « la Russie ne voulait pas la guerre ». La même affirmation est donnée par M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, qui dit, à la même séance, que « ce n'est pas la politique russe qui menaçait la paix du monde », et par le président de la Douma, M. Rodzianko, qui répète, à son tour : « La Russie n'a pas désiré la guerre. »

Ainsi nous avons devant nous deux thèses absolument contradictoires et diamétralement opposées. Laquelle correspond le mieux à la réalité?

Pour répondre à cette question, nous analyserons froidement et objectivement les faits.

D'abord, exposons ce que fut la politique russe après la guerre contre le Japon pour juger si elle eut un caractère agressif. Ceux qui ont lu l'édition anglaise de mon livre, la *Russie moderne*, (publiée une année avant la guerre), se rappellent peut-être que j'ai démontré dans cet ouvrage que la politique russe depuis 1904 ne fut qu'un recul systématique devant le bloc austro-allemand. Ce recul se manifesta sous trois formes : politique, militaire et spirituelle.

Au point de vue politique, la Russie fit beaucoup de concessions à l'Allemagne et à l'Autriche. En 1904, elle conclut un traité de commerce avec la première et aux conditions dictées par elle. Dans la

fameuse entrevue de M. Iswolsky avec M. d'Aerenthal à Buchlau, la Russie capitula devant l'Autriche sur la question de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. A l'entrevue de Potsdam, le tsar donna à son « frère » allemand carte blanche pour la marche vers le golfe Persique et vers les portes des Indes anglaises.

Au point de vue militaire, on peut noter un *recul*, tout à fait matériel et géographique, devant l'Allemagne et l'Autriche en 1910, quand la Russie éloigna sa frontière militaire de sa frontière politique du côté de l'Allemagne et fit rétrograder de quelques centaines de kilomètres vers l'est les principaux points de concentration de ses troupes. L'état-major russe donna de cette mesure des raisons stratégiques, mais la presse militaire française y trouva presque une violation de la convention franco-russe, et cette opinion se retrouve même dans les annuaires statistiques militaires. Par exemple, dans l'annuaire intitulé *État militaire de toutes les nations du monde* pour 1914, publié par une librairie militaire française, nous lisons que « la diminution du nombre des corps d'armée russes accumulés jusque-là sur la frontière occidentale et la constitution d'une masse centrale que le développement du réseau ferré permettrait de transporter rapidement sur les points menacés » sont « des dispositions incontestablement favorables à la rapidité et à la régularité de la mobilisation russe, mais qui ont *l'inconvénient*

de laisser, dès l'abord, le champ plus libre que par le passé aux adversaires éventuels de l'ouest et ont pu être, de ce chef, l'objet de critiques assez vives au dehors » (1).

« Au dehors », c'est-à-dire en France, on avait des raisons de supposer que de telles dispositions procédaient surtout de la peur inspirée à la Russie par l'Allemagne et du désir du tsarisme d'être agréable à son puissant voisin. On pourrait citer encore plus d'un exemple de semblables « petites infidélités » de la Russie à l'égard de la France (et de l'Angleterre), mais je pense que les faits rappelés ci-dessus sont suffisants pour démontrer que la Russie officielle non seulement n'a pas recherché une querelle avec le bloc austro-allemand, mais qu'au contraire, pour l'éviter, elle a parfois consenti presque à s'humilier.

Même avant la débâcle causée par la guerre contre le Japon, les chefs de l'armée russe n'étaient pas enclins à contester la supériorité de la puissance militaire austro-allemande sur celle de la Russie. « Si l'on compare les forces russes et allemandes, l'invasion de la Russie par des troupes allemandes est plus probable que celle de l'Allemagne par des troupes russes », écrit le général Kouropatkine dans son rapport officiel de 1900, et il ajoute : « Notre frontière occidentale, dans l'éventualité

(1) V. *État militaire de toutes les nations du monde*, 1914 (Librairie militaire Berger-Levrault, Paris), p. 147.

d'une guerre européenne, serait dans un danger tel qu'on n'en a jamais connu dans toute l'histoire de la Russie. »

Il n'est pas nécessaire, je crois, d'insister sur ce fait qu'après la guerre contre le Japon, après l'anéantissement complet de notre flotte et les grandes pertes essuyées par notre armée de terre, la supériorité militaire allemande devint encore plus grande. Il est vrai qu'un nouveau programme militaire et naval avait été établi par le gouvernement russe, mais, au mois de juillet 1914, il était encore bien loin de sa réalisation. On peut donc affirmer qu'à la veille de la guerre actuelle la Russie n'était pas prête à se mesurer avec le bloc austro-allemand. Les gouvernements autrichien et allemand le savaient bien; et, le 28 juillet 1914, l'ambassadeur anglais à Berlin transmit à son gouvernement l'opinion exprimée à ce sujet par l'ambassadeur d'Autriche :

« Mon collègue autrichien, télégraphie l'ambassadeur anglais, m'a dit aujourd'hui qu'*une guerre générale est tout à fait improbable, étant donné que la Russie n'est ni en humeur ni en état de faire la guerre. Je pense*, ajoute sir E. Goschen, *que cet avis est partagé par beaucoup de gens ici* (à Berlin) (1). »

Cet aveu des milieux officiels austro-allemands

(1) « Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne », Londres, 1914, p. 49 (édition française).

suffirait amplement à prouver que toutes les accusations portées postérieurement par eux contre la Russie ne correspondent pas à la réalité et sont réfutées par leurs propres paroles.

Le recul diplomatique et militaire de la Russie devant l'Allemagne et l'Autriche a trouvé son expression spirituelle non seulement dans la littérature non officielle, mais jusque dans les déclarations officieuses et officielles des membres du gouvernement et des représentants de la haute bureaucratie russe. J'ai déjà cité le mémoire confidentiel du baron Rosen, qui était tout récemment encore un des inspirateurs de la politique extérieure de la Russie et qui préconisait l'adaptation de cette politique aux intérêts de l'Autriche et de l'Allemagne. Toutes les dissertations du baron Rosen sont imbues de la crainte d'une agression de la part de l'Allemagne, qui, d'après lui, n'a que deux issues : « ou détourner la Russie de son alliance avec la France, ou se préparer à lui porter un coup tel qu'elle en reste pour longtemps désarmée ». « L'Allemagne n'hésitera pas à suivre l'exemple du Japon », dit-il dans le même mémoire, qui fut publié, comme nous le savons, peu de temps avant la guerre actuelle.

Pendant la crise diplomatique ouverte par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, la presse gouvernementale russe publia des articles inspirés et des déclarations officieuses destinées à démontrer

la nécessité de céder devant l'Autriche et où l' « idée slave » était représentée comme un ridicule préjugé ou une superstition surannée. Aux lamentations assez légitimes des Serbes, qui demandaient au gouvernement russe pourquoi il n'opposait pas son *veto* à l'annexion par l'Autriche de deux provinces peuplées de Serbes, la Russie officielle répondit tranquillement : Nous avons nos propres intérêts, qui ne sont pas liés aux intérêts du monde slave en général et de la Serbie en particulier!

Cette attitude causa un grand mécontentement parmi les « slavophiles » et les « panslavistes » russes, qui reprochèrent au gouvernement d'abandonner la « cause slave », de rompre avec toutes les traditions historiques de la Russie et de trahir en quelque sorte ses devoirs et ses engagements politiques. Mais ces « slavophiles » et « panslavistes » n'avaient aucune influence dans les milieux démocratiques russes et étaient impuissants. Un organe français traitait leur propagande de « gymnastique relativement inoffensive » et disait que, dès que le gouvernement leur crie : « Silence, la marmaille! » tout s'apaise (1).

III. — Le dernier point sur lequel nous ayons à nous arrêter, ce sont les rapports entre la situation intérieure de la Russie et la politique étrangère

(1) Le *Correspondant*, septembre 1915, p. 1032.

du tsarisme. Ici, je me permets de rappeler ce que j'ai dit dans mon livre *Modern Russia* :

« Des considérations de politique intérieure ont toujours pesé très visiblement sur l'action extérieure de la monarchie russe, qui a toujours regardé l'éclat des victoires comme un moyen de frapper l'imagination de ses sujets et de justifier l'asservissement du peuple par la puissance exclusive de l'Etat dans les relations internationales. Chaque fois que le tsarisme a eu des raisons de craindre un mouvement révolutionnaire, il s'est jeté dans quelque aventure guerrière. Par exemple, l'insurrection des « décembristes » (14 décembre 1825) précipita la quatrième guerre russo-turque (1828-29); la guerre de Crimée fut hâtée par les manifestations du mouvement révolutionnaire des années précédentes; on peut en dire autant de la guerre d'Orient (1877-78) et de la guerre russo-japonaise. Mais, après cette dernière et après la révolution de 1905, le procédé devint inutile, et l'autocratie y renonça.... Le tsarisme apprit beaucoup de choses pendant et après la guerre contre le Japon. Il vit des manifestations révolutionnaires dans l'armée et plus spécialement dans la marine : il vit des cuirassés arborer le drapeau rouge et des forteresses entre les mains des insurgés, et il ne veut pas repasser par ces épreuves. C'est pourquoi il évita et évite autant que possible un conflit armé avec une puissance européenne.... Nous avons le droit d'affirmer que le mouvement révolutionnaire

dans les masses populaires, les classes ouvrières, les paysans, l'armée et la flotte est la meilleure et la principale garantie d'une attitude pacifique de la monarchie russe (1). »

Au contraire, l'Allemagne comptait, sans aucun doute, sur la possibilité d'une révolution en Russie pendant la guerre comme sur un des facteurs favorables à son action contre l'armée russe. De curieuses révélations à cet égard se trouvent dans le *Livre Jaune* du gouvernement français, notamment un rapport officiel secret sur le renforcement de l'armée allemande, écrit, on peut le croire, par un membre de l'état-major allemand. Le deuxième chapitre de ce rapport mentionne quelques moyens de diversion dont l'emploi serait désirable pour l'Allemagne en cas de guerre :

« Il faudra susciter des troubles dans le Nord de l'Afrique *et en Russie*. C'est un moyen d'absorber les forces de l'adversaire.... Les soulèvements provoqués en temps de guerre par des agents politiques demandent à être soigneusement préparés, et par des moyens matériels. Ils doivent éclater simultanément avec la destruction des moyens de communication ; ils doivent avoir une tête dirigeante, que l'on peut trouver dans des chefs influents, religieux ou politiques (2). »

(1) *Modern Russia*, 2e édition anglaise, Londres, 1914, pp. 215 et 228.

(2) *Livre Jaune*, pp. 10 et 11.

La monarchie allemande, qui est un État d'autoritarisme et de police, un État d'*ordre* par excellence, veut semer des idées révolutionnaires chez ses voisins pour les vaincre plus facilement! Peut-on imaginer politique plus hypocrite? Cette hypocrisie nous apparaît encore plus grande si nous nous rappelons que Guillaume II, le 28 juillet 1914, deux jours avant la guerre, adressait à Nicolas II une dépêche où il demandait pour l'Autriche la liberté d'écraser la petite Serbie au nom des principes monarchiques et contre-révolutionnaires :

« L'agitation sans scrupules qui se poursuit depuis des années en Serbie a conduit au monstrueux attentat dont l'archiduc François-Ferdinand a été la victime. L'état d'esprit, qui a amené les Serbes à assassiner leur roi et son épouse, règne encore dans ce pays. Sans doute conviendras-tu avec moi, dit Guillaume à Nicolas, *que tous deux*, *toi aussi bien que moi, nous avons*, *comme tous les souverains*, *un intérêt commun* à insister pour que ceux qui sont moralement responsables de ce terrible meurtre reçoivent le châtiment qu'ils méritent. »

L'Allemagne a toujours été représentée par la réaction russe comme la plus sûre amie du régime autocratique en Russie. Toute la presse d'extrême-droite l'a toujours affirmé, et même à la veille de la guerre. Le leader des antisémites russes,

M. Pourichkevitch, était réputé pour ses relations amicales avec des représentants, et des plus notoires, de la réaction prussienne. Un autre chef des réactionnaires russes, le député Markov, a écrit, deux ou trois mois avant la guerre, que le tsarisme russe doit conclure une sainte-alliance avec le kaiserisme allemand. Aux yeux de ces hommes, l'Allemagne est un pays monarchique et pieux, tandis que la France est « impie et républicaine », et l'Angleterre, « traîtresse et franc-maçonne ».

Ces liens d'esprit de la réaction russe avec la monarchie allemande se fortifient par des liens de parenté physique, pour ainsi dire. Les éléments allemands occupent une place importante dans la famille impériale russe, à la cour et dans la suite du tsar, et jouent un grand rôle dans la haute bureaucratie et aussi dans le haut commandement militaire.

Un publiciste russe qui a bien étudié cette intéressante question a établi que, parmi les généraux de l'armée russe, il y a beaucoup d'Allemands de religion protestante (en 1902, il y en avait 144; en 1905, 180), sans compter les généraux d'origine allemande, mais qui se sont ou dont les pères se sont « rebaptisés » et sont devenus orthodoxes; en 1905, on comptait en Russie 157 « Allemands orthodoxes » parmi les généraux russes des grades les plus élevés. « Et le plus curieux, ajoute ledit publi-

ciste, c'est que c'est surtout parmi ces généraux allemands que nous trouvons les plus acharnés partisans de l'Église orthodoxe, de l'autocratie, du nationalisme « vrai-russe » et les plus farouches réactionnaires (1). »

Si nous examinons la bureaucratie civile en Russie, nous rencontrons aussi beaucoup de noms allemands chez les partisans les plus connus de la réaction politique.

Nous avons ainsi une raison de plus d'affirmer que la Russie officielle et gouvernementale ne pouvait pas désirer une guerre contre l'Allemagne. Bien loin de l'avoir souhaitée, elle l'a esquivée jusqu'au moment où cette guerre lui fut *imposée* et où un nouveau recul devant le bloc austro-allemand lui devint absolument impossible.

Il se peut bien, objectent les défenseurs de l'Allemagne, que la Russie n'ait pas voulu la guerre en 1914. Mais elle la préparait pour 1918 ou 1920. Et, pour ne pas être attaquée, l'Allemagne se vit obligée de faire une guerre préventive.

Une telle justification me paraît dépourvue d'honnêteté. Supposons, si vous voulez, que j'aie « lieu de croire » que, « peut-être », vous « avez l'intention » de me tuer dans cinq ans. Est-ce que cette

(1). M. N. ROUBAKINE, La *Bureaucratie militaire russe en chiffres* (article de la revue *Rousskaiya Mysl*, Moscou, février 1907, pp. 49-50).

hypothèse me donne le droit de vous tuer aujourd'hui? Tout assassin pourrait ainsi transformer son crime en acte de légitime défense et se poser en victime de sa victime.

DEUXIÈME PARTIE

DANS LA MÊLÉE SANGLANTE

CHAPITRE I

I. Les documents diplomatiques et la réalité politique. — L'opinion d'un petit écolier chinois et d'un grand savant européen. — II. La tension internationale de juillet 1914 et la question de la responsabilité. — L'agression austro-allemande et le rôle de la Russie. — La Russie pouvait-elle prévenir la guerre?

I. — J'ai lu dans les journaux l'amusante histoire d'un petit Chinois, élève d'une école de son pays, à qui son maître avait donné pour sujet de composition les origines de la guerre actuelle et qui, dans son cahier, avait écrit ceci :

« En ce moment même, il y a une grande guerre en Europe. La guerre a commencé parce que le prince d'Autriche est allé en Serbie avec sa princesse. Un homme en Serbie les a tués. L'Autriche s'est fâchée et a commencé la guerre contre la Serbie. L'Allemagne écrivit des lettres à l'Autriche disant : « Je t'aiderai. » La Russie écrivit une lettre à la Serbie : « Je t'aide. » La France n'eut pas envie de se battre, mais prépara ses soldats. Alors l'Alle-

magne écrivit une lettre à la France : « Tu ne dois pas te préparer, car, si tu le fais, je te battrai en neuf heures. » Et l'Allemagne commença à se battre avec la France et marcha sur la Belgique. La Belgique dit : « Je suis un pays et non pas une route pour toi. » Et la Belgique écrivit une lettre à l'Angleterre pour lui apprendre ce que l'Allemagne avait commis. Et l'Angleterre vint ainsi aider la Belgique. »

Cet exposé fait par un petit écolier chinois me plaît beaucoup parce qu'il me semble être proche de la vérité. N'est-il pas vrai que le « prince autrichien » est allé « en Serbie »? Est-ce que la Bosnie, peuplée présque exclusivement de Serbes, n'est pas la Serbie? N'est-il pas vrai que l'Allemagne « écrivit des lettres » à l'Autriche pour l'entraîner dans la voie de la provocation et de la violence et que la Russie « écrivit une lettre » à la Serbie pour ne pas la laisser cette fois isolée et faible devant l'abus de la force? N'est-il pas vrai que la France, qui « n'avait pas envie de se battre », fut obligée de « préparer ses soldats » pour se défendre contre l'invasion allemande? N'est-il pas vrai, enfin, que la Belgique est « un pays » et non pas « une route pour les troupes allemandes », et que l'Angleterre n'avait pas seulement le droit, mais le devoir de protester contre l'assimilation d'un pays libre à « une route » et d'aider la petite Belgique, qui est devenue si grande pour toujours dans l'histoire des siècles?...

Cette vérité que j'ai eu le plaisir de trouver dans la naïve composition d'un petit Chinois, je ne la trouve pas souvent dans les savantes « compositions » des grands diplomates européens, dans tous leurs livres blancs, noirs, bruns, etc. Ces factums décomposent la claire lumière de la vérité comme un prisme décompose la lumière solaire en couleurs heurtées.

Les lourdes minutes de la tension diplomatique qui a précédé la guerre ont déjà fait naître une abondante production de commentaires, pour la plupart intéressés et point impartiaux. Mais, tout de même, au-dessus de cette inondation de documents s'élèvent quelques îles solides où la pensée du lecteur se trouve à l'abri des inventions et des mensonges. Parmi elles, je peux indiquer spécialement l'analyse remarquable qu'a faite des événements préliminaires à la guerre le célèbre historien italien Guglielmo Ferrero (auteur du grand ouvrage *la Grandeur et la Décadence de Rome*). Voici la page qu'il a écrite sur ce sujet :

« Il y eut dans la fatale semaine du 24 au 31 juillet deux périodes distinctes. Dans les premiers jours, c'est l'Autriche qui met en danger la paix de l'Europe par sa politique agressive et intransigeante, en ne tenant aucun compte des déclarations réitérées et très nettes de la Russie. *On pourra reprocher à la Russie tout ce qu'on voudra, sauf d'avoir manqué de franchise pendant cette crise, car elle a déclaré,*

dès le début, à tout le monde, l'Autriche et l'Allemagne comprises, qu'elle n'abandonnerait pas la Serbie à sa destinée et qu'elle mobiliserait si la Serbie était attaquée. L'Allemagne, au contraire, assiste, pendant les premiers jours, au développement de la crise avec des oscillations dont il est difficile de pénétrer les intentions cachées ou les raisons profondes. Elle débute par des menaces voilées; puis elle se recueille dans une sorte d'optimisme indolent; enfin, elle tente d'amener la Russie à une capitulation en exerçant une pression à Paris et en faisant échouer, l'une après l'autre, les tentatives anglaises de médiation par une résistance passive. Dans les derniers jours de juillet, les rôles changent : l'Autriche devient de plus en plus conciliante, et l'Allemagne de plus en plus agressive, de sorte que l'Allemagne envoie son ultimatum à la Russie le jour même où l'Autriche était sur le point de s'entendre avec elle. Le moment critique de ce revirement fatal est la journée du 29. C'est le 29 que l'Allemagne, revenant tout à coup à son projet, déjà caressé le 26, d'amener la Russie à une capitulation, se substitue à l'Autriche, proteste à Saint-Pétersbourg contre la mobilisation sur la frontière autrichienne, menace enfin de la mobilisation et de la guerre si la Russie continue à mobiliser, en rendant désespérée une situation déjà critique.

« Il semble donc impossible de soutenir, comme le fait le gouvernement de Berlin par tous les moyens

à sa disposition, que l'Allemagne a été provoquée par la Russie, l'Angleterre et la France. *Dans toute cette terrible affaire, ces trois puissances ont poussé l'esprit de conciliation jusqu'à son extrême limite.* Elles n'auraient pu aller plus loin sans faire acte de renonciation nationale. Leur politique, d'ailleurs, a été pendant toute cette semaine parfaitement claire et intelligible. Même avec le peu de documents que nous possédons, on la comprend très bien. Que d'énigmes, au contraire, dans la politique allemande! Celle du 29 juillet surtout reste indéchiffrable. Pourquoi, le 29 juillet, tout à coup, moins de vingt-quatre heures après que le chancelier a tenu ses excellents propos pacifiques à l'ambassadeur anglais, le gouvernement impérial somme-t-il la Russie de cesser la mobilisation contre l'Autriche, alors que celle-ci ne se sent pas encore menacée par ces préparatifs russes et ne s'en plaint pas? Tel semble être le point capital de toute l'affaire. Malheureusement, c'est le point aussi sur lequel toutes les publications allemandes, officielles et officieuses, gardent le silence le plus profond. L'explication que M. de Jagow donna le 30 à M. Jules Cambon, à savoir que « les chefs de l'armée insistèrent », est trop concise et insuffisamment claire.

« Tant que d'autres explications ne nous seront pas données, nous serons obligés de nous tenir à la seule qui aujourd'hui soit vraisemblable. Il y avait en Allemagne un parti de la guerre. Il se composait

surtout d'irresponsables, appartenant à toutes les classes sociales. Des professeurs, des journalistes, des hommes politiques, des grands seigneurs, des hauts fonctionnaires, civils et militaires, se plaignaient, depuis 1905, que la politique extérieure de l'Allemagne fût devenue trop faible. La solution de la question du Maroc avait mécontenté beaucoup d'entre eux. Des sociétés de toute espèce travaillaient avec énergie, depuis dix ans, l'opinion publique. La propagande pangermaniste avait infecté tous les milieux : la cour, le Parlement, l'administration, les universités, la banque.... Tout cela avait créé une situation intérieure à laquelle le gouvernement ne pouvait résister indéfiniment. Nous saurons certainement un jour par quelles intrigues on l'a amené à ordonner à son ambassadeur en Russie de faire, le 29 juillet, la démarche fatale qui a provoqué la guerre. Il n'est pas improbable que nous ayons à constater que, ce jour-là, les responsables furent réduits à jouer le rôle d'exécuteurs de la volonté des irresponsables. Il est même possible que le gouvernement allemand ait cru réussir par la seule intimidation, comme il l'avait fait en 1909. Dans ce cas, il s'est trompé. Malheureusement, jamais erreur de calcul chez des hommes d'État n'aura eu de plus terribles conséquences! C'est ce qui explique pourquoi le problème des responsabilités passionne tellement l'Europe et l'Amérique. De ce problème dépendent probablement les destinées d'un régime poli-

tique qu'on avait cru, jusqu'à ces derniers mois, fondé sur des assises granitiques. »

II. — A ces justes réflexions de l'illustre savant italien j'ajouterai simplement quelques extraits de publications officielles.

Dans son « *Livre Blanc* », le gouvernement allemand accuse la Russie et la France d'avoir encouragé la Serbie dans ses « menaces » (*sic*) contre l'existence de l'Autriche-Hongrie. Mais voici ce que nous lisons dans le télégramme de sir M. de Bunsen, ambassadeur anglais à Vienne, à sir E. Grey en date du 31 juillet 1914 : « L'ambassadeur de Russie m'a expliqué que la Russie ne désire pas intervenir indûment pour la Serbie... et que, en ce qui concerne les réclamations autrichiennes, la Russie a conseillé à la Serbie de *s'y plier*, autant qu'il lui serait possible sans sacrifier son indépendance. » Mais la tactique autrichienne, ou, plus exactement, austro-allemande, avait pour but de rendre impossible une entente avec la Serbie, comme il ressort du télégramme de sir E. Grey à sir E. Goschen, ambassadeur anglais à Berlin, daté du 27 juillet 1914 : « Le secrétaire d'État allemand a dit lui-même qu'il y avait dans la note autrichienne des choses que l'on ne pouvait guère s'attendre à voir la Serbie accepter. » Cette pensée fut exprimée encore plus cyniquement par le rédacteur de la *Zukunft*, M. Maximilien Harden, qui, dans son organe, le 1er août 1914, disait

ceci, réminiscence d'un propos du grand Frédéric :

« Si les monarques désirent la guerre, ils la commencent et ensuite ils chargent un juriste zélé de démontrer que le droit est pour eux ... Dans la note viennoise adressée à la Serbie et dont l'arrogance lapidaire n'a pas de précédent dans l'histoire, chaque phrase prouve que l'Autriche-Hongrie désirait la guerre.... Seule, la guerre, dont les meilleurs esprits de l'armée avaient soif... peut guérir les maux constitutionnels des deux moitiés de l'empire autrichien et de toute la monarchie.... *Seul, le rejet et non pas l'acceptation des demandes présentées dans la note pouvait être profitable aux Viennois....*

« On a posé cette question : Où le plan de campagne a-t-il dû être élaboré, à Vienne ou à Berlin? Et quelques-uns se sont empressés de répondre : « A Vienne.... » Pourquoi tolère-t-on la propagation de fables aussi dangereuses? Pourquoi ne pas dire ce qui est (parce que cela doit être), à savoir qu'un complet accord sur toute chose existait entre Vienne et Berlin? »

Nous ne pouvons que remercier M. Harden de ces aveux tranquilles, qui nous facilitent la recherche des principaux auteurs responsables ou plutôt des criminels coupables de cette guerre mondiale. Après les avoir lus, faut-il demander encore si la Russie, ou la France, ou l'Angleterre ont fait tout le nécessaire pour prévenir le conflit prémédité et

provoqué froidement par les gouvernements autrichien et allemand? Mais rien n'empêche d'y adjoindre quelques citations intéressantes.

Le 15 juillet 1914, M. Dumaine, ambassadeur de France à Vienne, écrit à son gouvernement : « *Certains organes de la presse viennoise, discutant l'organisation militaire de la France et de la Russie, présentent ces deux pays comme hors d'état de dire leur mot dans les affaires européennes*, ce qui assurerait à la monarchie dualiste, soutenue par l'Allemagne, d'appréciables facilités pour soumettre la Serbie au régime qu'il plairait de lui imposer. La *Militärische Rundschau* (1) l'avoue sans ambages : « L'instant nous est encore favorable.... *Actuellement, c'est à nous qu'appartient l'initiative ; la Russie n'est pas prête* ; les facteurs moraux (?!) et le bon droit (??!!) sont pour nous, de même que la force (2). » Dans un rapport consulaire envoyé au gouvernement français le 20 juillet 1914, nous lisons : « Il y a ici (*c'est-à-dire à Vienne*), et pareillement à Berlin, un clan qui accepte l'idée du conflit à dimensions généralisées ; en d'autres termes, la conflagration. L'idée directrice est probablement qu'il faudrait marcher *avant que la Russie ait terminé ses grands perfectionnements de l'armée et des voies ferrées et avant*

(1) C'est le plus influent organe militaire en Autriche. (Note de l'auteur.)

(2) Cité d'après le Livre Jaune publié par le ministère des affaires étrangères de France, Paris, 1914, p. 25.

que la France ait mis au point son organisation militaire(1). »

Il est donc bien démontré que le bloc austro-allemand a voulu la guerre, quelle qu'eût été le conduite de la Russie, de la France et de l'Angleterre. Qu'aurait pu faire la Russie, dans de telles circonstances, pour éviter le choc? Offrir la Serbie en pâture au militarisme allemand? Mais c'eût été une lâcheté inouïe. Le gouvernement allemand le comprenait très bien lui-même, comme on voit par la dépêche (envoyée le 28 juillet) où Guillaume II, parlant au tsar russe de l'impression produite en Russie par l'agression autrichienne contre la Serbie, dit : « Je ne me dissimule aucunement combien il est difficile pour toi et ton gouvernement de résister aux manifestations de l'opinion publique. » Guillaume II, lui aussi, reconnaît donc que l'opinion publique en Russie avait de quoi s'inquiéter en assistant à la tentative d'étranglement d'un petit pays par deux colossales puissances, armées jusqu'aux dents.

Ceux qui attribuent à la Russie la principale part de responsabilité dans la guerre actuelle font parfois cette question : « Croit-on que le tsarisme russe, qui opprimait et opprime tant de peuples dans son propre empire, voulait sincèrement défendre la Serbie? » Je répondrai avec franchise : Je ne suis pas

(1) *Ibidem*, p. 26.

ami du gouvernement russe. Je ne crois pas à la « sincérité » des intentions du gouvernement autocrate. Je sais qu'il opprime beaucoup de peuples. Mais ce n'est pas une raison pour qu'il commette un méfait de plus et laisse la Serbie sous le glaive austro-allemand. Et le gouvernement russe, en opposant la force de ses armées à la violence qu'on voulait exercer sur la Serbie, a fait une bonne action nonobstant les motifs qui ont pu le décider. Le tsarisme autocrate, qui n'est pas beau, ne se serait pas ennobli... par une trahison envers le petit pays serbe, qui attendait de la Russie le salut.

Pense-t-on que les péchés d'autrefois s'expient par de nouveaux crimes et qu'une récente infamie efface le déshonneur ancien ?

Ce n'est pas mon avis. Même un grand nombre d'Allemands — au moins avant la guerre — comprenaient que la Russie n'avait pas seulement le droit, mais le devoir de soutenir la Serbie contre l'Autriche. Quelques jours avant la déclaration de guerre, le journal *Vorwärts*, ancien organe des masses ouvrières allemandes, reconnaissait franchement que la Russie ne pouvait pas renoncer à son devoir de protectrice de la Serbie contre la pression autrichienne.

CHAPITRE II

I. Le gouvernement et la société russes devant une guerre inattendue. — II. La séance de la Douma. — L'accord de la majorité des partis qui s'y trouvaient représentés. — III. Pourquoi l'extrême gauche n'a pas voté les crédits militaires.

I. La guerre actuelle, loin d'avoir été voulue par la Russie, a été tout à fait inattendue pour elle. C'est ce que mettent en évidence aussi bien le langage de la presse russe que la déclaration du gouvernement à la Douma d'empire :

« Le 20 juillet (anc. st.) a été publié l'oukase impérial relatif à la reprise de vos travaux interrompus, il y a un mois, au milieu d'une paix qui semblait profonde », disait le président du conseil des ministres en s'adressant aux membres de la Douma. « Pendant ce mois, des événements de la plus haute importance historique se sont accomplis. L'un après l'autre, comme des coups de tonnerre, ils ont éclaté sur la vie russe et européenne, préparés depuis longtemps par le cours invisible de l'histoire, et cependant soudains. »

Combien le grand public en Russie, et même les personnes étudiant spécialement les problèmes de la politique étrangère étaient éloignés de croire à

la proximité d'une guerre, c'est ce dont on jugera par le fait suivant :

Il y a deux ans et demi, un de mes amis, M. Pavlovitch, qui est un investigateur attentif de la politique internationale, voulut publier une brochure en français pour prouver que l'éventualité d'un conflit armé entre l'Allemagne et l'Angleterre était invraisemblable. Il me manifesta son intention d'intituler sa brochure la *Guerre* IMPOSSIBLE. « Il ne faut pas exagérer, lui dis-je. Nous n'avons aucune garantie de l'impossibllité de cette guerre. » M. Pavlovitch céda et se décida pour ce titre : la *Guerre* IMPROBABLE (1).

C'était en 1912. En 1914, deux ou trois mois avant la rupture, le même écrivain russe (qui est, je le répète, chez nous une des personnalités les plus versées dans ces questions) fit une conférence où il attaqua les « alarmistes » qui répandaient de faux bruits sur la possibilité d'une guerre entre la Russie et l'Allemagne; et ces attaques furent reproduites par lui dans un article publié presque à la veille des hostilités. C'est dire que les événements actuels étaient en Russie complètement inattendus même pour les personnes les plus compétentes. Quant aux simples profanes, aux masses de la population, cette guerre fut pour elles, en vérité, un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cette cir-

(1) Michel Pavlovitch. *Le Conflit anglo-allemand. La Guerre improbable.* Paris, 1912.

constance, nous ne devrons jamais la perdre de vue en appréciant les faits postérieurs à l'ouverture de la lutte et l'attitude de la Russie officielle et populaire en face de ce désastre national et international.

Le 20 juillet 1914 de l'ancien style, c'est-à-dire le 2 août du style européen, fut publié le manifeste suivant, relatif à l'état de guerre entre la Russie et l'Allemagne :

« Nous, Nicolas II, par la grâce de Dieu, empereur et autocrate de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., etc.

« Déclarons à tous nos fidèles sujets :

« Suivant ses traditions historiques, la Russie, qui, par la foi et le sang, ne fait qu'un avec les peuples slaves, n'a jamais regardé leur sort avec indifférence. Les sentiments fraternels du peuple russe pour les Slaves se sont réveillés d'un élan unanime et avec une force particulière ces jours derniers, au moment où l'Autriche-Hongrie présenta à la Serbie des sommations manifestement inacceptables pour un État souverain.

« Méprisant la réponse conciliante et pacifique du gouvernement serbe, repoussant la médiation bienveillante de la Russie, l'Autriche se hâta d'en venir à une attaque armée, qu'elle ouvrit par le bombardement de la ville ouverte de Belgrade.

« Forcé par ces conditions nouvelles de prendre les mesures de précaution nécessaires, nous avons

donné l'ordre de mettre l'armée et la flotte sur le pied de guerre; mais, tenant au sang et aux biens de nos sujets, nous avons employé tous nos efforts à faire aboutir pacifiquement les pourparlers engagés.

« Au milieu de ces négociations amicales, l'alliée de l'Autriche, l'Allemagne, en dépit de notre espoir en un bon voisinage perpétuel avec elle, et fermant l'oreille aux assurances données par nous que les mesures prises l'avaient été sans aucune intention hostile à son égard, se mit à exiger que ces mesures fussent rapportées et, ayant reçu un refus, déclara soudainement la guerre à la Russie.

« Maintenant, il ne s'agit plus seulement de prendre fait et cause pour une nation sœur injustement offensée, mais de défendre l'honneur, la dignité, l'intégrité de la Russie et sa situation parmi les grandes puissances. Nous croyons inébranlablement que, pour défendre la terre russe, tous nos fidèles sujets se lèveront à la fois, pleins d'abnégation.

« A l'heure redoutable de l'épreuve, *que les dissensions intestines soient oubliées*, que l'union du tsar avec son peuple se consolide plus étroitement encore et que la Russie, se levant comme un seul homme, repousse l'insolente attaque de l'ennemi.

« Avec une foi profonde en la bonté de notre cause et une humble confiance en la Providence toute-puissante, nous appelons, dans nos prières, sur la sainte Russie et nos troupes valeureuses la bénédiction divine.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le 20 juillet (ancien style) de l'an 1914 après Jésus-Christ, et de notre règne le vingtième.

NICOLAS. »

J'attire l'attention sur la phrase soulignée par moi dans ce manifeste et conviant les sujets du tsar à l'oubli des « dissensions intestines ».

Comme nous le verrons plus loin, le gouvernement lui-même n'a pas obéi à cette invitation.

Le même jour, 2 août, le gouvernement publiait un oukase du tsar sur la convocation des assemblées législatives : « Au milieu des lourdes épreuves envoyées à notre patrie, dit cet oukase, et désirant être en union parfaite avec notre peuple, nous avons jugé bon de convoquer le Conseil et la Douma de l'empire. » Le premier ministre expliqua verbalement à la Douma que le gouvernement se proposait de s'adresser dorénavant à l'assemblée législative : « Les corps législatifs sauront qu'à l'avenir ils seront convoqués en sessions extraordinaires si les circonstances l'exigent. » Les membres de la Douma accueillirent cette promesse constitutionnelle par des applaudissements, ce qui est bien compréhensible, car, en Russie, le gouvernement autocrate tient d'ordinaire l'organe législatif pour une quantité négligeable. Toutefois ne nous exagérons pas le « constitutionnalisme » manifesté cette fois par le tsarisme et n'oublions pas que le gouvernement même lui a

reconnu des mobiles un peu intéressés : « La guerre nous étant déclarée, dit le premier ministre à la séance de la Douma, le gouvernement ne pouvait manquer de rechercher les moyens de couvrir les dépenses militaires... Le ministre des finances vous donnera connaissance des mesures qui sont proposées en premier lieu. La nécessité de ces mesures est l'une des raisons de la convocation des corps législatifs. »

Il est vrai que le premier ministre ajouta que ce n'était là qu' « une cause accessoire, et non la plus importante » et que la Douma devait en ce moment « être l'expression de la pensée et du sentiment populaires ». Mais ici une question de principe se pose. Cette même Douma, en effet, à laquelle le tsarisme adressait son « appel constitutionnel » fut créée par le tsarisme à l'aide d'un coup d'État, accompli, en 1907, après la dissolution brutale de la deuxième Douma, nullement pour traduire la pensée et le sentiment populaires, mais pour servir d'instrument docile à la réaction.

Néanmoins je suis prêt à admettre que convoquer même cette Douma, issue d'un coup d'État, était plus « constitutionnel » que de ne pas la convoquer du tout, ce qui aurait pu arriver.

II. — La séance extraordinaire de la Douma, le 8 août 1914, fut ouverte par un discours du président de l'assemblée, M. Rodzianko. Je puis en citer les passages les plus importants :

« Tous, nous savons bien que la Russie n'a pas désiré la guerre, dit M. Rodzianko, que les aspirations conquérantes sont étrangères au peuple russe, mais que c'est à la destinée elle-même qu'il a plu de nous impliquer dans des actes de justice... Le sort en est jeté... Avec calme, sans colère, nous pouvons dire à ceux qui nous attaquent : « A bas les mains! » Notre peuple est pacifique et bon, mais il est terrible quand on le force à se défendre... Le héros russe ne laissera pas retomber la tête avec tristesse, quelques épreuves qu'il doive supporter; ses fortes épaules résisteront à tout...

« ... A cette heure, nos pensées et nos vœux sont là-bas, à nos frontières, où notre valeureuse armée, notre glorieuse et vaillante flotte (1) vont au combat avec intrépidité... Nous qui restons dans nos foyers, acceptons le devoir de travailler sans relâche à assurer le pain aux familles privées de leurs chefs; que l'on sache à l'armée que ce n'est pas en paroles seulement, mais par des actes, que nous préserverons les leurs de la misère (2). »

A la suite de ce discours du président de la Douma, des déclarations officielles furent faites au nom du

(1) Malheureusement presque inexistante. (Note de l'auteur.)

(2) Je cite ce discours ainsi que ceux des représentants des divers partis à la Douma d'après la traduction française du compte rendu sténographique de la séance publié dans le deuxième cahier des *Documents sur les origines de la guerre de* 1914 (Genève, 1914).

gouvernement par le premier ministre et le ministre des affaires étrangères.

« La Russie ne voulait pas la guerre, dit M. Goremykine. Le gouvernement a recherché consciencieusement les moyens de sortir en paix de la situation compliquée qui s'était créée, s'attachant même à la plus faible espérance d'écarter le déluge de sang qui nous menaçait. Mais il y a des limites même à l'esprit pacifique de la Russie. Quoique pleinement conscient de la lourde responsabilité qui pesait sur lui, le gouvernement impérial ne pouvait reculer humblement devant le défi qui lui était jeté. C'eût été le renoncement à notre situation de grande puissance. C'eût été une erreur fatale. Elle nous eût humiliés sans rien modifier au cours des événements, qui n'a pas été décidé par nous.

« La guerre a commencé, et il ne nous reste qu'à répéter les paroles qui ont retenti par tout le monde :

« Nous mènerons cette guerre, quelle qu'elle soit, « jusqu'au bout. » Dans toute l'histoire, bien des fois séculaire, de la Russie, il n'y a peut-être qu'une guerre nationale, il n'y a que celle de 1812 qui soit comparable par son importance aux événements imminents... Le gouvernement n'est pas du tout aveuglé par la présomption; il voit clairement que cette guerre va exiger une tension extrême de toutes les forces, beaucoup de victimes et un courage à la hauteur de tous les coups du sort. Mais le gouvernement a une foi inébranlable dans le succès final,

car il a une foi sans limites en la grande mission historique de la Russie. »

Quant au ministre des affaires étrangères, il exposa longuement la situation internationale à la veille de la guerre et le rôle de la Russie.

« Dans les heures difficiles où ont été prises des résolutions grosses de responsabilités, le gouvernement a puisé sa force dans le sentiment qu'il a d'être en parfait accord avec la conscience populaire, dit M. Sazonov. Lorsque viendra pour l'histoire le moment de rendre son impartial jugement, j'ai la ferme conviction qu'elle se prononcera pour nous.... Nos ennemis s'évertuent à rejeter sur nous la responsabilité des fléaux qui désolent actuellement l'Europe, mais leurs calomnies ne sauraient induire en erreur quiconque suit avec une attention consciencieuse la politique russe de ces dernières années et de ces derniers jours... Ce n'est pas elle, ce n'est pas la politique russe qui menaçait la paix du monde.... Vous savez quelle est l'origine de la guerre. Déchirée par des désordres intérieurs, l'Autriche résolut d'en sortir en frappant un coup qui, tout en donnant la preuve de sa force, nous humiliât. C'est la Serbie qui fut choisie à cet effet.... Vous n'ignorez pas les conditions dans lesquelles l'ultimatum fut adressé à la Serbie. En s'y soumettant, elle devenait la vassale de l'Autriche. Il est clair que, pour nous, ne pas intervenir équivaudrait à abandonner notre rôle séculaire de défenseur des peuples balkaniques. Ce serait

en même temps accepter que la volonté de l'Autriche et celle de l'Allemagne, qui se tient derrière elle, soient la loi pour l'Europe. Ni nous, ni la France, ni l'Angleterre ne pouvions l'admettre. (*Bravos, applaudissements prolongés.*)

« Autant que nous, nos valeureux alliés s'appliquèrent de toutes leurs forces à maintenir la paix. Nos ennemis s'y méprirent et considérèrent ces efforts comme une preuve de faiblesse. Même après la provocation lancée par l'Autriche, la Russie ne repoussa aucune tentative de solution pacifique du conflit. En ce sens, tous les efforts possibles furent faits honnêtement jusqu'au bout, par nous et nos alliés. Nous ne maintenions fermement qu'une condition : prêts à accepter tout compromis qui pût être agréé de l'Autriche sans diminuer son prestige, nous excluions tout ce qui entraînait une atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la Serbie.

« Dès le début, nous n'avions pas dissimulé nos vues à l'Allemagne. Il est hors de doute que, s'il l'avait voulu, le cabinet de Berlin aurait pu, d'un seul mot impérieux, arrêter son alliée, comme il l'avait fait déjà durant la crise balkanique. Mais, en réalité, l'Allemagne, qui n'a cessé jusqu'à ces derniers jours d'affirmer en paroles son désir d'agir sur Vienne, repoussa les unes après les autres toutes les propositions qui lui furent faites, en répliquant de son côté par de vaines assurances.

« Le temps passait; les négociations n'avançaient

pas. L'Autriche bombarda Belgrade avec acharnement.... Le but évident était de gagner du temps en pourparlers et de mettre l'Europe et nous en face du fait accompli : l'humiliation et l'anéantissement de l'État serbe. Dans ces conditions, nous ne pouvions nous abstenir de prendre des mesures naturelles de précaution, et cela d'autant moins que l'Autriche avait déjà mobilisé la moitié de son armée. Lorsque la mobilisation fut ordonnée en Russie, notre empereur donna sa parole impériale à l'empereur d'Allemagne que la Russie ne recourrait pas à l'emploi de la force aussi longtemps qu'il y aurait espoir de trouver une solution pacifique aux conditions pleines de modération que j'ai indiquées plus haut.

« Mais sa voix ne fut pas écoutée. L'Allemagne déclara la guerre à nous d'abord, à notre alliée ensuite. Perdant tout empire sur soi-même, elle foula aux pieds les droits consacrés de deux États dont elle avait, d'accord avec les autres puissances, solennellement garanti la neutralité par sa propre signature. (*Cris sur tous les bancs : « C'est honteux! »*)

« On ne peut que s'incliner devant l'héroïsme du peuple belge, qui n'a pas craint de lutter contre l'immense armée allemande. (*Tonnerre d'applaudissements. Les députés acclament longuement le représentant de la Belgique, qui se trouve dans la loge diplomatique.*)

« Les procédés de l'Allemagne n'ont pas manqué

de soulever l'indignation profonde de tout le monde civilisé, et, avant tout, de cette France chevaleresque qui, avec nous, s'est levée pour la défense du droit et de la justice. (*Nouvelle explosion d'applaudissements. Les députés crient : « Vive la France! » se lèvent et font une longue ovation à l'ambassadeur de France.*)

« Est-il besoin d'ajouter que l'Angleterre a éprouvé les mêmes sentiments? Elle aussi frémit tout entière et vit qu'il était nécessaire de briser la prétention manifestée par l'Allemagne d'imposer à toute l'Europe sa pesante hégémonie. (*Les applaudissements éclatent de nouveau. L'enthousiasme est grand. Les ovations de la Douma sont adressées cette fois à l'ambassadeur d'Angleterre.*)

« .... Nous combattons pour notre patrie, nous combattons pour son prestige et sa situation de grande puissance. Nous ne voulons pas accepter le joug de l'Allemagne et de son alliée en Europe. (*Cris violents, bravos, applaudissements frénétiques.* Les mêmes motifs guident nos alliés. »

La Douma entendit ensuite toute une série de discours des délégués des divers partis représentés en elle. Leur langage démontra le parfait accord régnant dans la grande majorité des membres de l'assemblée au sujet de la guerre. Mais il faut dire que les déclarations des partis de droite furent bien insignifiantes par la teneur. Le représentant du « centre » se borna à crier : « Vivent le tsar, le peuple

et la victoire! » Celui des « nationalistes » émit l'avis qu' « à l'heure difficile et glorieuse que nous vivons la Russie est appelée à réparer quelques-unes de ses fautes historiques ». (On peut voir dans ces mots un reproche au gouvernement pour sa tactique de recul devant le bloc austro-allemand en 1909, etc.) Le représentant des « octobristes » dit : « Mes amis politiques m'ont envoyé ici pour exprimer leur ferme conviction que, devant l'invasion menaçante, nous serons tous unis; nous sommes tous également prêts à sacrifier nos biens, nos vies et celles de nos proches pour lutter contre l'ennemi qui s'évertue à ruiner la force et la liberté de notre grande patrie. »

Bien embarrassante fut la situation de l'extrême droite, qui, pendant longtemps, avait préconisé dans sa presse l'union de l'autocratie russe et de la monarchie allemande. M. Markov, qui parlait en son nom, avait encore, au mois d'avril précédent (comme on l'a établi plus tard), publié des articles où il insistait sur la nécessité pour la Russie de remplacer l'alliance avec la France (impie et républicaine!) et l'entente avec l'Angleterre (perfide et franc-maçonne!) par une bonne association avec la réaction prussienne. Nonobstant, M. Markov se vit obligé d'affirmer que son parti « attend la victoire » de la Russie sur l'Allemagne....

Au nom des constitutionnalistes démocrates (« cadets »), le député Milukov dit :

« Le groupe parlementaire du parti libéral a agité

à plus d'une reprise, à la Douma, les questions touchées par les deux premiers orateurs qui sont montés à cette tribune (1). Son opinion sur ces questions est bien connue de tous. Il va sans dire qu'aucune circonstance extérieure ne peut la modifier. Quand le moment sera venu, notre parti abordera de nouveau ces questions et de nouveau montrera la seule voie qui puisse conduire à la régénération intérieure de la Russie. Il espère qu'à traverser les rudes épreuves qui nous attendent notre pays se rapprochera de son but sacré. Mais, en ce moment, d'autres soucis s'imposent trop profondément à nous tous, et une autre tâche nous appelle, redoutable et auguste, qui exige impérieusement une solution immédiate. Nous devons concentrer toutes nos forces dans la défense de l'État contre un ennemi extérieur qui prétend nous écarter de sa route pour atteindre à la suprématie mondiale.

« Notre cause est juste. Nous luttons pour libérer notre patrie d'une invasion étrangère, pour libérer l'Europe et le slavisme de l'hégémonie germanique, pour libérer le monde entier du fardeau intolérable des armements, qui ne cessent de croître, qui ruinent les travailleurs paisibles et qui provoquent des conflits armés sans cesse renaissants.

« Dans cette lutte, nous sommes unanimes. Nous

(1) Il s'agit des représentants des " travaillistes " et des social-démocrates, dont les déclarations seront citées plus bas. (Note de l'auteur.)

ne posons pas de conditions, nous ne formulons aucune revendication. Nous jetons simplement dans la balance notre ferme volonté de vaincre l'agresseur. »

Je crois — et beaucoup de citoyens russes sont du même avis — que les constitutionnels démocrates ont commis une grave erreur politique en « ne formulant aucune revendication », car il y avait des questions (par exemple, celle de l'amnistie politique), qui ne devaient pas être passées sous silence, même en ce moment-là. Et cette erreur fut soulignée par la déclaration des *troudoviki* (travaillistes). Mais, avant de m'y arrêter, je vais citer la résolution votée par la Douma à la fin de la séance :

« Après avoir entendu les explications du gouvernement et s'être convaincue, avec un sentiment de satisfaction, qu'il a épuisé, pour maintenir la paix, tous les moyens compatibles avec le prestige de la Russie comme grande puissance, la Douma de l'empire exprime la ferme conviction qu'à l'heure de l'épreuve, devant la menace guerrière qui s'avance, tous les peuples de Russie, unis dans un sentiment commun de patriotisme et pénétrés de la justice de leur cause, sont prêts à se lever à l'appel de leur souverain pour défendre leur patrie, son honneur et ses richesses. Ce sentiment remplit la Douma d'une tranquille confiance en la force invincible et l'avenir glorieux de la Russie.

« Passant à l'ordre du jour et exprimant le désir

de collaborer à la défense du pays et de venir en aide aux familles des réservistes, la Douma envoie son fraternel salut aux valeureux défenseurs de la patrie qui accomplissent avec abnégation leur devoir héroïque. »

Cette résolution et les projets de loi déposés par le gouvernement furent votés par la Douma à l'unanimité, mais... en l'absence des deux partis de l'extrême gauche : les *troudoviki*, représentants de la démocratie paysanne, et les social-démocrates, représentants des ouvriers, qui, ne voulant pas participer au vote, sortirent de la salle avant qu'il fût ouvert.

III. — Mais ils avaient proclamé leur opinion en ces termes :

« Citoyens russes, avaient dit les social-démocrates, rappelez-vous que vous n'avez pas d'ennemis parmi les classes laborieuses des nations belligérantes. Tout en défendant jusqu'au bout ce qui nous est cher contre les tentatives de conquête des gouvernements ennemis — l'Allemagne et l'Autriche — rappelez-vous que cette horrible guerre n'aurait pas éclaté si les grands principes de la démocratie : liberté, égalité, fraternité, inspiraient l'activité de la Russie dirigeante et des gouvernements de tous les pays. Or notre gouvernement, même à cette heure redoutable, ne veut pas oublier les discordes intestines : il n'amnistie pas ceux qui ont

lutté pour la liberté et le bonheur du pays, il ne veut pas faire la paix avec les nationalités non russes, qui ont tout pardonné et qui combattent avec enthousiasme à nos côtés pour la patrie commune. Et, au lieu d'alléger la situation des classes laborieuses, il fait peser précisément sur elles le plus gros des dépenses militaires par l'augmentation des impôts indirects. »

En rejetant la responsabilité du conflit armé sur tous les gouvernements, les social-démocrates avaient affirmé en même temps le devoir pour les socialistes de défendre leur pays contre une invasion étrangère :

« Le prolétariat, perpétuel champion de la liberté et des intérêts du peuple, défendra en tout temps contre tous les attentats, d'où qu'ils partent, le trésor de civilisation amassé par le peuple », avait dit l'orateur social-démocrate.

Sur ce point, le représentant du parti n'avait qu'à suivre la tradition établie par ses devanciers aux assemblées précédentes : à la IIe Douma, la fraction social-démocrate, dont les membres furent envoyés au bagne pour un « complot militaire » inventé par la police(1), annonça, par la voix d'un des siens, que, « si les oppresseurs étrangers déclaraient la guerre à la Russie, la jeune garde prolétarienne prendrait le fusil pour leur résister comme elle résiste à ses oppresseurs de l'intérieur ».

(1) Voir la *Russie moderne*, p. 259.

La même pensée fut rendue par le représentant des *troudoviki*, qui sut trouver, en cette occasion, des mots si simples et si touchants qu'ils produisirent une profonde impression sur la majorité de la Douma, plus que froide, en général, à l'égard de son extrême gauche.

« Nous avons la conviction inébranlable, dit-il, que la grande démocratie russe, unie à toutes les autres forces du pays, fera une résistance décisive à l'ennemi qui nous attaque et défendra sa terre natale et la culture qu'ont créée les sueurs et le sang des générations. Nous croyons que sur les champs de bataille, au milieu des souffrances, s'affermira la fraternité de tous les peuples de Russie. Une volonté unique en naîtra, qui délivrera, à l'intérieur, le pays de ses terribles chaînes....

« Paysans et ouvriers, et vous tous qui voulez le bonheur et la prospérité de la Russie, trempez votre âme en ces jours de grandes épreuves ! Rassemblez toutes vos forces et, après avoir défendu le pays, libérez-le !

« A vous, nos frères, qui versez votre sang pour la patrie notre profond respect et notre salut fraternel ! »

Cependant, tout en admettant que les masses ouvrières des champs et des usines doivent énergiquement participer à la défense du pays, le groupe travailliste et la fraction social-démocrate ne voulurent pas prendre part au vote de la résolution et des

projets de loi sur les crédits militaires. Pour comprendre leur refus, il faut se rappeler d'abord que la situation des représentants des paysans et des ouvriers à la Douma actuelle est tout à fait spéciale et fort différente de celle de tous les autres partis. Tandis que tous les autres acceptent la « Constitution » existante, dont ils se tiennent pour les organes légaux (1), les travaillistes et les social-démocrates la rejettent en principe. La Douma, pour eux, n'est pas une « représentation nationale », mais le produit d'un coup d'État. C'est pourquoi ils ne peuvent pas, politiquement et moralement, s'associer à un acte du gouvernement qui a violé ses promesses constitutionnelles en 1907 et à une déclaration de la Douma née de cette violence commise sur le peuple ; ils ne se reconnaissent pas le droit de prendre la moindre parcelle de responsabilité dans la politique du gouvernement actuel ni de se solidariser avec lui et avec la Douma qui est son instrument. Ils croient remplir ainsi un devoir sacré envers le peuple.

Voilà une des raisons pour lesquelles l'extrême gauche s'abstint. Une autre raison, c'est le désir des travaillistes et des social-démocrates de rester fidèles à leurs principes et aux engagements pris par les partis ouvriers du monde entier aux congrès so-

(1) On se rappelle sans doute que M. Milukov, leader des libéraux russes (« cadets »), déclarait pendant sa visite à Londres, il y a quelques années, mais postérieurement au coup d'État de 1907, qu'il représentait « l'opposition de Sa Majesté ».

cialistes internationaux, qui font un devoir à tous les députés socialistes, dans tous les parlements, de ne pas voter les crédits militaires, en manière de protestation perpétuelle contre le militarisme et la guerre. Faut-il reprocher aux députés ouvriers russes ce respect de leur parole, même devant le danger d'une invasion étrangère? Tout ce qu'on peut penser d'eux, c'est qu'ils ont agi en gens honnêtes, peut-être même trop honnêtes, si on compare leur attitude à celle des « camarades » allemands, esclaves suivant avec docilité le char guerrier de leur kaiser.

CHAPITRE III

I. L'action gouvernementale. — Les proclamations aux Polonais et aux Arméniens. — Les mesures administratives prises à l'occasion de la guerre. — II. Les mesures financières : les nouveaux impôts et les emprunts. — L'interdiction de la vente de l'alcool. — III. La politique intérieur du tsarisme pendant la guerre.

I. — Le moment où une invasion étrangère menace le pays n'est pas bien favorable aux réformes intérieures, surtout de la part d'un gouvernement peu enclin, en général, au progrès. Cependant, même d'après les mesures adoptées pour les besoins immédiats en de telles circonstances, on peut toujours juger du caractère général d'une politique. Dès la déclaration de guerre, l' « état de guerre » fut proclamé dans tout l'empire, et le pouvoir fut transféré de l'administration civile aux gouverneurs militaires. Ce nouvel état de choses ne changeait, en réalité, rien ou presque rien à l'existence de la population, habituée à vivre, même en temps de paix, sous un régime d'exception. Néanmoins, comme nous le verrons plus loin, la proclamation de l'état de guerre fut suivie de quelques dispositions restrictives, d'un effet parfois assez sensible sur les maigres « droits de l'homme » existant encore en Russie.

Mais, avant de parler du côté négatif de la politique tsariste à l'intérieur pendant la guerre, je dois, pour être impartial, attirer l'attention sur ses résultats plus ou moins positifs.

Toute guerre impose à tout gouvernement deux tâches principales : 1° la mise des forces armées du pays sur le pied de guerre et l'organisation de la victoire ; 2° l'organisation et la consolidation des « derrières de l'armée ».

Les deux points les plus vulnérables sur les « derrières » de l'armée russe étaient les régions frontières de la Pologne et de la Transcaucasie, qui devaient recevoir le premier coup de l'ennemi et dont il importait d'affermir au plus tôt le loyalisme. Ainsi le tsarisme, après avoir dépensé beaucoup de temps en inutiles et nuisibles persécutions contre les nationalités, se trouva dans l'obligation de renoncer à toute son ancienne politique et de se poser en libérateur des Polonais et des Arméniens, dont les sympathies lui apparaissaient alors si précieuses.

Au mois d'août, le généralissime de l'armée russe, grand-duc Nicolas, publia sa fameuse proclamation aux Polonais, que voici :

« Polonais,

« L'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut se réaliser.

« Il y a un siècle et demi, le corps matériel de la

Pologne fut dépecé; mais son âme n'était pas morte. Elle vivait de l'espoir que l'heure viendrait de la résurrection du peuple polonais, de sa réconciliation fraternelle avec la grande Russie.

« Les troupes russes vous apportent la bonne nouvelle de cette réconciliation.

« Que disparaissent les frontières qui avaient morcelé le peuple polonais ! Qu'il s'unisse sous le sceptre du tsar russe !

« Sous ce sceptre, la Pologne renaîtra, libre dans sa religion, dans sa langue, dans son administration locale.

« La Russie n'attend de vous qu'une seule chose : un respect égal pour les droits de ces nationalités avec lesquelles l'histoire vous a liés.

« A cœur ouvert, la main fraternellement tendue, la grande Russie s'avance à votre rencontre. Elle croit qu'il ne s'est pas rouillé, ce glaive qui frappait l'ennemi à Grünwalden.

« Des bords de l'océan Pacifique jusqu'aux mers septentrionales, les armées russes sont en marche.

« L'aurore d'une vie nouvelle commence à paraître pour vous.

« Qu'au milieu d'elle brille le signe de la Croix, symbole de la souffrance et de la résurrection des peuples. »

Un mois plus tard, le 17 septembre, le tsar lui-même adressait aux Arméniens le manifeste suivant :

« Arméniens !

« Dans un élan sublime, les peuples de toute la grande Russie, de l'occident à l'orient, se sont levés à ma voix. Arméniens, après cinq siècles de joug tyrannique pendant lesquels tant des vôtres ont succombé et alors que tant d'autres subissent encore les plus abominables outrages, l'heure de la liberté a enfin sonné pour vous. Le peuple russe se rappelle non sans fierté ses illustres enfants arméniens. Les Lazareff, les Mélikoff (1) et d'autres ont combattu aux côtés de leurs frères slaves pour la grandeur de la patrie.

« Votre fidélité séculaire me garantit que vous saurez, en ces jours solennels, accomplir tout votre devoir, pleins d'une inébranlable foi dans le succès final de nos armes et de notre juste cause.

« Arméniens, unis à vos frères de sang sous le sceptre des tsars, vous connaîtrez enfin les bienfaits de la liberté et de la justice. »

Ces deux proclamations ont été traitées de « démagogie auguste » par bon nombre de sceptiques qui mettent en doute la sincérité des intentions du tsarisme. Mais je crois que nous devons prendre le fait tel qu'il est. Or c'est un fait, et de

(1) Ce sont les généraux arméniens qui ont servi dans l'armée russe pendant la guerre russo-turque de 1877-78.

grande importance, que le danger de la guerre ait contraint le tsarisme à faire, à la face du monde, des promesses de libération à deux peuples opprimés. La réalisation de ces promesses dépend des efforts de la démocratie russe et de celle des pays alliés. En tout cas, c'est une grande victoire morale et politique que le gouvernement russe ait solennellement reconnu l'erreur de son ancien système d'oppression et cette vérité que les sympathies des nations se gagnent non par le knout, mais par un ré-régime libéral (1).

(1) Quant aux railleries sur la « démagogie auguste », il faut dire que l'empereur allemand n'a pas des rivaux en ce genre. Voici le texte d'une proclamation adressée par Guillaume II aux Polonais de Russie après le commencement de la guerre : « Polonais, vous vous souviendrez certainement qu'une nuit les cloches du saint couvent de Swiaty Gory (monts Sacrés) se mirent à sonner sans qu'aucune main humaine en eût touché les cordes. Alors, toutes les personnes pieuses comprirent qu'un grand événement s'était accompli, annoncé précisément par ce miracle. Cet événement, c'est ma décision de combattre la Russie, de restituer à la Pologne toutes les choses sacrées et de la réunir à l'Allemagne, la nation la plus cultivée.

« J'ai fait un rêve prodigieux. J'ai vu la Sainte-Vierge qui me commandait de sauver sa maison sainte, menacée d'un grand danger. Elle me regardait les larmes aux yeux, et j'ai accompli sa volonté. Que cela advienne par votre entremise, ô Polonais ! Et venez à la rencontre de mes soldats comme on va à la rencontre de frères et de sauveurs ! Polonais, sachez que ceux qui seront avec moi auront de larges récompenses. Ceux qui seront contre moi périront. Dieu et la Sainte-Vierge sont avec moi. Elle-même a levé le glaive pour aider la Pologne. »

Une autre victoire — cette fois non seulement morale, mais assez concrète — a été remportée dans les rapports entre le gouvernement et les corps de l'administration locale. Pour assurer les « derrières » de l'armée, le gouvernement a dû organiser l'assistance aux familles des réservistes, avec la collaboration des municipalités, etc. D'autre part, l'aide de ces organes, aussi bien que des diverses associations privées, était nécessaire pour l'évacuation des soldats malades et blessés, la création des trains sanitaires, des hôpitaux, des points de ravitaillement, etc. Pour satisfaire à tous ces besoins urgents et compliqués, les entités auxquelles il était fait appel devaient avoir une complète liberté d'action. Or, de par les divers règlements bureaucratiques, les municipalités et les zemstvos, (conseils de district et de gouvernement) n'étaient pas libres d'agir ; les membres de leurs commissions exécutives ne pouvaient entrer en fonctions qu'après une « confirmation » spéciale du ministère, toujours libre d'opposer son *veto* à une nomination ; les employés recrutés par les municipalités et les zemstvos étaient aussi soumis à l'autorisation préalable du gouverneur local, maître de les révoquer « sans aucune explication ».

Tous ces règlements, nocifs pendant la paix, l'étaient encore davantage en temps de guerre, alors qu'il s'agissait pour les corps publics et les associations privées d'opérer vite et sans embarras. Le pou-

voir central a donc dû lever sinon en droit, au moins en fait, ces restrictions en déclarant que toutes les organisations publiques et privées aidant l'État dans l'assistance aux soldats malades et blessés étaient assimilées aux institutions gouvernementales. « Toutes tentatives d'entraver, sous quelque rapport que ce soit, le travail des organisations publiques et privées sont de nature à tuer en elles le zèle, l'esprit de création et l'initiative et ne peuvent que nuire à l'œuvre grande et sainte », écrit le ministre des affaires intérieures dans une circulaire aux gouverneurs. Aussi, quand les municipalités commencèrent sans aucune autorisation à réclamer les services de médecins, d'administrateurs pour les hôpitaux et les trains sanitaires, d'aides-doctoresses, les gouverneurs et le ministère lui-même n'osèrent pas protester. Et, comme nous le verrons dans un des chapitres suivants, grâce à la suppression des restrictions anciennes, un remarquable travail a pu être accompli par la société russe.

Malheureusement, ici, de nouveau, le gouvernement ne sut pas aller assez loin dans la voie des concessions et, ayant fait un pas en avant, s'empressa d'en faire un en arrière. C'est ainsi qu'il prit le parti de dissoudre la Société libre d'économie nationale, qui déployait une grande activité, à Pétrograd, dans l'organisation d'hôpitaux et mettait gratuitement de petites bibliothèques à la disposition des soldats malades et blessés pour leur permettre d'occuper

leurs loisirs à des lectures utiles. Le ministère de l'intérieur trouva que la composition de ces bibliothèques était trop libérale et tendancieuse (quoiqu'il n'y eût là que des ouvrages approuvés par la censure russe) et donna l'ordre de dissoudre la société, dont la plupart des membres sont d'opinion politique fort modérée et dont le président est le professeur Kovalevsky, membre du Conseil d'empire.

Cet acte d'arbitraire a produit une très mauvaise impression, même sur les éléments les moins subversifs de la société russe.

II. — Où prendre l'argent nécessaire à la guerre? Nous avons vu que la situation financière de l'État russe n'était pas brillante. La guerre ne pouvait pas manquer de la rendre encore plus difficile. « La guerre commencée depuis le milieu de l'année courante, la plus grande et la plus difficile, au point de vue des forces et des moyens mis en œuvre, de toutes les guerres que la Russie a soutenues, soumet à une tension sans précédent les ressources du Trésor de l'État. » C'est en ces termes que le ministre des finances caractérise la situation dans son rapport sur le projet du budget de 1915. En même temps, l'interdiction de la vente de l'alcool a privé l'État de la principale source de ses revenus.

Pour boucher l'énorme trou ouvert dans le budget et couvrir les dépenses militaires, le gouvernement a recouru aux mesures suivantes :

D'abord, il a essayé de réduire les dépenses ordinaires déjà fixées dans le budget de 1914. Cette réduction est de 300 millions de roubles. Ensuite, il a émis quelques emprunts intérieurs et extérieurs à court terme : notamment, l'emprunt du 23 juillet (anc. style) de 400 millions de roubles; celui du 22 août, de 300 millions de roubles; celui du 3 octobre, de 500 millions de roubles; celui du 6 octobre, de 400 millions de roubles plus 114 millions de roubles en monnaie anglaise; ce qui fait, pour deux mois et demi, un total de 1.714 millions de roubles, auquel s'ajoutent les 500 millions de roubles des « réserves disponibles » et les 180 millions de roubles des dépenses non effectuées par les ministères de la guerre et de la marine sur les budgets de l'année précédente. De sorte que la Russie, pendant les dix premières semaines de la guerre, eut à sa disposition près de 2 milliards 1/2 de roubles.

Quant à la circulation monétaire, elle était, selon le ministre des finances, à l'abri de tout danger immédiat. La loi votée par la Douma le 8 août 1914 a permis à la Banque d'État d'émettre des billets sans couverture d'encaisse métallique à concurrence de 1 milliard 1/2 de roubles. La réserve d'or étant, au moment de la déclaration de guerre, de 1.700 millions de roubles, l'ensemble des émissions de la Banque se trouve couvert plus qu'à moitié, dit le ministre des finances à la séance

de la Douma ; et il ajouta : « En Allemagne, la couverture métallique légale n'est, en temps de paix, que de 1/3. Notre couverture lui sera donc supérieure, même en temps de guerre. » Évidemment, il y avait là une exagération : on ne peut nier que la situation financière et monétaire de l'Allemagne soit plus solide que celle de la Russie, car elle ne repose pas seulement sur les « réserves libres » du Trésor, mais sur toute la richesse du pays.

Impossible de calculer, même approximativement, ce que la guerre coûtera à la Russie. Les solutions des spécialistes ne s'accordent pas toujours. Le professeur pétrogradois M. Friedmann affirme qu'elle exige de 20 à 30 millions de roubles par jour, ou de 600 à 800 millions de roubles par mois, et que, pendant six mois, elle absorbera de 3 1/2 à 5 milliards de roubles. Un autre spécialiste russe a calculé que l'entretien de l'armée pendant la guerre revient à 3 roubles par soldat et par jour. Pour une armée de 7 millions d'hommes, cela fait 21 millions de roubles par jour, ou 630 millions par mois. Dans son rapport sur le projet du budget de 1915, le ministre des finances dit qu' « il est extrêmement difficile d'arriver à une évaluation générale des dépenses extraordinaires de la guerre, parce qu'on ne peut pas savoir quand la guerre prendra fin », et que « lui, ministre des finances, ne se croit pas le droit de divulguer les calculs approximatifs qui en ont été faits ».

Mais ce qu'on peut affirmer, c'est que les ressources ordinaires du Trésor russe ne suffisent pas à couvrir ces dépenses, surtout si on considère que plusieurs des recettes sont bien diminuées par les événements, les échanges commerciaux avec l'étranger étant coupés, le rendement des douanes tari, etc.

Pour combler le déficit, le gouvernement a pris la mesure qui lui est la plus familière : il a commencé par augmenter les impôts. Le surcroît de recettes attendu de ce relèvement est, pour 1915 et comparativement aux années précédentes, de 87 millions de roubles pour les impôts directs, de 95 millions pour les impôts indirects (taxes sur le sucre, les allumettes, le pétrole, le tabac, etc.), de 228 millions pour les recettes des chemins de fer, etc. On compte accroître ainsi d'un demi-milliard les revenus. Mais, comme, à elle seule, l'interdiction de la vente de l'alcool occasionnera, en 1915, une perte de 650 millions de roubles, il est compréhensible que le gouvernement cherche des ressources ailleurs.

Si la Russie avait un gouvernement populaire et démocratique, elle aurait pu, sans doute, se procurer des moyens : par exemple, en confisquant les biens et les trésors inutiles des couvents et des églises, en établissant le monopole des mines, des sources de pétrole, l'impôt progressif sur le revenu, etc. Mais le tsarisme, ami des riches et des privilégiés, répugne à des mesures aussi simples. Il préfère augmenter les impôts indirects, pesant

sur les pauvres, et il demande de l'argent aux pays alliés. Je dois reconnaître que la forme sous laquelle sont présentées ces demandes de la Russie à la France et à l'Angleterre n'est pas toujours... correcte. Par exemple, les professeurs Migouline et Goldstein, deux économistes russes bien connus, pour démontrer que les deux puissances occidentales ont le devoir de fournir des fonds, emploient des arguments qu'on peut considérer presque comme un chantage savant. Nos buts dans cette guerre ne sont pas identiques à ceux de nos alliés, expose un de ces professeurs dans ses articles. Pour la France et l'Angleterre, le principal ennemi, c'est l'Allemagne, tandis que, pour nous, c'est l'Autriche. Après l'occupation de la Galicie, nous pourrions nous borner à une tactique défensive, tandis que, pour nos alliés, il est nécessaire que nous poursuivions l'offensive contre l'Allemagne. Mais, si nos alliés veulent la continuation d'une guerre offensive, qui coûte plus cher qu'une guerre défensive, c'est à eux à la défrayer.

Ces dissertations me semblent bien choquantes : elles donneraient à penser que l'armée russe se compose de mercenaires qui se battent selon le prix reçu. Une telle supposition serait un incroyable outrage pour le peuple russe, et personne parmi nos démocrates ne souscrira à la thèse des deux professeurs.

Dans le tableau peu rassurant de la situation

financière de la Russie pendant la guerre, il y a toutefois un côté bien clair et presque brillant. C'est l'interdiction de la vente de la *vodka* (eau-de-vie).

Il faut dire que l'initiative de cette mesure appartient à la population elle-même. Depuis longtemps, les éléments conscients du peuple demandaient l'abandon de la vente de l'alcool par l'État. Des municipalités et des communes rurales votaient des résolutions en faveur de la suppression des débits de *vodka*. Mais le gouvernement dédaignait ces vœux et continuait de puiser des centaines de millions de roubles dans l'ivresse et l'abrutissement des masses. A ceux qui voulaient combattre l'alcoolisme il ne restait que la propagande morale. Aussi, pendant les dernières années, avons-nous assisté à un intéressant phénomène. Dans diverses villes russes se fondaient des « cercles d'abstinents », dirigés par des *bratzy* (petits frères) et dont les membres faisaient la promesse solennelle de s'abstenir de boissons alcooliques. « Ce mouvement avait un caractère un peu mystique ou sectaire », dit un publiciste russe (1). Il combattait donc la politique de l'alcoolisation du peuple pratiquée par le tsarisme depuis des années. Les critiques de la presse démocratique, les protestations des organisations ouvrières, des sociétés médicales, etc., l'empor-

(1) A. Borissov. *Les Affaires et les Questions intérieures* (article dans la revue *Rousskiya Zapiski* (Pétrograd, novembre 1914).

tèrent enfin sur la résistance du gouvernement; et le 31 janvier 1914 fut publié un rescrit du tsar ordonnant aux administrateurs locaux de prendre en considération la volonté de la population relativement à la suppression des débits de *vodka* et de prononcer la fermeture de ces établissements là où elle serait dûment réclamée. Ce rescrit impérial fut le signal d'un mouvement antialcoolique qui s'étendit sur toute la Russie. De février à juillet 1914, le dixième des débits de *vodka* entretenus par l'État furent fermés sur le désir manifesté par la population. Dans certaines régions, la lutte contre l'alcool acquit une force très grande : dans le gouvernement de Riazan, sur 391 débits de *vodka*, 309, c'est-à-dire 73 pour 100, furent fermés.

Les 17 et 18 juillet (anc. st.), au moment de la mobilisation de l'armée russe, la vente des boissons alcooliques fut arrêtée sur presque tout le territoire de l'empire. Mais ce n'était là qu'une mesure temporaire : le gouvernement avait l'intention de recommencer à bref délai son commerce néfaste. Cependant la population, saisissant le moment et le prétexte favorables, exprima le vœu que la vente de la *vodka* fût totalement supprimée. Les sociétés industrielles, les municipalités, les zemstvos, les communes rurales et les coopératives demandèrent que la vente de l'alcool fût interdite « pour toute la durée de la guerre, et, si possible, pour toujours ».

Sous cette pression, le gouvernement dut céder

encore. Le 16 août, les journaux russes publièrent une communication officielle suivant laquelle l'empereur « a signifié au ministère des finances que la situation existante réclame une modification des moyens propres à diminuer l'alcoolisme et qu'au lieu de palliatifs il faut user de procédés plus décisifs : notamment étudier un remaniement complet du budget en prenant pour point de départ l'extinction graduelle des énormes revenus tirés du monopole de l'alcool ».

Le ministère des finances ouvrit une enquête sur les résultats de la suppression temporaire de la vente de l'alcool. A Moscou, d'après les rapports des juges d'instruction, « le nombre des crimes et des délits de droit commun, pour la période du 17 juillet au 13 août, diminua de 47 pour 100 relativement à la moyenne habituelle ». Dans la ville de Simbirsk, « la criminalité baisse de moitié » ; à Orel, de 80 pour 100; à Odessa, de 75 pour 100; à Kostroma, de 95 pour 100.

Les industriels constatèrent que « la suppression des débits d'alcool a augmenté le rendement de la main-d'œuvre ». Ce fait est confirmé par un collaborateur du *Journal des Débats* : « Dans les usines et les chantiers russes, écrit-il, le rendement du travail s'éleva très sensiblement (après la suppression de la vente de l'alcool). On cite à ce sujet des chiffres que nous n'osons reproduire, tellement la différence entre les deux rendements, avant

et après l'abolition de la *vodka*, nous semble élevée. Mais, dans un charbonnage que nous connaissons bien, l'augmentation contrôlée du rendement est de 15 pour cent. Le travail de la journée du lundi, qui était toujours mauvais, est devenu normal. »

Malgré tout, la haute bureaucratie financière n'était pas contente de la disparition des gros revenus provenant de la vente de l'alcool. M. Migouline, membre du comité des finances, affirmait dans ses articles que « la suppression absolue de la vente des boissons alcooliques n'aura probablement pas de succès, si elle se prolonge trop longtemps », etc. Mais la population continuait de s'élever contre l'alcoolisme. Le jury d'une des cours d'assises provinciales introduisit dans un de ses verdicts ce considérant que l'alcoolisme est une des causes principales des crimes : « L'ivrognerie, dit-il, est pire que la guerre actuelle. On peut réparer les dévastations de la guerre, mais on ne peut rien attendre de l'alcoolisme sinon un péril général. »

Le 22 août fut publiée une ordonnance du tsar supprimant la vente de l'alcool et des boissons alcooliques « jusqu'à la fin de la guerre ». Un mois plus tard, le 28 septembre, à l'assemblée de « l'Union des chrétiens abstinents de Russie » fut lu un télégramme du tsar au président de cette union : « J'ai déjà décidé de supprimer pour toujours la vente de la *vodka* par l'État en Russie », y déclare Nicolas II.

Quelques groupes de cultivateurs, de distillateurs d'alcool et de débitants de boissons essayèrent de protester contre l'atteinte portée à leurs affaires. Mais la presse les rappela au respect. « Pas de compromissions, pas de demi-mesures.... La ruine de branches de l'industrie? Soit! Que faire autrement? Faut-il empoisonner le peuple pour sauver les revenus de 3.000 distillateurs de *vodka*, et de quelques milliers de propriétaires de vignobles et de brasseries? Les pertes des distillateurs, des propriétaires de vignobles et des brasseurs sont-elles à mettre en balance avec le grand et décisif bienfait que sera pour la Russie la destruction complète de l'ivrognerie (1)? »

Résumant les résultats généraux de l'abolition de la *vodka*, un publiciste radical russe a écrit :

« Une des tristes particularités de la vie russe est le contraste extrêmement profond entre les intérêts et les opinions de la population laborieuse d'une part et ceux des classes dominantes d'autre part.... Et voici que, soudainement, nous voyons le désaccord remplacé par une harmonie inattendue. Le jugement porté sur l'alcoolisme, le désir de purger de ce fléau abrutissant l'existence quotidienne de la nation associent cette fois les masses du peuple laborieux à une majorité visible et écrasante des classes possédantes. Et cet accord crée une puissance impo-

(1) Revue *Gorodskoïe Dielo* (l'*Œuvre municipale*), Pétrograd, 1914, n° 18.

sante.... La force gouvernementale se sent solidaire des forces de la société et du peuple.... On pourrait croire qu'il n'y a plus de place pour le doute : la guerre à l'alcoolisme, cette fois, doit être victorieuse (1). »

« Malheureusement, ajoute le même publiciste, il n'existe chez le gouvernement aucun programme de mesures créatrices. » Or, pour la renaissance de la vie et de l'énergie du peuple russe, il ne suffit pas d'interdire la consommation de la *vodka*; il faudrait renouveler tout le régime de l'État, toutes les conditions de l'existence populaire.

III. — Ayant fait quelques concessions à la société, ayant aboli la *vodka*, qui empoisonnait depuis longtemps le corps et l'âme du peuple, le tsarisme crut sans doute avoir rempli toutes ses obligations politiques et morales envers ses sujets. Et il commença même à chercher une compensation à ces largesses dans un redoublement de mesures restrictives dans d'autres domaines.

Immédiatement après la déclaration de guerre, il supprima toute la presse d'opposition, même la plus tiède. C'est ainsi que fut frappé, par exemple, le journal *Retch*, organe du libéralisme plus que modéré; et, pour lui reconquérir l'autorisation de paraître, sa rédaction dut s'humilier, faire acte de

(1) A. Borissov. Article cité plus haut.

repentir et donner au gouvernement une promesse d'obéissance. Tous les journaux ouvriers et la plupart des journaux « allogènes » (ukrainiens, lettons, etc.) cessèrent de vivre. Beaucoup d'associations, de syndicats ouvriers furent dissous ; les clubs de diverses sociétés, fermés. Des perquisitions chez les « personnes suspectes » non pas d'espionnage, mais à cause de leurs convictions politiques, des arrestations et des déportations nombreuses achevèrent cet ensemble d'opérations intérieures.

Le gouvernement russe avait invité les citoyens à l'oubli des « discordes intestines », mais il n'oublia rien, lui, et laissa les prisons et les bagnes remplis de détenus politiques au moment même où leurs frères allaient sur le front mourir pour la patrie. Pour que le moral de l'armée se soutienne, il faut que celui de toute la population du pays ne faiblisse pas. En continuant les persécutions politiques et nationales, le gouvernement russe, au lieu de faciliter la lourde tâche de l'armée, la rendait malheureusement plus difficile.

L'histoire de l'arrestation de M. Bourtzev, le fameux révélateur du système de provocation pratiqué par la police, démontre à quel point il est dénué du tact le plus élémentaire. M. Bourtzev, après la déclaration de guerre et la publication de la proclamation du généralissime aux Polonais, crut au « libéralisme » du gouvernement et commença à prêcher aux révolutionnaires et émigrés politiques russes la

nécessité d'une réconciliation avec le tsarisme. Pour prouver la sincérité de ses sentiments et sa confiance dans le gouvernement, il quitta l'étranger, où il s'était réfugié depuis quelques années, et rentra en Russie, espérant être utile à la patrie dans les difficultés du moment. Aussitôt arrivé à la frontière russe, M. Bourtzev fut arrêté, jeté en prison et, après quelques mois de détention préventive, jugé et condamné à la déportation perpétuelle en Sibérie pour crime de « lèse-majesté », c'est-à-dire pour avoir écrit quelques articles où il s'était exprimé d'une manière trop peu respectueuse pour le tsar.

L'arrestation de cinq députés ouvriers social-démocrates produisit une impression plus douloureuse encore sur toute la démocratie russe. Mais je reparlerai plus loin de cette affaire.

Il n'est pas nécessaire de citer les autres actes arbitraires du gouvernement après la déclaration de guerre. Ils se ressemblent et ne présentent rien d'original. Je voudrais pourtant attirer l'attention sur une circonstance remarquable. Le journal russe *Golos* (la *Voix*), publié à Paris, affirme, dans une correspondance de Pétrograd, qu'il y eut un moment, au début de la guerre, où le tsarisme fut prêt à de grandes concessions dans sa politique intérieure. L'Allemagne avait déjà déclaré la guerre à la Russie, mais on ne connaissait pas encore la décision définitive de l'Angleterre. Le gouvernement russe eut peur de rester seul dans la lutte et, se sentant faible,

il songea à gagner les sympathies populaires. Il était déjà sur le point de publier, dans ce but, « un manifeste constitutionnel plus large que celui du 30 octobre 1905 », quand, précisément à la dernière minute, il reçut l'assurance que l'Angleterre participait à la guerre. Sa situation extérieure raffermie, le tsarisme se crut dispensé de rechercher la popularité, et ledit manifeste ne fut pas publié.

Il est bien regrettable que les gouvernements français et anglais n'aient pas engagé le gouvernement russe à abandonner sa politique réactionnaire. Une telle intervention de leur part eût été justifiée non seulement par le souci de l'humanité, mais surtout par celui de leurs propres intérêts, car tout ce qui affaiblit le peuple russe dans la guerre est une cause de faiblesse pour eux aussi.

CHAPITRE IV

I. La question nationale et la guerre. — Les diverses nationalités de l'empire russe devant la guerre internationale. — II. La question polonaise. — Pourquoi les Polonais de Russie sont devenus « russophiles ». — III. La question arménienne. — IV. La situation des Juifs. — Leur conflit avec les Polonais. — V. La question nationale dans les provinces baltiques. — VI. La Finlande. — VII. L'Ukraine.

Le territoire de l'empire russe est occupé par plus de vingt nations et peuples différents. Une telle diversité de population crée de grandes difficultés, même pendant la paix, dans la vie intérieure du pays. Mais elle est cent fois plus embarrassante encore en temps de tension internationale et de guerre. C'est ce que M. Kouropatkine, ancien ministre de la guerre russe, a constaté dans son rapport confidentiel de 1900. Il dit : « Par l'extension de ses frontières dans tous les sens, la Russie a été amenée à occuper des territoires peuplés de diverses nationalités étrangères et hostiles. Aujourd'hui, les frontières de la Russie intérieure sont entourées de populations n'ayant que des liens éloignés avec le peuple russe; et, sous ce rapport, les frontières de l'empire étaient, au point de vue militaire, moins favorables en 1900 qu'en 1700(1). »

(1) Cité d'après ma *Modern Russia*, 2[e] éd., p. 214.

L'aveuglement politique du tsarisme et ses erreurs gouvernementales compliquent encore cette situation, dangereuse dans les régions frontières, dont les populations, opprimées, laissaient paraître un grand mécontentement, non sans raison.

Et cependant, si les états-majors allemand et autrichien ont compté trouver dans cet état d'esprit un appui pour leurs opérations stratégiques, ils ont dû être complètement déçus. La grande majorité des populations « allogènes » de la Russie lui sont restées fidèles, et leur loyalisme est si grand et si sincère que le gouvernement russe en a été, sans doute, bien étonné lui-même.

II. A la séance de la Douma du 8 août 1914, la guerre étant commencée, les leaders des divers groupes nationaux, l'un après l'autre, montèrent à la tribune pour proclamer leur fidélité à la Russie.

De ces déclarations désormais historiques celle qui causa la plus grande sensation fut faite par le député Jaronski au nom du *kolo* (cercle) polonais :

« A cette heure historique où le slavisme et le monde germain, mené par notre séculaire ennemi, la Prusse, en viennent à un heurt fatal, la situation du peuple polonais, privé de son indépendance et de la possibilité de manifester librement sa volonté, apparaît tragique. Elle l'est d'abord parce que notre contrée est le théâtre de la guerre et de toutes

ses horreurs, et ensuite parce que le peuple polonais, déchiré en trois lambeaux, verra ses fils dans tous les camps ennemis.

« Bien que séparés territorialement, nos sentiments et nos sympathies slaves nous commandent de former un seul tout. Ce devoir nous est tracé, non seulement par la justice de la cause en faveur de laquelle la Russie est intervenue, mais encore par la raison politique. L'importance mondiale des événements que nous vivons doit reléguer au second plan toutes les dissensions intestines.

« Plaise à Dieu que le slavisme, sous la suprématie de la Russie, porte aux Teutons un coup pareil à celui qu'ils reçurent à Grünwalden, il y a cinq siècles, de la Pologne et de la Lithuanie. Puissent le sang que nous verserons et les horreurs d'une guerre qui, pour nous, est fratricide aboutir à la réunion des trois fragments de la nation polonaise. »

Il est à remarquer d'abord que ces paroles furent prononcées avant que la proclamation du généralissime russe eût été publiée ; ensuite, qu'elles traduisent les sentiments éprouvés par la majorité de la noblesse, de la bourgeoisie et par une grande partie des paysans de la Pologne russe, par toutes les classes possédantes, comme par les politiciens et les parlementaires.

Ce patriotisme « polono-russe » et cette haine pour les Allemands ont éclaté dans les gestes les plus inattendus : le public *polonais* dans les théâtres

de Varsovie demandait à l'orchestre d'exécuter l'hymne national *russe*, et les dames polonaises offraient des fleurs aux soldats russes partant de Varsovie pour le front. On affirme que le plus grand des écrivains polonais, H. Sienkiewicz, a parlé de la guerre actuelle en vrai « russophile ». Le plus connu des poètes polonais modernes, M. Micinski, vint à Moscou spécialement pour y recruter des adhérents à une union russo-polonaise.

La société russe fut surprise de tous ces signes de rapprochement, et, dans une poésie intitulée *A Varsovie*, un des meilleurs poètes russes, M. Brussov, chanta l'émotion soulevée dans son âme par ce tableau extraordinaire :

C'est la première fois que je passe tout seul
Dans les rues de Varsovie, le cœur léger.
Et le cauchemar sanglant d'une sombre gloire
Et des années fatales ne m'abat plus.

Tout ce qui était, non, tout cela n'est pas encore passé;
Et l'œuvre des siècles ne peut être brisée en un court [instant.
Mais, peut-être, aujourd'hui s'ouvre une autre ère ;
Aujourd'hui, le soleil dans le ciel est comme un signe.

Qu'il marque donc notre jour,
Ce jour où nous avons pu, comme des frères,
Dire tout ce qui, jusqu'ici, rendait muette notre langue,
Tout ce que nous gardions dans nos âmes.

Nous ne nous sommes pas rencontrés sur un sentier
Comme un poète s'approche d'un autre poète. [étroit,

Je suis venu par une grande voie, comme Russe,
Et, comme Russe, j'ai entendu : « Salut! »

Et, dans la rue, comme les vers d'un poème,
Les cris autour de moi se confondaient dans un accord,
Et les femmes polonaises offraient des chrysanthèmes
Aux compagnies de soldats russes joyeux.

Un autre poète russe bien connu, M. Balmont, a écrit sur le même sujet une poésie : la *Fête de sang* :

Et la terre polonaise et la terre russe,
Et les possessions russes et les possessions polonaises,
Je vous vois, visions qui m'êtes si familières :
Le vent marche là-bas, en remuant la neige....
Les forêts, les marécages, les plaines et les champs.
La bourrasque siffle. La chute des obus tonne.
Le shrapnell crie. Bourdonnement et bruit.
La fête de mort hurle, là-bas, en prolongeant son heure.
Oh! que cette heure est longue! Et combien de gouttes [de sang
Le destin exigera-t-il encore jusqu'à ce qu'il
Ait bu la coupe de vin rouge jusqu'au fond!
Mais ce n'est pas pour toujours que les sourcils sont [froncés.
Un printemps inouï arrive chez nous :
La Russie avec la Pologne! De saintes terres vierges.

Mais, à vrai dire, ce qui apparaît aux poètes éloignés de la politique comme « le commencement d'une ère » et comme « un printemps inouï » n'est que l'accomplissement d'un mouvement historique. Ceux qui ont analysé attentivement l'évolution économique et sociale de la Pologne russe ne

peuvent pas s'étonner de tous ces phénomènes. Le processus du développement capitaliste a lié la Pologne à la Russie par les liens indestructibles des échanges commerciaux : du milliard de roubles que produisent annuellement les fabriques et les usines polonaises les deux tiers sont consommés par le marché russe. Et, malgré toutes les erreurs et toutes les horreurs de la politique réactionnaire du tsarisme, les forces économiques ont préparé le terrain à une mentalité nouvelle chez les classes possédantes de Pologne. Elle se marque aujourd'hui dans ce « patriotisme russo-polonais » qui apparaît parfois même, peut-être, trop russophile et trop enthousiaste.

Quant aux classes polonaises pauvres, quant au prolétariat, dont les tendances politiques sont le facteur le plus révolutionnaire de la Pologne moderne, il voit les choses d'un autre œil. Il y a longtemps que les ouvriers conscients ont abandonné l'idée d'une lutte pour l'indépendance nationale et lui ont substitué celle d'une lutte de classe. Seul, un tout petit groupe de socialistes est en désaccord avec eux sur ce sujet, et même, avant la guerre, il fomentait une insurrection nationale contre la Russie. Mais sa campagne restait sans succès auprès des masses populaires parce que le but en était trop visiblement chimérique, et parce qu'il avait l'appui du gouvernement autrichien. En voici la preuve :

Au mois d'octobre 1912, le comité directeur de ce

petit groupe publia à Varsovie une proclamation secrète où il constatait la possibilité d'une guerre prochaine entre la Russie et l'Autriche et donnait, le cas échéant, les bons conseils que voici à tous les « patriotes » polonais en Russie :

« 1° En cas de mobilisation de l'armée russe, l'appel aux citoyens relatif à la mobilisation sera répandu le plus largement possible.

« 2° A tous les camarades qui sont atteints par le malheur de la mobilisation ou qui sont incorporés dans l'armée, nous recommandons avant tout de faire parmi les soldats de la propagande en faveur des idées révolutionnaires. Nous déconseillons la provocation à la révolte, qui n'aurait aucun effet en cette circonstance. *Dans le cas où la guerre viendrait à éclater avec qui que ce soit, nous vous recommandons de faire du tort à la Russie par tous les moyens possibles. C'est ainsi qu'il faut détruire le matériel de guerre de toute sorte, les instruments, moyens de transport, munitions, télégraphe, téléphone, etc. Remplissez votre devoir de soldat nonchalamment et à votre aise, pour enfin déserter et vous laisser faire prisonnier afin de donner à l'armée ennemie tous les renseignements sur l'armée russe* (1). »

Si l'on considère que le comité « socialiste » qui

(1) Voir la « Circulaire du parti socialiste polonais » publiée à Varsovie en octobre 1912. Citée d'après le *Bulletin périodique du Bureau socialiste international*, 3e année, n° 9, pp. 18-19.

donnait de telles instructions aux « patriotes » polonais en Russie fonctionnait sous la bienveillante protection du gouvernement autrichien, qu'il organisait ses « légions » armées avec l'autorisation de la police autrichienne, on comprendra bien qu'il ne s'agissait pas, en toute cette affaire, d'un « socialisme » polonais, mais simplement des intérêts de la monarchie des Habsbourg. Ce n'étaient pas ceux de l' « indépendance polonaise » comme le croyaient quelques naïfs qui rêvaient la liberté de la Pologne, mais, ne pouvant l'obtenir par leurs propres moyens, s'étaient décidés à devenir un instrument de la politique de l'Autriche.

Cet enrôlement du patriotisme polonais au service de l'Autriche n'était pas bien accueilli par les masses populaires dans la Pologne russe. La grande majorité des ouvriers socialistes comprenait que la création d'un espionnage militaire « patriotique » dans l'armée russe au profit de l'armée autrichienne n'avait rien de commun avec la lutte socialiste. A l'appel des patriotes polono-autrichiens les plus fortes organisations ouvrières du pays, celles du parti social-démocrate polonais et du « Bund » israélite, répondirent qu'elles rejetaient l'idée d'une « orientation autrichienne » et que « le prolétariat de la Pologne se conformerait dans son action révolutionnaire à l'action du prolétariat de la Russie » (1).

(1) V. les déclarations du « conseil ouvrier » de Varsovie et des comités centraux des quatre principales organi-

J'ai eu une conversation avec un socialiste polonais notoire qui habitait la Pologne pendant les premiers mois de la guerre. Il m'a exposé, dans les termes suivants, la mentalité des ouvriers polonais : « Quand le bruit leur parvient d'un mouvement ouvrier à Pétersbourg ou dans une autre région de la Russie, ils s'y intéressent beaucoup, comme si c'était chez eux, tandis que, quand on leur parle des ouvriers polonais de Cracovie, ils restent presque indifférents. » On constate ici également les résultats de l'évolution qui a fait de la Pologne et de la Russie un organisme économique unifié et qui a mis une base solide aux intérêts communs des prolétariats polonais et russe. Et, par une ironie de la destinée, ce mouvement socialiste ouvrier, qui fut toujours tant malmené par le tsarisme, joue en ce moment un rôle effectif extrêmement utile pour conserver à l'État russe son intégrité et son unité.

Naturellement, le prolétariat révolutionnaire des deux pays ne se soucie pas de conserver l'État russe sous sa forme actuelle, avec une autocratie, un régime policier, etc. Il veut le rendre démocratique, mais par son action propre et non avec l'aide des monarchies autrichienne et allemande : non pas avec l'Autriche et l'Allemagne contre la Russie, mais avec le peuple russe contre la réaction russe,

sations socialistes en Pologne, publiées après le commencement de la guerre. (Cité d'après l'édition russe du *Moniteur de l'organisation du Bund*, janvier 1915, nº 7, p. 11.)

tel est le mot d'ordre des éléments les meilleurs et les plus conscients des masses populaires en Pologne.

III. — La situation politique au Caucase, ou plutôt dans la région transcaucasienne, offre de grandes analogies avec celle de la Pologne. Au delà du Caucase, il y a un peuple aussi malheureux que le peuple polonais ou peut-être davantage. Car, si la Pologne a été partagée entre trois États européens plus ou moins civilisés, l'Arménie est allée grossir trois États, dont l'un, la Russie, est à demi européanisé et les deux autres, la Perse et la Turquie, étaient et sont demeurés jusqu'ici presque complètement barbares. Tout le monde garde dans sa mémoire les horreurs des « massacres arméniens » organisés par les Turcs, non seulement par les Vieux-Turcs des temps du sultan rouge Abdul-Hamid, mais aussi, plus récemment, par les Jeunes-Turcs, amis de l'empereur allemand. A la lecture des œuvres des écrivains arméniens, le cœur se remplit d'une angoisse de cauchemar devant les terribles visions de mort et de dévastation qui hantent le sombre séjour de leur Muse.

« Les démons jouent à la balle avec les crânes des génies; les enfants dévorent l'herbe poussée sur les cendres de leurs pères; les vierges portent sur leur gorge opulente la rose qui a fleuri sur la terre des tombeaux : et la gigantesque chauve-souris de la mort

évente le front parcheminé de l'humanité. Les vautours rapaces déchirent rageusement le cœur frémissant du travailleur et boivent avec avidité son sang chaud ; les sabots des chevaux s'enfoncent dans les poitrines sanglantes, et leurs fers brisent les crânes des blessés. »

Tel est l'aspect macabre sous lequel l'univers apparaît aux yeux d'un des meilleurs écrivains arméniens, M. Avetis Aharonian (1).

« Qui ne pleure dans notre pays? » s'écrie-t-il dans un autre de ses contes tragiques.

« Mon cœur est meurtri, blessé, déchiré. Il n'y a plus de place pour un nouveau couteau, pour une nouvelle flèche ; y faire de nouvelles plaies n'est plus possible... Le sang est une mer bouillonnante sur le brasier de ma douleur (2). »

C'est ainsi qu'une vieille Arménienne, dont un des fils « fut mis en pièces » par les Turcs et l'autre périt dans un combat, se lamente devant l'image de la Mère de Dieu. Toute l'histoire de l'Arménie, toutes ses tristesses et ses souffrances se peignent dans les prières de cette infortunée.

Après le renversement du sultan Abdul-Hamid et la « révolution » jeune-turque, les Arméniens de Turquie attendaient une amélioration de leur pénible situation ; ils l'attendirent en vain. Il n'y a rien

(1) A. Aharonian. *Vers la Liberté* (traduction française, Paris 1912, p. 147).

(2) *Ibidem*, p. 33.

d'étonnant à ce que l'explosion du grand conflit international et le commencement des hostilités turco-russes aient été salués par eux comme l'aube de leur libération.

Il est vrai qu'en Russie les Arméniens ne sont pas encore libres, non plus que les autres peuples de l'empire des tsars, et parmi eux le peuple russe lui-même. Mais, malgré toute la réaction tsariste, le sort des Arméniens n'était pas aussi affreux en Russie qu'en Turquie, surtout dans ces dernières années, depuis que le lieutenant du tsar au Caucase, le comte Vorontzov-Dachkov, a voulu se concilier les sympathies de la bourgeoisie arménienne pour les opposer au mouvement séparatiste, d'une part, et à la propagande turcophile, de l'autre. Cette bourgeoisie était fort encline à conclure un pacte avec le gouvernement russe, parce que ses intérêts économiques lui conseillaient l'union avec la Russie. De même que le charbon de Dombrowa, les étoffes de Lodz et d'autres produits polonais vendus sur le marché russe ont préparé le terrain à la russophilie dans les classes possédantes de Pologne; le pétrole de Bakou et les produits des mines caucasiennes exploitées par la bourgeoisie arménienne l'ont rapprochée de l'organisme économique russe et l'ont rendue presque russophile.

Mais je laisse la parole à un publiciste arménien patriote et démocrate, M. Varandian, qui a fait paraître (en décembre 1914) les lignes suivantes sur

les rapports russo-arméniens et sur les espérances de ses compatriotes :

« Le vieux peuple arménien, qui fut durant plusieurs siècles à l'avant-garde de la civilisation en Asie et qui, après avoir perdu son indépendance politique, au XIVe siècle, fut, comme la Pologne, partagé entre trois puissantes monarchies, doit maintenant recouvrer son autonomie, afin de mieux accomplir sa mission traditionnelle, celle de facteur intermédiaire entre l'Orient et l'Occident.

« Ainsi raisonnent les publicistes favorables à la cause de l'Arménie. Le tsar lui-même n'a-t-il pas, dans son récent manifeste, promis à ses « chers Arméniens » de leur rendre leurs libertés ? Et voici que — *great event !* — Nicolas II se rend personnellement au Caucase, pour la première fois depuis son couronnement (en 1894). Il va à la cathédrale arménienne à Tiflis, adresse une allocution aux vieux patriarches, exhorte ses sujets de toutes nationalités à servir fidèlement la grande patrie russe. Ensuite, il se dirige vers la frontière, traversant les grands centres de l'Arménie russe jusqu'à Sarykamych. Jamais le tsar n'était allé si loin dans cette partie de ses États. La curiosité et la surprise furent générales. En temps ordinaire, l'autocrate de toutes les Russies ne se hasarderait pas à approcher ces foyers redoutables du carbonarisme caucasien....

« Une vague d'enthousiasme traverse d'un bout à l'autre l'Arménie russe ; c'est par milliers qu'ac-

courent les volontaires arméniens ; il y a parmi eux des centaines d'étudiants des universités de Pétersbourg, de Moscou, de Kiev. Des équipes s'organisent dans les villes universitaires de France et de Suisse....

« Tandis que leurs frères de l'autre côté de la frontière accomplissent loyalement leur devoir envers l'État turc, les Arméniens du Caucase prêtent leur concours aux troupes russes afin d'arracher la patrie au joug ottoman. Un moment, ils avaient espéré en la Jeune-Turquie, en la régénération intérieure de l'empire des Osmanlis ; mais la politique ultranationaliste des Enver et des Talaat et surtout l'effroyable tragédie d'Adana démontrèrent aux plus aveugles que Jeune et Vieille-Turquie se valent et qu'il n'y a point de salut pour une nationalité chrétienne sous le régime turc.

« En même temps, un revirement se produisit dans la politique arménienne de la Russie, grâce au vice-roi du Caucase, comte Vorontzov-Dachkov. On abandonna la vieille politique de russification violente, qui, du reste, n'avait point eu de succès et n'avait abouti qu'à une insurrection (en 1903). En homme intelligent et habile, le vieux comte Vorontzov-Dachkov comprit la grande importance qu'a pour la Russie l'élément arménien, « cette seule « oasis dans le vaste désert musulman ».

« Cette nouvelle orientation de la politique russe sera-t-elle de longue durée ? Les promesses de liberté seront-elles tenues ? Les sceptiques évoquent

de fâcheux précédents. Ni en 1826, lors de la guerre russo-persane, à laquelle participa la population arménienne en masse, avec l'archevêque de Tiflis à sa tête, ni en 1878, lors de la campagne russo-turque, qui fut menée par des généraux arméniens (le généralissime lui-même, Loris Melikov, plus tard ministre et dictateur de la Russie, était un Arménie), les espérances arméniennes ne furent réalisées.... »

Cette méfiance, bien naturelle, fut cependant emportée par l'enthousiasme qu'engendra la guerre contre la Turquie, et la démocratie arménienne soutint moralement et matériellement la Russie dans cette lutte.

La guerre inspira à une autre importante nation du Caucase, aux Géorgiens, les mêmes résolutions qu'aux Arméniens. Le gouvernement turc, ayant proposé aux organisations révolutionnaires géorgiennes une « alliance » pour délivrer la Géorgie de la domination russe, reçut d'une d'entre elles cette réponse énergique :

La Turquie est une des monarchies d'Asie les moins civilisées et les plus arriérées. Les masses populaires en Turquie sont plus humiliées et opprimées que dans tout autre pays.

La Constitution turque n'est qu'une illusion; et le peuple est réduit à un tel état de servage, de pauvreté et d'ignorance qu'il ne peut manifester ses capacités en quoi que ce soit.

L'ouvrier est étouffé dans l'atmosphère suffocante

qui règne ici ; aucune lumière de la vie n'arrive jusqu'à lui ; il ne possède ni conscience propre ni organisations : il est abattu, écrasé, perdu. Entreprendre des pourparlers ou conclure un accord avec le gouvernement d'un pays aussi opprimé et attendre de lui des actes progressifs, dans le but d'une prétendue libération d'autres peuples opprimés, c'est une erreur criminelle qui ne convient pas à la dignité non seulement d'un social-démocrate, mais d'un simple démocrate et progressiste.

C'est pourquoi nous renonçons aux pourparlers avec le gouvernement turc et, en blâmant la conduite de ceux qui ont déjà conclu un accord avec ce gouvernement dans le but d'une pseudo-libération de la Géorgie, nous affirmons que

a) La politique turque tâche de profiter, pour ses intérêts égoïstes et agressifs, du mouvement populaire et du mécontentement existant à l'égard du gouvernement russe au Caucase, et en particulier en Géorgie ;

b) *Un changement de l'état de choses existant au Caucase, et en particulier en Géorgie, est possible seulement au moyen des efforts de sa population unie au peuple révolutionnaire russe ;*

c) *Une politique séparatiste est actuellement plus que nuisible aux peuples caucasiens, et en particulier aux Géorgiens.*

IV. — Voyons maintenant la question juive en Russie dans ses rapports avec la guerre actuelle.

La situation des Juifs russes est extrêmement pénible, même en temps ordinaire, parce que, de tous les éléments opprimés et malheureux en Russie,

la nation juive est la plus malheureuse et la plus opprimée.

« En Russie, la domination de l'aristocratie et de l'absolutisme s'est conservée plus forte que dans aucun autre pays capitaliste; cette domination « féodale » et absolutiste trouve, on le sait, son meilleur point d'appui dans une politique d'intolérance religieuse, de haine de races et d'oppression des minorités nationales, politique qui pèse plus lourdement sur les Juifs que sur les autres peuples assujettis à l'empire. Ayant les mains et les pieds liés par les différentes lois d'exception et par l'arbitraire bureaucratique, le Juif, à qui l'on oppose des restrictions scolaires qui ne lui permettent pas de recevoir la même instruction que les autres habitants de l'empire et pour qui l'on a créé la fameuse « zone de résidence », qui l'empêche d'aller habiter là où il pourrait gagner sa vie, s'appauvrit et se ruine plus que tout autre (1). »

Qu'on y ajoute les « pogromes » organisés par les bandes noires et favorisés par la haute bureaucratie, qu'on se souvienne des fameux « crimes rituels », inventés par la réaction russe et objets d'une mise en scène juridique de la part du ministère de la justice lui-même, et l'on se ralliera à l'avis de l'auteur cité plus haut :

« La situation des Juifs en Russie est quelque

(1) L. Hersch, privat-docent à l'université de Genève. Le *Juif errant d'aujourd'hui*, Paris, 1913, p. 176.

chose de tout à fait exceptionnel : l'histoire contemporaine des peuples européens ne connaît rien de pareil (1). »

Cependant, la guerre déclarée, la majeure partie de la population juive de Russie témoigna de son attachement à sa patrie, plutôt marâtre pour elle. Dans toutes les villes et dans tous les bourgs de la « zone de résidence » se pressèrent, en de grandes manifestations patriotiques, des Juifs descendus dans les rues avec les rouleaux de la Sainte-Tora, avec des drapeaux nationaux et même avec des portraits du tsar. La grosse bourgeoisie juive alimenta largement les collectes faites au profit des victimes de la guerre ; beaucoup de jeunes gens juifs s'engagèrent dans l'armée. Ce zèle des Juifs provoqua même chez les antisémites russes un étonnement que M. Pourichkevitch exprima dans la phrase suivante : « Jamais je n'aurais cru que les Juifs fussent si aimables ! »

Quelques antisémites essayèrent bien de déprécier cet étonnant patriotisme des Juifs en l'attribuant à la peur des pogromes. Mais cette insinuation misérable est contraire à la réalité. Le phénomène trouve son explication à la fois dans les intérêts économiques de la bourgeoisie juive et dans la psychologie engendrée par la guerre dans le milieu des intellectuels juifs.

(1) *Ibidem*, p. 45.

A quelles causes économiques sont dues les tendances russophiles de ces Juifs, malgré toutes les souffrances des leurs? Un article d'un publiciste juif, inséré dans un journal russe, répond à cette question.

« Les mêmes motifs qui déterminent l'humeur patriotique et belliqueuse de la bourgeoisie des diverses nationalités en Russie s'appliquent entièrement à la bourgeoisie juive.... Un avantageux traité commercial avec l'Allemagne, la possession des Détroits ou, au moins, leur neutralisation, la suprématie de l'exportation russe sur les marchés de l'Asie occidentale et des Balkans et, enfin, un épanouissement économique de la Russie, tout ce que la bourgeoisie russe espère recueillir de la guerre est aussi l'objet des « espérances patriotiques » de la bourgeoisie juive en Russie. Car cette dernière — bien que, spécialement dans le milieu bourgeois, la lutte nationale, par suite de la concurrence économique, devienne de plus en plus aiguë — est une chair de la chair de la bourgeoisie panrusse, avec laquelle elle est liée par la communauté des intérêts et des aspirations matérielles, apparente surtout dans les régions les plus industrielles de la « zone de résidence », où la bourgeoisie juive joue un rôle considérable.

« Dans les régions du sud-ouest et du midi de la Russie en particulier, la bourgeoisie juive joue un très grand rôle dans le commerce du blé avec l'Alle-

magne ; elle désire la victoire en vue d'un traité russo-allemand profitable aux exportations de blé. Les comités de Bourse à Ekaterinoslav, à Nikolaev, à Odessa représentent ces tendances. Encore plus grands sont les espoirs des industriels et des commerçants du midi, et, parmi eux, des industriels et commerçants juifs, qui escomptent la victoire dans l'Orient voisin. Dans une autre grande région industrielle, en Pologne, la bourgeoisie juive joue un rôle considérable dans les échanges commerciaux fort étendus avec l'Allemagne, et, pour elle aussi, la question d'un traité commercial est pleine d'intérêt. D'un autre côté, par son commerce et son industrie, elle est, aussi bien que la bourgeoisie polonaise, rattachée à l'ensemble du marché russe. Un organe juif sioniste, le journal *Razsviet*, qui n'est aucunement porté à exagérer les liens d'affaires des Juifs avec la Russie, écrit à ce sujet : « Par leurs intérêts « économiques en Pologne, les Juifs ont été attachés, « durant la dernière période, de plus en plus for- « tement à la Russie. L'enlèvement de la Pologne « à la Russie et son annexion à un État voisin les « mettrait devant la perspective d'un complet ap- « pauvrissement. »

« Ils ont donc les mêmes motifs que la bourgeoisie polonaise de se refuser à ce qu'on appelle une « orientation vers l'Autriche » (1).

(1) V. le journal russe *Golos*, du 24 décembre 1914.

Telle est la mentalité actuelle de la grosse bourgeoisie juive. Quant à la masse de la petite bourgeoisie, qui constitue la majorité de la population juive, elle se trouve, affirme le publiciste cité plus haut, sous l'influence des idées de la haute bourgeoisie, dont elle dépend pour ses relations d'affaires.

Mais l'auteur juif cité par nous, en établissant avec exactitude les causes matérielles du patriotisme des Juifs en Russie, parle à peine de leurs mobiles moraux. Or il est nécessaire de les connaître, surtout pour comprendre l'état d'âme des intellectuels juifs, dont beaucoup croient que la Russie a été contrainte à la guerre actuelle et qu'elle a le devoir de repousser la brutale agression allemande. Par malheur, la politique maladroite du gouvernement brise le sincère élan de ces patriotes et provoque en leur conscience une lutte qui est bien caractérisée dans la lettre suivante, publiée par la presse russe et écrite par une dame juive résidant à Pétrograd :

« Nous traversons une période terrible. Songez donc que c'est le sang humain qui coule! C'est affeux. Nous avons, tous, senti un enthousiasme extraordinaire, et nous maudissons Guillaume. Il est *un*, un seul homme, et tant de sang et de larmes à cause de lui seul! Nos sentiments, à nous, Juifs, au moment de la déclaration de guerre, étaient merveilleusement sincères; littéralement, tous étaient prêts à donner tout — et la vie et tout — pour la

patrie. Car chacun de nous est singulièrement attaché à la Russie et aime sa patrie. Il y avait beaucoup de volontaires; tous allaient de bon cœur à l'armée, se sacrifiaient et donnaient ce qu'ils pouvaient, cordialement. Moi, personnellement, j'éprouvais parfois une honte pour moi-même en pensant que j'avais pu oublier si rapidement l'affaire Beilis, et toutes ces humiliations, et tous ces outrages, les oublier si profondément qu'il me semblait que tout cela s'était passé jadis, en des temps reculés....

« Mais, aujourd'hui, on nous ramène peu à peu au sentiment de la réalité, et nous n'éprouvons que honte et douleur après notre élan.

« Il est vrai que notre cœur se gonfle quand nous voyons nos petits soldats, quand nous apprenons quelque chose d'eux ou quand nous songeons à eux; mais on ne nous laisse pas rêver : on nous rappelle à la réalité et on nous réveille. Il ne reste déjà plus trace des doux rêves. Ce sont de nouveau les mêmes injustices, les mêmes avanies et les mêmes insultes, bien qu'il y ait près de 400.000 Juifs dans l'armée russe, et, parmi eux, beaucoup de « héros » qui ont déjà mérité la croix militaire par leur bravoure.

« Tout va comme auparavant; la situation a même empiré.... C'est affreux! En ce moment où tous et chacun ont l'âme pleine d'émotions et les mains pleines d'ouvrage, ces lâches continuent néanmoins à inventer pour les Juifs un affront après l'autre....

Non, si, même en ce moment, en une heure si terrible, ces messieurs sont capables d'une telle lâcheté, rien de bon n'est à attendre d'eux. Ch. (*le nom d'un ami de l'auteur de la lettre*) a fait des démarches pour aller sur le front de l'armée, au feu : il voulait s'engager comme volontaire pour combattre les Allemands. On l'a refusé, parce qu'il est juif. Alors, il s'est inscrit aux cours des samaritains pour prendre part à la guerre comme infirmier; il voulait surtout accompagner l'avant-garde, où le danger est plus grand et où l'on peut être utile en sacrifiant sa vie. Mais il est juif et, comme tel, il n'a pas eu la possibilité d'y aller. En ce moment, il organise avec X... un hôpital militaire et un point de ravitaillement pour les soldats qui se trouvent sur les positions avancées; il travaille vingt heures par jour, et, quand je le ramène à la réalité en lui lisant les communications des journaux sur les nouvelles « amabilités » et les nouvelles mesures administratives concernant les Juifs, il nous réprimande en disant que nous ne devons pas songer à cela en ce moment (mais comment donc! on peut nous humilier sans aucune raison en ce moment!), et il donne sa parole d'honneur que, s'il n'est pas tué et si, après la guerre, la situation reste la même, il quittera la Russie pour toujours. Mais, maintenant, il compte sur un meilleur avenir et il est prêt à donner sa vie. Dieu veuille que Ch. ait raison, mais, aujourd'hui, notre vie est pénible, bien pénible. *Nous voudrions, de toute notre âme,*

devenir patriotes, mais on ne nous le permet pas, on nous repousse. Eh bien, que Dieu les juge! (1)... »

Si les intellectuels juifs résidant à l'intérieur de la Russie éprouvent des tourments moraux, la population juive habitant la fameuse zone de résidence est soumise en outre à des souffrances physiques indescriptibles. Le 16 janvier 1915, l'*Humanité* publia un remarquable appel du parti ouvrier juif de Russie (Bund) « au monde civilisé », où nous trouvons ce tableau émouvant et véridique :

Le théâtre de la guerre en Russie est surtout la Pologne et quelques provinces de la Lithuanie rentrant dans le « territoire de résidence » des Juifs. La population juive de ces régions est complètement ruinée par la guerre et, en grande partie, elle est littéralement affamée.

Des milliers de Juifs sont forcés de fuir devant la misère et les envahisseurs. C'est là que la sollicitude des autorités s'en mêle. Le gouvernement prend des précautions pour qu'aucun Juif ne dépasse la limite du ghetto; ceux qui ont pu trouver un asile dans des villes situées en dehors du ghetto sont arrêtés, punis pour infraction à la loi et renvoyés dans leurs foyers dévastés. Ces mesures ne font souvent pas exception même pour les soldats juifs blessés sur le champ de bataille, dès qu'ils ont quitté l'hôpital. Toutes les démarches privées, en vue d'obtenir la permission de vivre en dehors du ghetto, pour trouver des moyens d'existence, n'aboutissent à rien. La réponse est formelle : pas de raison légale.

(1) V. le journal *Golos*, 26 novembre 1914.

L'opinion des pays européens sera stupéfiée d'apprendre que, tandis que la France, l'Angleterre et la Suisse accueillent avec la plus grande sollicitude les réfugiés belges et autres, le gouvernement russe refuse à ses propres nationaux le droit de déplacement et les condamne ainsi aux plus cruelles misères.

Mais ce n'est pas tout. Sous l'œil protecteur des autorités militaires et civiles, les soldats démoralisés par la propagande antisémite, ainsi que la lie de la population polonaise, organisent en Pologne une série de pogromes. Les Juifs sont assommés, leurs biens pillés. Même une ville comme Lodz, ce « Manchester russe », comptant un demi-million d'habitants, a subi, pendant que les Russes l'occupaient encore, un pogrome qui dura plusieurs jours. Les Juifs de Pologne sont littéralement hors la loi.

Sans se borner à ces persécutions, pour ainsi dire traditionnelles, les autorités militaires ajoutèrent au programme une nouvelle mesure, empruntée aux annales du moyen âge : l'exil des populations juives entières d'un grand nombre de localités. Ce procédé nous ramène aux époques les plus barbares des persécutions moyenageuses. Au son du tambour, on réunit toute la population juive de la localité et on lui signifie l'ordre des autorités militaires d'avoir à quitter la ville en vingt-quatre heures, quelquefois même en trois heures. Les retardataires sont traduits en conseil de guerre.

L'exode forcé des Juifs se fait dans les conditions les plus inhumaines; des milliers de malheureux, hommes et femmes, robustes et malades, vieillards et enfants, se traînent à pied, parfois pendant des semaines entières, malgré la distance relativement petite qui les sépare de la seule ville où ils comptent trouver asile : Varsovie. Les exilés endurent des souffrances et des misères

inouïes. Souvent les enfants meurent en route, des femmes accouchent avant terme. La panique est si grande que des mères perdent leurs nourrissons et s'aperçoivent subitement avec épouvante qu'elles serrent dans leurs bras des couvertures vides....

Voici la description donnée dans un journal de Pétrograd, d'après le témoignage d'un de ces malheureux exilés de Grodzisk :

« Vers deux heures de l'après-midi, toute la route de Varsovie était couverte de la population juive de Grodzisk. Nous étions environ 1.500 familles, dont près de 300 *familles de mobilisés.* Vieux et jeunes, enfants, femmes, dont plusieurs enceintes et d'autres qui venaient d'accoucher, malades et infirmes. Vers 5 ou 6 heures, nous atteignîmes la bourgade de Blonié, à douze verstes de Grodzisk. Mais on ne nous permit pas de pénétrer dans la bourgade, on ne nous permit même pas de la traverser en suivant la route, mais on nous fit faire un détour à travers une prairie inondée. Nous cueillîmes des branches, les couvrîmes de nos vêtements et nous portâmes ainsi les femmes et les enfants jusqu'à la chaussée. Là, nous rencontrâmes des patrouilles qui nous demandèrent des sauf-conduits. La nuit survint, froide et humide ; la boue gluante ralentissait nos pas, et nous avancions péniblement, injuriés et quelquefois fouillés par les soldats.... Une femme accoucha, une autre fit une fausse couche, une autre encore mourut en route. »

C'est là un fait typique. D'autres descriptions ne font qu'ajouter des détails poignants. Voici ce que dit le même journal de l'exil du bourg de Mychinez (gouvernement de Lomja) :

« Tous les Juifs, avec femmes et enfants, 500 familles en tout, ayant enlevé les rouleaux des Saintes-Écritures dans la synagogue, se dirigèrent vers le village de

Tsinrit. Là, ils se disposèrent sur la terre humide et envoyèrent quelques hommes dans le village de Kojazidla, chez le commandant. Mais celui-ci refusa d'une façon catégorique la permission d'entrer. Il était tard. Et les malheureux se rappelleront à jamais cette nuit d'exil, lorsque, tremblants de froid et récitant des psaumes, leurs bébés dans les bras, ils attendirent anxieusement l'aube pour continuer leur chemin. »

Les biens des exilés, abandonnés à la hâte, sont immédiatement pillés par les soldats et les maraudeurs ; non seulement les magasins, mais aussi les habitations privées sont mis à sac.

Telles sont les horreurs endurées par les exilés. Tel fut le sort des Juifs de Grodzisk, Skernevitz, Sochatchow, Lovitch, Goura-Calvarie, Novo-Alexandrie, Cosennitz, Ivangorod et de beaucoup d'autres. Plus de 100.000 réfugiés cherchent asile à Varsovie.

Le moindre prétexte suffit pour faire passer les Juifs devant un conseil de guerre, qui les condamne à mort ou aux travaux forcés. Lorsque les preuves, même les plus insignifiantes, manquent absolument, les malheureux subissent l'humiliation d'une peine corporelle avec défense de séjourner dans la ville jusqu'à la fin de la guerre.

Et que dire des violences des cosaques ?...

Et, pour expliquer ces atrocités, les autorités ont inventé une nouvelle calomnie digne de la fameuse affaire Beilis : les Juifs aideraient les Allemands. Quelle hypocrisie stupéfiante ! Le gouvernement a appelé sous les drapeaux plus de 250.000 Juifs. Il distribue des croix d'honneur aux soldats juifs qui se sont distingués sur le champ de bataille. La presse patriotique, si docile aux volontés des gouvernants, souligna maintes fois le patriotisme de la population juive : ses manifestations patriotiques, ses dons généreux au profit des blessés

et des familles des mobilisés, le nombre des volontaires juifs, etc. Le tsar a reçu dans plusieurs villes des délégués juifs et a fait remercier les Juifs pour leur « attachement dévoué ». Mais, en même temps, les autorités russes, civiles et militaires, font tout leur possible pour faire croire au peuple russe que les Juifs sont des traîtres qui vendent leur patrie! N'est-ce pas là un jeu infernal avec la vie, la fortune et l'honneur de millions d'hommes?

Le but de la manœuvre est clair : la légende de la « trahison juive » créée à un moment de surexcitation suprême, légende plus efficace que celle du « meurtre rituel », devra inspirer aux grandes masses de la population russe une haine et un désir de vengeance implacables. Et, en cas de nécessité, ce sera un moyen de détourner la colère populaire contre les Juifs.

A la séance de la Douma du 9 février 1915, M. Sazonov, ministre des affaires étrangères, répondant aux révélations concernant les persécutions dirigées contre les Juifs sur le théâtre de la guerre, prétendit que ce n'étaient que des « inventions diffamatoires allemandes », et qu'il « démentait catégoriquement cette calomnie » que « les troupes russes eussent organisé des pogromes contre les Juifs ». A ce démenti ministériel je dois objecter que, d'abord, ce ne sont pas les troupes qui sont accusées de ces actes barbares, et ce ne sont pas les soldats qui en sont responsables, mais bien les chefs de la réaction antisémite; ensuite que, si le gouvernement russe veut réellement se laver de ces accusations honteuses, il n'a qu'une chose à faire : abolir immé-

diatement toutes les restrictions imposées à la malheureuse population juive. Et, aussi longtemps qu'il ne l'aura pas fait, l'accusation n'aura pas été démentie, malgré tous les démentis verbaux de tous les ministres (1).

La responsabilité affreuse qui incombe au gouvernement et au haut commandement militaire russes est, malheureusement, partagée par les politiciens nationalistes polonais. Pendant des années entières, ils ont répandu en Pologne l'antisémitisme le plus sauvage, en terrorisant la population juive par des menaces, en boycottant les commerçants et artisans juifs, etc. Même les nationalistes révolutionnaires polonais, le « parti socialiste polonais », qui représente en ce moment l' « orientation autrichienne », appuyait cette action dégradante. Pendant la discussion du projet d'autonomie municipale polonaise à la Douma, les députés polonais conclurent un pacte avec les antisémites russes pour limiter le droit électoral des Juifs.

L'antisémitisme en Pologne a revêtu des formes

(1) Je dois signaler qu'un journal israélite de Pétrograd (*Novy Voskhod*) affirme qu'en Bukovine et en Galicie les soldats russes ont protégé les Juifs contre les pogromes. Le même journal a publié la déclaration du baron de Ginzbourg, représentant de la communalité israélite de Pétrograd, qui a fait un voyage sur le front et a constaté lui-même que, dans la masse des soldats russes, on n'aperçoit aucun sentiment hostile à l'égard des Juifs en général et des soldats juifs en particulier.

si brutales qu'un nationaliste juif, écrivain sioniste bien connu, M. Jabotinsky, déclare que les politiciens polonais, par leur conduite à l'égard des Juifs, ont prouvé qu'ils n'étaient pas encore mûrs pour l'autonomie et qu'ils avaient besoin « non d'une autonomie, mais d'un sage gouverneur russe ». Toutefois il ne faut voir dans ce jugement qu'une exagération provoquée par l'ardeur du conflit polono-juif. En réalité, les Juifs de Pologne lient complètement leurs destinées à celles de ce pays, qu'ils considèrent comme leur patrie.

Mais il est bien compréhensible que les réactionnaires russes soient très contents d'une telle lutte, parce qu'ils espèrent l'exploiter dans leur intérêt, selon le vieux principe *divide ut imperes*. Ces discordes civiles ne se sont pas apaisées depuis le commencement de la guerre, et la presse nationaliste polonaise a beaucoup contribué à répandre la légende de la « trahison » des Juifs et de leurs rapports avec les Allemands.

V. — Le problème national, compliqué, en Pologne, d'un conflit entre les Polonais et les Juifs, l'est, dans les provinces baltiques, d'un conflit entre les Allemands, d'une part, et les Lettons et les Esthoniens, d'autre part. L'antagonisme ici n'est pas purement national : il a un fond économique et social. Les Allemands dans ces provinces sont, numériquement, en minorité; mais toute la noblesse

de la région est allemande, elle tient entre ses mains la propriété terrienne, et elle a une influence politique puissante. Elle fournit à la réaction russe beaucoup de chefs notoires. Les Esthoniens et surtout les Lettons constituent la petite bourgeoisie et la population rurale ; ils sont connus pour leurs idées démocratiques et ont donné à la révolution russe quantité de ses plus nobles champions et martyrs.

Pour mesurer la différence des sentiments que la guerre a éveillés en chacun de ces éléments, il suffit de comparer les deux déclarations suivantes, faites à la séance de la Douma du 8 août 1914.

Voici ce que le représentant des Allemands, un baron balte, dit :

« Au nom de mes amis politiques, j'ai l'honneur de déclarer que la population allemande des provinces baltiques, de tout temps fidèle sujette, est toujours prête à se lever pour défendre le trône et la patrie. Nous ne nous contenterons pas de voter les projets militaires déposés, mais, à l'exemple de nos ancêtres, nous sommes prêts à sacrifier notre vie et nos biens pour l'unité et la grandeur de la Russie. »

Le délégué du groupe estho-letton à la Douma s'exprime ainsi :

« Un des premiers coups de l'ennemi est tombé sur le pays que je représente. C'était à Libau. Mais le souverain d'Allemagne s'est trompé grandement, s'il a cru que ce coup trouverait un écho dans la population du pays et l'inciterait à des manifesta-

tions hostiles à la Russie. Bien au contraire, la population des provinces baltiques, composée en immense majorité de Lettons et d'Esthoniens, y a répondu par un cri éclatant de « Vive la Russie! » Et il en sera de même à l'avenir, jusque dans les épreuves les plus rudes. Il ne se trouve pas un homme parmi les Lettons qui ne comprenne que tout ce qui a été acquis par nous n'a pu l'être que sous l'égide de l'aigle russe et que la réalisation de tout ce que nous attendons encore n'est possible que si les provinces baltiques, à l'avenir comme par le passé, forment partie intégrante de la grande Russie.

« C'est pourquoi l'on peut voir chez nous, en ce moment, un tel élan des âmes et un tel désir de s'employer à la défense de la chère patrie. Ces grandes journées donnent la preuve que ni la nationalité, ni la langue, ni la confession ne nous empêchent, nous, Lettons et Esthoniens, d'être ardemment patriotes russes et de nous dresser côte à côte avec le grand peuple russe contre l'insolence de l'ennemi.

« Dans la mer de sang où a voulu se baigner le tyran de l'Europe qui réside à Berlin, les Lettons et les Esthoniens verseront, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de leur sang, pour que cet homme, perpétuelle menace à la paix, puisse non seulement s'y baigner, mais s'y noyer.

« Dans ces grands jours, nous prouverons que nous ne sommes pas capables seulement d'élans de

patriotisme, mais aussi, dans les affaires intérieures, de cette retenue qui est indispensable au succès des armes sur le champ de bataille. Nous avons de nombreux comptes à régler avec les Allemands des provinces baltiques, mais ce ne sera pas pour ce moment-ci. Quand seront passés les jours affreux que nous vivons, nous présenterons ces comptes à votre examen, et je suis profondément convaincu qu'à la lumière nouvelle du soleil de la paix les préjugés, qui peuvent encore régner chez quelques-uns d'entre vous, se dissiperont. Présentement, pour nous, Lettons et Esthoniens, il y a un but qui passe avant tout : c'est de repousser l'attaque de l'ennemi commun.

« A cette heure historique, je déclare, au nom des députés lettons et esthoniens, que nous, Lettons et Esthoniens, marcherons avec le peuple russe jusqu'au bout de la lutte actuelle, qui est sainte et juste. Non seulement nos fils, nos frères et nos pères combattront dans les rangs de l'armée, mais, chez nous aussi, dans chaque chaumière, à chaque pas, l'ennemi rencontrera un adversaire acharné; il pourra nous ôter la vie, mais, des mourants eux-mêmes, il n'entendra qu'un cri : « Vive la Russie! »

M. Romain Rolland, le célèbre romancier français, a publié dans la presse suisse une intéressante lettre qu'un révolutionnaire letton lui a envoyée et qui traite la question des rapports entre les Russes, les

Allemands et les Lettons dans les provinces baltiques. Je suis d'avis que de pareils « documents humains » sont beaucoup plus saisissants que toutes les dissertations abstraites. C'est pourquoi je m'efface devant l'auteur de cette lettre :

Il serait intéressant d'apprendre, écrit-il, ce que ces écrivains et ces professeurs allemands qui parlent d'une guerre sainte contre la Russie sauvage entendent par là, dans la pratique. Voudraient-ils venir en aide aux partis révolutionnaires pour détrôner le tsar? Mais tous ces partis refuseraient hautement d'accepter un secours de la Prusse militaire. Voudraient-ils libérer les nations voisines opprimées par les Russes, les Polonais par exemple, en les incorporant à l'empire allemand? Mais tout le monde sait que les Polonais sujets allemands ont subi de la part du gouvernement allemand un traitement beaucoup plus ignoble que celui dont se plaignent, avec raison, les Polonais russes.

Restent les provinces baltiques de la Russie, où les Allemands ont depuis des siècles leurs pionniers parmi les grands propriétaires et les commerçants des grandes villes. Ceux-ci, étant de nationalité allemande, quoique sujets russes, accueilleront sans doute les armées allemandes à bras ouverts. Mais ils ne forment qu'une caste de nobles et de gros bourgeois qui ne compte que quelques milliers d'hommes, tandis que tout le reste de la population, les nations lettone (ou lette) et esthe, considérerait l'incorporation de ces provinces à l'Allemagne comme la pire calamité. Nous savons ce que c'est que la domination allemande; et je puis en parler, car je suis letton, et je crois connaître à fond les sentiments et les espoirs de mon peuple.

Les Lettons sont consanguins aux Lithuaniens. Ils habitent la Courlande, la Livonie et une partie du gouvernement de Vitebsk. Riga est leur centre intellectuel.... La situation géographique, trop enviable, du pays a causé aux Lettons la singulière malchance de subir, avant le joug des Russes, celui des Allemands. Pour caractériser d'un mot ce que ce dernier a été pour nous, il suffit de dire que les Russes nous apparaissent, en comparaison des Allemands, comme des libérateurs. Pendant des siècles, les Allemands nous ont maintenus par la force brutale dans un état pareil à l'esclavage. Il n'y a qu'une cinquantaine d'années que le gouvernement russe a brisé cet asservissement en nous faisant libres, mais en commettant, en même temps, la grave injustice de laisser toutes nos terres dans les mains des propriétaires allemands. En dépit de tout, nous avons réussi en quelque vingt ou trente ans à racheter des Allemands une partie de nos terres et à atteindre un certain niveau de culture, grâce auquel nous sommes considérés, à côté des Finlandais et des Esthes, comme la nation la plus avancée de l'empire russe.

Les journaux allemands nous reprochent souvent d'être ingrats et de ne pas assez leur savoir gré des bienfaits de la culture qu'ils se vantent d'avoir apportée chez nous. C'est avec un sourire amer que nous écoutons ces revendications, et nous faisons suivre le mot allemand *kulturträger* (porteurs de civilisation) d'un point d'exclamation, parce que les actes des Allemands ont fait de ce terme une dérision. Nous avons acquis notre culture malgré eux et contre leur volonté. *Même aujourd'hui encore, ce sont les représentants des Allemands dans la Douma russe qui s'opposent aux rares intentions du gouvernement d'apporter quelques réformes dans les provinces baltiques.* Ces provinces sont admi-

nistrées d'une manière différente (*différente* dans le pire sens) des autres gouvernements de Russie : nous subissons encore des lois et des règlements qu'on ne retrouve plus nulle part en Europe et qui, établis à l'époque féodale, ont été maintenus rigoureusement chez nous grâce aux efforts des grands propriétaires allemands, qui ont été toujours trop écoutés à la cour impériale de Pétersbourg.

Autrefois, quand nous ne savions comment concilier nos sympathies et notre admiration pour la pensée et l'art de l'Allemagne avec l'esprit borné, hautain et cruel de ses représentants chez nous, nous avions inventé l'explication que les Allemands de chez nous étaient une espèce particulière, ayant peu de traits communs avec les autres Allemands. Mais les forfaits que ceux-ci viennent d'accomplir en Belgique et en France nous ont prouvé notre erreur. Les Allemands sont partout les mêmes : quand il s'agit de conquérir et de dominer, aucun scrupule humanitaire. Et l'on voit qu'en Allemagne, de même qu'en Russie, il faut bien distinguer deux courants d'esprit : l'un, surexcité par les idées du pangermanisme ou du panslavisme, cherche la gloire de la nation sur les champs de bataille et dans l'oppression des autres individualités nationales; l'autre aspire au même but dans le domaine paisible de la pensée et de la création artistique. De même que la culture de Gœthe n'a rien de commun avec le militarisme prussien, Tolstoï peut être considéré comme le représentant de cette autre Russie, bien différente de celle que représente actuellement le gouvernement russe. Certes, l'abîme entre ces deux formes de l'esprit national est moins profond en Allemagne qu'en Russie; cela résulte de l'immensité de la Russie, qui abrite tant de masses humaines, pauvres et ignorantes, sur lesquelles le gouvernement

russe s'appuie dans ses actes les plus brutaux. *Mais il est tout à fait injuste d'apostropher toujours les Russes du terme de* BARBARES. *Surtout les Allemands, qui usent toujours de ce mot quand ils parlent des Russes, ont moins de droit à le faire que quiconque.* Qui connaît le monde intellectuel d'Allemagne et celui de Russie ne dira pas que le premier est très supérieur au second; ils sont différents, et voilà tout. *J'ajouterai que ce qui rend le monde intellectuel de Russie plus sympathique que celui de l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est que jamais il ne serait capable de justifier et d'approuver les sauvageries de son gouvernement comme le font aujourd'hui les intellectuels d'Allemagne. Il a été souvent contraint à se taire, mais jamais il n'a élevé la voix pour excuser un gouvernement coupable.*

Que mon attestation en faveur des Russes ne fasse pas croire que je les idéalise ou que mon peuple, les Lettons, a été privilégié par le gouvernement russe! Tout au contraire : personnellement, j'ai eu plus à souffrir des Russes que des Allemands; et, quant à ma nation, elle connaît trop le lourd poing du gouvernement russe et l'haleine étouffante du panslavisme. En 1906, ce sont les paysans et les intellectuels lettons qui ont eu le privilège d'être fouettés le plus; c'est parmi eux que s'est trouvée la plus forte proportion de malheureux fusillés, ou pendus, ou emprisonnés pour la vie. Et, depuis cette année terrible, on retrouve dans les principales villes de l'Europe occidentale des colonies lettones, formées de réfugiés ayant réussi à fuir les atrocités de l'expédition pénale du gouvernement russe dans notre pays. Mais, ce qui est encore caractéristique, *à la tête de la plupart des détachements militaires chargés de châtier le pays se trouvaient des officiers de nationalité allemande, qui avaient demandé cet emploi et qui déployaient un tel zèle, en fusillant les*

hommes et incendiant les maisons, qu'il dépassait même les intentions du gouvernement russe. Ces jours-là, les lieux qui avaient été visités par les dragons conduits par des officiers de nationalité russe pouvaient s'estimer heureux, car, pour les mêmes cas où les officiers russes infligeaient des coups de fouet, les officiers allemands ordonnaient la mort.

Si jamais mon peuple avait le choix entre un gouvernement russe et un gouvernement allemand, il préférerait le premier, comme le moindre des maux. Je lis dans les journaux lettons que les soldats de réserve de mon pays sont partis avec enthousiasme pour la guerre actuelle. Je ne suppose pas que cet enthousiasme vienne de la pensée de combattre pour la gloire de ceux qui, par tous les moyens, entravent notre développement national en défendant d'enseigner dans notre langue aux écoles primaires, en tâchant de coloniser nos terres avec des paysans russes, en obligeant les nôtres à émigrer en Sibérie et en Amérique, en empêchant que les places dans l'administration soient occupées par les Lettons, etc., etc..... Si pourtant cet enthousiasme existe, c'est parce que la guerre est faite contre l'Allemagne et parce que les Lettons savent que les Allemands visent depuis longtemps à la possession des provinces baltiques : or nous serons capables de n'importe quels sacrifices pour l'empêcher. Nous qui aimons notre culture nationale, nous qui connaissons bien le panslavisme et le pangermanisme, nous estimons que, pour l'indépendance de la culture des petites nations, le panslavisme est moins dangereux que le pangermanisme. Cela résulte surtout du caractère des deux races.

Les Allemands oppriment d'une manière systématique, et, par cela même, toujours efficace. De plus, leur hauteur méprisante pour tout ce qui n'est pas eux, la logique, le

sang-froid avec lesquels ils exercent leurs persécutions partout où ils dominent les rendent intolérables.

« *Les Russes sont, de nature, moins conséquents; leur esprit n'est pas aussi ordonné; ils suivent plutôt leur cœur, et, pour cela, ils sont moins redoutables comme oppresseurs. Ils frappent quelquefois d'une façon très cruelle et douloureuse; mais ils peuvent aussi se reprendre, de temps en temps. Ils sont, dans leurs manières, plus rudes et plus brutaux que les Allemands* (je parle surtout des administrateurs et des officiers); *mais ils sont, au fond, plus humains que ceux-ci, qui cachent souvent sous les dehors d'une parfaite courtoisie des intentions d'une animosité féroce. Dans cette année* 1906, *où l'on fit en Russie des exécutions en masse, il y eut quelques cas de suicide parmi les officiers russes qui ne pouvaient concilier dans leur conscience le métier de soldat avec celui de bourreau. Au contraire, les officiers de nationalité allemande l'exerçaient avec joie.*

Néanmoins, si une domination russe est préférable encore à une domination allemande, elle est encore bien lourde. C'est avec un sentiment double que j'apprends les nouvelles des victoires russes. Je m'en réjouis, car elles sont en même temps des victoires des alliés. Mais, d'autre part, je crains la Russie victorieuse. C'est après les défaites de la guerre russo-japonaise, quand le gouvernement russe était affaibli, qu'il accordait quelques libertés, presque entièrement reprises, à mesure que ses forces revenaient. Qu'avons-nous à attendre du tsarisme victorieux, surtout nous, les non-Russes, sinon un furieux réveil des idées écrasantes du panslavisme?

C'est, en ce moment, la question angoissante des nations assujetties à la Russie. J'ai lu dans votre article qu'après le militarisme prussien le tsarisme aurait son tour. Comment devons-nous comprendre ces mots?

Supposez-vous qu'une nouvelle guerre éclatera plus tard pour combattre le tsarisme ou qu'il tombera sous les coups d'une révolution intérieure? Ou, peut-être, avant de s'allier à la Russie, la France et l'Angleterre auraient-elles obtenu d'elle des promesses indiquant une nouvelle ère dans la politique intérieure de la Russie? La proclamation aux Polonais en serait-elle un indice? Aura-t-elle une suite réelle après la guerre? Et les autres nations opprimées de la Russie : les Finlandais, les Lettons, les Lithuaniens, les Esthes, les Arméniens, les Juifs, etc., pensera-t-on aussi à leur rendre justice?...

Ces questions sont probablement dénuées de tout sens politique. Mais, sans se rendre compte comment la France et l'Angleterre pourraient être pour nous des libératrices, tous nos espoirs montent vers elles; nous voulons croire que, d'une manière ou de l'autre, elles veilleront, à l'avenir, à ce que leur alliée la Russie se montre digne d'elles et des idées pour lesquelles elles combattent, afin que le sang de ceux qui meurent pour la liberté ne nourrisse pas la force des oppresseurs.

Voilà, monsieur, que, sans que vous me l'ayez demandé, je vous ai largement exposé les peines, les espoirs et les craintes d'une nation qui s'est développée sur un étroit passage entre deux abîmes : le pangermanisme et le panslavisme. En souhaitant ardemment l'anéantissement du premier, nous avons tout à craindre de l'autre, quoique nous n'aspirions pas à une autonomie politique; nous ne désirons que la possibilité d'un libre développement de nos forces intellectuelles, artistiques et économiques, sans l'éternelle menace de la russification ou de la germanisation. Par notre culture, acquise en dépit de tous les obstacles, nous croyons être dignes des libertés et des droits de l'homme; et nous sommes persuadés que

notre individualité nationale sera capable d'apporter une note précieuse dans l'harmonie des peuples et des civilisations (1).

Je n'approuve pas les exagérations apportées par l'auteur de cette lettre dans son parallèle des réactionnaires allemands et des réactionnaires russes. Pour moi, tous les réactionnaires sont également détestables. Mais j'ai cité ce document parce qu'il donne bien l'idée des sentiments que nourrit pour la noblesse allemande la population non-allemande des provinces baltiques.

VI. — Parmi les plus grandes erreurs commises par le tsarisme pendant la guerre actuelle, la politique suivie à l'égard de la Finlande mérite particulièrement d'être signalée.

Au milieu du mois de novembre 1914, c'est-à-dire trois mois et demi après le commencement des hostilités, le gouvernement russe publie un oukase impérial relatif à la question finlandaise et dont le sens général est le suivant :

Le tsar a sanctionné un programme de mesures légales concernant la Finlande, programme qui a été élaboré par une commission spécialement nommée par lui à cet effet. La commission a fait ressortir que le projet en question prévoit deux groupes principaux de mesures :

(1) Voir la lettre à Romain Rolland (le *Journal de Genève*, 12 octobre 1914).

1° Mesures en vue de fortifier l'autorité du gouvernement en Finlande, pour assurer l'exécution de la loi et pour maintenir l'ordre en Finlande ;

2° Mesures tendant à établir des rapports politiques plus étroits et l'unité économique entre la Finlande et le reste de l'empire.

Les mesures qui suivent sont énumérées dans le premier groupe :

Revision des lois concernant la responsabilité disciplinaire des autorités en Finlande. Transfert aux tribunaux de l'empire de toutes les causes ayant trait à des délits commis par des fonctionnaires civils finlandais dans l'exercice de leurs fonctions. Revision de la loi finlandaise sur le statut des fonctionnaires civils, en particulier en ce qui a trait à l'inamovibilité, à la modification du serment de ces fonctionnaires et à leur droit de s'affilier à des partis politiques. Préparation d'un personnel destiné à pourvoir aux vacances dans l'administration finlandaise, et, en particulier, institution de chaires de droit finlandais dans les universités de l'empire ; introduction de l'enseignement du finnois et du suédois dans les écoles de l'empire et introduction de la langue russe au nombre des matières du concours pour l'admission des étudiants à l'université d'Helsingfors. Promulgation d'une loi touchant l'application à la Finlande de la loi dite d'« exception ». Revision des règlements des corps de police et de gendarmerie en Finlande. Promulgation des lois

applicables conjointement à l'empire et à la Finlande sur la presse, les associations et les réunions. Extension du contrôle du ministère de l'instruction publique (russe) sur les établissements d'instruction finlandais. Adoption de mesures contre l'introduction d'armes et de munitions en Finlande, etc., etc.

Dans le second groupe sont énumérées les mesures suivantes :

Règlement des questions concernant la religion et l'Église orthodoxe en Finlande et le transfert des écoles de l'Église orthodoxe en Finlande sous l'autorité du Saint-Synode. Établissement en Finlande de droits d'entrée égaux à ceux du reste de l'empire et réglementation spéciale en vue d'assurer, sur le marché finlandais, des privilèges aux denrées produites en Russie, telles que sucre, viande, etc. Promulgation d'une loi commune à l'empire et à la Finlande sur l'acquisition et la perte de la nationalité russe. Extension à la Finlande des opérations de la Banque rurale des paysans (russe), etc., etc.

Il s'agit, comme on voit, d'une véritable conquête politique et économique de la Finlande par les fonctionnaires et policiers russes et par les denrées russes.

La publication d'un semblable « programme » de mesures « légales » est une provocation inouïe, même dans l'histoire de la Constitution finlandaise, qui a dû essuyer beaucoup d'illégalités de la part du tsarisme. Une telle attaque, surtout en temps de guerre, prouve une absence totale du discernement

le plus élémentaire chez les réactionnaires. Un journal modéré russe, avouant son profond étonnement devant ce « programme », a dit qu'il « appartient plutôt au passé qu'à l'avenir ». Il est inutile d'ajouter que le peuple finlandais, fidèle pendant la guerre actuelle, comme pendant la guerre japonaise, n'a rien fait pour mériter un traitement pareil et que l'opinion publique, non seulement en Finlande, mais dans les États voisins (Suède et Norvège) fut révoltée par cette audace de la réaction.

« Ce programme de russification est à mettre en regard des belles promesses de liberté et d'autonomie faites récemment par le grand-duc Nicolas sous forme de manifeste aux Polonais et aux Galiciens », écrit le journal suédois *Stockholm Dagblad* (1).

(1) Le présent ouvrage était déjà sous presse quand parut dans le *Temps* la nouvelle suivante :

On mande de Copenhague, 23 Avril 1915, aux journaux de Londres :

« Les officiers finlandais se sont conduits si brillamment dans la guerre et ont spécialement déployé de telles qualités stratégiques que le grand-duc Nicolas a conseillé au tsar de rétablir l'armée finlandaise dans l'intérêt de l'armée russe. Le tsar s'est montré d'abord hésitant, mais le magnifique accueil qu'il reçut en Finlande lors de sa dernière visite lui fit accepter le conseil du grand-duc. On dit que le tsar rendra à la Finlande la Constitution dont elle jouit jusqu'en 1898. »

Si cette nouvelle n'est pas démentie par les faits, nous ne pourrons que nous réjouir que justice soit enfin rendue aux Finlandais.

VII. — La question ukrainienne est peut-être de toutes les « questions nationales » existant en Russie la moins connue du public européen. Cette ignorance s'explique par le fait que, jusqu'en ces derniers temps, le mouvement national des Ukrainiens eut un caractère intellectuel et non politique. Les Ukrainiens ont produit quantité d'œuvres ayant pour sujet les choses de leur terroir. Leur littérature est florissante, et quelques-uns de leurs poètes anciens (par exemple Chevtchenko) et de leurs écrivains modernes (Ivan Franko, Vasil Stefanik, etc.) pourraient faire honneur aux lettres de quelque pays que ce soit. Un développement rapide s'observait également dans la philologie et l'histoire nationale, dans les arts locaux et les autres manifestations du génie et de la civilisation particulière de ce peuple bien doué.

Malheureusement, la politique maladroite du tsarisme réactionnaire pesait lourdement sur le mouvement de l'esprit ukrainien. Le gouvernement russe le combattait par tous les moyens possibles. Même les noms d'*Ukraine* et d'*Ukrainien* furent interdits et remplacés par les termes de *Petite-Russie*, *Petit-Russien*. Pour justifier ses persécutions, le tsarisme attribuait aux Ukrainiens des tendances et des aspirations « séparatistes ». Mais cette accusation est fausse, car le séparatisme politique n'a pas et ne peut pas avoir de racines dans leur vie sociale. Au point de vue économique, l'Ukraine, qui occupe une

dizaine de gouvernements de la Russie du midi et du sud-ouest, est étroitement liée à l'organisme de toute la Russie, plus étroitement même que la Pologne et le Caucase. Ses villes et ses centres industriels sont dénationalisés, ou plutôt internationalisés, parce que la population y offre un grand mélange de nationalités et de langues, avec une prédominance considérable de la langue russe dans les relations courantes et dans la presse. Une grande partie des intellectuels ukrainiens a reçu l'empreinte profonde de la culture russe. Le meilleur poète de l'Ukraine, Tarass Chevtchenko, qui fut déporté pour ses « idées subversives », était patriote russe autant que patriote ukrainien ; et son rêve était de resserrer les liens d'amitié entre les deux peuples, frères de naissance, et de composer une langue « commune » russo-ukrainienne qui pourrait être comprise par tous deux.

Le gouvernement autrichien se montra, pendant la récente période, plus sage que le tsarisme russe. Il atténua son action contre les Ukrainiens demeurant sur le territoire de l'Autriche, en Bukovine et en Galicie orientale, leur fit quelques concessions en matière d'instruction publique et de droits politiques, et leur mouvement national se poursuivit plus librement en Autriche qu'en Russie. Les Ukrainiens autrichiens (les « Roussiny » ou les « Ruthènes ») ouvrirent des écoles primaires et secondaires, où l'enseignement se donne en ukrainien, tandis que,

dans celles de Russie, on se sert, pour parler aux enfants ukrainiens, du russe, qui n'est pas leur langue maternelle.

La conduite du gouvernement autrichien répondait à un dessein politique : celui de gagner les sympathies des Ukrainiens et de créer parmi leurs frères de Russie un mouvement séparatiste à « orientation autrichienne ». Mais la grande masse des Ukrainiens russes resta insensible à ces séductions, et, malgré toutes les injustices commises par le tsarisme, elle rejeta l'idée du séparatisme, dans l'espoir que la véritable libération nationale de l'Ukraine accompagnerait celle de toute la Russie et la liquidation de l'ancien régime sur tout le territoire russe.

Après la déclaration de guerre, le gouvernement et l'état-major autrichiens créèrent une organisation spéciale sous le nom d' « Union pour la libération de l'Ukraine », qui a pour but : 1° de renseigner l'opinion publique en Europe sur la question ukrainienne; 2° de faire naître une « révolution » en Ukraine russe pour « absorber » les forces de l'armée du tsar. Cette « Union », qui se prononce en faveur d'une « Ukraine indépendante », n'est, en réalité, qu'une basse agence de la monarchie des Habsbourg et de ses pouvoirs militaires et policiers. Voici quelques extraits des proclamations publiées par ladite « Union » en diverses langues européennes (allemand, italien, anglais, etc.) :

« La politique de provocation sans exemple suivie par la Russie a jeté le monde entier dans une catastrophe telle que l'histoire n'en a pas connu de pareille..... La défaite même la plus écrasante de l'empire russe ne serait, dans cette guerre-ci, qu'un faible coup pour lui si les provinces ukrainiennes n'étaient détachées de la Russie ; et le tsarisme s'en relèverait dans quelques années pour reprendre son ancien rôle de perturbateur de la paix européenne.... L'Union pour la libération de l'Ukraine a pour tâche de représenter les intérêts nationaux, politiques et sociaux-économiques du peuple ukrainien en Russie.... Les nécessités de l'histoire posent comme condition *sine qua non* qu'un État ukrainien indépendant s'établisse entre la Russie et l'Europe.... La fondation de cet État est nécessaire et indispensable aux intérêts vitaux de la monarchie austro-hongroise et au développement continu et sans trouble de la population allemande dans la monarchie et dans l'empire allemand. L'Union pour la libération de l'Ukraine envisage le couronnement de ses efforts dans la défaite de l'empire russe par les puissances unies (1). »

Déjà de ces quelques citations, il ressort qu'en réalité il n'y va pas de l' « indépendance ukrainienne », mais tout simplement des intérêts allemands et autri-

(1) V. les proclamations suivantes : 1° L'Union pour la libération de l'Ukraine ; 2° A l'opinion publique de l'Europe (édition des *Ukrainische Nachrichten*, à Vienne, 1914).

chiens. Un des inspirateurs de l'« Union », M. Lewicki, député au Reichsrat autrichien, l'avoue d'ailleurs ouvertement dans un article du *Berliner Tageblatt* (1er octobre 1914), où il expose les brillantes perspectives ouvertes au capital austro-allemand par la Russie méridionale si elle est séparée de l'État russe. Ces « patriotes » ukrainiens veulent vendre leur « chère patrie » aux capitalistes allemands, et c'est tout.

Mais ils ont commencé par se vendre eux-mêmes. Dans la revue social-démocrate ukrainienne *Borotba*, (la *Lutte*), qui paraît à Genève (en ukrainien), ont été publiées des révélations scandaleuses sur « l'Union pour la libération de l'Ukraine ». Il en résulte que cette « Union », dont le siège est à Vienne, est composée de quelques hommes exclus d'un parti politique ukrainien de Russie, il y a déjà quelques années. Ils ont aussi parmi eux un agent de la police secrète viennoise. L'Union, qui se dit organisation des « Ukrainiens de Russie », est entretenue pécuniairement par le gouvernement autrichien et n'est que la « servante de ce gouvernement, dont elle dépend entièrement et honteusement (1) ». « Ce n'est que comme réclame que l'Union se nomme organisation de Russie, car, en réalité, elle est autrichienne. »

Pour agir sur les masses populaires en Ukraine et en Russie, cette Union (viennoise!) créa deux filiales

(1) *Borotba*, février 1915, p. 6.

et les baptisa de noms propres à avoir du succès parmi les ouvriers et paysans ukrainiens et russes. L'une, fonctionnant à Constantinople (!), se nomme le « Parti social-démocrate ouvrier ukrainien » et est composé de quelques agents autrichiens; l'autre, l' « Union ukrainienne des socialistes révolutionnaires », fonctionne à Vienne. Voici qui caractérise cette dernière Union : « M. Z. (*suit le nom du chef de l'Union*), improvisé homme d'action révolutionnaire, rassembla à Vienne, autour de lui et autour de l'argent autrichien, une dizaine d'escrocs, d'ivrognes et de gens sans aveu, de marque bukovinienne et galicienne, qui consentirent volontiers à jouer en Autriche le rôle agréable, sans soucis, avantageux et gai de révolutionnaires particuliers de Sa Majesté François-Joseph, kaiser et könig de l'Autriche-Hongrie... Le gouvernement autrichien les paie. Le parti des socialistes révolutionnaires ukrainiens à Vienne, c'est-à-dire MM. Z. et Cie, prend l'argent. Il s'abreuve, entretient des maîtresses et mène la grande vie de plaisirs. On parle de deux millions de couronnes. A un petit parti cela suffira pour toute la vie (1). »

Il est superflu de dire que les révolutionnaires ukrainiens vrais et honnêtes ont repoussé, avec indignation, les propositions insultantes du gouvernement autrichien et, au lieu de s'unir à ces

(1) V. l'article *Une Affaire honteuse* (correspondance de Vienne), publié dans la revue *Borotba*, février 1915.

« Unions » viennoises, ont révélé leur infamie.

Mais, on le voit, nous avons ici, non une affaire politique, mais plutôt un délit de droit commun, une simple escroquerie, se couvrant d'un « drapeau national ». Quant aux résultats, il est incontestable que toute tentative austro-turco-allemande de créer un mouvement séparatiste parmi les Ukrainiens s'est terminée par un complet fiasco. Les social-démocrates ukrainiens se sont prononcés résolument contre l'aventure séparatiste et lui ont opposé l'idée d'une lutte commune des masses populaires russe et ukrainienne contre le tsarisme et pour la démocratie. Quant aux libéraux et radicaux ukrainiens en Russie, ils publièrent, au moment de la guerre, des déclarations spéciales où ils définirent leur rôle politique dans les termes ci-après :

« Notre organisme national ayant été partagé entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, on a pu croire dans certains milieux de la société russe à la possibilité, chez les Ukrainiens de Russie, de ce qu'on a nommé une « orientation autrichienne », c'est-à-dire de sympathies pour la monarchie des Habsbourg, et l'on a pu considérer les Ukrainiens de Russie comme un élément instable en temps de conflits internationaux semblables à celui d'aujourd'hui. Nous n'avons pas besoin de dire que des suppositions pareilles étaient sans fondement, sans preuve et ne se justifiaient par aucun argument solide... Dans la conception des Ukrainiens et dans les aspirations de la société

ukrainienne... jusqu'à nos jours, le développement national de cette partie du peuple ukrainien qui fait partie de la Russie a toujours été considéré comme devant s'accomplir dans les frontières de la Russie et en union étroite avec les peuples qui l'habitent... La volonté nationale des Ukrainiens de Russie ne s'est pas manifestée dans des combinaisons politiques d'aventure, et les entreprises de ce genre n'ont jamais éveillé aucun écho dans les couches profondes de la société ukrainienne... Le séparatisme ukrainien... est un mythe... L'orientation autrichienne des Ukrainiens de Russie a été inventée par les politiciens viennois comme « épouvantail » dans les relations internationales... Au milieu des épreuves extrêmement lourdes que subit notre sentiment national, nous devons prouver que notre compréhension des événements historiques est digne de notre développement propre, que notre esprit politique est sain et qu'une volonté bien réglée anime notre nation, unie par des milliers de liens, par le sang, la parenté, les intérêts matériels et les souvenirs au pays en lutte aujourd'hui avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les ennemis de la Russie, en passant la frontière, essayeront sans doute d'attirer à eux la population ukrainienne et, au moyen de diverses promesses politiques et nationales, de semer le trouble parmi elle. Les Ukrainiens ne se laisseront pas émouvoir par ces provocations et accompliront leur devoir de citoyens de la Russie, en ce temps difficile, jusqu'au

bout, aussi bien sur les champs de bataille, dans les rangs des armées, en combattant les ennemis de la paix et du droit des gens que comme simples citoyens, habitants du pays, tenus, selon leurs forces et leurs moyens, de contribuer au succès de la tâche si grave dont est chargée l'armée russe (1). »

(1) V. la déclaration de la rédaction de l'*Ukrainskaïa Jizn*. Cette revue compte parmi ses rédacteurs et collaborateurs les principaux représentants de la pensée libérale et radicale ukrainienne.

CHAPITRE V

I. La « peur de la victoire » parmi les révolutionnaires et les socialistes russes. — Les ouvriers ne la partagent pas. — Les déclarations de Kropotkine et de Plekhanov. — Pourquoi la diffusion de ce sentiment est une faute et un mal. — II. L'affaire des députés ouvriers à la Douma. — III. Les gouvernements allemand, autrichien et turc veulent gagner les révolutionnaires russes. — Une noble réponse de ces derniers aux agents austro-allemands et turcs. — Les révolutionnaires russes dans l'armée française.

I. — Les dernières lignes de la lettre, citée dans le précédent chapitre, du révolutionnaire letton, qui souhaite la défaite allemande, mais, en même temps, s'inquiète de l'influence de la victoire russe sur la vie intérieure de la Russie, nous amènent à un problème fort grave et plein d'intérêt : la « peur de la victoire », qu'on peut observer dans certains milieux révolutionnaires et socialistes russes.

Le leader d'un petit groupe social-démocrate russe, M. Lenine, à qui appartient l'honneur peu honorable de s'être chargé de répandre cette « peur », formule son avis comme suit :

« Dans l'état actuel des choses, il est impossible, au point de vue du prolétariat international, de dire quel serait le moindre mal pour le socialisme : de la défaite austro-allemande ou de la défaite franco-russo-anglaise ; mais, pour nous, démocrates socia-

listes russes, il n'est pas douteux qu'au point de vue des classes laborieuses et des masses opprimées de tous les peuples russes le mal le moins grand serait la défaite de la monarchie tsariste, qui est le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements et qui opprime le plus grand nombre de nationalités et la plus grande somme de population en Europe et en Asie (1). »

« Nous ne pouvons pas ignorer, dit le même journaliste dans un autre article, que, selon l'issue des opérations militaires, notre travail de libération en Russie sera rendu plus facile ou plus difficile. Et nous disons : Oui, nous sommes pour la défaite de la Russie parce qu'elle rendra plus facile la victoire de la Russie (c'est-à-dire *à l'intérieur*), la fin de son asservissement, son affranchissement des chaînes du tsarisme (2). »

Un autre publiciste social-démocrate russe, M. L. Martov, leader de la fraction opportuniste, a exprimé presque le même avis, mais sous une forme beaucoup plus prudente : sous forme de supposition :

« L'insuccès de la Russie tsariste dans la guerre actuelle... rendrait seulement plus aiguës encore une fois les contradictions de la vie russe et mettrait

(1) Voir la petite feuille non périodique *Social-Démocrate*, publiée en russe à Genève et qui est l'organe personnel de M. Lenine (octobre 1914, n° 33).

(2) *Social-Démocrate*, février 1915, n° 38.

de nouveau à l'ordre du jour la question de la liquidation radicale de l'ancien régime (1). »

Comme on voit, si le révolutionnaire letton n'a que la peur de la victoire, M. Lenine désire la défaite russe. Cette idée néfaste était exposée dans le projet de résolution dont je reparlerai plus loin, qui fut trouvé chez un des cinq députés social-démocrates arrêtés à Pétrograd. Pour les auteurs anonymes et sans mandat de ce projet, « la défaite de la monarchie du tsar et de ses troupes » dans la guerre actuelle « serait le moindre mal » au point de vue du prolétariat russe.

Mais, heureusement, les ouvriers russes, au nom desquels veulent parler ces hommes, ne sont pas de la même opinion. Au contraire, on peut affirmer qu'ils sont résolument pour la défense de la Russie et pour sa victoire. En voici la preuve.

Le grand journal socialiste allemand, la *Leipziger Volkszeitung*, décrit, dans la correspondance suivante, la situation intérieure de la Russie vers le milieu d'octobre 1914 :

« Une grande majorité de citoyens russes, et, parmi eux, beaucoup de démocrates socialistes, sont convaincus que l'Allemagne mène une guerre d'agression, tandis que la Russie se défend contre une invasion allemande.... *La guerre devient de plus en plus populaire en Russie*.... La situation actuelle

(1) Voir l'article de M. Martov dans le journal *Golos*, 1914, n° 41.

n'a aucune ressemblance avec celle d'il y a dix ans. La guerre, alors, était d'intérêt dynastique; aujourd'hui, nous voyons une guerre du peuple.... Le leader du parti démocrate socialiste à la Douma, M. Tchkeïdze, a rendu ainsi sa pensée : « La « civilisation russe n'est qu'un arbre petit et faible, « tandis que la civilisation allemande est un chêne « puissant. Nous devons défendre l'arbre petit et « faible de notre civilisation contre le danger qui le « menace. » L'accueil réservé à la guerre par les démocrates socialistes allemands a profondément frappé les socialistes russes. Le comité pétrogradois du parti démocrate socialiste russe avait l'intention de publier un manifeste contre la guerre. Mais, aussitôt connue la nouvelle que les démocrates socialistes allemands s'étaient prononcés pour elle, le sentiment des démocrates russes changea considérablement. Aujourd'hui, la masse des ouvriers russes dit ceci : « Nous ne pouvons « renoncer à nous défendre et permettre aux Alle- « mands de nous tuer; nous sommes obligés de « nous défendre. » La tactique des démocrates socialistes allemands a empêché maint adversaire de la guerre d'élever la voix pour protester.... La nouvelle de ce qui est arrivé à Louvain et à Reims et d'autres faits semblables ont encore renforcé l'état d'esprit décrit par nous.... Les classes ouvrières en Russie restent paisibles. Les nouvelles publiées par les journaux allemands de révoltes, de grèves, etc., ne

sont pas conformes à la réalité. Au contraire, depuis le commencement de la guerre, nous n'avons eu aucune grève importante, alors qu'auparavant, comme le savent vos lecteurs, une lutte économique implacable était engagée par les ouvriers. Un grand mouvement prenait corps à Pétrograd; on avait même vu des barricades dans les rues. »

Le rapport présenté par le « comité organisateur » du parti démocrate socialiste russe à la conférence des socialistes des pays neutres à Copenhague constate de même que, contrairement à la guerre japonaise, « la guerre actuelle est devenue populaire parmi les masses ». Dans une correspondance de Russie publiée par le journal démocrate socialiste russe *Nache Slovo* (qui paraît à Paris), nous lisons : « Les masses ouvrières en Russie ne sont pas d'humeur chauvine, mais un mot d'ordre qui serait le souhait de la « défaite de la Russie » ne trouverait pas de sympathie chez elles (1). » Le bulletin du comité organisateur du parti démocrate socialiste russe contient une communication de Russie selon laquelle également « on ne remarque dans les masses ouvrières aucun désir de la défaite de la Russie ».

Un petit fait donne une idée des dispositions des ouvriers russes pendant la guerre. Le gouvernement avait fait une commande urgente à une grande

(1) *Nache Slovo* (*Notre Parole*), Paris, 1915, n° 2.

usine de Pétrograd, dont le personnel est connu pour ses sentiments révolutionnaires. L'administration de l'usine prévient ses ouvriers que cette commande est fort nécessaire à l'armée russe et que, d'après ses calculs, elle peut être exécutée dans l'espace d'un mois, si le travail est aussi intensif que possible. Les ouvriers se mettent à l'ouvrage et l'achèvent en douze jours, c'est-à-dire deux fois et demie plus vite qu'on ne leur demandait.

Cette généreuse conduite des ouvriers est à comparer aux aberrations de ces quelques intellectuels qui n'ont reçu mission de personne et qui sont prêts à se réjouir de la défaite de leur pays attaqué par un lâche et brutal ennemi. Elle explique que de tels reniements ne pouvaient avoir aucun succès parmi les masses, préservées de l'hystérie révolutionnaire par leur conscience politique et la sûreté de leur instinct.

Mais il faut dire que, même parmi les révolutionnaires intellectuels, le désir de la défaite russe n'a pas trouvé beaucoup d'approbation. Ainsi, par exemple, le chef spirituel de l'anarchisme russe d'aujourd'hui, M. Kropotkine, s'est prononcé, comme on sait, pour la nécessité d'une victoire sur l'Allemagne. Dans une lettre publiée par le journal *Rousskiya Viédomosti* (de Moscou), M. Kropotkine, après avoir rejeté toute la responsabilité directe de la guerre sur le bloc austro-allemand, dit :

« Quant aux conséquences qu'aurait pour nous,

pour la Russie, la victoire des Allemands, on se refuse même à y songer, tant elles seraient affreuses. Qu'adviendrait-il des progrès de la Russie si l'Allemagne avait sur le Niémen, à Riga, à Reval des forteresses, toute une série de Metz destinées non à protéger les territoires conquis, mais à assurer de nouvelles attaques et qui menaceraient immédiatement Pétrograd? » Pour le progrès de toute l'Europe, le danger de la domination allemande est encore plus redoutable : « Quiconque ne ferme pas volontairement les yeux voit sans peine pourquoi tout homme ayant à cœur le progrès de l'humanité et qui ne laisse pas obscurcir sa pensée par des intérêts, des habitudes ou des sophismes ne saurait hésiter. On ne peut pas ne pas souhaiter la défaite définitive de l'Allemagne. On ne peut même pas demeurer neutre : dans les circonstances actuelles, neutralité vaut complicité. »

Une protestation publique contre la coupable propagande de la « peur de la victoire » par un des fondateurs du parti social-démocrate ouvrier en Russie, l'écrivain éminent Georges Plekhanov, impressionna vivement la démocratie et le prolétariat russe. Le 15 octobre 1914, *Justice*, organe de la social-démocratie anglaise, publia la lettre suivante de Plekhanov :

Chers camarades,

Depuis quelque temps, il a été beaucoup parlé dans votre journal de l'alliance franco-russe.

Si je ne me trompe, certains de nos camarades en Angleterre prennent tout à fait au sérieux les déclarations de l'état-major allemand, qui prétend qu'en commençant cette guerre l'Allemagne voulait combattre la barbarie russe.

Cette allégation ne peut se soutenir. La barbarie russe est le despotisme du tsar. Mais comment est-il possible de croire que l'empereur des hobereaux ait la moindre intention de détruire la puissance de l'empereur des Cent Noirs?

Depuis notre révolution de 1905-1906, Guillaume II a été le soutien le plus solide de son frère Nicolas II. En Russie, tout le monde le sait, et c'est si vrai que, même maintenant, pendant la guerre même, le parti extrême de la réaction penche vers Guillaume. L'organe de ce parti, le *Drapeau russe* (connu en Russie sous le nom de *Drapeau prussien*), s'évertue à disculper les Allemands des atrocités qui ont provoqué la juste indignation de tout le monde civilisé. Ce n'est pas pour la cause de la liberté que l'Allemagne a déclaré la guerre. Non, camarades. Elle a fait la guerre pour conquérir la suprématie économique. Tel est le programme impérialiste qu'elle s'efforce d'exécuter.

Et, pour ce qui est de mon pays, une fois vaincu par l'Allemagne, il deviendrait économiquement son vassal.

L'Allemagne imposerait à la Russie des conditions si onéreuses que sa future évolution économique deviendrait terriblement difficile. Mais, comme l'évolution économique est la base de l'évolution sociale et politique, la Russie perdrait ainsi toute ou presque toute chance de mettre fin au tsarisme.

Voilà pourquoi il n'est parmi nous que le parti extrême de la réaction qui puisse raisonnablement souhaiter le triomphe de l'Allemagne.

Il ne faut pas que le monde socialiste s'en laisse imposer par la phraséologie du grand état-major allemand. La victoire de l'Allemagne mettrait en échec le progrès dans l'Europe occidentale et asseoirait définitivement ou à peu près le despotisme russe.

Dans cet exposé bref, mais remarquable par sa clarté, Plekhanov renverse le principal argument des socialistes russes partisans de la défaite et établit que, notamment, pour la libération intérieure de la Russie, cette éventualité est plus qu'indésirable.

Moi aussi, j'ai dû remplir le devoir de combattre la progagande de la « peur de la victoire » et du « désir de la défaite » russe. Ayant observé qu'elle trouvait un certain nombre d'adeptes parmi les émigrés politiques, j'ai entrepris une croisade verbale contre elle, et j'ai fait une dizaine de conférences devant les colonies russes dans les principales villes de la Suisse, où il y a beaucoup d'émigrés russes. Ma thèse, je l'ai exposée dans *The Nation*, hebdomadaire anglais, et je n'ai qu'à la reproduire ici.

Au point de vue psychologique, le désir de la défaite de la Russie est compréhensible et presque plausible. Le système actuel de gouvernement en Russie est si dur et si sévère, il excite tant de haine, tant d'indignation parmi les démocrates russes que l'on s'explique que ses ennemis fassent des vœux, comme quelques-uns de nos révolutionnaires en ce moment, pour qu'il soit vaincu par l'étranger. Seu-

lement, leur haine, poussée à cet excès, manque de logique et de sens politique.

Avant tout, ceux qui croient que le tsarisme serait écrasé par la victoire de l'Allemagne oublient un fait très simple et incontestable : c'est que la présente guerre, guerre des masses, de millions et de millions d'hommes, touche directement aux intérêts du peuple et que, éventuellement, ce n'est pas le gouvernement seul, mais le peuple aussi qui souffrirait de la défaite. Je crois que le peuple en souffrirait bien plus que le tsarisme. En second lieu, je pense que, par ses effets sur le mouvement pour la libération du peuple russe, cette propagation de la « peur de la victoire » est extrêmement nuisible, pour cette raison d'abord qu'elle vise non les sentiments actifs, mais les sentiments passifs de notre âme et qu'elle est une sorte de « désespoir révolutionnaire ». Ses fauteurs n'ont pas la force morale nécessaire pour combattre l'opression ; ce sont ceux qui ne croient pas à la possibilité d'obtenir la victoire du peuple sur le tsarisme par les efforts des masses russes elles-mêmes ; ce sont ceux qui comptent sur l'aide du dehors, sur une certaine quantité de liberté apportée de l'extérieur. On ne saurait être à la fois homme libre et esclave; et celui qui subit aisément la domination d'un autocrate étranger ne doit pas posséder la force morale nécessaire pour mener jusqu'au bout la lutte contre l'autocratie dans son propre pays. Voilà pourquoi

je crois que cette propagande pourrait être préjudiciable à notre révolution : au lieu de soulever le peuple pour l'action, elle le conduirait plutôt à l'apathie et à la faiblesse morale.

Je dis « pourrait » parce qu'en réalité elle en est incapable. Comme je l'ai montré par des citations, la masse du peuple et les ouvriers socialistes de Russie n'ont pas adopté le sophisme des représentants du désespoir révolutionnaire.

Ceux de nous qui ne partagent pas le désir, par désespoir, de la victoire allemande (au nom de la révolution russe!) sont souvent accusés par nos critiques bienveillants d'opportunisme au profit du tsarisme. Cette accusation a été formulée récemment par un socialiste anglais, M. Bruce Glasier, éditeur de la *Socialist Review*. Il cite les crimes abominables de la réaction russe et les profondes blessures dont elle a couvert le corps mutilé de notre malheureux peuple. Rassurez-vous, monsieur Bruce Glasier. Nous n'oublions ni ces crimes ni ces blessures. Ce sont *nos* blessures, et elles *nous* tourmentent encore aujourd'hui. Mais nous désirons les soigner nous-mêmes. Nous ne croyons pas qu'il soit possible de remédier à un mal par un autre, et pire encore, ni que les blessures causées par le tsarisme puissent être guéries par l'épée de l'impérialisme germanique. Même en admettant, comme l'affirme le gouvernement allemand, que ce soit le gouvernement russe qui ait désiré la guerre actuelle, on ne

peut souhaiter la victoire de l'Allemagne. Supposez, mon cher collègue anglais, que vous demeuriez au sixième étage d'une maison dont le premier serait occupé par le propriétaire. Ce propriétaire se conduit mal envers vous, et vous le haïssez. Mais le feu éclate dans la maison. Vous croyez même que c'est le propriétaire qui l'a allumé pour toucher le montant de l'assurance. Dans ces conditions, ne ferez-vous pas tous vos efforts pour combattre l'incendie qui pourrait détruire non seulement le premier étage, mais le vôtre aussi? Il faut d'abord s'occuper du feu, et ensuite régler ses comptes avec le propriétaire.

Voilà les simples raisons qui m'empêchent de compter sur la défaite des armées russes comme sur un moyen de conquérir notre liberté.

« Nous craignons la possibilité de la victoire russe dans la guerre présente, disent les représentants de cette propagande en faveur de la défaite, parce que ce serait la victoire pour le tsarisme et la réaction. Si le tsarisme sort vainqueur de cette guerre étrangère, il se raffermira à l'intérieur, et sa situation, compromise actuellement, s'améliorera, grâce à la gloire militaire qu'il aura acquise. Et, dans ce cas, nous pouvons dire adieu à toutes nos aspirations politiques, à tous nos rêves de liberté. »

Un tel raisonnement me semble complètement faux. Et pour les raisons que voici :

En premier lieu, il n'est pas vrai que la victoire nous condamnerait nécessairement à une réaction à

l'intérieur. L'histoire de Russie offre des guerres heureuses qui n'ont pas été suivies du renforcement de l'esprit réactionnaire. La guerre contre Napoléon, en 1812, par exemple, eut pour suite la diffusion d'idées libérales parmi les intellectuels de Russie. Mais, si la guerre de 1812 a été faite au césarisme napoléonien, celle de 1912 se fait contre un autre césarisme, le césarisme de Guillaume II.

Ensuite, nous ne pouvons prétendre que la victoire de l'étranger amène toujours la révolution dans le pays vaincu. Si la guerre contre le Japon hâta la crise révolutionnaire en Russie, elle l'entrava aussi, comme je l'ai montré dans un des chapitres de mon livre *la Russie moderne.* Cette simultanéité de la guerre et de la révolution épuisa à tel point la force du peuple que, vaincu au dehors, il ne put vaincre à l'intérieur et fut incapable de mettre un terme à la réaction par une explosion populaire, noble et dévouée en soi, mais artificiellement accélérée par des désastres militaires.

Espérer que les armées du nouveau césarisme donneront la liberté à la Russie est d'autant plus absurde que l'empereur allemand et sa séquelle ont toujours été les amis de la réaction russe. En 1905, les démocrates russes savaient très bien que l'empereur allemand était prêt à mettre ses armées au service du tsar pour la répression de la révolution. Un des leaders du parti nationaliste polonais, ancien membre de la Douma, M. Dmowski, dit dans son

livre sur la question polonaise que le gouvernement de Guillaume II a toujours poussé le gouvernement de Nicolas II à pratiquer en Pologne une politique de plus en plus réactionnaire (1). Les partis d'extrême droite en Russie et les Cent-Noirs ont toujours vanté les bienfaits d'une union entre le tsarisme russe et l'impérialisme allemand, parce que celui-ci pourrait, à ce qu'ils croient, soutenir la réaction politique en Russie contre le mouvement révolutionnaire du peuple.

Tous ces faits prouvent l'erreur de ceux qui espèrent que le peuple russe recevra la liberté, une Constitution, la démocratie politique des mains de Guillaume II et de ses généraux. Au contraire, conquérir la liberté en Russie deviendrait une tâche beaucoup plus difficile après la victoire allemande, qui étendrait sur toute l'Europe une domination césarienne et mettrait dans un péril perpétuel toute démocratie européenne. L'esprit brutal du militarisme a pénétré si profondément tous les recoins de la vie allemande que, même les démocrates socialistes allemands, au moment de la déclaration de guerre, se montrèrent tout à fait incapables de s'en affranchir. Voilà pourquoi tout démocrate sincère devrait redouter la victoire de l'Allemagne.

La victoire de l'Allemagne serait encore dangereuse pour la Russie et pour toute l'Europe au point de

(1) R. Dmowski. *La Question polonaise*. Paris 1909, pp. 150-151.

vue économique. Si la Russie l'emporte dans la lutte présente, elle sera hors d'état de mettre la main sur les marchés étrangers et de les monopoliser à son bénéfice exclusif. De notre temps, pour dominer le marché économique, il est nécessaire d'avoir un outillage technique, une organisation industrielle tels que la Russie, pays semi-agricole, n'en possède pas. L'Allemagne, d'un autre côté, si elle avait la supériorité des armes, pourrait exercer une domination économique sur l'Europe : elle est suffisamment industrialisée pour y réussir. Cette suprématie de l'Allemagne serait tout particulièrement désastreuse pour le développement de la Russie, qui, peut-être, deviendrait une sorte de colonie allemande. Et cet affaiblissement économique de la Russie se répercuterait sur sa vie sociale et politique, qui serait gouvernée par l'esprit d'immobilité et de réserve, au lieu de l'être par la recherche du progrès.

Mais ce n'est pas tout encore. Dans cette guerre mondiale, nous autres Russes, nous ne devrions pas considérer uniquement les intérêts immédiats de notre pays. Nous devrions tenir compte également de ceux de tous les autres pays européens. Faute de quoi, nous courons le risque de verser dans un « nationalisme révolutionnaire » qui ne s'inquiéterait que de son seul pays et ignorerait la cause de la démocratie en général et le sort politique des autres peuples. Or la défaite de la Russie serait aussi celle des démocraties française, belge et anglaise.

Nous admettons que l'Allemagne est mieux instruite, plus civilisée que la Russie. Mais la France, l'Angleterre et la Belgique? Ne sont-elles pas les pays les plus avancés du monde? Leur « culture » est-elle inférieure à celle de l'Allemagne? Leurs systèmes politiques ne sont-ils pas supérieurs à celui de l'Allemagne, où le pouvoir personnel de l'empereur peut sévir presque aussi librement que l'autocratie du tsar russe? L'exemple de la brave petite Belgique, gisant sous le talon du despote prussien, nous montre clairement ce que la démocratie européenne devrait attendre du triomphe final et général du césarisme. Mais la victoire de la France, de l'Angleterre et de la Belgique me semble impossible sans que la Russie soit victorieuse en même temps.

Les révolutionnaires russes sont antimilitaristes et pacifistes. Mais je suis convaincu que, si une révolution éclatait en ce moment en Russie, si le tsarisme était renversé et un nouveau gouvernement fondé par nos antimilitaristes les plus purs, ce gouvernement serait contraint de continuer la guerre de manière à repousser de Belgique et de France les troupes allemandes et d'empêcher l'impérialisme de Guillaume II de dominer l'Europe.

II. — Le 24 février de l'année courante, le tribunal supérieur à Pétrograd commença de « juger » l'affaire des cinq députés social-démocrates à la Douma, MM. Petrovsky, Badaev, Chagov, Samoïlov et Mou-

ranov, arrêtés, comme on le sait, au milieu du mois de novembre 1914. Bien des éléments de ce procès ont une grande importance parce qu'ils permettent d'apprécier le régime actuel en Russie et montrent comment le prolétariat russe envisage la guerre.

L'acte d'accusation dressé par le procureur inculpait les cinq députés et six autres personnes arrêtées avec eux : 1° d'avoir « participé à l'action d'une société criminelle dirigée par le comité central du parti social-démocrate russe et ayant pour but le renversement par la force du régime gouvernemental existant en Russie et son remplacement par une République démocratique »; 2° d'avoir cherché à « tirer parti de la crise créée par la guerre pour mener une lutte contre le régime existant en Russie et assurer le succès d'aspirations révolutionnaires » ; 3° d'avoir « discuté » une résolution contenant un appel à une action révolutionnaire sur le théâtre de la guerre sous forme d' « organisation de cercles et de groupes illégaux dans l'armée ».

Comme preuve (la *seule* preuve) de la « culpabilité » des députés et de leurs coaccusés, le ministère public citait le texte d'un *projet* de résolution concernant la propagande révolutionnaire dans l'armée et les articles parus dans le journal *Social-Démocrate*, publié à Genève par M. Lenine et dont j'ai déjà parlé. Dans ces articles, M. Lenine souhaite, comme on le sait déjà, la défaite de la Russie dans la guerre actuelle, parce qu'il croit

qu'elle « serait le moindre des maux » pour le socialisme international et apporterait la liberté à la Russie. La même idée se rencontre dans le « projet de résolution » trouvé par la police dans sa perquisition chez un des accusés.

En se basant sur le texte d'articles publiés *à l'étranger* par un homme *sans mandat* et sur un *projet* de résolution, le procureur s'efforçait de présenter les cinq députés ouvriers et leurs coaccusés comme des traîtres, « tendant la main aux ennemis sur des cadavres, par-dessus les têtes des soldats se battant à la frontière » (je cite textuellement un passage du réquisitoire prononcé devant le tribunal).

Mais les débats démontrèrent, de la façon la plus évidente, que cette accusation était absolument fausse. C'est ce qui ressortait précisément des documents saisis par la police chez les accusés. On constata notamment que le « projet de résolution » concernant la propagande révolutionnaire dans l'armée et envoyé de l'étranger aux députés avait été corrigé par le député Petrovsky (un des accusés), qui en avait *éliminé* le souhait direct d'une défaite de l'armée russe en le remplaçant par une phrase d'un caractère tout différent. Une autre partie du « projet de résolution », où il était question de la nécessité d'organiser des cercles illégaux parmi les soldats sur le théâtre de la guerre, avait été « corrigée », par le même député, en ce sens qu'une pareille action des révolutionnaires serait possible seule-

ment à condition que les socialistes des pays ennemis agissent de même. La police avait trouvé chez le député Petrovsky un carnet où il inscrivait ses notes et ses impressions intimes de chaque jour. Et, comme le prouve ce document, divulgué à l'audience du tribunal, le député ouvrier, que le procureur voulait faire passer pour un « traître », aidant l'Allemagne pendant la guerre, était si affligé de l'agression allemande, si troublé par l'assentiment donné à la guerre par les chefs de la social-démocratie allemande qu'il « ne pouvait pas lire les publications socialistes allemandes », qui lui causaient un sentiment de dégoût après la trahison de « camarades » allemands. Dans une de ses notes, il dit : « La nouvelle défaite française m'abat. Les réactionnaires... en Russie, souhaitent secrètement la victoire de l'Allemagne.... La nouvelle de la prise d'Anvers par les Allemands m'afflige. Seule, la barbarie peut engendrer de tels phénomènes. »

Ces extraits de notes intimes nous convainquent qu'en la personne du député Petrovsky nous avons affaire non à un partisan de la victoire allemande, mais, au contraire, à un homme qui *souffre* en songeant à la possibilité de cette victoire, à un homme dont les sympathies sincères vont à la démocratie de la Belgique, de la France, de l'Angleterre, engagée dans la grande lutte contre le kaiserisme prussien.

Voici un autre fait plus caractéristique :

Un des coaccusés des cinq députés était un certain M. Rosenfeld-Kamenev, journaliste social-démocrate, qui collaborait, avant la guerre, aux journaux socialistes légaux et avait (*avant* la guerre) les mêmes tendances que M. Lenine. Le procureur considérait M. Rosenfeld-Kamenev comme le principal « coupable », comme l'inspirateur et le guide de tout le « complot » contre la patrie pendant la guerre, comme le « traître » et le germanophile le plus marquant. Mais la défense put facilement indiquer des témoins en état d'établir que M. Rosenfeld, après le commencement de la guerre, avait rompu ses liens d'opinion avec M. Lenine, et qu'au sujet de la guerre M. Rosenfeld non seulement ne partageait pas les idées de M. Lenine, mais était d'un avis diamétralement opposé, qu'il regardait notamment la victoire allemande comme devant être un grand malheur pour toute l'Europe et pour la Russie. Malheureusement, le tribunal rejeta la demande des avocats et ne leur permit pas de citer les témoins qui pouvaient attester tous ces faits et les idées politiques de M. Rosenfeld en ce qui concerne la guerre. Il n'en est pas moins avéré que même un des principaux collaborateurs de M. Lenine était en désaccord avec lui relativement à la guerre et réprouvait ses préférence pour une défaite russe et une victoire allemande.

Dans ses explications sur le fameux « projet de résolution » relatif à la propagande révolution-

naire dans l'armée, le député Petrovsky affirma avoir reçu ce projet d'un membre du parti social-démocrate, à qui il dit que « la fraction social-démocrate à la Douma ne pouvait pas prendre la responsabilité des passages où est traitée la question de la guerre ». Les quatre autres députés accusés firent des déclarations semblables. Ainsi donc la théorie de la nécessité de la victoire allemande (au nom de la révolution russe!) fut désavouée publiquement et ouvertement par les cinq députés social-démocrates. On a vu ci-dessus que le désir de la défaite russe est populaire parmi quelques petits groupes d'émigrés politiques russes *à l'étranger*, qui renoncent à conquérir la liberté russe par leurs propres efforts et l'attendent du maréchal von Hindenburg (1). Mais les ouvriers, *en Russie*, sont fort éloignés de ce sentiment et appellent non la défaite de leur pays, mais celle du kaiserisme prussien, qui menace toute l'Europe. Et il n'y a rien d'étonnant à ce que les cinq députés soient sur ce point-là, non avec quelques émigrés, mais avec l'unanimité populaire.

Le principal organisateur de la défense des accusés devant le tribunal était M. Sokolov, l'avocat

(1) Cette idée est encore plus populaire parmi les déserteurs et les réfractaires qui tâchent de se justifier par des motifs « philosophiques », en disant qu'ils ne veulent pas se battre pour la cause du tsarisme, du capitalisme, etc. C'est pourquoi on appelle M. Lenine et ses collègues « fournisseurs de prétextes aux fuyards ».

pétrogradois bien connu, social-démocrate lui-même et candidat du parti social-démocrate à Pétrograd, aux dernières élections à la Douma, qui ne croyait pas remplir seulement une mission judiciaire, mais s'acquitter d'un devoir politique. Et voici comment il définit, dans son remarquable plaidoyer, la portée politique du procès :

« Sur le banc des accusés se trouvent cinq députés élus par les masses populaires, par la classe laborieuse. Aux quatre Doumas, la classe ouvrière s'est fait représenter par des social-démocrates. Elle n'a ni presse ni possibilité légale de se grouper, et néanmoins elle veut qu'il lui soit possible d'avoir des social-démocrates pour mandataires à la Douma. Voilà pourquoi il importe que les électeurs des députés qui se trouvent sur le banc des accusés ne leur attribuent pas ce dont ils ne sont pas coupables. Les élus des masses populaires russes ne désiraient pas la défaite de l'armée russe. »

A l'appui de ses dires, le défenseur cita un extrait de la déclaration officielle de la fraction social-démocrate à la Douma, en date du 8 août 1914, qui rappelait qu'elle était hostile à la guerre, mais ajoutait que, « la guerre étant devenue un fait et un danger menaçant le bien du peuple, elle défendrait ce bien contre tout danger, d'où qu'il vînt ».

Un autre défenseur des députés constata qu'après deux jours de débats l'accusation de « trahison » avait été réfutée par des preuves indiscutables. Le

troisième défenseur fit observer que le procureur, après avoir accusé de trahison les cinq députés, proposait cependant au tribunal de leur appliquer non les dispositions du code pénal relatives à la trahison, mais celles qui prévoient la propagande révolutionnaire et la participation à une association illégale : « Vous ne pouvez pas appliquer aux accusés l'article concernant la trahison, dit-il, en s'adressant au procureur, car votre accusation manque de toute base. Mais, alors, pourquoi parler de trahison? Ce n'est pas pour trahison que vous les condamnerez, mais le grand public, qui ne connaît rien aux choses de la justice ni aux lois, croira que leur trahison envers la patrie aura été prouvée. Non seulement vous mettrez ces hommes au cercueil, mais vous inscrirez sur leurs tombes le nom d'actes qu'ils n'ont point commis.... Il n'y a pas en Russie une seule maison, une seule famille n'ayant un membre sur les champs de bataille. Beaucoup de nous quittèrent leurs occupations paisibles, renoncèrent à leurs professions habituelles pour prendre le fusil. Serait-il possible qu'ici, derrière l'armée, où se trouvent nos proches, nous défendions des hommes préparant une trahison contre eux? »

Parmi les défenseurs des cinq députés se trouvait un de leurs collègues à la Douma, le député *troudovik* (travailliste) Kerensky. Il prononça devant le tribunal un énergique plaidoyer où il dit :

« Ils n'ont pas voulu frapper dans le dos ceux qui

meurent pour la patrie. Ils ont exposé leur opinion, non dans le journal *Social-Démocrate*, mais ailleurs. A la séance historique du 8 août 1914, toute l'Assemblée accueillit par des applaudissements la réponse de la fraction social-démocrate.... Si les députés actuellement accusés ne prononcent pas à tout bout de champ les mots de *patriote* et de *patrie*, c'est parce qu'ils n'ont pas besoin de le faire, la patrie et l'amour de la patrie étant toujours avec eux. Il suffit de rappeler que le peuple ouvrier russe... oublia, au moment de la déclaration de guerre, ses aspirations de classe et alla mourir sur les champs de bataille.... Les accusés n'exprimèrent jamais le désir de susciter une révolte pendant la guerre, ne souhaitèrent jamais la défaite de l'armée russe.... Ils craignaient, au contraire, que les réactionnaires russes ne conclussent une union avec les réactionnaires allemands. Quant à eux-mêmes, ils n'ont aucunement songé à tendre à l'ennemi une main secourable par-dessus les têtes de ceux qui sont morts en défendant la patrie. »

Pour comprendre l'allusion faite par M. Kerensky aux réactionnaires russes, il faut se rappeler encore une fois que les partis d'extrême droite et les organes de la presse droite en Russie ont de grandes sympathies pour l'Allemagne.

Mais, si les réactionnaires de Russie sont attirés vers l'Allemagne, la démocratie russe est amie de la démocratie belge, française et anglaise. Et le pro-

cès des cinq députés le prouva une fois de plus : ces députés ouvriers, en complet accord avec leurs électeurs, désavouèrent le « désespoir révolutionnaire » des isolés qui comptent sur les succès de l'armée allemande pour conquérir la liberté russe ; ils désavouèrent les vœux aveugles de M. Lenine en faveur de la défaite russe.

Ce procès a donc prouvé que les éléments les plus démocratiques de la société russe sympathisent avec les alliés ; et il a mis en lumière, en même temps, des contradictions étranges. Le tribunal condamna les cinq députés à la déportation perpétuelle en Sibérie avec privation de tous les droits civils. Pourquoi cette condamnation ? Est-ce pour trahison ? Non, puisque le jugement ne se fonde pas sur l'article du code pénal relatif à la trahison, mais sur celui qui punit la participation à une organisation « criminelle » politique et à une action révolutionnaire. Les cinq députés furent condamnés parce qu'ils étaient, d'après le tribunal, membres du parti social-démocrate ouvrier russe. Peut-on imaginer ineptie juridique plus grande, incohérence de logique plus abominable ? Les députés ouvriers à la Douma constituent une fraction qui s'appelle *ouvertement* et *officiellement* « fraction social-démocrate ouvrière ». Ils ont été élus comme candidats *officiels* du parti social-démocrate. Mais ce parti, qui fait élire des députés à la Douma et qui a en leurs personnes ses représentants *légaux*, reste lui-même

illégal, et le code pénal russe frappe la participation à une organisation social-démocrate de peines sévères (prison, déportation perpétuelle et travaux forcés). La contradiction est évidente, même au point de vue purement juridique ; mais, au point de vue politique et social, elle est encore plus évidente car elle montre que le régime politique actuel ne correspond ni aux nouvelles conditions ni aux besoins de la société. La classe ouvrière existe en Russie parce que le développement du capitalisme l'y engendre, comme dans tous les autres pays. Et, comme dans tous les autres pays, la classe ouvrière en Russie veut avoir la possibilité légale de s'organiser, tandis qu'une loi attardée considère ses aspirations cemme illégales et les condamne.

Une pareille situation, intolérable en temps ordinaire, le devient encore plus pendant la guerre. C'est ce qu'un des avocats des cinq députés fit ressortir dans sa plaidoirie : « Vous vous plaignez, dit-il, en s'adressant au procureur, que les accusés rompent l'union nationale en temps de guerre. Mais toute union doit être bilatérale. Et, si le gouvernement brise, lui-même, l'union nationale par sa politique intérieure, toute la responsabilité de la rupture lui incombe. »

J'attire l'attention sur cet ensemble de faits. Pour que la victoire des alliés soit assurée, il faut que l'armée russe puisse conserver son bon moral.

Mais le moral d'une armée dépend directement de celui de toute la population du pays. C'est pourquoi toute erreur du gouvernement, toute injustice commise par lui est extrêmement nuisible au succès de l'armée.

L'arrestation des cinq députés ouvriers était si manifestement absurde qu'elle causa du mécontentement même parmi les octobristes modérés. Ils reprochèrent avec raison au gouvernement de troubler, lui-même, par ses actes l' « union nationale » à laquelle il conviait le pays. Le gouvernement voulut d'abord déférer les députés arrêtés à la justice militaire et les traduire devant une cour martiale (pour crime de « haute trahison », etc.), mais le président de la Douma, d'après ce que nous apprend la presse russe, sut prévenir cette nouvelle faute. Toutefois les députés furent cités devant le tribunal ordinaire qui les condamna....

II. — Le mouvement entrepris pour propager la peur de la victoire et le désir de la défaite de la Russie fut compromis aux yeux des masses ouvrières de notre pays par les maladresses de ceux qui le menaient et par les machinations des gouvernements d'Allemagne, d'Autriche et de Turquie.

Quelques-uns de ces politiciens qui, de leur initiative personnelle, souhaitaient que leur pays fût vaincu allèrent jusqu'à insister sur la nécessité de boycotter toutes les institutions et œuvres ayant un

lien quelconque avec la guerre. Des questions ridicules furent même posées par eux : Un « révolutionnaire » a-t-il le droit de participer à la lutte contre les malheurs occasionnés par la guerre ? Une « socialiste » a-t-elle le droit, par exemple, de coudre des chemises ou de tricoter des chaussettes pour les blessés? etc. Quand M. Skobelev, député socialiste du Caucase, commença à collaborer à l'organisation de points de ravitaillement pour les réfugiés des régions frontières et les soldats, M. Lenine l'accusa dans son organe d'être privé de « l'honneur socialiste le plus élémentaire », d'être l'ami du tsarisme et de la réaction, etc. Ces fantaisies, imprimées au nom du « socialisme », réussirent à heurter, même les plus proches partisans de M. Lenine; elles firent sentir à tous le danger de son exaltation simili-révolutionnaire. Il est superflu de dire que les masses ouvrières ne purent ni ne voulurent répondre à ces appels forcenés, parce que, si un politicien émigré et demeurant en pays neutre (M. Lenine publie sa littérature à Genève) est libre de lancer hardiment des paradoxes délétères, les ouvriers se trouvant en Russie ne sauraient les adopter, ni même les comprendre. Et les ouvriers russes, autant qu'il leur fut possible, s'appliquèrent à venir en aide aux camarades appelés sous les drapeaux et à leurs familles.

En outre, la propagande en faveur de la défaite de la Russie fut bientôt discréditée parmi les révo-

lutionnaires russes par ce fait incontestable que les gouvernements des pays ennemis tentèrent d'utiliser au profit de la cause austro-turco-allemande le mouvement contre la réaction en général et ses manifestations maladives, c'est-à-dire les vœux pour la défaite, en particulier.

Dans la même feuille, le *Social-Démocrate*, où M. Lenine affichait ses prédilections pour le malheur de son pays, fut publiée une lettre d'un ouvrier social-démocrate de Pétrograd qui disait :

« Nous n'aurions pu croire que les démocrates socialistes allemands fussent capables de descendre assez bas pour s'associer à leur empereur... même sous prétexte de combattre le tsarisme russe. La révolution russe n'a cherché ni désiré pareil appui. Le bruit a couru à Pétrograd et dans le pays que Guillaume II compte surtout sur la révolution russe. La conduite des socialistes allemands ou, pour être plus précis, leur trahison envers la solidarité internationale du travail, de même que l'ensemble de la situation politique nous rendirent impossible toute protestation active contre la guerre pendant les premiers jours de la mobilisation. (1) »

On le sait déjà, le « bruit », dont parle cet ouvrier, que le gouvernement allemand voulait profiter du mouvement révolutionnaire russe pour vaincre plus

(1) *Social-Démocrate*, 1914, n° 33 (Genève).

facilement l'armée russe, était bien fondé : en effet, dans la note secrète de l'état-major allemand, cette éventualité était prévue. Mais ce n'est pas tout. D'un grand nombre de faits et de documents il résulte que les gouvernements allemand, autrichien et turc opérèrent effectivement pour atteindre ce but inavouable.

Il est arrivé que la police autrichienne, après avoir arrêté, au moment de la déclaration de guerre, beaucoup de sujets russes demeurant en Autriche, relâcha ceux d'entre eux qu'elle connaissait comme révolutionnaires. Voici un exemple bien typique de ce procédé raconté par le correspondant du journal social-démocrate juif de New-York, le *Vorwärts*, et ensuite dans le journal social-démocrate russe à Paris, le *Golos* :

« Dans un petit village du Tyrol autrichien demeurait un camarade (émigré russe), qui n'avait pas de passeport. Il fut arrêté avec d'autres. Pendant l'interrogatoire, il déclara qu'il était réfugié politique et qu'il avait été obligé de quitter la Russie.

« A quelle fraction du parti social-démocrate russe « appartenez-vous ? » lui demanda le commissaire de police. « A une fraction extrême ou à une fraction « modérée ? »

« Le camarade répondit :

« Je suis de l'extrême gauche ; je suis partisan de « Lenine. »

« Alors le commissaire, devenu aimable, lui donna un laissez-passer pour la Suisse. (1) »

Un autre incident du même genre me fut communiqué par M. Félix Kone, socialiste polonais bien connu. Il se trouvait, au moment de la déclaration de guerre, à Lemberg (Lvov). La police locale arrêta trois social-démocrates russes qui passaient par Lemberg, se dirigeant vers la Russie. M. Kone s'adressa au chef de la police de Lemberg pour obtenir leur libération. Quel fut son étonnement lorsqu'il apprit de la bouche du préfet que ce fonctionnaire, de sa propre autorité, avait relâché les trois hommes et leur avait même remis des billets de chemin de fer en leur indiquant le meilleur itinéraire pour gagner la Russie le plus vite possible !

Dans d'autres cas, les gouvernements des pays en guerre avec la Russie ne se bornèrent pas à de pareilles amabilités pour les révolutionnaires russes, dont ils espéraient utiliser à leur profit l'activité sincère et désintéressée, mais ils allèrent jusqu'à essayer de la corruption directe.

Voici qui le prouve :

Le journal social-démocrate russe, le *Novy Mir*, publié à New-York, a inséré la correspondance suivante de Constantinople, ville où il y avait beaucoup de réfugiés politiques russes (surtout du Caucase) :

« A Constantinople, il y avait des gens qui se

(1) V. le *Vorwärts* de New-York, n° du 18 septembre 1914, et le *Golos* de Paris, n° du 13 octobre 1914.

disaient nationalistes séparatistes ukrainiens et géorgiens et qui s'étaient entendus avec les gouvernements turc et allemand pour entreprendre un semblant de libération de l'Ukraine et de la Géorgie. Au nom de la démocratie, de la révolution et même du socialisme, ces messieurs se présentaient aux émigrés russes demeurant à Constantinople : leur intention était d'entraîner nos camarades social-démocrates dans une affaire louche et hasardeuse. Les procédés et les moyens que ces individus employaient pour arriver à leurs fins étaient variés, mais toujours incompatibles avec la simple honnêteté courante, pour ne pas dire plus. Nous ne pouvons pas en parler avant un certain temps. Le temps viendra où les gens de Constantinople seront traînés au grand jour.... Nous reviendrons alors sur cette question. Nos camarades social-démocrates à Constantinople, dès qu'ils eurent connaissance de cette invention d'un prétendu affranchissement de l'Ukraine et de la Géorgie, avec le concours de la Turquie et de l'Allemagne, repoussèrent catégoriquement une telle alliance et flétrirent l'attitude et les actes de ses courtiers comme une honte et une trahison. »

Les émigrés social-démocrates russes votèrent même une résolution spéciale, relativement aux propositions outrageantes qui leur avaient été faites par les agents allemands et turcs :

« Le groupe du parti social-démocrate ouvrier de Russie à Constantinople déclare que, se plaçant

sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat et prenant en considération la situation actuelle, il rejette résolument toute convention conclue avec un gouvernement existant, quel qu'il soit, dans le but de libérer prétendument l'Ukraine et la Géorgie.

« Le groupe du parti social-démocrate ouvrier de Russie à Constantinople.

« Constantinople, le 15/28 septembre 1914. »

Ceux qui votèrent cette résolution lui donnèrent une forme aussi modérée que possible pour pouvoir la publier dans la presse locale. « Mais, raconte le *Novy Mir*, étant peu nombreux et terrorisés par les « nationalistes », qui s'appuyaient sur des forces obscures de l'agence du gouvernement turc, ils durent renoncer même à cette publication. »

Mais ce n'est pas encore tout.

L' « Union pour la libération de l'Ukraine », organisée sous les auspices de la police viennoise et de l'état-major autrichien, envoya des « délégués » dans quelques villes suisses, où les réfugiés politiques russes sont nombreux, pour les corrompre et les entraîner à organiser une insurrection en Russie pendant la guerre. Elle s'adressa notamment à un groupe de social-démocrates caucasiens (géorgiens) réfugiés à Genève pour leur proposer de l'argent à cet effet. Mais, comme leurs camarades de Constantinople, ces Caucasiens refusèrent, par la déclaration suivante, de devenir les agents et les stipendiés des Austro-Allemands :

« Nous, social-démocrates géorgiens, membres du parti social-démocrate ouvrier de Russie, avons lutté et continuerons toujours de lutter, avec tout notre parti, contre le gouvernement russe, qui étouffe tout mouvement démocratique dans ses États et foule aux pieds les aspirations naturelles des peuples qui les habitent. En conséquence, nous soutenons tous les mouvements de révolution et d'opposition, y compris les mouvements nationalistes, s'ils sont dirigés contre le gouvernement russe et ont pour but la liberté, s'ils sont guidés par la démocratie progressiste locale et s'ils ne sont contraires en aucun cas à l'idéal et aux intérêts de la classe prolétarienne. Mais, en réponse aux propositions de l'organisation opérant avec les subsides matériels et sous la tutelle des Hohenzollern, des Habsbourg et de leurs semblables, nous déclarons publiquement et ouvertement ne pas connaître les peuples qui auraient été libérés par eux. Au contraire, un d'eux détruit une nation aussi libre et aussi progressiste que la Belgique, et, quant à l'histoire de la monarchie des Habsbourg, elle ne présente, comme celle du tsarisme russe, que l'assujettissement et l'asservissement continuel de divers peuples. Et leur nouvel allié, la Turquie, tout le monde le sait, se distingue par une politique de sauvagerie et de trahison envers de petits peuples. Pour ces raisons, nous rejetons définitivement la proposition de ladite organisation. »

Il arriva aussi que les « délégués » de l' « Union (autrichienne) pour la libération de l'Ukraine » furent tout simplement mis à la porte par les révolutionnaires russes auxquels ils osèrent s'adresser à maintes reprises.

Une fois cependant, en novembre 1914, ils faillirent prendre dans leurs filets un révolutionnaire caucasien demeurant en Suisse : ils lui fournirent un faux passeport autrichien (*sic*), lui remirent de l'argent, le conduisirent à Vienne, où l' « Union » lui expliqua qu'il fallait organiser une « insurrection » en Russie dans l'intérêt de la « révolution russe » (ou, pour mieux dire, de l'état-major austro-allemand). De Vienne, il fut dirigé sur Constantinople, où M. Parvus, journaliste socialiste allemand, lui fit encore une conférence sur le même sujet (1). Ensuite, on l'invita à entrer dans une « légion géorgienne », organisée par le ministère de la guerre turc pour soulever le Caucase contre la Russie. Heureusement le révolutionnaire russe, dupe un moment de ces recruteurs, reconnut enfin leurs intentions et réussit à s'échapper de leurs mains. Il est revenu en Suisse et y a révélé tous ces artifices perfides.

(1) Le rôle de M. Parvus dans cette affaire est encore plus vil que celui de M. Sudekum, qui s'était chargé, comme on sait, de la tâche ingrate de donner des instructions douteuses à un soldat français emmené prisonnier en Allemagne et relâché par les autorités militaires allemandes, afin qu'il pût retourner en France et y « faire de la propagande pour la paix ».

Pour finir cette relation des manœuvres déloyales austro-allemandes, je citerai un extrait d'une lettre que j'ai reçue d'un social-démocrate et patriote ukrainien bien connu (*patriote*, dans le meilleur sens de ce mot) qui demeura en Autriche pendant les cinq premiers mois de la guerre :

« Je me trouve à ..... (*suit le nom d'une ville suisse*) depuis un mois, me dit-il. Avant d'arriver ici, j'étais à Vienne, d'où je me suis sauvé avec beaucoup de difficulté. Demeurer à Vienne est bien pénible en ce moment. Les politiciens ukrainiens sont corrompus presque tous sans exception. Quant aux réfugiés politiques ukrainiens de Russie, le gouvernement autrichien leur a donné de grosses sommes d'argent pour organiser la révolution en Russie et abaissé ainsi à tel point la dignité de mes compatriotes que mes nerfs pouvaient à peine supporter l'atmosphère viennoise. »

On sait, du reste, qu'un social-démocrate russe a adressé à la presse russe une lettre où il prétend qu'un des chefs principaux du comité de l' « Union pour la libération de l'Ukraine » est attaché au service de la police viennoise en qualité d'agent secret. Cette accusation n'a pas été démentie.

La Suisse était le principal champ d'action des agents du bloc austro-turco-allemand, et leurs exploits ne purent rester cachés aux journaux du pays.

Le 2 mars 1915, le journal genevois *la Suisse* raconta l'histoire suivante qui montre jusqu'où les

agents du gouvernement autrichien poussent leurs entreprises contre les révolutionnaires russes :

A la fin de février, un des chefs du parti socialiste genevois recevait la visite d'un personnage qui se disait délégué par un parti socialiste... de l'Orient. Rendez-vous fut pris pour le soir même à 5 heures, au café du Grütli. Mais, avant d'entrer en conversation, le socialiste genevois tint à se renseigner sur son interlocuteur. Celui-ci fut donc forcé d'abattre ses cartes, ou plutôt sa carte... de visite.

Le pseudo-délégué n'était autre qu'un personnage officiel, le capitaine B., attaché d'une puissance belligérante et résidant pas très loin de Genève. Et celui-ci, sans autre préambule, demanda qu'on le mît en relations avec des personnages influents du parti socialiste russe.

Pressentant la mission dont B. était chargé, le socialiste genevois résolut d'aller jusqu'au bout. Il promit donc de s'occuper de l' « affaire ». Une seconde entrevue fut fixée à samedi, brasserie Landolt.

Les précédents interlocuteurs y furent exacts, ainsi que deux « personnages influents » du parti avancé de Russie.

Et voici, textuellement reproduite, la conversation qui s'engagea :

« J'ai l'ordre, commença M. B., de me mettre en relations avec des membres influents des partis socialistes russes pour avoir des communications avec l'intérieur de la Russie. Ces personnes n'auraient qu'à lier connaissance avec nos hommes de confiance, notre attaché mercantile (*sic*) à Berne. Mais tout ceci est absolument secret. On ne doit dire à personne avec qui l'on s'est entretenu.

« Mais que voulez-vous, demanda l'un des « té-

moins », que nous fassions avec votre attaché commercial? Nous ne sommes pas des commerçants.

« Il a le titre d'attaché commercial, répliqua B., mais, en réalité, il s'occupe de questions politiques et pourra vous mettre en contact avec M. le comte de... (*ici un nom que nous révèlerons s'il le faut*). Mais, lorsque vous vous présenterez, il ne faut pas que vous ayez l'air de le connaître. Voici du reste leur signalement : ils sont rasés tous deux, et M. le comte de... a la chevelure blonde. »

Puis il conclut :

« Les ennemis du gouvernement russe sont nos amis, nos « kamerads », et nous luttons ensemble pour la civilisation. »

L'émissaire avait « vidé son sac ». La réponse ne se fit pas attendre :

« Je suis, fit l'un des socialistes russes, un exilé politique. J'habite Genève, où je me suis réfugié depuis dix ans. J'ai passé avant la guerre par des moments très difficiles. Jamais votre gouvernement ne s'est occupé de moi. Pourquoi ce même gouvernement témoigne-t-il maintenant tant de sollicitude aux réfugiés politiques russes en Suisse? »

Et, comme la question restait sans réponse, le réfugié politique continua :

« Vous dites que vous luttez pour la civilisation? Mais il y a une puissance qui est certes plus civilisée et que vous avez envahie : c'est la Belgique; une autre puissance plus démocratique, républicaine, dont vous occupez dix départements. D'autre part, vous êtes alliés à Mohamed V, dont le gouvernement a persécuté les Arméniens pendant plus de trois cents ans. Dans ce cas, comment voulez-vous vous servir de nous pour abattre notre gouvernement au profit de votre alliance? Si nous faisions une alliance, ce serait avec

le prolétariat de votre pays pour instituer d'un commun accord un état social qui nous débarrassera de ses tyrans et des nôtres. »

La réponse du socialiste genevois ne fut pas moins péremptoire :

« Quand vous vous êtes présenté à moi sous le faux titre de délégué du parti socialiste de votre pays, j'ai décidé, d'accord avec mes amis, de vous faire revenir à Genève pour connaître vos projets et vous dire ce que nous en pensons. Eh ! bien, voici : c'est une injure que vous faites aux socialistes suisses de les croire capables de s'entremettre entre votre gouvernement et nos camarades russes pour servir votre cause ; et vous injuriez aussi les socialistes russes en estimant que, contre espèces sonnantes, ils se mettront à votre disposition. Avant la guerre, vous avez dissous le Reichsrat pour empêcher la classe ouvrière de votre pays de protester contre vos machinations. Lorsqu'à Budapest le prolétariat a manifesté en faveur du suffrage universel, vous l'avez fait fusiller par la force armée. Il est donc bien imprudent de votre part de venir demander aux frères de ces mêmes ouvriers de tenter des coups de main pour renforcer votre régime politique.

« Dites à vos chefs qu'ils ont commis une lourde faute en croyant que nous nous mettrions à leur disposition et qu'ils ne recommencent plus des démarches semblables.

« Voilà notre réponse. »

Piteusement, B. se dégagea :

« Vous comprenez, j'ai été chargé de faire cette démarche. Je suis une « carte blanche » (*sic*) (homme de paille) ».

Jugeant que l'affaire était terminée, les délégués russe et genevois quittèrent alors le café, en laissant

M. B. seul, livré à ses réflexions. Elles ne durent pas être roses. »

Tels sont les faits. Dans l'histoire de l'infamie politique actuelle, ils occuperont sans doute une place digne d'eux.

Il est bien naturel que les organisations socialistes russes auxquelles les agents austro-turco-allemands firent l'injure de leurs propositions les aient déclinées. Indépendamment de la forme méprisable dont on les revêtait, elles n'étaient pas acceptables, parce que l'honneur révolutionnaire de la grande majorité des socialistes russes, autant que leur conscience politique, ne leur permettent pas de conclure contre le tsarisme un pacte avec les monarchies de Habsbourg et de Hohenzollern et le despotisme turc. Ils veulent se libérer par leurs seules forces et non avec le concours des généraux austro-allemands et turcs. Telle est leur première raison. Une autre, c'est que la majorité des démocrates russes regarde la cause de la Triple Entente dans la présente guerre comme plus juste que la cause austro-turco-allemande. Mais pourquoi ne parler que des démocrates russes? Parmi les Autrichiens même, il en est qui pensent comme eux. J'ai lu dans le journal genevois *la Suisse* (numéro du 2 février 1915) cette histoire :

A Saint-Imier (en Suisse) demeurait une famille ouvrière dont le chef était un jeune Autrichien, Franz Fingust (né en 1882, à Marburg, en Styrie).

Le 31 janvier 1915, il se tua, après avoir tué sa femme, âgée de 29 ans, et ses deux enfants, âgés de 7 et de 20 mois.

« C'est d'accord avec son épouse qu'il a pris sa funeste détermination, raconte *la Suisse.* Fingust, qui était un homme sérieux et un bon travailleur, avait été appelé sous les drapeaux en Autriche. Dans une lettre adressée à l'un de ses amis, le malheureux lui disait qu'il aimait mieux mourir avec sa famille que d'aller se faire tuer pour une cause injuste. »

Un autre fait atteste l'indifférence de la grande masse des révolutionnaires et des socialistes russes aux efforts de quelques isolés pour qu'elle admette l'excellence de la victoire allemande. Un très grand nombre de réfugiés politiques russes se sont engagés comme volontaires dans l'armée française pour combattre les Allemands. Afin d'affirmer leurs sentiments démocratiques, ils ont voulu constituer dans un des « régiments étrangers » au service de la France une « compagnie républicaine russe ». Et les soldats de cette compagnie ont déjà arrosé de leur sang le sol français.

CHAPITRE VI

I. L'action des institutions publiques et de l'initiative privée. — L' « Union des zemstvos » et l' « Union des villes ». — II. Les communes rurales et les coopératives dans la lutte contre les malheurs de la guerre. — III. La jeunesse intellectuelle de Russie et la guerre. — IV. La presse en Russie pendant la guerre.

I. Conjointement à la mobilisation militaire, une mobilisation des forces sociales s'est effectuée spontanément pour lutter contre les malheurs causés par la guerre. Soutenir les femmes et les enfants des réservistes appelés sous les drapeaux, combattre le désarroi économique provoqué par une subite raréfaction de la main-d'œuvre, participer à l'évacuation des malades et des blessés, organiser pour eux le secours médical, instituer l'assistance aux réfugiés des territoires envahis par l'ennemi, aider les pouvoirs militaires dans l'œuvre difficile du ravitaillement et de l'habillement des troupes, etc., tels sont les buts que se proposèrent les institutions publiques et les associations privées, dont quelques-unes existaient déjà avant la guerre et d'autres sont nées à cette occasion.

Les plus importantes de ces organisations sont l' « Union des zemstvos » et l' « Union des villes ». Dix jours après la déclaration de guerre, fut convoqué

à Moscou un congrès de tous les zemstvos russes, c'est-à-dire de toutes les administrations locales des gouvernements et des districts. 35 gouvernements de la Russie européenne y étaient représentés et élirent un comité central, composé de deux délégués par gouvernement. Ce comité est chargé de l'évacuation et du transport des soldats blessés et malades, de l'organisation des dépôts centraux de matériel et de médicaments, de la préparation du personnel sanitaire, de la création de grands hôpitaux, etc.

Une collaboration semblable a été assumée par le comité central de l'« Union des villes », qui fut aussi convoquée en congrès après la déclaration de guerre. Il est composé des délégués des municipalités à raison de 10 par ville de plus d'un million d'habitants, de 5 par ville ayant plus de 750.000, de 3 par ville de 500.000 à 750.000, de 2 par ville de 100.000 à 500.000 et de 1 par ville de moins de 100.000 habitants.

Ces deux grands groupements se mirent à l'œuvre avec ardeur. Qu'il nous suffise de dire que l'Union des zemstvos prépara en trois semaines des hôpitaux pour 64.000 malades et blessés.

Les moyens employés par les institutions publiques et l'initiative privée en Russie pour atténuer les malheurs de la guerre sont extrêmement variés et nombreux. Les universités, les sociétés scientifiques, les établissements industriels, les écoles secondaires, les diverses corporations (avocats, institu-

teurs, ingénieurs, artistes, etc.) ont *leurs* hôpitaux, *leurs* trains sanitaires, etc. Des collectes d'argent et de dons en nature (vêtements, tabac pour les soldats, etc.) ont lieu tous les jours avec un succès qui ne s'affaiblit pas. Vers le milieu du mois d'octobre, la seule Union des zemstvos entretenait déjà 130.661 lits pour les soldats blessés, 35 trains sanitaires, 3 « détachements » d'infirmiers aux avant-postes, un grand dépôt de linge, un dépôt de matériel chirurgical, un dépôt central pharmaceutique, etc. (1). L'Union des villes déploie la même activité.

II. — Mais ce qui est le plus remarquable dans ce tableau rassurant de l'aide sociale en Russie pendant la grande guerre, ce sont les efforts du peuple lui-même.

La guerre a éclaté précisément au moment où le travail des champs est le plus actif. L'appel des réservistes priva l'agriculture des centaines de milliers ou des millions de travailleurs si nécessaires pour la récolte et le battage du blé et pour les semailles d'automne. Le blé étant la plus grande richesse de la Russie, la situation aurait pu être des plus difficiles si les paysans ne s'étaient montrés capables d'y faire face.

Immédiatement après le départ des réservistes,

(1) D'après la revue *Sovremenny Mir*, Pétrograd, décembre 1914.

ceux qui n'étaient pas appelés sous les drapeaux acceptèrent la lourde charge de les remplacer.

Dans les régions où elle existe encore, la commune rurale, le *mir*, substitua son action collective à l'action individuelle interrompue. Les *mirskié skhody* (assemblées des membres de la commune) de nombreux villages votèrent des résolutions spéciales concernant l'aide et l'assistance aux familles dont les membres étaient partis pour l'armée.

Le *skhod* du village de Lipnitza (district de Sevsk) décida à l'unanimité que les travaux agricoles commencés par les hommes sous les drapeaux seraient terminés par le *mir*, qui procéderait aussi aux semailles d'automne; que les familles nécessiteuses recevraient de lui du bois de chauffage, qui leur serait livré à domicile par lui, c'est-à-dire que les hommes restés dans leurs foyers couperaient du bois et en transporteraient aux *izbas* des familles des réservistes; que les familles les plus pauvres recevraient gratuitement pour leurs besoins du blé, à fournir par d'autres membres de la commune, au moyen d'une collecte spéciale.

Le *skhod* d'une des communes du gouvernement de Riazan décida de prendre toutes les mesures nécessaires afin qu' « aucune terre appartenant aux réservistes ne reste sans être labourée ».

Dans le district de Saratov, le blé appartenant aux réservistes appelés fut récolté et engrangé

par les *mirs*, qui menèrent à bien aussi tout le travail des semailles.

Dans le gouvernement d'Oufa, les habitants de 45 villages russes et bachkirs ont fondé une « fraternité » pour aider les familles des soldats dans leurs travaux agricoles et pour les soutenir pécuniairement.

Je pourrais prolonger indéfiniment cette énumération.

Il en est de même dans les régions où la commune rurale n'existe plus.

Les paysans de beaucoup de villages du gouvernement de Vitebsk se chargèrent de tous les travaux abandonnés par les réservistes. Dans les gouvernements d'Ekaterinoslav, de Kharkov, de Moghilev, de Kherson, etc., on en fit autant.

Dans une *volost* (canton) du gouvernement de Poltava, les paysans non appelés sous les drapeaux se rassemblèrent un jour convenu dans les champs appartenant aux familles des soldats et, d'un seul coup, terminèrent les travaux en suspens.

Le *skhod* du village d'Alexandrovka, du district d'Ackermann (Bessarabie), décida que les habitants quitteraient momentanément leurs propres travaux pour achever *d'abord* ceux des réservistes. Et, afin que ces derniers ne s'inquiètent pas de ce qu'ils laissent derrière eux, le même *skhod* leur envoya cette dépêche : « Se solidarisant avec le destin de nos chers défenseurs de la patrie, la com-

mune d'Alexandrovka a résolu de faire la récolte du blé dans les champs des réservistes convoqués et de les prier d'accepter l'assurance que leurs familles ne resteront pas sans soutien. »

Selon les calculs d'un statisticien, le travail fourni gratuitement par les paysans, pour aider les familles de leurs voisins partis pour le service, représente une valeur approximative de 16 millions de roubles. « Ce fut, dit-il, le plus grand de tous les sacrifices matériels qui furent faits par les divers groupes de la société et du peuple russe pendant les premières semaines de la guerre (1). » Pour apprécier dignement ce sacrifice, il faut se souvenir que les paysans sont la partie la plus indigente de notre population.

En dehors de cette aide « en nature » sous forme de travail agricole, les paysans russes organisèrent les secours et l'assistance pour les familles des soldats.

Le *skhod* du village de Fominki (gouvernement de Vladimir) décida de distribuer gratuitement des grains pour les semailles aux familles nécessiteuses des soldats. Celui de la Choungenskaïa volost du gouvernement de Kostroma imposa à tous les habitants de cette *volost* une contribution (un rouble par âme) pour la constitution d'un fonds de secours

(1) Voir, dans la revue *Yejemessiatchny Journal*, Pétrograd, septembre 1914, l'article intitulé *la Cause commune*. J'emprunte à cet article les détails sur l'action des paysans pendant la guerre.

pécuniaire aux femmes et aux enfants des réservistes. Des actes pareils se répètent sur toute l'étendue du territoire.

Les institutions de crédit mutuel et les coopératives participent aussi à cette œuvre d'assistance. Dans le district de Moghilev, les *skhods* ont mis à la disposition des comités de secours tout le produit des opérations des caisses de crédit et d'épargne en 1913, plus 1.300 roubles en espèces. Dans le district de Lipetsk, la réunion des représentants des « fraternités de crédit » décida de fournir aux familles des soldats les sommes nécessaires à l'achat des grains. Dans un des districts du gouvernement de Kharkov, les « fraternités de crédit » ont prêté gratuitement des machines agricoles aux familles des réservistes. L'union régionale des coopératives de Kouban recommanda à ses adhérents la fondation de groupes spéciaux de « tuteurs » pour chaque ménage privé de bras par la mobilisation ; ces groupes remplacent dans leurs travaux agricoles les réservistes mobilisés. Dans quelques régions, les coopératives, non seulement ont prêté aux familles des soldats des machines et des instruments aratoires, mais ont même acheté de ces machines spécialement dans ce but. Beaucoup de coopératives ont su accomplir ces travaux avec le concours de leurs membres non mobilisés.

Certaines coopératives ont créé des hôpitaux pour

les blessés, des ateliers pour la confection du linge des soldats, etc.

L'Union fédérative des coopératives russes et la Banque coopérative de crédit populaire à Moscou adressèrent au président et aux députés de la Douma une dépêche pour exprimer le souhait que, « dans l'organisation des secours aux familles des réservistes mobilisés, les zemstvos acceptent l'utile collaboration des 30.000 coopératives existant en Russie, parce que ces organisations économiques populaires sont les plus familières au peuple ».

Le publiciste russe qui signale tous ces faits dans une revue de Pétrograd écrit :

« La guerre fait naître la bestialité, la haine, la discorde; mais elle unit aussi les hommes l'un à l'autre. Tous pour chacun, chacun pour tous : cet appel, dans la grande année des malheurs éprouvés par tout le peuple, retentit avec autant de force qu'un appel du clairon de combat. Les villes et les nouvelles forces de la campagne se réveillent. Là, sur les champs de bataille, où se déroule une grande lutte pour sauver notre pays et la liberté européenne, pour les soustraire au poing cuirassé des orgueilleux junkers prussiens; ici, derrière l'armée, où une lutte pacifique est engagée pour préserver de la ruine l'avoir du laboureur; partout, les hommes, hier séparés l'un de l'autre, commencent aujourd'hui à comprendre que leur destin est étroitement lié à celui de leurs voisins, de leur village, de la province, de la

Russie, de l'Europe et, enfin, de toute l'humanité (1). »

III. — Dans la jeunesse intellectuelle de Russie, la guerre a déterminé un ébranlement profond, en remuant en elle les sentiments et en la poussant à l'action.

D'abord, elle détourna les jeunes gens des questions où leur attention s'absorbait précédemment. Les problèmes professionnels et corporatifs de la vie universitaire furent oubliés et remplacés par ceux des opérations militaires et de la politique extérieure.

Une grande partie des étudiants fut entraînée dans le tourbillon de patriotisme qui passa sur tout le pays dans les premiers jours de la guerre. La pression à laquelle ils furent soumis apparut parfois même trop forte pour leurs jeunes esprits, et plusieurs furent pour quelque temps infectés de chauvinisme. Par exemple, un groupe important d'étudiants de l'université de Pétrograd vota une protestation contre l'appel signé de savants allemands où la Russie est représentée comme n'ayant qu'une forme « basse » de civilisation. Mais les étudiants, à leur tour, glissèrent dans l'exagération : le texte de leur résolution affirme, ce qui n'a pas grand sens, que « le peuple russe est humilié dans sa situation nationale même sur le territoire de son propre pays ». Ces paroles peuvent signifier que les Vrais-

(1) *Ibidem.*

Russes sont humiliés, en Russie, par des « allogènes », par les Juifs, les Polonais, etc., ce qui est contraire à la vérité. Un groupe d'étudiants de l'université de Moscou organisa une « manifestation patriotique » dans les rues de la ville, avec drapeaux nationaux, portrait du tsar, chant de l'hymne national et, pour finir, un « pogrome » des magasins allemands.

Ces excès de « patriotisme » provoquèrent aussitôt une grande réprobation parmi la majorité des étudiants. Les représentants de la jeunesse universitaire de Moscou publièrent dans la presse locale une lettre ouverte pour condamner ces sortes de manifestations « patriotiques », en constatant avec indignation que « pour la première fois, le mot de *pogrome* est réuni à celui d'*étudiants* ». Rien d'étonnant, d'ailleurs, à ce qu'il se soit trouvé à ce moment dans le monde des écoles russes des gens capables d'exprimer leur « patriotisme » par le pillage de maisons allemandes : tel devait être le résultat de la politique du ministère de l'instruction publique, qui a fait tous les efforts possibles, pendant les années de réaction, pour semer chez les étudiants des idées arriérées et qui a favorisé la création parmi eux d'organisations « vraies-russes ».

Mais on peut être assuré que la plus grande partie de la jeunesse intellectuelle reste indemne d'un pareil « patriotisme ».

Immédiatement après les manifestations antialle-

mandes et « pogromistes » de Moscou, quelques dizaines de groupements d'étudiants de cette ville déclarèrent que « la jeunesse universitaire organisée est toujours et restera à l'avenir la représentante et la gardienne des idéals d'humanité et sera fidèle aux préceptes des meilleurs représentants de la société russe(1) ».

De l'université de Pétrograd partit aussi une protestation contre les viles démonstrations de chauvinisme; elle rappelait aux camarades que, devant l'ennemi du dehors, ils ne devaient pas oublier l'existence des « ennemis intérieurs » de la démocratie russe.

Voyons, d'autre part, l'activité pratique des étudiants et des étudiantes pendant la guerre.

Le 8/21 octobre 1914 fut publié un oukase impérial, autorisant le ministre de la guerre à appeler sous les drapeaux les étudiants légalement dispensés du service militaire pour la durée de leurs études universitaires. Le gouvernement créa des écoles militaires spéciales, à cours réduits, où une partie des étudiants appelés sous les drapeaux devait être préparée en six mois à passer les examens pour le grade d'officier. D'autres pouvaient être incorporés comme soldats. « La première impression produite par cet oukase fut que les trois quarts des étu-

(1) Voir l'intéressant article de M. Kleinbort *la Jeunesse et la Guerre*, publié dans la grande revue russe *Sovremenny Mir*, novembre 1914 (Pétrograd), p. 74.

diants partiraient, et, la plupart, comme simples soldats. Mais on n'apercevait pas ombre de tristesse ou de mécontentement ; toute la jeunesse n'avait qu'un seul désir : que l'oukase fût appliqué le plus vite possible. A Pétrograd, à Moscou, à Kiev, à Odessa, à Kharkov, à Kazan, à Riga, partout les étudiants descendirent dans les rues, en proclamant qu' « ils ne voulaient pas rester chez eux quand le peuple russe versait son sang sur les champs de bataille pour l'avenir de la Russie (1) ».

Mais ce qu'il y a de plus remarquable et de plus touchant, c'est la participation des étudiants et des étudiantes russes à la lutte contre les maux de la guerre. Les étudiants, très pauvres eux-mêmes pour la plupart, donnent ce qu'ils peuvent de leurs maigres ressources pour aider les familles des réservistes, secourir les blessés, fonder des hôpitaux, etc. Mais ils donnent encore davantage sous forme de coopération personnelle. Les élèves de l'Institut technologique, à Pétrograd, passent des journées entières à réparer les automobiles militaires, etc.; ceux de l'Institut polytechnique, à Riga, à préparer les produits chimiques et les divers objets nécessaires aux hôpitaux militaires. Un très grand nombre d'étudiants et d'étudiantes s'engagent comme infirmiers et infirmières et se dévouent sur les positions d'avant-garde et aux points d'évacuation des

(1) *Ibidem*, p. 72.

blessés. Il y a des villes où « tout le travail de déchargement des trains sanitaires est fait par la jeunesse universitaire », qui se montre à la fois apte à un labeur très lourd et pleine de dévouement et de tendresse pour les blessés.

IV. — Quelques mots de la presse et de la littérature russes pendant la guerre.

Au point de vue littéraire, nous constatons qu'en Russie, comme dans les autres pays belligérants, les romanciers et les poètes restent au-dessous de leur mission. Les cimes atteintes par leur production nous paraissent misérablement médiocres en comparaison de la grandeur des événements. Quelques dizaines de pièces de théâtre sur des « sujets guerriers » virent le jour peu après la déclaration de guerre, toutes pleines de faux patriotisme et de chauvinisme. Aucun grand talent ne s'y révèle. Le « drame de la vie belge pendant la guerre » intitulé *le Roi, la Loi et la Liberté*, de l'auteur russe bien connu Léonid Andreev, ne fait pas exception entre toutes ces platitudes.

La littérature russe a reçu un bien plus grand service de ceux de nos écrivains qui se sont bornés au rôle de simple correspondant militaire et sont allés sur les champs de bataille pour y observer et décrire la vie et les travaux sanglants des soldats. Parmi eux, nous retrouvons quelques noms bien connus du public.

Malheureusement, le gouvernement, comme on le sait, supprima d'un seul coup toute la presse de gauche ; la presse de droite et de réaction a pu continuer librement sa malfaisante besogne et empoisonner comme par le passé le cerveau du public. Des entreprises spéciales furent montées par les réactionnaires, parfois avec l'aide des autorités gouvernementales, pour fournir au peuple de la littérature « nationale et patriotique » pendant la guerre. On jugera de la valeur de leurs produits par cette thèse d'une « feuille volante populaire » sur la guerre, répandue gratuitement par les réactionnaires :

D'après elle, la guerre vient de ce que, en Allemagne, il existe... une Constitution. Guillaume II, dit-elle, est bon, très bon. « Il voulait toujours devenir autocrate et, s'il était monarque absolu, il rendrait l'Allemagne glorieuse sur le terrain du travail paisible. » Mais, en Allemagne, il y a une Constitution et un parlementarisme, et voilà la cause de la guerre, qui « démontre encore une fois les désavantages d'un régime constitutionnel et républicain (?) ».

Une revue pédagogique russe qui cite cette philosophie réactionnaire et ajoute qu'elle est répandue à profusion (par l'intermédiaire des prêtres, qui la distribuent dans les églises, etc.) pense qu'« une telle manière de renseigner le peuple sur la guerre ne lui donnera rien d'utile et fera beaucoup de mal (1) ».

(1) V. la revue *Rousskaïa Chkola* (*l'École russe*), Pétrograd, décembre 1914, page 21.

Je ne peux passer sous silence l'apostolat qu'exerce pendant la guerre l'organe principal et officiel de la réaction russe, le journal *Rousskoïé Znamia* (le *Drapeau russe*) publié par le comité central de l' « Union du peuple russe » ou des « bandes noires », comme on l'appelle dans le langage courant.

Au milieu d'octobre, la guerre contre l'Allemagne étant commencée depuis deux mois et demi, ce héraut de la pensée « vraie-russe » inséra un article plein des louanges du régime allemand et de la monarchie des Hohenzollern :

« L'Allemagne est l'incarnation d'une puissance nationale, grâce aux principes salutaires sur lesquels elle base l'administration de l'État », écrit le *Rousskoïé Znamia*. Le « principe monarchique » a trouvé en Allemagne une « réalisation brillante ». La dynastie des Hohenzollern « incarne en soi et fait prévaloir des principes élevés et précieux pour l'humanité ». Ses ennemis ne l'aiment pas, parce qu'ils la considèrent comme « la plus apte à instaurer le principe monarchique comme un idéal ». « Puissent ces principes rester sains et saufs, car ils sont bienfaisants et utiles au bonheur du monde. » Le *Rousskoïé Znamia* non seulement ne veut pas que le pouvoir des Hohenzollern soit écrasé, mais déclare, au contraire, que, « si l'Allemagne remplace chez un de ses voisins la République par un régime monarchique, ce changement ne sera nullement nuisible à l'huma-

nité, à l'ordre et à la tranquillité en Europe et à l'épanouissement de la vie des peuples ».

Ces aphorismes « vrais-russes » se lisaient dans l'organe de notre extrême droite le lendemain de l'occupation et de la dévastation de la Belgique, de l'envahissement d'une partie de la France par les troupes allemandes et au moment où les soldats russes tombaient en résistant à une invasion allemande de la Russie.

Tout commentaire serait superflu.

Cette propagande réactionnaire est d'autant plus nuisible que l'intérêt pris par les masses populaires à la « parole imprimée » s'est accru extrêmement depuis la guerre.

« Chaque village aujourd'hui a son « club politi- « que ». Si vous entrez dans les bureaux de l'administration communale à 9 heures du soir, vous y trouvez une foule de moujiks vieux et jeunes et des garçons. Le commis ou un ancien soldat donne lecture du journal qu'il a reçu de l'instituteur. Il le lit à haute voix et distinctement. Tout le monde l'écoute avec attention.... Après la lecture.... une conversation des plus vives s'engage qui se transforme parfois en discussion fort passionnée.

« Le tirage des journaux a augmenté. Malgré les obstacles mis par la police et la censure, des feuilles publiques naissent là où il n'en existait pas encore.... Les unes périssent sans avoir fleuri (le martyrologe de la presse russe est long); d'autres occupent la

place des défuntes et continuent le travail pour le pays natal. Il est dès maintenant impossible d'arrêter ce puissant élan vers la parole publique imprimée... Aux gares de chemin de fer, des gens — hommes, femmes, adolescents — pénètrent dans les wagons et demandent aux voyageurs de leur donner des journaux. Quelles sont ces gens-là? Ce sont des ouvriers des chemins de fer et des villageois du voisinage (1). »

De vieilles paysannes, qui ne savent pas lire, prennent les manuels scolaires de leurs petits-enfants et tâchent d'apprendre la lecture...

« Les paysans lisent des journaux tous les soirs, tous les jours de fête. Ils se rassemblent par groupes chez quelqu'un d'entre eux, et leur esprit, inaccoutumé à la pensée écrite, s'efforce de pénétrer dans les positions lointaines, dans les pays étrangers. Il est bien noirci sur la carte géographique, le théâtre de la guerre! Des doigts calleux voyagent journellement de Lemberg à Cracovie, de Varsovie à Berlin et retour. » (2)

Ainsi la guerre a donné une grande impulsion à la vie intellectuelle du peuple.

(1) V. *la Guerre et la Presse*, article dans le journal *Rousskiya Viedomosti*, Moscou, 4 décembre 1914.

(2) *Rousskaïa Chkola*, décembre 1914, p. 15.

CHAPITRE VII

I. Sur les champs de bataille. — Le soldat russe pendant la guerre actuelle. — La mobilisation. — La suppression de la vente de l'alcool et son influence sur l'armée. — II. Le haut commandement. — L'affaire Miassoyedov. — III. Pourquoi le soldat russe s'est mieux battu contre l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie que contre le Japon. — L'idée de libération et la guerre.

I. — Tous les faits exposés jusqu'ici dans le présent ouvrage ont déjà permis de pressentir que, par l'état moral et la valeur militaire, l'armée russe actuelle diffère de celle qui combattit le Japon.

Il n'est aucun observateur et connaisseur de la vie russe d'aujourd'hui qui ne remarque que le peuple voit la lutte d'aujourd'hui d'un tout autre œil que celle de 1904. L'expédition contre le Japon, c'était une entreprise « lointaine » et étrangère aux intérêts vitaux des masses populaires, tandis que la guerre contre l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie est toute proche et touche de près le pays. La guerre contre le Japon était considérée comme une aventure voulue par les hautes sphères, comme une injuste agression; la guerre présente apparaît au peuple défensive et juste.

On s'en aperçut bien dès le commencement de la mobilisation. Quand les recrues de 1914 furent convo-

quées pour subir l'examen médical, il y eut parmi elles peu de faux malades, de simulateurs désirant esquiver le service militaire.

« Tous sont devenus valides, raconte un journal provincial (*Zaouralsky Kray*) en parlant de ce qui se passait dans la région de l'Oural. Jadis, quand un jeune gars était exempt du service militaire, il s'enfuyait à toutes jambes et s'enivrait pour manifester sa joie. Aujourd'hui, celui qu'on refuse est mécontent : « Pourquoi ne suis-je pas bon pour le « service? Je ne suis pas pire que d'autres. On a « pris Pierre et Ivan : suis-je moins valide ? » Jadis, il s'enfuyait comme un lièvre; aujourd'hui, il faut qu'on lui explique pourquoi il ne peut servir. »

Un autre journal provincial décrit le départ des recrues d'un village du gouvernement d'Yaroslavl :

« Cette année, les recrues ont quitté les villages dans une ambiance morale extraordinaire. Pas une seule d'entre elles n'était ivre; on n'observait pas de scènes pénibles quand les nouveaux soldats prenaient congé de leurs parents. Les recrues se sont mises en marche, en rang bien formés, accompagnées jusqu'à la sortie du village par tous ses habitants. « Conduisez-vous bien pour la patrie et pour « le monde paysan », disaient les vieillards. « Reve- « nez en héros; nous vous couvrirons de fleurs ! » criaient les jeunes filles. »

Voici encore une scène analogue :

A Koutaïs, grande ville du Caucase, une *droujina*

(compagnie de volontaires) géorgienne se mettait en marche pour aller combattre les Turcs. Les parents et les amis, venus à la gare, lui faisaient leurs adieux :

« Les voitures pleines de fleurs et pas une seule larme ! » Tel est le tableau. La description est brève, mais si éloquente !

La mobilisation et la concentration de l'armée russe furent terminées beaucoup plus vite qu'on ne s'y attendait. Ce succès n'est pas dû seulement à la suppression de la vente de la *vodka*, mais tout autant à l'esprit des masses populaires, qui comprenaient la gravité de l'heure et la nécessité de faire le plus grand effort possible pour résister à un ennemi puissant et dangereux.

L'abstinence complète observée pendant la mobilisation se prolonge pendant la guerre. Voici comment M. Ludovic Naudeau, correspondant militaire du *Journal*, signale la tempérance qui règne même parmi les officiers russes sur les champs de bataille. Ce témoignage est d'autant plus intéressant que M. Naudeau se trouvait avec l'armée russe de Mandchourie en 1904-1905 et qu'il a pu faire la comparaison.

« Ah ! où est-il, ce bruyant wagon-restaurant qui, naguère, au temps des événements de Mandchourie, s'arrêtait à proximité des lieux où se trouvait l'état-major ? écrit M. Naudeau. Où est-il, ce wagon-restaurant où une douce gaieté s'épanouissait même

aux heures les plus sombres et où, plus d'une fois, des voix féminines se mêlaient aux propos des guerriers ?... Où sont ces bouteilles coiffées d'or ou d'argent qu'on débouchait si joyeusement, allègrement, là-bas, au pays des jaunes, pendant que la canonnade des Japonais faisait rage ? Finies, les copieuses beuveries, les libations et la joie ingénue.... »

Quand il s'agit du corps des officiers russes, nous devons toujours, pour rester impartiaux, faire une distinction entre les divers éléments dont il se compose : il ne faut pas confondre les hauts bureaucrates militaires, qui font la « grande politique », et les officiers de la garde impériale, qui se recrutent parmi les aristocrates et les hauts bureaucrates, avec le reste de leurs camarades. L'expérience de la guerre contre le Japon et du mouvement révolutionnaire n'est pas demeurée stérile pour beaucoup des officiers subalternes, et leur conduite, aujourd'hui, n'est pas celle d'il y a dix ans.

« Les officiers russes participent aux souffrances des hommes, dit le correspondant militaire du *Times*. Ils sont dans les tranchées, partout, revêtus d'uniformes aussi usés et déchirés que ceux de leurs hommes et n'ayant pour nourriture que les mêmes rations à peu près. »

L'appel fait aux élèves des hautes écoles, par le ministère de la guerre, pour réparer les pertes, peut démocratiser le corps des officiers. Et ce ne sera

pas un des mauvais résultats de la guerre actuelle.

II. — Cependant la suppression de l'alcool et la sobriété des soldats et des officiers ne suffisaient pas encore pour assurer la victoire russe sur un adversaire redoutable. La composition du haut commandement était assez défectueuse, parce que l'avancement des généraux et des officiers dépend trop souvent non de leurs capacités militaires, mais de leurs « relations » et de leurs opinions politiques. C'est ainsi que,pendant la première invasion de la Prusse-Orientale, le commandement de l'aile gauche de l'armée russe fut confié au général Rennenkampf, « Vrai-Russe » d'origine allemande, qui se fit connaître moins par ses talents que par la cruauté avec laquelle il réprima, en 1905, le mouvement révolutionnaire en Sibérie, fusillant sans jugement les « suspects » par dizaines, prenant des « otages » et, en général, se comportant comme un officier allemand en pays conquis.... Un journal suisse (la *Tribune de Genève*) a écrit au sujet des défaites russes en Prusse Orientale :

« La première invasion russe avait jeté sur le sol prussien deux armées qui comptaient ensemble 650.000 hommes. Le général de Hindenburg les défit dans une série d'actions rapides.... Il ne resta plus des deux belles armées des généraux Samsonov et Rennenkampf que des débris informes. *La jalousie de Rennenkampf à l'égard de son collègue avait favo-*

risé la stratégie de Hindenburg : le « général Tigre », comme les Japonais avaient surnommé Rennenkampf, supportait mal la supériorité intellectuelle de Samsonov. Il l'avait laissé seul aux prises avec les Allemands, quoiqu'ils fussent peu éloignés l'un de l'autre et qu'il dût se douter que l'armée de Samsonov avait affaire à forte partie. Samsonov trouva une mort glorieuse à la tête de ses troupes (1). »

Un autre grand journal suisse (la *Gazette de Lausanne*), discutant les causes de la deuxième défaite russe en Prusse Orientale, donne un avis sur lequel je voudrais attirer la plus sérieuse attention :

« L'explication la plus plausible de la faiblesse relative que fait paraître l'état-major du généralissime grand-duc Nicolas Nicolaïevitch se trouve probablement dans les intrigues du parti allemand de Pétrograd. Il n'y a rien d'impossible à ce que le grand état-major allemand soit secrètement informé du fort et du faible des positions de l'ennemi, de la répartition de ses effectifs et de ses projets.

« A ceux qui s'étonneraient que la trahison puisse se rencontrer en Russie, où la guerre n'a jamais été plus populaire, rappelons qu'un certain nombre de hauts fonctionnaires détestent le libéralisme des nations occidentales, dans le triomphe duquel ils voient une menace à leurs privilèges ; que la Prusse et l'ordre à la prussienne sont leur idéal et qu'ils

(1) La *Tribune de Genève* du 20 février 1915.

en redoutent la défaite à l'égal d'une catastrophe.

« Quand on juge des choses de Russie, il ne faut jamais perdre de vue l'abîme qui sépare les aspirations de la grande nation slave des intérêts de certains de ceux qui la gouvernent (1). »

Jusqu'à quel point cette suspicion est fondée, le communiqué officiel suivant de l'état-major russe, publié le 3 avril 1915, le montre assez :

A la suite de renseignements signalant l'activité du lieutenant-colonel Miassoyedov, interprète auprès de l'état-major de la 10e armée, cet officier fut l'objet d'une surveillance.

Dès que cette surveillance eût confirmé les soupçons qu'on avait du caractère criminel de l'activité témoignée par ledit officier d'état-major, qui était en relations avec des agents d'une puissance ennemie, le lieutenant-colonel Miassoyedov fut arrêté ; en même temps que lui, on arrêta d'autres personnes n'appartenant pas à l'armée et soupçonnées de la même activité criminelle.

L'instruction établit d'une façon péremptoire la culpabilité du colonel Miassoyedov, qui, en conséquence, fut traduit devant un conseil de guerre pour répondre à l'accusation d'espionnage. Le conseil prononça contre lui une condamnation à mort, et Miassoyedov fut pendu.

L'instruction se poursuit en ce qui concerne les complices de l'officier traître ; à mesure que la culpabilité de chacun des prévenus sera établie, il sera traduit devant le tribunal compétent.

(1) La *Gazette de Lausanne* du 16 février 1915.

Le colonel Miassoyedov, dont il s'agit dans cette note, était un des plus hauts officiers du corps des gendarmes, qui est chargé en Russie des fonctions de la police politique. Miassoyedov était connu comme organisateur de la provocation, comme un des plus zélés « russificateurs » de la Finlande et, en général, comme un des plus sûrs « piliers » de la réaction.

Quant à ses complices, ce sont aussi pour la plupart des agents de l' « okhrana » (police politique secrète) et des provocateurs. On ne doit pas trop s'en étonner. Des personnages, capables de jouer l'ignoble rôle d'agent provocateur, de tromper et de vendre au gouvernement les révolutionnaires de leur pays, sont tout aussi aptes à un autre rôle, non moins ignoble : celui d'espion militaire, et prêts à vendre leur pays à un gouvernement ennemi.

Un député à la Douma, M. Kerensky, avocat, adressa au président de l'assemblée, au sujet de l'affaire du colonel Miassoyedov et Cie, une courageuse déclaration, dont voici la teneur :

« Monsieur le président,

« Sur l'ordre de l'autorité militaire, on a arrêté quelques officiers du corps des gendarmes et des fonctionnaires du département de la police (1). Ils

(1) Le département de la police s'occupe principalement de la poursuite des révolutionnaires, et, en général, des personnes qui ont des opinions politiques « subversives » ou « suspectes ». (Note de l'auteur.)

sont accusés de haute trahison et de relations avec l'ennemi du dehors. La trahison avait son foyer au ministère de l'intérieur. La société russe, depuis longtemps déjà, suit avec inquiétude les travaux de cette administration, fondés sur un système de provocation qui décompose inévitablement l'organisme gouvernemental et corrompt les représentants du pouvoir. La Douma d'État aussi a indiqué plus d'une fois le grand danger né de ce système et a exprimé sa méfiance envers le ministère de l'intérieur en condamnant toute la politique intérieure du cabinet.

« La guerre éclate. Toute la Russie, dans une suprême tension de ses forces, se précipite d'un même élan pour repousser l'agression de l'ennemi. Seul, le ministère de l'intérieur, d'accord avec celui de la justice, continue avec une exceptionnelle énergie son œuvre destructrice en répandant l'irritation et la division dans la société. Par l'arrestation caractéristique de Bourtzev, le gouvernement sut, d'un coup, éteindre l'enthousiasme de beaucoup de gens et éclaircir à sa façon le sens des mots sur l' « oubli des discordes intestines ». Et c'est pour de nombreuses raisons que les députés, se rappelant cette arrestation et celle des députés ouvriers social-démocrates, la lutte contre la presse, la politique du gouvernement en Galicie, en Pologne, en Finlande, exprimaient l'avis, aux séances de la commission du budget de la Douma, que tous ces actes

du pouvoir ont visiblement le caractère de manœuvres destinées à prévenir une heureuse issue de la lutte extérieure. Cette action néfaste du gouvernement a trouvé sa plus éclatante manifestation dans la publication d'un communiqué officiel mensonger attribuant à une partie des membres de la Douma d'État le désir de la défaite des armées russes. Or, dans le même temps, au sein même du ministère de l'intérieur fonctionnait tranquillement et avec assurance une solide association de traîtres véritables. Et involontairement se présente à l'esprit cette supposition fort acceptable que le ministère de l'intérieur, à dessein, tâchait d'égarer l'attention publique sur une fausse piste. La société russe sait bien que les éléments dirigeants du ministère de l'intérieur et du ministère de la justice sont tout dévoués à l'idée, puissante chez nous, de l'impérieuse nécessité de rétablir au plus tôt l'union étroite avec le gouvernement de Berlin, appui le plus solide de notre réaction intérieure. C'est pourquoi elle ne peut croire qu'il faille compter sur ces départements pour dévoiler, dans tout son ensemble, l'organisation de trahison dont les traces ont été fortuitement découvertes par les pouvoirs militaires. Une intervention de la société russe elle-même s'impose, car, seule, elle peut jouir d'une autorité. La Douma d'État doit tout faire pour protéger la nation contre des coups odieux portés par derrière. Au nom de mes électeurs, je vous prie, monsieur le président,

d'insister, comme représentant officiel de la Douma, sur la convocation immédiate de la Douma d'État pour qu'elle puisse interpeller le gouvernement relativement à l'existence de la haute trahison dans une des administrations centrales et remplir son devoir de contrôle incessant des actes du pouvoir exécutif en un moment aussi exceptionnel.

(*Signé*) : « A. KERENSKY, membre de la Douma.

Le 25 février (11 mars n. s.) 1915. »

Malheureusement, la demande du député Kerensky resta sans suite.

L'affaire Miassoyedov offre encore quelques particularités bien typiques.

Il y a quelques années déjà, M. Goutchkov, ancien président de la Douma, accusa publiquement Miassoyedov de relations suspectes avec les sphères militaires de l'Allemagne. Mais les réactionnaires russes, pour lesquels Miassoyedov était *persona grata*, le « couvrirent » et le défendirent contre ces accusations, et M. Goutchkov fut même provoqué en duel par Miassoyedov, « outragé » dans son « honneur », et se vit obligé de se battre avec un espion allemand. Miassoyedov garda la confiance du gouvernement et fut nommé chef... du contre-espionnage russe.

D'un autre côté, l'instruction a établi que Miassoyedov était en rapports personnels et intimes avec... Guillaume II. Toutes les fois que l'empereur allemand allait « chasser » à son château de Rominten,

en Prusse Orientale, il invitait Miassoyedov, à cette époque-là chef de la brigade des garde-frontières à Verjbolovo (Wirballen), situé à quelques kilomètres de Rominten. Il n'est pas interdit de croire que Guillaume en personne dirigeait les manœuvres du traître qui lui livrait son gouvernement et son pays. Voilà un trait intéressant pour les biographes actuels et futurs de l'empereur d'Allemagne.

III. — Quant aux soldats, ils se montrèrent, je le répète, dans cette guerre, à la hauteur de leur tâche difficile. Les « camarades » social-démocrates allemands, si vite oublieux de leurs hymnes de 1905 et 1906 en l'honneur du « noble » peuple russe, qui sait mourir pour la liberté, écrivent aujourd'hui, après avoir trahi la démocratie européenne et la révolution russe, que les armées du tsar ne sont qu'un ramas de « brutes impassibles » (c'est l'expression du *Vorwärts*). Mais cette qualification aimable — surtout de la part de « camarades » — ne rend pas la réalité. Il est vrai que le soldat russe n'est pas aussi instruit que le soldat allemand, qui « porte dans son sac (comme nous l'apprend M. Gerhardt Hauptmann, écrivain allemand) les œuvres de Gœthe et de Nietzsche, la Bible, etc. ». Il lui arrive même d'être illettré. Néanmoins on peut affirmer que, dans la guerre actuelle, il nous apparaît non comme une bête de somme, mais comme un homme qui comprend pour quelle cause il combat et il meurt et qui la croit juste.

Ici, je dois m'arrêter un peu sur un détail très important et très intéressant, observé par beaucoup de personnes ayant été en contact avec les soldats russes. Pour un grand nombre d'entre eux, la guerre actuelle n'est pas seulement juste et défensive, mais c'est une « guerre de libération ». L'agression brutale de la grande Autriche contre la faible Serbie, l'écrasement de la Belgique, pays neutre, par l'armée allemande, les cruautés commises par les officiers allemands sur la population civile en Belgique, en France et en Pologne, l'attaque perfide de la Turquie, connue en Russie comme le bourreau des peuples, tout cela a enraciné chez eux la conviction qu'ils meurent pour délivrer d'autres hommes. Cette foi ingénue apparaît dans le récit suivant :

« Dans un hôpital de l'armée caucasienne, à Erivan, est alité un sous-officier russe, à côté d'Arabes de Bagdad prisonniers... Il écrit des vers. Je ne veux pas, dit le correspondant militaire qui nous raconte l'anecdote, vous parler des qualités littéraires de cette poésie. Elle est de forme bien défectueuse et d'inspiration bien banale... Mais une demi-strophe se distingue par sa curieuse naïveté :

> Voici le mont Ararat. Il a un air pensif :
> On peut croire qu'il attend qu'on le libère...

« Comment trouvez-vous cela? demande le correspondant. C'est bien gentil. Un sous-officier venu des plaines russes éprouve le besoin de libérer le mont

Ararat, le pauvre Ararat, haut de 16.000 pieds!... Le médecin de l'hôpital, à qui j'ai communiqué le rêve poétique de son sympathique malade, a fait cette remarque :

« Oh! oui, l'idée de libération est fort répandue parmi nos soldats (1). »

Un autre soldat de l'armée caucasienne expliquait la nécessité de la tempérance et justifiait ainsi la suppression de la *vodka* : « Un homme ivre ne peut libérer personne! »

Loin d'être « impassibles », comme disent les socialistes allemands, les soldats russes sont animés de sentiments naïfs peut-être, mais certainement généreux. Leur « brutalité », affirmée par le *Vorwärts*, est-elle prouvée? J'ai cherché dans les journaux (dans les journaux allemands et autrichiens entre autres) des renseignements sur la conduite des soldats russes envers la population des territoires envahis. J'ai trouvé, je ne le nie pas, des exemples, mais peu nombreux, de violences commises sur les civils par des cosaques.

De pareils faits, heureusement, restent isolés, la presse ennemie même le reconnaît. La *Danzers Armeezeitung* notamment, journal rédigé exclusivement par des officiers autrichiens, proteste, dans son numéro du 15 octobre 1914, contre les calomnies répandues par les journaux de son pays sur les soldats russes et dit :

(1) V. *Rousskoïé Slovo* (Moscou), janvier 1915.

« Les « hordes moscovites » sont en réalité des armées de vaillants et braves soldats.... Dans des cas isolés, la Croix-Rouge n'a pas été respectée; on entend parfois parler de pillage; mais, en général, nous avons devant nous un adversaire honnête et chevaleresque. »

Hélas! la population de la Belgique, de la France et de la Pologne russe ne peut en dire autant des soldats et des officiers prussiens.

Le témoignage de la *Danzers Armeezeitung* est d'autant plus précieux que je peux le confirmer par celui d'une personne bien renseignée, M. R., écrivain et patriote ukrainien, membre du parti socialiste démocrate ouvrier de l'Ukraine. M. R., qui n'est pas du tout russophile et ne cache pas son mécontentement de l'occupation de la Bukovine et de la Galicie orientale par les Russes, est demeuré en Autriche pendant les cinq premiers mois de la guerre.

« D'une manière générale, m'a-t-il dit, les soldats russes se comportaient en Bukovine et en Galicie mieux que les soldats autrichiens. Les premiers ne buvaient pas (à de rares exceptions près) et payaient à la population locale ce qu'ils prenaient pour leurs besoins, tandis que les derniers buvaient et ne payaient pas. »

Relativement aux bruits d'atrocités que les soldats russes auraient commises en Prusse Orientale, il me suffit de laisser la parole à la rédaction du

journal *Vorwärts*, qui a beaucoup contribué à colporter ces bruits au commencement de la guerre et qui a dû les démentir elle-même plus tard. Le 23 mars 1915, le *Vorwärts* publia un article intitulé *Atrocités inventées*, où on lit ceci :

« Voici quelques mois qu'on répand, en Prusse Orientale et dans d'autres régions de l'Allemagne, des récits d'atrocités russes en Prusse. Certainement, on doit reconnaître une foule de graves excès (*Ausschreitungen*) des soldats russes en Prusse Orientale. Des brutalités (*Rohheiten*) ont été commises, et un très grand nombre de gens innocents ont été tués. Cependant beaucoup de ces bruits d'horribles atrocités sont de pure invention, et la presse a le devoir de protester contre ces imaginations de personnes hystériques. »

Après avoir cité nombre de légendes mises en circulation sur les cruautés russes, le *Vorwärts* conclut :

« Le fait que toutes ces histoires sont inventées est, sans doute, bien intéressant. Il prouve qu'on doit accepter de pareilles nouvelles sous toutes réserves (1). »

J'attribue cette attitude relativement correcte de nos soldats aux principes humanitaires et généreux que les partis démocratiques et révolutionnaires se sont appliqués, depuis si longtemps, à répandre parmi les ouvriers et les paysans de notre pays. Il

(1) Voir l'article *Erfundene Greueltäten* (*Atrocités inventées*) dans le *Vorwärts* du 23 mars 1915 (nº 82).

est incontestable que le soldat allemand a une instruction générale plus étendue et qu'il a passé par l'école primaire. Mais le soldat russe a passé par celle de la révolution. Je suis d'avis que celle-ci peut agir plus profondément que celle-là.

TROISIÈME PARTIE

APRÈS LA GUERRE

CHAPITRE I

I. Les résultats possibles de la guerre. — II. Les changements territoriaux et le problème d'un élargissement des frontières russes. — III. La possession des Dardanelles et de Constantinople est-elle nécessaire à la Russie ?

I. — J'écris ces mots : « après la guerre » à un moment où la guerre n'est pas finie et où personne même ne peut dire combien de temps elle durera encore...

Et pourtant nous essayerons de répondre à cette question : Qu'arrivera-t-il après la guerre? Quels pourront en être les effets et les résultats pour la vie de l'État et du peuple russe, ou plutôt des peuples de Russie?

Commençons par les changements territoriaux éventuels.

Si (et c'est l'hypothèse la plus vraisemblable) la guerre se termine par une victoire complète des troupes alliées sur les armées de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Turquie, quelles acquisitions ter-

ritoriales seraient possibles et *désirables* pour la Russie?

II. — Pour le savoir, nous aurons recours à un document officiel, qui, quoique n'étant pas récent, n'a rien perdu de son actualité : c'est le rapport du général Kouropatkine au tsar présenté en 1900 et reproduit dans ses mémoires sur la guerre russo-japonaise. Nous y trouvons une intéressante revue des frontières russes au point de vue stratégique et politique et un examen des modifications susceptibles d'y être apportées.

La frontière actuelle entre la Russie et la Turquie fut établie après les victoires russes de 1877-78. Elle coïncide avec des limites naturelles et « non seulement assure nos possessions contre des tentatives de la Turquie, mais constitue un avantageux point de départ pour notre marche vers le principal point de l'Asie-Mineure et la seule forteresse sérieuse sur toute la route jusqu'à Scutari : vers la forteresse d'Erzeroum. Ainsi donc, dit Kouropatkine, la frontière existante entre la Russie et la Turquie peut être considérée comme pleinement satisfaisante et ne demande aucun changement (1) ».

« La frontière politique entre la Russie et l'Autriche ne coïncide pas avec une frontière naturelle, et, pour des raisons stratégiques, il serait peut-être désirable pour la Russie, dit Kouropatkine, de la

(1) Mémoires du général Kouropatkine, éd. russe, I, p. 57.

reculer vers l'ouest jusqu'aux monts Carpathes, en incorporant toute la Galicie à l'empire russe. Mais il faut d'abord chercher si une telle augmentation de territoire et de population nous est nécessaire, si elle nous rendra plus forts ou, au contraire, si elle deviendra pour nous une cause de faiblesse et d'inquiétudes. »

Le général Kouropatkine répond de cette manière : « Séparer de l'Autriche la Galicie, qui, pendant si longtemps, a vécu sa propre vie en dehors de nous, ne peut se faire que sous une forme violente et, en conséquence, morbide. La population russe de la Galicie (les *Roussiny*, les Ruthènes), non plus que la polonaise, n'a aucun désir d'être introduite dans l'État russe.... Malgré sa pénible situation économique, malgré le poids des impôts, qui sont plus lourds qu'en Russie, malgré une inégalité relative de droits entre les Polonais et les Ruthènes, la population de la Galicie a des raisons de se croire à un niveau de civilisation plus élevé que celle des régions russes voisines. La population slave de Galicie pense que son entrée dans l'État russe serait un recul, non un progrès. Si nous cédions à la tentation d'avancer notre domination en Galicie jusqu'aux frontières naturelles, nous nous créerions, sans doute, un inépuisable sujet de soucis. La Galicie pourrait devenir pour nous une nouvelle Alsace-Lorraine (1). »

(1) *Ibidem*, pp. 54-55.

Le général Kouropatkine voit les mêmes inconvénients à la conquête de la Prusse Orientale par la Russie : « En possédant les deux rives de la Vistule et les embouchures de la Vistule et du Niémen, nous occuperions une position fort menaçante pour l'Allemagne et nous améliorerions considérablement notre frontière, au point de vue militaire. Mais ces avantages seraient loin de compenser tous les désavantages d'un semblable élargissement des frontières de la Russie. Nous serions aux prises avec une nouvelle question d'Alsace-Lorraine, mais sous une forme encore plus aiguë. La population de la Prusse Orientale nous restera toujours hostile à cause de la supériorité de sa culture et de ses liens ethniques et historiques avec l'Allemagne (1). »

En outre, l'occupation violente de la Galicie et de la Prusse Orientale par la Russie comporterait le danger perpétuel d'un nouveau conflit guerrier avec l'Autriche et l'Allemagne, qui ne se résigneraient jamais à la perte de ces provinces.

Toutes ces considérations décident le général Kouropatkine à rejeter absolument toute augmentation du territoire de la Russie aux dépens de l'Autriche et de l'Allemagne.

Je ne peux que me rallier à cette opinion, en lui apportant encore quelques arguments :

Pour les masses populaires russes, une exten-

(1) *Ibidem*, p. 51.

sion des frontières est sans aucun bénéfice. Les territoires de la Bukovine, de la Galicie et de la Prusse Orientale, plus peuplés que la Russie elle-même, ne peuvent constituer un « fonds de colonisation » pour les paysans russes. L'Asie Mineure, non plus, d'abord parce qu'elle a déjà une population assez dense, ensuite parce que son sol et son climat ne sont pas familiers aux agriculteurs russes. Le peuple russe n'a rien à chercher dans ces pays, rien que la haine des aborigènes, qui s'indigneraient de lui être assujettis de force.

La réunion de la Galicie et de la Prusse Orientale à l'empire serait même de nature à susciter des difficultés aux agriculteurs russes, parce que ces pays, agricoles par excellence, deviendraient des concurrents pour les régions auxquelles on les aurait annexés.

Quant à l'industrie russe, elle n'a besoin ni de ces provinces ni de l'Anatolie. Elle a devant elle un immense marché dans son propre pays, qui, pour la consommation, est loin d'être sursaturé, et n'est même pas saturé.

Ce qu'il faut aux masses populaires, ce ne sont pas des terres nouvelles : c'est une transformation radicale du régime intérieur, de la vie du peuple, des conditions économiques et politiques de son existence.

III. — Mais, dans l'hypothèse d'une victoire des

alliés sur le bloc turco-austro-allemand, une question serait de grande importance pour la Russie et toutes les autres puissances : à qui appartiendront les Détroits et Constantinople.

Dans cette question, nous ne devons faire aucun cas des arguments d'ordre religieux et historique, qui ne sont qu'un ornement oratoire et métaphysique pour les aspirations économiques et politiques des nationalistes russes. Le « devoir sacré » de planter la croix orthodoxe sur l'église Sainte-Sophie à Constantinople, de reprendre aux Turcs l'héritage des empereurs byzantins, etc., tout cela n'est que rhétorique sans nulle valeur concrète. Si l'Église orthodoxe russe a pu se passer de Sainte-Sophie pendant tant de siècles, elle s'en passera bien encore à l'avenir. Et la monarchie russe se passera bien aussi de l'empire byzantin.

Si, dédaignant ce sentimentalisme creux, nous considérons seulement les vrais intérêts de la Russie, nous reconnaissons qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit maîtresse des Détroits et de Constantinople. La Turquie ne constitue pas un débouché *indispensable* pour les produits russes, qui s'y vendent beaucoup moins que les produits anglais, allemands, autrichiens, bulgares. Ce n'est donc pas au nom de son commerce, demeuré dans les derniers rangs, que la Russie est fondée à établir sa domination politique et militaire sur Constantinople. Mais les Détroits ont pour elle un autre prix : ils sont la principale route

de son exportation, notamment de celle des céréales. Elle ne peut donc pas s'en désintéresser.

On ne doit pas oublier cependant que d'autres puissances et États ont également des intérêts à faire valoir. En 1909-1910 par exemple, du tonnage total des navires entrés dans le port de Constantinople 41,7 pour 100 portaient le pavillon anglais; 17,7 pour 100, le pavillon grec; 9,2 pour 100, le pavillon autrichien; 7 pour 100 seulement, le pavillon russe. Le fait indiscutable que Constantinople est un centre d'intérêts internationaux suffit pour qu'à son entrée dans le domaine russe on préfère sa *neutralisation*, d'autant plus acceptable qu'elle réduirait au minimum le préjudice causé à la Turquie. Bien entendu, les États balkaniques : Roumanie, Bulgarie, Grèce, Serbie, devraient participer avec les grandes puissances à l'administration du port de Constantinople et des Détroits neutralisés.

Cette solution entraînerait en outre la disparition d'un sujet de désaccord entre la Russie et l'Angleterre, qui ne peut admettre que la Russie, maîtresse des Dardanelles, menace la Méditerranée, les États balkaniques et l'Asie. Elle concilierait les vrais intérêts économiques de la Russie et ceux des autres États. C'est la meilleure issue possible.

Malheureusement, les « nationalistes » et même les libéraux russes ne veulent pas comprendre que telle est la seule manière de concilier ces divergences d'intérêts.

Le professeur Migouline, membre du comité financier du ministère des finances et un des leaders de l'impérialisme économique russe, est d'avis que « les acquisitions territoriales en Occident, c'est-à-dire en Galicie et en Prusse, n'enrichiront guère la Russie », parce que ces régions sont bien peuplées, fort endettées et sont économiquement si développées qu'elles opposeront une concurrence à la production et au commerce russes. Mais le même M. Migouline trouve que la Russie doit s'approprier l' « héritage allemand en Turquie » et prendre les Dardanelles, Constantinople, et toute l'Asie Mineure aussi.

A une séance de la Douma, au mois de janvier 1915, le leader des « cadets », M. Milukov, insista sur le devoir d'assurer à la Russie les Détroits et Constantinople. Il y revint dans un discours public à Moscou, le 31 janvier ; il déclara même alors que la Russie « devait se hâter et tâcher de prendre les Dardanelles le plus tôt possible pour ne pas rester en retard (1) ».

Des déclarations semblables furent faites à la même séance de la Douma par le représentant des « nationalistes » : « Les Détroits et Tsargrad (Constantinople) doivent être à nous *seuls*. » M. Milukov appuyait cette déclaration en disant que « l'acquisition des Détroits et de Constantinople doit être assurée aussi bien par des mesures diplomatiques que par des mesures militaires ».

(1) Cité d'après le journal *Rousskoïé Slovo* du 19 janvier-1er février 1915.

Ici, comme bien d'autres fois, le leader des libéraux russes ne traduit pas les vraies aspirations et les vrais sentiments de notre démocratie, pour laquelle la guerre actuelle n'est pas une entreprise de conquête et d'usurpation, mais doit se borner à défendre la Russie et l'Europe contre l'agression et la mainmise allemandes.

CHAPITRE II

I. La portée politique et économique de la défaite allemande et de l'anéantissement de l'impérialisme prussien. — II. La défaite allemande est favorable aux intérêts des révolutionnaires et des socialistes de l'Allemagne et de toute l'Europe.

I. — Si je nie que la Russie ait besoin d'agrandir son territoire aux dépens de ses ennemis actuels, je suis convaincu, au contraire, que la victoire des alliés sur le bloc turco-austro-allemand sera un bienfait pour le progrès économique et politique de toute l'Europe. La victoire allemande mettrait sur la poitrine de l'Europe la lourde botte de l'impérialisme prussien. Grâce au développement de son industrie, l'Allemagne compléterait sa victoire militaire en établissant sa domination économique, en accaparant le marché européen et une grande partie du marché mondial. Le capitalisme allemand florirait au détriment des industries des autres pays, le peuple allemand s'engraisserait au détriment des autres peuples. Le progrès matériel de l'Europe, enchaînée, s'arrêterait.

Épargner ce désastre à l'Europe doit être la première tâche des alliés actuels.

Au point de vue social et politique, la suprématie allemande en Europe me paraît aussi extrêmement

dangereuse. On peut facilement se représenter ce qu'elle serait pour la Belgique, annexée, et pour la France, écrasée et humiliée. Ce serait le triomphe de l'absolutisme prussien sur les régimes démocratiques. Ce serait un coup mortel porté à l'idée républicaine en France. Ce serait aussi un grand recul du mouvement ouvrier dans les pays vaincus, parce qu'au lieu de se consacrer à la lutte de classe, aux questions professionnelles, sociales et politiques qui s'ensuivent, les forces intellectuelles du prolétariat dans les trois pays capitalistes — France, Belgique et Angleterre — seraient absorbées par le souci de la revanche, de la défense nationale, de la destruction du joug allemand. Le nationalisme et le chauvinisme prendraient définitivement la place du socialisme international chez les ouvriers d'une grande partie de l'Europe.

II. — Au contraire, la défaite allemande est à désirer non seulement pour le progrès de la démocratie en Europe, mais pour le bien de l'Allemagne elle-même. Elle brisera l'omnipotence des hobereaux prussiens et de la monarchie des Hohenzollern, qui s'appuie sur eux. Elle fera comprendre au peuple allemand qu'il doit reconstruire tout son système politique et se libérer de ce militarisme absolutiste dont il apparut, un moment, le valet trop timide et trop fidèle. Dès aujourd'hui, on note chez lui des symptômes de réveil. Tandis qu'aux premiers

temps de la conflagration présente, le plus populaire des partis politiques de l'Allemagne, la social-démocratie, montrait une entière obéissance à son gouvernement, elle commence à protester, après neuf mois seulement. Les députés socialistes au Landtag prussien avouent qu'il importe de conclure la paix le plus tôt possible. Karl Liebknecht, député au Reichstag, refuse son vote au gouvernement et déclare ouvertement que c'est aux coteries militaires de l'Allemagne et de l'Autriche que la guerre est imputable. Dans quelques importantes organisations social-démocrates de province, la tenue des centres officiels devant les événements a provoqué des scissions. L'organisation ouvrière de Charlottenburg, grand faubourg de Berlin, a voté une résolution protestant contre la guerre et rejetant sur les gouvernements allemand et autrichien la principale responsabilité du mal. Ce mécontentement populaire s'accroîtra avec les insuccès des Allemands sur les champs de bataille. Le peuple, auquel ses maîtres avaient promis de prendre Paris en un mois et de vaincre la Russie avant la Noël de 1914, commence à voir qu'il a été trompé. Et, malgré toute son aversion pour les procédés révolutionnaires, il se débarrassera violemment du despotisme prussien vaincu.

Je voudrais en outre attirer l'attention des socialistes sur d'autres contre-coups de la grande commotion.

L'Allemagne est de tous les pays du continent européen celui où l'organisation industrielle et capitaliste est le plus développée, sous le rapport du matériel et de la technique. On peut dire même qu'elle est *trop* développée et que l'Allemagne souffrait d'une pléthore d'instruments, d'une surproduction permanente, dont le poids l'étouffait. Elle n'avait que deux moyens d'y remédier : ou transformer radicalement toute sa structure intérieure, se réédifier sur des assises nouvelles, ou se frayer un chemin vers la domination mondiale sur les cadavres des autres organismes économiques et politiques. Les masses ouvrières allemandes, avant la guerre, préféraient le premier remède, et des écrivains aussi prudents que Karl Kautsky prédisaient la possibilité à bref délai d'une complète transformation de la société allemande, de la suppression du régime capitaliste et du commencement d'une révolution sociale. Les classes possédantes et le gouvernement préféraient, sans doute, une diversion : répugnant à un changement interne, ils se sont décidés à s'ouvrir de nouveaux débouchés au moyen de la conquête militaire. Au lieu d'un retour sur soi-même, l'Allemagne capitaliste s'est tournée, le fusil aux mains, vers l'Europe.

Telles sont, à mon avis, les raisons d'ordre intérieur qu'a eues l'Allemagne de provoquer une nouvelle lutte des nations. Et c'est sur elles que je m'appuie pour dire à tous les socialistes européens qu'ils doivent désirer la défaite allemande comme

favorable au socialisme en Allemagne et dans toute l'Europe. Le capitalisme allemand, guidé par la caste militaire prussienne, a voulu, par le moyen d'une guerre immense et en imposant son autocratie militaire à l'Europe, se soustraire à une révolution ouvrière et à ses conséquences naturelles. Les socialistes du monde entier doivent faire tous les efforts possibles pour repousser cette sortie et pour le faire retourner chez lui. Alors, le problème d'une régénération complète s'imposera de nouveau au peuple allemand ; et les ouvriers social-démocrates d'Allemagne auront le remords d'avoir trahi leurs camarades étrangers et feront une révolution chez eux au lieu d'aller tuer les ouvriers serbes, belges, français, anglais et russes. Mais il n'y a qu'un moyen pour amener à cette résipiscence l'Allemagne capitaliste et ouvrière : c'est, à l'aide des armées alliées, de barrer la route à l'impérialisme allemand, qui se jette vers l'échappatoire d'un grand brigandage militaire. Et voilà pourquoi je crois que ces armées accomplissent en ce moment une œuvre méritoire et pour les besoins immédiats de la résistance à l'envahisseur, et aussi pour l'avenir du socialisme international (1).

(1) C'est avec beaucoup de plaisir que je cite une juste observation faite par Georges Plekhanov dans sa brochure *De la Guerre* (p. 31) : « Dans les circonstances actuelles, écrit-il, la défaite de l'impérialisme allemand contribuera considérablement à la propagation du mouvement révolutionnaire à

D'ailleurs, comme nous allons le voir, la défaite de l'Allemagne servira particulièrement la démocratie russe en précipitant la déchéance du vieux régime en Russie.

l'intérieur de l'Allemagne et à l'affaiblissement du tsarisme russe. Elle sera, en même temps, la défaite de l'aile droite de la social-démocratie allemande. Comment donc ne voit-on pas que la déconfiture de l'Allemagne est extrêmement désirable pour le socialisme révolutionnaire dans le monde entier? » J'ajouterai que l'abaissement où tombera l'opportunisme dans la social-démocratie allemande sera le meilleur châtiment de ses chefs pour avoir trahi l'Internationale ouvrière et la révolution russe.

CHAPITRE III

I. Pourquoi l'alliance franco-anglo-russe est, pour la démocratie et la liberté russes, préférable à une alliance de la Russie avec les monarchies allemande et autrichienne. — II. Les intrigues des réactionnaires russes pendant la guerre et leurs efforts en faveur d'une paix séparée avec l'Allemagne. — Nécessité pour les éléments démocrates des pays alliés de faire bloc afin de déjouer ces intrigues.

I. — J'ai déjà dit que le présent groupement politique et militaire des puissances européennes vaut beaucoup mieux pour la Russie qu'une association avec les monarchies des Hohenzollern et des Habsbourg, si désirée par tous ses réactionnaires. Qu'on se figure, au lieu d'une alliance de la Russie avec la France républicaine et l'Angleterre démocrate, une sainte(!) alliance des trois empereurs, le russe, l'allemand et l'autrichien. Quels sévices ils pourraient se permettre ensemble sur la liberté et la démocratie européennes ! Quelles chaînes ils pourraient leur imposer ! Et quelle serait la joie des réactionnaires russes, amis des réactionnaires prussiens ! (1) En 1904, au moment de « l'amitié »

(1) Pour bien mettre en évidence encore une fois la haine des réactionnaires russes pour les idées républicaines et démocratiques, je citerai ce fait : « Le 5 décembre 1909, le

entre les deux pays, la bureaucratie russe, en acceptant le traité douanier réclamé par l'Allemagne, lui sacrifia les intérêts agricoles de son pays.

Nul doute qu'elle eût répété cet abandon en renouvelant le traité.

Pour les intérêts économiques de la Russie, la victoire de l'Allemagne dans la guerre actuelle aurait des résultats désastreux. Par elle, la Russie deviendrait encore plus dépendante de sa voi-

député Markov, membre de l' « Union du peuple russe », déclarait à la tribune de la Douma, aux applaudissements de la droite, et sans que le président, prince Volkonski, intervînt pour le rappeler à l'ordre : « La Révolution française est l'acte le plus odieux, le plus méprisable de l'histoire moderne.... République veut dire règne des hommes et des femmes publiques. » (V. l'ouvrage de M. René de Chavagnes, la *Vérité sur la Russie*, Paris, 1910, p. 10.)

Jusqu'où va, au contraire, l'amabilité des réactionnaires pour leurs amis allemands et autrichiens, c'est ce dont on jugera par l'extrait suivant de l'ouvrage de M. Milukov *la Crise balkanique et la Politique de M. A. P. Izvolsky* (Pétersbourg, 1910). Opposant à la maladresse de la diplomatie russe l'adresse de la diplomatie autrichienne dans la politique balkanique en 1907-1908, M. Milukov dit : « Le baron d'Aerenthal, vieil ami de feu P. X. Schwanebach, qui lui donnait, à Pétersbourg, les renseignements les plus précis sur la faiblesse intérieure de la Russie, faisait un calcul fort exact. La Russie ne pouvait pas, à cette époque-là, s'occuper sérieusement des affaires balkaniques. Et le baron d'Aerenthal se hâta de profiter de « notre faiblesse » (*op. cit.*, p. 6). Quand j'aurai rappelé que M. Schwanebach, contrôleur d'État, était un des plus hauts fonctionnaires et membre du conseil des ministres russes, on comprendra qu'une telle accusation est très grave.

sine. Un écrivain marxiste bien connu en Russie, M. P. Maslov, auteur d'un grand ouvrage sur la question agraire en Russie, va jusqu'à croire que, si l'Allemagne l'emportait, la Russie serait menacée de devenir tout simplement *colonie* allemande et de perdre toute possibilité de se développer pour son compte.

Georges Plekhanov, écrivain marxiste, dont j'ai déjà cité la lettre à la rédaction de *Justice*, écrit dans son intéressante brochure *De la guerre*, publiée en russe à Paris :

« Nous sommes fondés à craindre que la défaite de la Russie dans la guerre actuelle ne soit nuisible à son développement économique futur. Pourquoi? Tout simplement parce que, selon la nature même de la politique impérialiste, le peuple vainqueur soumet le peuple vaincu à une exploitation. Par suite, le développement matériel du peuple vainqueur s'accélère, et celui du peuple vaincu est entravé.... »

Et, comme les principales forces du mouvement libérateur en Russie sont sorties des progrès économiques qui ont aboli les anciens rapports sociaux et formé de nouvelles classes, la classe ouvrière surtout, il est bien compréhensible que « la défaite de la Russie, en retardant son développement économique, sera nuisible à l'œuvre de la liberté populaire russe et utile à notre ancien régime, c'est-à-dire à ce même tsarisme dont nous désirons la

disparition. Tout ce qui entrave notre développement économique raffermit notre tsarisme, qui n'est qu'une conséquence politique de l'imperfection du développement économique (1). »

D'autre part, comme je l'ai déjà dit maintes fois, la réaction allemande est liée à la réaction russe par une communauté d'intérêts politiques et de sentiment.

« Tout le monde sait, dit Georges Plekhanov, que l'empereur allemand était le fidèle défenseur de notre ancien régime. En le soutenant, il savait bien ce qu'il faisait. Il comprenait que l'existence de ce régime est profitable non au peuple russe, mais aux junkers et impérialistes allemands parce qu'elle rend plus facile une victoire de l'Allemagne sur la Russie (2). »

L'écrasement du militarisme prussien débarrasserait donc la démocratie russe d'un ami et d'un appui de l'autocratie et de la réaction en Russie.

II. — Les réactionnaires russes comprennent bien la situation issue de la guerre actuelle, et ils s'efforcent de la changer suivant leurs désirs. J'ai déjà cité l'organe de l'Union du peuple russe, le *Rousskoïé Znamia* (le *Drapeau russe*), qui, même pendant qu'on se bat, décerne des éloges à l'Allemagne en la

(1) Georges Plekhanov. *De la Guerre* (*O Voinié*), Paris, 1914, pp. 25, 26 et 27.

(2) *Ibidem*, p. 30.

représentant comme l'égide de l'ordre et du principe monarchique et en souhaitant qu'elle écrase la République en France et y restaure le pouvoir absolu. Le *Rousskoïé Znamia* a poussé l'engouement jusqu'à approuver l'exécution des étudiants russes en Belgique (à Liége) par les Allemands, pour cette seule raison que ces étudiants étaient israélites :

« Ces Juifs, en tirant sur les Allemands, ont été cause eux-mêmes qu'on les a fusillés », écrit ce journal sanguinaire et « russe » au sujet de la mort de ces malheureux.« Dans quel but ont-ils agi ainsi? Pour provoquer les Allemands au massacre du plus grand nombre possible de chrétiens belges, ce qui permettrait aux sionistes d'occuper plus facilement la place de ces chrétiens et de transformer la Belgique en Palestine (1). »

Ces inepties et ces infamies sont publiées ouvertement à Pétrograd sous l'œil bienveillant de la censure russe, qui supprime impitoyablement toute la presse de gauche.

Mais les menées des réactionnaires russes vont plus loin que la proclamation verbale de leur chaleureuse sympathie pour l'Allemagne. Ils ont entrepris toute une campagne pour que la Russie se sépare de ses alliés actuels et conclue une paix séparée avec l'Allemagne, ou, en termes plus

(1) Voir le *Rousskoïé Znamia* (Pétrogad) du 9 décembre 1914.

simples, pour qu'elle commette une perfidie et une trahison.

La direction de cette campagne avait été assumée par le comte Witte, créateur du monopole de l'alcool, qui empoisonna si longtemps le peuple russe, et vainqueur de la grande grève politique de 1905. Ce personnage prononça (au mois de décembre 1914), à l'assemblée des représentants des industriels russes, convoquée pour délibérer sur l'impôt de guerre, un discours où il cherchait à établir que la Russie est beaucoup moins intéressée à la victoire sur l'Allemagne que l'Angleterre, qui sera seule à s'enrichir de la guerre actuelle. Les idées exposées dans le discours du comte Witte furent reproduites et appuyées par quelques journaux. Les partisans de M. Witte accusèrent l'Angleterre de pousser la Russie par égoïsme et de lui imposer le plus gros fardeau des efforts militaires tandis qu'elle-même économisait ses ressources.

La propagande contre l'Angleterre et pour l'Allemagne, menée par les germanophiles russes, coïncide (il faut souligner cette circonstance) avec une propagande analogue et « parallèle » menée en Allemagne, où un certain nombre de feuilles, cessant d'exciter, comme elles le faisaient récemment encore, à la « lutte contre le tsarisme réactionnaire », pour laquelle on mettait le peuple allemand sous les armes, commencent à assurer que ce n'est pas la Russie qui est sa principale ennemie, mais que c'est

l'Angleterre, qui a poussé la Russie et la France à la guerre, etc.

Les tentatives de scission auxquelles s'appliquent les germanophiles russes semblent ne pas tenir compte de la déclaration publique faite par les trois gouvernements alliés et signée le 4 septembre 1914, qui stipule que « les gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre et conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés ». Les gouvernements anglais et français avaient donc le droit incontestable de protester contre les intrigues des amis de l'Allemagne en Russie et de demander des explications au gouvernement du tsar. Dans les premiers jours de janvier 1915, le *Courrier de Pétrograd* publiait la communication officieuse que voici :

« On nous informe, de source autorisée et bien renseignée, que les ambassadeurs de France et d'Angleterre s'étaient plaints ces derniers temps à M. Sazonov, ministre des affaires étrangères, du ton désagréable et tout à fait « indésirable » de certains organes de la presse, peu nombreux, il est vrai, et aussi de quelques hommes politiques isolés, très connus en Europe et au delà de l'Océan, qui s'étaient déclarés contre l'Angleterre. M. Paléo-

logue et sir George Buchanan firent observer entre autres à M. Sazonov que le discours du comte Witte à l'assemblée des représentants des industriels russes avait produit la plus pénible impression sur les hommes d'État de la Grande-Bretagne et sur la presse anglaise. Les ambassadeurs déclarèrent ensuite au ministre que ces critiques, qui ne reposent sur aucun fondement et qui ne se produisent que parce qu'il n'est pas possible de publier tous les accords qui existent entre la Russie, l'Angleterre et la France touchant la conduite en commun de la guerre, sont utilisées par nos ennemis et leur permettent de répandre par leurs agents dans tous les pays du monde des bruits sur des dissentiments qui se seraient produits entre les alliés et dont la cause serait notre confiance excessive à l'égard de l'Angleterre. Bien plus, ces critiques font du tort à la cause commune. Les ambassadeurs prièrent M. Sazonov de faire en sorte de dissiper ces soupçons fâcheux et absolument gratuits qui tendent à représenter l'Angleterre comme préoccupée exclusivement de soi. De son côté, sir George Buchanan saisit l'occasion de déclarer le premier, au nom de l'Angleterre, que celle-ci est prête à remplir jusqu'au bout, dignement et noblement, ses obligations envers ses alliés, sans reculer devant aucun sacrifice matériel et aucun sacrifice en hommes. »

A cette protestation adressée au ministre des affaires étrangères l'ambassadeur anglais en ajouta

une autre, publique, dans son discours au Club anglais à Pétrograd (la veille du nouvel an), où il flétrit « quelques germanophiles notoires qui prêchent la croisade contre l'Angleterre et une petite bande de leurs partisans qui emploie tous ses efforts à semer la discorde entre la Russie et ses alliés ».

Après quoi, le gouvernement russe publia une déclaration officielle où il constata que « la coordination de toutes les opérations des armées alliées a été parfaite » et que « chacune des parties était à l'abri de tout reproche ». Mais, comme ces formules ne comportaient aucune réponse précise à la campagne en faveur d'une paix séparée de la Russie avec l'Allemagne, la question fut portée à la séance d'une des commissions de la Douma, dont les membres demandèrent au ministre des affaires étrangères si les bruits concernant la possibilité d'une paix prématurée (c'est-à-dire séparée) étaient fondés. M. Sazonov répondit cette fois par un démenti non équivoque.

La protestation formelle des ambassadeurs anglais et français n'a pas arrêté l'action occulte de nos germanophiles réactionnaires. Même au mois d'avril 1915, un député nationaliste influent, M. Savenko, s'est vu obligé de dénoncer leurs manœuvres. Il a fait d'importantes révélations dans *Kievlianine*, journal de droite modérée, où il a écrit qu' « une campagne anglophobe est menée dans un milieu qui

se vante toujours de son patriotisme et le considère comme son monopole ». Elle a pour but la capitulation devant l'Allemagne, affirme M. Savenko; et il cite un mémoire qui circule à Pétrograd et jouit d' « un certain succès ». A en croire les chefs de cette agitation et l'auteur du mémoire, « une débâcle de l'Allemagne entraînerait celle des idées monarchistes et conservatrices; le triomphe de l'Angleterre et de la France serait celui de la démocratie et du radicalisme politique, qui, l'Allemagne vaincue, se répandraient en un large flot sur toute l'Europe et inonderaient notre patrie (1) ».

Les réactionnaires russes parlent aux réactionnaires prussiens comme les royalistes français, du temps de Béranger, aux monarchistes étrangers :

.... Venez, soyez nos maîtres;
Nous serons serfs pour demeurer tyrans (2).

Ils veulent être serfs de l'Allemagne pour demeurer tyrans de leur propre pays.

De toute cette histoire étrange et qui n'est peut-être pas encore finie, on peut déduire que l'Angleterre et la France ne doivent pas avoir une confiance illimitée dans les milieux dirigeants de la Russie, qui renferment beaucoup d'ennemis des démocraties occidentales et d'amis de la tyrannie prussienne. Mais, pour se garantir des embûches de ces germa-

(1) Cité d'après le journal russe *Novosti* du 23 avril 1915.
(2) Béranger, le *Chant du Cosaque*.

nophiles rétrogrades, les éléments démocrates de l'Angleterre, de la France et de la Belgique doivent compter surtout sur les sympathies des démocrates russes et leur tendre la main. Une entente entre eux permettra de résoudre suivant leurs principes et dans l'intérêt des peuples beaucoup de ces problèmes divers et compliqués qui sont posés aujourd'hui et qui se poseront après la guerre.

CHAPITRE IV

I. Les perspectives de l'évolution future. — Les diverses opinions ayant cours dans la société russe sur les problèmes de cette évolution. — II. La question nationale après la guerre. — III. Le rôle des démocraties française et anglaise dans la lutte du peuple russe pour la liberté. — IV. Qu'est-ce que la Russie peut donner au monde?

I. — L'éminent historien russe Nicolas Rojkov, ancien professeur à l'université de Moscou (1), dans son article sur les analogies entre la guerre de 1812-1814 et la guerre actuelle, paru dans la revue *Sovremenny Mir* (Pétrograd, octobre 1914), écrit ce qui suit :

« Toute guerre est un terrible malheur, surtout une guerre mondiale. Quiconque prend à cœur les intérêts des grandes masses populaires a le devoir de tâcher de la prévenir.... Mais, si nous sommes déjà en présence de la guerre, si elle est déjà une réalité, nous devons en comprendre toute la signification. Une guerre, c'est une énorme secousse, c'est tout un bouleversement. Son action objective donne

(1) Je dois remarquer en passant que M. Rojkov se trouve actuellement en Sibérie, subissant la peine de la déportation perpétuelle, avec privation de tous droits « civils et personnels », à laquelle il fut condamné en 1908 pour participation au mouvement révolutionnaire.

une dernière impulsion aux forces de développement social qui mûrissent et à celles qui sont parvenues à maturité, accélère les processus antérieurement en cours dans le sein de la société. On sait qu'avant la guerre un vent frais, vivifiant, une brise de printemps soufflait en Russie. Il est bien évident qu'après la guerre ces symptômes de renouveau ne disparaîtront pas et qu'au contraire ils s'amplifieront, comme en un chaud été, dans la grande activité des forces sociales indépendantes.... La défaite de ceux qui mènent l'Allemagne... ouvre à notre patrie les perspectives d'un vaste développement économique, social et politique. »

Mais les divers éléments de la société russe ne sont pas d'accord sur les formes les plus désirables de ce développement. Par exemple, s'agit-il d'émanciper la Russie de la domination économique allemande, les gros capitalistes monopolistes et les champions de leurs théories prêchent une élimination artificielle et forcée de la concurrence allemande (et de la concurrence étrangère, en général) à l'aide d'un protectionnisme encore plus rigoureux que celui d'aujourd'hui; au contraire, la démocratie russe est hostile au protectionnisme, dont, croit-elle, l'abolition ne pourra que contribuer au progrès national, parce qu'elle poussera le capitalisme russe vers une activité plus énergique et plus éclairée.

Le même désaccord règne sur le problème des

marchés extérieurs. Les gros capitalistes sont partisans de la conquête de tel ou tel marché extérieur par le gouvernement, à l'aide de la force militaire, pour qu'ils puissent l'exploiter comme leur propriété, gardée par des baïonnettes et des canons; les démocrates trouvent, au contraire, que le capital russe n'a pas besoin de s'emparer militairement de marchés extérieurs, parce qu'il a devant lui un champ assez étendu à l'intérieur du pays, et que prendre de force un débouché pour y écouler des produits de mauvaise qualité à des prix très élevés n'aura que des conséquences négatives pour l'avenir de l'industrie nationale.

Une des causes de la guerre actuelle et un des principaux foyers du conflit russo-allemand, c'est la question du renouvellement du traité douanier. Voici comment le conseil des congrès du commerce et de l'industrie (c'est le centre directeur de toutes les unions d'industriels russes) en comprend la solution : « La Russie victorieuse, écrit-il dans sa déclaration officielle, devra dicter son programme économique à l'Allemagne vaincue. » A ces revendications carnassières la démocratie objecte que, même après la victoire la plus complète de la Russie sur l'Allemagne, il n'est aucunement admissible que le vainqueur, s'appuyant sur ses armées, « dicte » son programme au vaincu : il faudra qu'entre les États soit conclu un acte bilatéral, par consentement mutuel, de nature à concilier les intérêts vitaux des masses

populaires russes et des masses populaires allemandes. Pas d'exploitation du peuple allemand par les capitalistes russes, mais une collaboration économique de la Russie avec l'Allemagne pacifiée par la défaite.

Encore un exemple :

A la dernière session de la Douma, les députés paysans proposèrent d'introduire en Russie le plus tôt possible l'impôt progressif sur le revenu. La majorité de l'assemblée repoussa cette proposition, bien justifiée cependant par la situation de la population et par les besoins de la guerre. « Nous payons l'impôt du sang, disent les pauvres paysans aux riches seigneurs et bénéficiaires de monopoles. Il est juste que vous payiez un impôt en argent ! » Mais les riches seigneurs et les monopolistes ne veulent pas sacrifier leur égoïsme, même en temps de guerre, quand un ennemi puissant pénètre dans le pays....

II. — Beaucoup de contradictions semblables et de conflits se présentent dans d'autres domaines de la vie russe. Comment est traité, par exemple, le problème national ?

Au commencement du mois de septembre 1914, le généralissime de l'armée russe, dans une proclamation à la population d'Autriche-Hongrie, déclarait solennellement, « au nom du grand tsar russe », que « la Russie, qui a déjà versé plus d'une fois son sang pour libérer des peuples du joug étranger, ne

vise rien en dehors du rétablissement du droit et de la justice ».

« A vous, peuples de l'Autriche-Hongrie, disait la proclamation, la Russie apporte aujourd'hui aussi la liberté et l'objet de vos aspirations nationales.... La Russie n'a qu'un but : que chacun de vous puisse croître et prospérer, en conservant le bien précieux de ses pères : sa langue et sa religion. »

Telles furent les paroles. Mais quels sont les actes ? Pour qu'on en juge, je citerai un article du *Journal de Genève*, qui décrit l'œuvre de « russification » poursuivie par la bureaucratie en Bukovine et en Galicie après l'entrée des troupes :

Malgré les critiques des journaux libéraux russes, comme la *Retch*, les *Rousskiya Viedomosti*, etc., et même de certains organes conservateurs, le *Golos Moskvy*, le *Kolokol*, la nouvelle administration russe a inauguré en Galicie, sous l'influence du parti nationaliste et clérical, une politique de russification très fâcheuse.

La Galicie orientale, habitée par quatre millions de Ruthènes et un million et demi de Polonais et de Juifs, est devenue le champ d'action du parti nationaliste, qui y règne en maître aujourd'hui, à la suite des armées russes victorieuses.

En dépit de la proclamation du grand-duc Nicolas, qui assurait le libre exercice de leur langue et de leur religion aux peuples slaves de l'Autriche, voici les mesures que le général gouverneur, comte Bobrinsky, a prises en Galicie :

Tous les journaux ruthènes (ukrainiens) sont sus-

pendus, toutes les bibliothèques fermées, ainsi que les sociétés coopératives et les associations intellectuelles, la *Prosvita*, entre autres, qui comptait 150.000 membres, 3.000 bibliothèques et 1.000 caisses d'épargne. Le musée national ukrainien est fermé, et ses collections ont été transportées en Russie.

L'université et *toutes les écoles* sont fermées, en attendant que les instituteurs et professeurs aient appris le russe. (Ces nouvelles sont officielles et ont été publiées dans le *Voïennoïe Slovo* de Lemberg (Lvov) et dans tous les journaux russes, comme d'ailleurs celles qui suivent.)

Par un ordre du 30 septembre 1914, tous les livres ruthènes imprimés en Galicie, et même les livres de prières, doivent être déposés aux bureaux de police pour y être détruits, sous peine, pour leurs propriétaires, de trois mois de prison ou de 3.000 roubles d'amende. La correspondance, même privée, en langue ruthène est défendue.

Ces mesures s'aggravent d'atteintes portées au domaine religieux. Sous prétexte que les Ruthènes sont des Russes (s'ils le sont, pourquoi les russifier?) et qu'ils ont été orthodoxes il y a 300 ans, on a organisé une énergique propagande, sous la terreur des baïonnettes, en faveur de la sainte orthodoxie. On organise, toujours sous l'œil vigilant des cosaques, un « plébiscite » où les paysans galiciens doivent choisir entre la religion qu'ils pratiquent depuis trois siècles et l'orthodoxie.

Le 14 septembre 1914, la Société (cléricale et nationaliste) « russo-galicienne », à Pétrograd, a discuté les méthodes qu'il fallait employer pour « convertir » la Galicie.

Elle a décrété la nécessité de reléguer le métropolite uniate, Mgr André, comte Szeptycki, de chasser les

moines basiliens, de confisquer leurs biens et de remplacer les prêtres récalcitrants par des popes russes. Le célèbre agitateur orthodoxe et député à la Douma, archevêque Euloge, dans une conversation avec le correspondant du journal *Den*, s'est prononcé pour la nécessité de la « conversion » immédiate des Ruthènes. Tout en assurant le correspondant du journal *Kiev* qu'il est faux que l'on use à cet effet de mesures violentes, l'archevêque Euloge a déjà fait transporter de Lemberg à Kharkov plus de 300 enfants pour les faire élever dans sa religion.

Le *Dziennik Kyowski* du 29 décembre nous informe que, la veille, 70 petits garçons et 34 fillettes ruthènes, orphelins, ont traversé Kiev pour être transportés en Russie par ordre de l'archevêque.

Nous savons que le métropolite ruthène de Lvov (Lemberg), Mgr André Szeptycki, a été arrêté et déporté dans le fond de la Russie (d'abord à Nijni-Novgorod, puis à Koursk) pour avoir protesté. Il est le chef de l'Église uniate ruthène, qui compte 2.325 prêtres et 3.540.000 fidèles en Galicie, sans compter la Bukovine et l'Amérique, où se trouvent près d'un million de Ruthènes.

Malgré les assurances des prélats orthodoxes, le sort de la religion uniate paraît décidé : dans une allocution déjà célèbre, le gouverneur général Bobrinsky a déclaré qu'il ne reconnaissait que trois religions : l'orthodoxe, la catholique et la juive. Il est toujours fâcheux qu'un général se mêle de théologie. Ce haut dignitaire oubliait volontairement non seulement les uniates (que d'ailleurs on peut considérer comme catholiques), mais un peu naïvement les protestants, les musulmans et d'autres.

20.000 fonctionnaires des postes, chemins de fer, etc., de l'ancienne administration autrichienne, tous gali-

ciens, sont aujourd'hui sans place, dans la plus noire misère. Ils ont été remplacés par des Russes, venus du fond de la Russie, qui ne comprennent même pas la langue du pays. Le député nationaliste Tchikhatchov demande la colonisation de la Galicie par des paysans russes et annonce déjà l'envoi de 300.000 colons moscovites.

Les journaux russes de la gauche comme de la droite, et même certains journaux nationalistes (l'*Outro Rossii*) critiquent ces regrettables mesures en Galicie (1).

Un autre journal suisse, la *Gazette de Lausanne* (numéro du 1er mars 1915), sympathisant avec les

(1) V. le *Journal de Genève* du 16 février 1915. Le présent ouvrage était déjà écrit quand le journal suisse allemand, la *Berner Tagwacht*, et quelques autres ont publié des renseignements sur la conduite des Allemands en Pologne russe. Comparativement à ce qu'ils font, la politique russe en Galicie peut passer pour « tolérante ». Car, si les autorités russes y pratiquent la « russification » les Allemands en Pologne préfèrent exterminer la population; si les autorités russes suppriment les journaux, les Allemands suppriment des villages et des bourgs entiers. Comme a dit un publiciste polonais, ils détruisent avec beaucoup plus de « méthode » et d' « organisation ». Quant aux Autrichiens, ils ont établi dans les provinces slaves de leurs États un vrai régime de terreur : ils emprisonnent et pendent en masse les Slaves suspects de sympathies pour la Russie, en laissant les corps accrochés pendant des semaines.... La population de la Bukovine autrichienne s'enfuit en Russie pour se soustraire à la « psychose administrative » (expression d'un témoin oculaire dont j'ai reçu une lettre personnelle), qui s'est emparée des autorités autrichiennes dans les provinces *autrichiennes* réoccupées par les troupes de François-Joseph après la retraite momentanée des Russes.

alliés, fait ces remarques, relativement à la politique russe en Galicie :

« Il y avait de la générosité, il y avait même de la grandeur dans le geste de la Russie tirant son glaive en faveur de la Serbie menacée, mais la Russie ne serait-elle donc capable de générosité qu'à l'égard des pays qui ne lui appartiennent point ? »

Encore une fois, dirai-je, commençons par savoir de quelle Russie il s'agit, car il y en a deux : celle du tsarisme, du nationalisme et de la réaction, et celle de la démocratie, de la tolérance et du progrès. Celle-ci n'est nullement responsable de celle-là. Elle déplore les actes de brutalité et d'arbitraire de l'autre et tend une main fraternelle à tous les opprimés, dont elle plaint le sort, étant opprimée elle-même.

La guerre actuelle a démontré que l'union de tous les peuples habitant la Russie est un fait réel. Et il est extrêmement regrettable que le gouvernement brise cette concorde par ses mesures de coercition et de russification. Nul doute que, après la chute du régime actuel, les peuples occupant le territoire russe sauront trouver des modes de cohabitation et de coexistence politique qui assureront à chacun le maintien de son individualité.

III. — Mais, pour que l'établissement de cet ordre nouveau devienne aussi facile que possible, il serait bon et même indispensable que les démocraties des

pays alliés prêtent à la Russie un concours efficace. On se rappelle les dernières lignes de la lettre du révolutionnaire letton citée plus haut. Ce révolutionnaire appréhende le triomphe du tsarisme et ne s'en cache point. Mais il compte sur les démocraties française et anglaise, qui ne permettront pas au tsarisme, espère-t-il, d'opprimer les petites nations. Les mêmes espoirs sont caressés par la presse des autres nationalités. M. Varandian, publiciste arménien, relevant les vœux du *Novoié Vrémia*, organe officieux du « nationalisme » russe, pour une « annexion pure et simple de l'Arménie turque » et pour son incorporation à l'État russe, réplique que « l'Angleterre et la France auront, elles aussi, leur mot à dire au jour du règlement final » et demande, au nom de « la grande majorité des Arméniens », que l'Arménie turque soit constituée « en un pays autonome sous le protectorat collectif de la Russie, de la France et de l'Angleterre ». Les démocrates polonais, qui ont le droit de ne pas avoir confiance dans les promesses du tsarisme, comptent aussi sur les démocraties de France et d'Angleterre.

Cette idée figure dans la déclaration publiée dans l'*Humanité* (20 septembre 1914) par un groupe de social-démocrates polonais-russes qui se sont engagés comme volontaires dans l'armée française :

« En demandant l'autorisation nous s'engager sous les drapeaux de la République, nous ne le faisons qu'avec le ferme espoir que la démocratie française

et surtout le socialisme français feront tous leurs efforts — comme l'ont promis ses militants les plus autorisés déjà à la veille de la guerre — afin que cette guerre servît non pas la cause des monarques et de la bourgeoisie, mais celle de la démocratie de toutes les nationalités librement constituées dans leurs pays respectifs. »

La *Gazette de Lausanne* conclut ainsi l'article cité tout à l'heure, en condamnant la politique réactionnaire du tsarisme à l'égard des Polonais et des Ruthènes : « Si le dernier mot, en fin de compte, reste à la Triple Entente, ses diplomates auront le droit de parler haut dans le congrès qui fixera la paix. On peut espérer que les délégués de la France et de l'Angleterre pèseront alors sur l'allié moscovite et que leur propre libéralisme déteindra quelque peu sur leur partenaire oriental. Il serait rassurant pour l'avenir que la guerre actuelle entraînât la Russie dans l'orbite des grandes puissances civilisées d'Occident; mais, pour l'instant, il faut l'avouer, la politique russe continue de s'inspirer des méthodes prussiennes et austro-hongroises bien plus que des principes anglais et français. »

Quant à moi, je ne mets pas mon espoir dans les diplomates et les hommes d'État, mais dans la démocratie des pays alliés. Avant la guerre, l'union entre la Russie, la France et l'Angleterre avait un caractère diplomatique, militaire et, en général, gouvernemental. Les gouvernements français et anglais avaient

égard plutôt aux prétentions et aux intérêts du gouvernement qu'à ceux du peuple de Russie. C'est pourquoi nous avons vu des faits aussi étranges que l'appui systématique prêté à la réaction russe au moyen de l'argent français, l'arrestation d'un réfugié politique russe (M. Adamovitch) par les autorités anglo-égyptiennes (car, en Égypte, elle n'eût certainement pu avoir lieu sans l'assentiment du gouvernement anglais) et la remise de ce réfugié entre les mains du gouvernement du tsar, l'hospitalité accordée par la République française aux émigrés politiques russes, tandis que son gouvernement tolérait l'existence à Paris d'une agence de la police secrète russe opérant sans gêne et presque ouvertement.

Toutes ces singularités viennent de ce que la France et l'Angleterre, dans la personne de leurs pouvoirs exécutifs, ne considéraient de leur alliée russe que l'autorité officielle, en « état de guerre », cependant, avec son propre peuple.

Le conflit mondial est venu, et l'union des éléments dirigeants se transforme en union des peuples, scellée du noble sang qu'ils versent avec une terrible abondance sur les champs de bataille pour la cause commune. Et je ne veux pas, je ne peux pas croire que tout ce sang aura coulé en vain et qu'après la guerre nous reviendrons à l'ancien état de choses.

Le peuple russe a accepté de combattre non par calcul égoïste, car il n'a besoin ni de conquêtes,

ni d'accroissements de territoire, ni de l'assujettissement d'autres peuples, ni de brigandage, ni de butin, mais uniquement afin de défendre son propre pays et l'Europe contre une oppression brutale, parce qu'il croit sincèrement devoir secourir la Serbie, la Belgique et la France, parce que les démocraties avancées de France et d'Angleterre tiennent tête au même ennemi à ses côtés. Mais il espère qu'après la ruine de l'impérialisme allemand elles se trouveront à ses côtés également pour l'aider à venir à bout de la réaction russe et à conquérir la liberté.

Un premier pas vers cette union des masses populaires des pays alliés, véritable sainte alliance, a été fait par la conférence socialiste de Londres, à laquelle assistaient les membres socialistes des gouvernements français et belge et qui vota une protestation contre la politique réactionnaire du tsarisme. Quelques-uns des journaux conservateurs français en ressentirent une grande irritation. De quoi se plaignent-ils? Ne comprennent-ils pas que la conférence de Londres a agi dans l'intérêt même de la France et de l'Angleterre et que, ne fût-ce qu'au point de vue militaire, la Russie, leur alliée, sera plus forte et plus capable de résistance à l'ennemi commun si le moral de ses soldats n'est pas déprimé par de mauvaises nouvelles venues du pays? Un soldat peut-il se bien battre s'il sait que, dans la patrie qu'il défend, le peuple est enchaîné,

les droits de l'homme les plus élémentaires sont violés, les prisons regorgent de ses frères ? Non, je l'affirme, même au point de vue des nationalistes et des conservateurs français et anglais les plus exclusifs, au point de vue de ceux qui ne poursuivent que le but immédiat de l'écrasement de l'Allemagne, l'acte de la conférence socialiste de Londres fut louable et fécond.

Quant aux démocrates de France et d'Angleterre, ils doivent comprendre que l'avènement de la démocratie en Russie servira leur propre cause. Si les bandes germanophiles existant en Russie veulent pousser le gouvernement à une rupture avec ses alliés, qui pourra le préserver de cette félonie et épargner à la France, à la Belgique, à la Serbie et à l'Angleterre ce coup déloyal et peut-être mortel? Qui, si ce n'est la démocratie russe?

D'autre part, le règlement des problèmes qui se poseront à la fin de la guerre sera facilité par le triomphe d'un régime démocratique en Russie. Les masses populaires russes conscientes ne veulent pas d'une politique de conquête. Elles ne veulent pas prendre de force la Galicie, la Prusse, l'Asie Mineure, les Dardanelles et Constantinople. Avec la conférence de Londres, « elles veulent que la Belgique soit libérée et indemnisée; elles veulent que la question de Pologne soit résolue conformément à la volonté du peuple polonais, dans le sens de l'autonomie au sein d'un autre État ou dans le sens

de l'indépendance complète ; elles veulent que, dans toute l'Europe, de l'Alsace-Lorraine aux Balkans, les populations annexées par la force recouvrent le droit de disposer librement d'elles-mêmes ».

Si la guerre actuelle ne satisfait pas ces *desiderata*, elle ne sera même pas une « grande illusion », pour employer l'expression de M. Norman Angell : elle sera un énorme *bluff*, un abominable outrage à tous ces milliers de morts tombés pour une cause qu'ils considéraient comme juste et noble....

Toutefois, pour que l'Europe prenne une face nouvelle, l'établissement d'un régime démocratique en Russie est nécessaire. C'est une nécessité *pratique*, parce que la démocratie russe, si elle arrive au pouvoir, saura se mettre d'accord avec celles des pays alliés sur toutes les questions présentes. Un conflit pour la possession des Dardanelles et de Constantinople est possible entre le tsarisme russe et le gouvernement anglais, mais non entre la démocratie russe et la démocratie anglaise, parce que le peuple russe n'a que faire de tenir militairement les Détroits. Et ainsi de toutes les causes de litige et de danger dans les relations internationales.

IV. — Les éléments conscients du peuple russe s'associent entièrement à cette déclaration de la conférence de Londres que les masses laborieuses des pays alliés « ne poursuivent pas l'écrasement

politique et économique de l'Allemagne », que ce n'est pas au peuple allemand, mais à son gouvernement qu'elles font la guerre. Ils croient sincèrement que « la victoire des alliés doit être la victoire de la liberté des peuples, de l'unité, de l'indépendance et de l'autonomie des nations, dans la fédération pacifique des États-Unis de l'Europe et du monde ».

Je regarde le peuple russe, dans ses couches profondes, comme un des plus pacifiques et des plus antimilitaristes de l'Europe moderne, non à cause de ses particularités « psychologiques », mais par suite des conditions économiques de sa vie. Les peuples agriculteurs sont, en général, pacifiques, parce qu'ils sont déjà sortis de l'existence guerrière des chasseurs et des nomades et ne sont pas encore arrivés à l'insatiabilité de l'impérialisme capitaliste, qui conduit au brigandage international. Chez eux, l'appétit de conquête et d'envahissement ne viendrait que du manque de terres, de la « faim terrienne ». Mais, d'abord, les laboureurs russes comprennent bien qu'ils ne pourraient pas la satisfaire aux dépens des pays voisins, plus peuplés que le leur pour la plupart. Ensuite, ils savent qu'il y a chez eux de grands biens fonds, accaparés par un petit nombre de « nobles » seigneurs; que, s'ils veulent de la terre, ce n'est pas aux peuples étrangers, mais à leurs propres maîtres qu'ils doivent en réclamer; ils savent qu'ils ont à entreprendre la lutte

pour « la terre et la liberté » dans leur propre pays.

Voilà pourquoi le plus grand écrivain russe, Lev Tolstoï, dont la philosophie cherche à rendre la « vérité des moujiks », est le plus grand pacifiste du monde moderne ; pourquoi le seul remarquable peintre russe de batailles, V. Verechtchaguine, choisit les sujets tragiques et lugubres ; pourquoi, dans les œuvres des meilleurs écrivains de Russie, on ne trouve jamais d'hymnes au dieu féroce du carnage, mais sa condamnation unanime ; pourquoi la protestation contre la guerre, contre le « meurtre » et la propagande pour la paix occupent une place si considérable dans le mouvement religieux des masses rurales de la Grande-Russie et de sa sœur l'Ukraine (1).

Cette aversion instinctive pour la guerre, pour l'agression n'exclut pas, sans doute, une grande capacité défensive. Au contraire, et je suis d'avis que le peuple le moins agressif est le plus apte à se défendre. On sait que certains des animaux les plus dociles sont ceux qui se battent le plus vaillamment. Le peuple russe eut pendant la guerre contre le Japon un autre esprit qu'en ce moment ; et c'est la meilleure preuve de sa mentalité. D'après lui, la guerre contre le Japon se faisait pour d'autres ;

(1) Quant aux ouvriers des villes en Russie, leur pacifisme est si grand que leurs représentants parlementaires votent contre les crédits de guerre même en temps de guerre, comme mes lecteurs le savent déjà.

elle était agressive, inutile et détestable. Maintenant, il se défend, travail désagréable, mais obligatoire, salutaire et inévitable, destiné à rejeter un dangereux obstacle de la large route de son évolution historique. Et nous pouvons être sûrs qu'aussitôt ce travail terminé, aussitôt que, avec l'aide de ses alliés, il aura arraché des mains du peuple allemand le glaive ensanglanté du militarisme prussien, il sera le premier à offrir son amitié sincère à son ennemi d'aujourd'hui. Nous pouvons être sûrs qu'après cette guerre-ci il contribuera pour beaucoup au rétablissement de la paix en Europe et à sa consolidation définitive.

Mais ce n'est pas le seul service que les masses populaires de Russie puissent rendre au monde. Le pays est animé d'un grand mouvement démocratique, on ne doit pas l'oublier. Après avoir allumé le grand flambeau du mouvement libérateur, le peuple russe, ou, plus précisément, les peuples de Russie l'ont jeté par-dessus leurs frontières. La révolution de 1905 fut un signal, une mise en mouvement pour beaucoup d'autres peuples. En Autriche, les ouvriers ont obtenu le suffrage universel grâce à l'impression produite sur leur gouvernement par la révolution russe. « Si vous ne nous donnez pas des droits électoraux, nous *parlerons russe* », disait un des chefs du mouvement ouvrier autrichien. La révolution russe a réveillé de leur sommeil séculaire les peuples d'Orient : la Turquie, la Perse et même

la mystérieuse Chine. Le peuple russe, qui n'a pas encore pu — hélas ! — se libérer lui-même, a, cependant, remarquablement aidé à la libération d'autres peuples.

Et c'est avec beaucoup de reconnaissance et même non sans orgueil que j'ai lu récemment dans le livre de Marcel Sembat, un des organisateurs de la défense nationale en France, et un des sceptiques de ce pays, les lignes suivantes :

« Le Russe ne m'apparaît pas comme un épouvantail. Au contraire ! A la distance où je suis de la Russie, le Slave me paraît charmant. Qui est-ce pour moi, le Russe ?... Le Russe pour moi, c'est un camarade révolutionnaire... un savant qui n'a rien de barbare ! C'est toute une littérature passionnante, c'est les héros de Tourgueniev, Tolstoï, Gorki. Je compte sur le Russe énormément. Je me figure qu'il y a dans l'âme slave, enfouis, des trésors cachés d'enthousiasme solidaire, de généreux dévouement, un grand besoin et une grande capacité d'affectueuse pitié. Je compte secrètement sur le peuple russe comme sur l'un des peuples principaux de la période socialiste (1). »

La Russie est un pays de grandes possibilités révolutionnaires et démocratiques. Mais, pour qu'elles se réalisent, il faut que les démocraties européennes, unies au peuple russe contre l'impé-

(1) M. Sembat, *Faites un roi, sinon faites la paix*, pp. 80 et 82.

rialisme allemand et pour la liberté du monde, ne le laissent pas seul et sans secours quand il ira à une autre lutte, contre ses propres oppresseurs, pour la liberté de son propre pays. Que l'union sacrée entre les éléments démocratiques de Russie et ceux des pays d'Europe plus avancés survive à la guerre actuelle! Qu'elle se perpétue dans l'avenir!

CHAPITRE V

I. La Russie et l'Angleterre. — Leurs rapports économiques. — Nécessité d'un régime de libre échange entre elles. — II. Leurs rapports intellectuels. — III. L'influence russe en Angleterre. — A propos de quelques « déviations » des sympathies anglaises à l'égard du peuple russe.

I. — Un coup d'œil maintenant sur les relations entre la Russie et l'Angleterre (1).

Fidèle à mon habitude, j'en traiterai d'abord le côté matériel et économique.

Les échanges commerciaux anglo-russes remontent à une époque lointaine. Au milieu du xvi[e] siècle, des marchands anglais venaient commercer en Russie. En 1566, le gouvernement d'Ivan Grozny (Jean le Terrible) pria le gouvernement de la reine Elisabeth, par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais à Moscou, Jenkinson, de lui envoyer d'Angleterre de bons artisans et des techniciens pour le développement des métiers et de l'industrie en Russie. En 1569, des industriels anglais obtinrent un privilège du

(1) Ce chapitre et le suivant seront brefs, parce que je prépare actuellement un ouvrage, *la Russie et l'Europe*, qui paraîtra sous peu en anglais et en français et où j'étudierai d'une manière plus approfondie les rapports entre la Russie, la France et l'Angleterre.

gouvernement russe pour la création d'une usine métallurgique dans le nord de la Russie (à Vytchegda, dans la province de Vologda). Dans la ville commerciale de Chouyia, les marchands anglais avaient, à cette époque-là, des dépôts et des bureaux.

Le recensement général de la population de l'empire russe en 1897 compta 7.481 sujets anglais résidant en Russie (au moment du recensement), dont 3.602 hommes et 3.879 femmes (1). 80 pour 100 de ces Anglais habitaient les villes; et 20 pour 100 seulement, la campagne. Un tiers du total résidait dans la capitale (à Pétersbourg, le recensement constata la présence de 2.527 Anglais); les deux autres, principalement dans les grands ports maritimes. La majorité de ces étrangers appartient au gros commerce et à la grande industrie.

D'après les calculs de M. Ischchanian, économiste arménien, le total des capitaux anglais engagés dans les entreprises industrielles et dans les diverses valeurs russes était, au commencement du xx[e] siècle, de 930 millions de francs environ. L'ensemble des capitaux anglais placés à l'étranger étant de 75 milliards de francs, il n'y en a donc en Russie que 1.2 pour 100.

(1) D'après le même recensement, il y avait en Russie 158.103 Allemands, 121.599 Autrichiens et seulement 9.421 Français (v. le livre de M. B. Ischchanian *Die ausländischen Elemente in der russischen Volkswirtschaft*, Berlin, 1913, pp. 62 et 63).

Quant au commerce entre la Russie et l'Angleterre, il se résume en ces chiffres :

En 1900, l'importation russe en Angleterre représentait 146 millions de roubles; et l'exportation anglaise en Russie, 127 millions. En 1909, l'importation russe en Angleterre se montait déjà à 289 millions de roubles, tandis que l'exportation anglaise en Russie restait à peu près stationnaire à 128 millions de roubles.

Ainsi le bilan du commerce anglo-russe est actif pour la Russie et passif pour l'Angleterre, tandis que les échanges commerciaux russo-allemands présentent un tableau fort différent et se balancent au profit de l'Allemagne.

Il serait bien désirable pour la Russie que son commerce avec l'Angleterre prît autant d'extension que possible, surtout après la guerre, quand ses relations avec ses voisines immédiates, l'Allemagne et l'Autriche, seront nécessairement affaiblies pour un temps plus ou moins long. L'Angleterre est un pays de libre échange et ennemi du protectionnisme. L'Allemagne est — après la Russie — le pays le plus protectionniste d'Europe; et il est bien compréhensible que la Russie ne puisse renoncer au protectionnisme vis-à-vis de l'Allemagne aussi longtemps qu'il y aura des douanes entre elles. Au contraire, à l'égard de l'Angleterre, la Russie peut et doit suivre la politique de la liberté du commerce et supprimer les tarifs douaniers. Par là, l'immense

marché russe serait ouvert aux produits de l'industrie anglaise, dont la concurrence stimulerait l'activité et l'initiative des capitalistes russes. En même temps, les produits de l'agriculture — le blé, le sucre, etc. — aussi bien que ceux de l'industrie minérale de la Russie auraient plus d'accès au marché britannique, surtout après la neutralisation des Dardanelles et le rétablissement de la liberté de passage par la mer Baltique.

Quelques publicistes anglais — M. Wells, entre autres — ont entrepris récemment une campagne en faveur de l'établissement du régime protectionniste en Angleterre. Je ne crois pas que le peuple anglais veuille partager l'erreur du gouvernement russe. Notre expérience, à nous, suffit pour démontrer que la protection est nuisible au développement économique des pays modernes et implique une menace à la paix internationale. L'abolition des douanes, la liberté des échanges entre tous les pays du monde, tel doit être notre programme commun à l'avenir.

II. — Les relations intellectuelles entre la Russie et l'Angleterre sont bien plus développées que les autres, mais il serait difficile de dire de quel côté se trouve ici le solde actif : dans le domaine de l'esprit, les comptes ne sont que relatifs.

Je sais bien en tout cas qu'en Russie l'influence intellectuelle de l'Angleterre est déjà considérable.

Quelques courants de la littérature anglaise ont eu une grande répercussion sur la littérature russe. William Shakespeare n'est pas moins aimé des lecteurs russes que les écrivains classiques de leur propre pays. Les enfants et adolescents russes sont familiers avec les héros de Walter Scott, s'amusent des aventures du Gulliver de Swift, pleurent aux histoires touchantes de Dickens. Le « byronisme » joua un énorme rôle dans l'évolution littéraire en Russie, et les deux plus grands dieux de la poésie russe, Pouchkine et Lermontov, sont les fils spirituels de Byron.

Les œuvres des écrivains modernes anglais aussi sont lues et aimées en Russie. Les meilleures y sont presque toutes publiées, parfois en de nombreuses éditions. Les noms de H. Wells, de R. Kipling, de Jerome K. Jerome et de beaucoup d'autres sont bien connus du lecteur russe.

La science anglaise exerce également une puissante action en Russie. Le darwinisme est la tendance prédominante parmi les naturalistes russes; et il a conquis non seulement quelques générations dans le monde universitaire, mais des couches étendues de la jeunesse instruite.

Pour ce qui est du régime politique de l'Angleterre, il est estimé surtout par nos libéraux. Les sympathies des radicaux et des démocrates vont plutôt au régime républicain français qu'au constitutionnalisme monarchique anglais. En effet, on ne

peut compter sur la possibilité d'une transformation paisible de l'autocratie tsariste en un monarchisme constitutionnel « à l'anglaise » : le choc entre la réaction et la démocratie en Russie est trop violent, le conflit social et politique est trop profond.

Chez les ouvriers conscients, c'est-à-dire les socialistes, de Russie, le mouvement ouvrier anglais est l'objet d'une grande attention. La théorie de Robert Owen, le « chartisme », est un sujet de travail tenu pour indispensable dans les cercles d'études organisés par eux. Quantité de brochures et de livres publiés par les librairies socialistes en Russie sont consacrés à l'évolution économique de l'Angleterre, dont l'étude occupe une grande place dans le marxisme russe, tendance prédominante dans le socialisme de notre pays. Les marxistes russes aiment à dire que le vrai marxisme révolutionnaire est une synthèse de trois éléments : de la philosophie dialectique allemande, de la pratique révolutionnaire française et de l'histoire de l'évolution économique anglaise.

La presse russe suit toujours avec beaucoup d'application les événements principaux de la vie anglaise. La plupart des grands journaux ont des correspondants particuliers en Angleterre. Les journaux ouvriers ne manquent pas de donner de bonnes et sérieuses informations sur la situation et les actes de la classe prolétarienne anglaise, et je crois qu'un ouvrier anglais serait bien étonné s'il

connaissait la grandeur et la sincérité de la part prise à tout ce qui touche les siens par leurs camarades russes.

III. — Relativement à l'influence russe en Angleterre, je constaterai d'abord que, dans les lettres, elle n'est pas négligeable. Lev Tolstoï, qui a laissé son empreinte visible sur la pensée anglaise de notre temps, n'est pas seul à être répandu et apprécié en Angleterre, où on lit beaucoup aussi d'autres classiques et les auteurs modernes russes, par exemple Gorki, Tchekhov.

L'intérêt des Anglais pour la Russie s'accrut surtout dans ces dix dernières années, après la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905. La publication de périodiques anglais spécialement consacrés aux choses russes prouve qu'il est profond et sincère. Quelques-unes de ces publications, il est vrai, ont de leur objet une vision trop limitée (c'est ce que l'on peut dire, par exemple, des « suppléments russes » publiés par le *Times*), mais d'autres sont bien objectives et rendent non les vues du gouvernement russe, mais le sentiment des masses populaires. Telles sont *Free Russia* et *Darkest Russia*. Je citerai enfin la *Russian Review*, qui s'attache à l'étude des divers problèmes de la vie russe. Deux hebdomadaires et une revue publiés en anglais et parlant spécialement de la Russie, c'est déjà quelque chose.

Mais, ce qui est encore plus remarquable que cette curiosité, ce sont les sympathies pratiques et actives de certains milieux anglais pour le peuple russe et sa lutte révolutionnaire. L'existence d'une « Union des amis de la liberté russe » en Angleterre ; l'agitation autour de l'arrestation du vieux révolutionnaire Tchaïkovsky, qui fut littéralement arraché des mains de ses geoliers par l'opinion publique anglaise ; une autre intervention de la société anglaise, qui, par sa pression sur le gouvernement russe, sauva de la prison tsariste miss Maletzky, arrêtée à Varsovie ; la campagne contre les persécutions des Juifs en Russie ; les protestations des ouvriers anglais contre l'arrestation et l'extradition de M. Adamovitch, en Égypte, et une longue suite de faits de même nature montrent que la démocratie anglaise n'est pas indifférente aux souffrances des masses populaires russes et à leur grande lutte contre l'autocratie et pour l'établissement d'un régime démocratique.

Je veux rappeler un souvenir personnel. En 1907, j'étais parmi les délégués partis pour assister au congrès du parti social-démocrate ouvrier russe, qui ne pouvait pas se tenir en Russie, étant « illégal ». Nous arrivâmes à Stockholm pour nous y réunir. Le gouvernement constitutionnel suédois nous expulsa comme des bêtes dangereuses. Nous transférâmes le siège de notre Congrès à Copenhague. Le gouvernement constitutionnel danois nous expulsa comme des bêtes dangereuses. Alors,

nous nous rendîmes à Londres, où personne ne nous inquiéta pendant les quatre ou cinq semaines que durèrent nos réunions. Et, quand l'argent manqua à notre congrès pour terminer ses travaux et pour renvoyer en Russie les trois cents délégués, il se trouva à Londres des Anglais pour venir au secours du parti social-démocrate russe et lui prêter la somme nécessaire, et fort considérable. Expulsés de deux pays européens, les socialistes russes délégués au congrès furent à même d'apprécier le bon accueil dont ils jouirent dans la capitale de la Grande-Bretagne.

Les sympathies des éléments avancés et démocrates d'Angleterre pour la liberté russe sont grandes et sincères. Souhaitons qu'elles conservent toute leur force pendant et après la guerre.

Je rencontre ici l'occasion de mettre la démocratie anglaise en garde contre une erreur où se laisserait entraîner son jugement sur la Russie. Par exemple, les écrivains anglais bien connus, B. et S. Webb, s'efforcent de redresser l'opinion des milieux éclairés et démocrates d'Angleterre sur le régime politique actuel de la Russie. L'auteur de l'article tâche de faire voir, qu'il ne faut pas être plus révolutionnaire que les révolutionnaires russes eux-mêmes ni juger le tsarisme avec la même sévérité qu'auparavant, car, affirme-t-il, les nations opprimées (en particulier les Juifs) et les démocrates de Russie se sont réconciliés avec leur gouvernement à cause de la

guerre. Il y a là une erreur : aucune « réconciliation » n'est intervenue et ne pouvait intervenir entre la révolution et la réaction en Russie, pour cette simple raison que le tsarisme continue, même pendant la guerre, sa politique d'oppression et de violence à l'intérieur. Le tsarisme n'a pas changé pendant la guerre : sa condamnation par la démocratie anglaise ne doit donc pas être changée non plus.

L'opinion publique anglaise peut être égarée également par le respect excessif de quelques-uns de ses représentants pour les prétendues « traditions » historiques russes. J'ai trouvé une manifestation de ce sentiment dans l'intéressante brochure de M. J. K. Chesterton, la *Barbarie de Berlin*, qui compare avec justesse la mentalité des Russes et celle des Prussiens :

« Les institutions russes sont, dans de nombreux cas, vraiment dépassées par le peuple russe, et beaucoup de Russes le savent. Mais les institutions prussiennes passent pour être en avance sur le peuple prussien, et la plupart des Prussiens le croient (1). »

Seulement, après avoir jugé ainsi avec équité les institutions russes, l'auteur, quelques lignes plus loin, s'abandonnant au sentimentalisme archéologique, en fait un éloge outré :

« Si les institutions russes sont arriérées, écrit

(1) G. K. Chesterton, *La Barbarie de Berlin*, édition française, Londres, 1915, p. 24.

M. Chesterton, elles montrent honnêtement le bien comme le mal que l'on peut trouver dans les choses arriérées. Dans leur police, il y a une inégalité qui va contre nos idées du droit. Mais, dans leur système de communautés, il règne une égalité plus vieille que le droit lui-même. Même en se fouettant entre eux comme des barbares, ils s'appellent les uns les autres par leurs noms de baptême, comme des enfants. A leurs pires moments, ils gardent ce qu'il y a de mieux dans une société barbare. A leurs meilleurs, ils sont simplement bons, comme de bons enfants ou de bonnes religieuses. »

Je me bornerai à répondre qu'il vaudrait beaucoup mieux que les Russes décrits par M. Chesterton s'appelassent les uns les autres par leurs noms de baptême, comme des enfants, sans accompagner de coups de fouet cette amabilité enfantine. Je suis prêt à m'accorder avec M. Chesterton quand, parlant de l'influence barbare éprouvée par le peuple russe dans son histoire, il dit spirituellement :

« Que Jonas ait ou n'ait pas été trois jours à l'intérieur de la baleine, cela ne le change pas en triton (1). »

Je suis du même avis. Mais je crois que, si Jonas avait pu se passer d'un séjour assez désagréable à l'intérieur de la baleine, il n'y aurait sans doute pas manqué. Et je suis sûr que ce séjour ne fut

(2) *Ibidem*, p. 20.

pas bien favorable à sa santé et qu'en sortant M. Jonas n'avait pas l'air d'un gentleman « tiré à quatre épingles ».

Pour cette même raison, le peuple russe veut avoir la faculté de sortir de la baleine de la réaction le plus tôt possible. Que les démocrates anglais l'aident dans ses efforts!

CHAPITRE VI

I. La Russie et la France. — Le commerce français en Russie. — La France créancière de l'État russe. — II. Les anomalies politiques de l'alliance franco-russe. — III. Les sentiments francophiles de la démocratie russe. — La guerre franco-allemande de 1870 et les sympathies russes pour la France. — L'opinion d'un grand écrivain satirique russe sur la France.

I. De tous les Européens ce sont les Français qui ont été les derniers à nouer des relations directes avec la Russie. Néanmoins, à l'époque de Pierre le Grand, les Français étaient déjà fort nombreux parmi les étrangers invités par le gouvernement à venir en Russie pour y aider au progrès des arts et des métiers. Des chirurgiens, des mécaniciens, des juristes, des architectes, tels étaient les spécialistes envoyés par la France en Russie vers la fin du XVIIe siècle (1).

Mais le début des échanges commerciaux entre ces deux pays date d'une époque beaucoup plus lointaine :

« L'histoire des relations commerciales entre la France et la Russie démontre qu'elles sont déjà suffisamment anciennes.... Dès le XVIe siècle, des marchands français achetaient en Russie du poisson,

(1) Voir B. Ischchanian, *op. cit.*, p. 16.

du caviar et apportaient sur leurs navires du velours, des émeraudes, des perles, du sucre et des denrées coloniales. Si bien qu'à la fin du XVIII[e] siècle les articles français : le vin, les tissus de soie et de laine, jouissaient d'une grande vogue parmi les classes supérieures russes et que cette renommée s'était tellement établie qu'elle n'a pas encore faibli. La preuve en est que nos concurrents vendent aujourd'hui dans l'empire leurs produits sous la dénomination d' « articles français (1). »

L'auteur cité ci-dessus constate en même temps que l'activité commerciale des Allemands en Russie laissa, pendant ces derniers temps, très loin derrière elle celle des Français :

« Vers le milieu du XIX[e] siècle, les transactions commerciales, exportation et importation, entre la Russie et la France, d'une part, la Russie et l'Allemagne, de l'autre, étaient d'une importance à peu près égale.

« La moyenne à cette époque (de 1841 à 1850) a été de 74 millions de francs pour la France et de 85 millions pour l'Allemagne, soit un écart relativement peu appréciable.

« Le développement progressif, dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, des échanges commerciaux entre la Russie et les autres pays de l'Europe, avait pour base son tarif douanier, uniforme pour les

(1) M. HALPÉRINE-KAMINSKY, *France et Russie. Alliance économique*. Paris, E. Flammarion, p. 3-4.

marchandises de toutes provenances, et cependant, aujourd'hui (1), l'Allemagne arrive avec un chiffre d'exportation en Russie de 500.600.000 francs et d'importation de 420 millions par an, alors que la France n'y exporte que pour 66.660.000 francs et n'importe que pour 168 millions.

« Ainsi, dans ces cinquante dernières années, les échanges de la Russie avec l'Allemagne ont augmenté dans la proportion de onze fois et demie, et avec la France de trois fois seulement (2). »

Telle était la situation à la fin du siècle dernier. Au commencement du XX[e] siècle, les rapports commerciaux entre la France et la Russie s'expriment par les chiffres suivants (en millions de francs) :

Années.	Exportations russes en France.	Exportations françaises en Russie.
1901-1905	157,5	71,8
1908	171,8	88,5
1909	237,0	150,3
1910	248,9	158,0
1911	240,9	149,4
1912	260,6	146,8
1913	268,6	148,9

Ces chiffres, extraits des statistiques de l'administration des douanes russes, sont publiés par M. A. Giraud, secrétaire de la chambre de commerce russe

(1) Il s'agit des dernières années du XIX[e] siècle.
(2) *Ibidem*, pp. 4-5.

à Paris (1). Pour permettre la comparaison, M. Giraud donne aussi les statistiques du commerce allemand en Russie. Il en résulte que « les rapports commerciaux entre la France et la Russie, comparés à ceux de l'Allemagne, sont déplorables ». On le verra par le tableau suivant, qui donne la proportion des exportations d'Allemagne et de France en Russie par rapport à la totalité des importations russes.

Années.	Exportations allemandes en Russie. (pour 100.)	Exportations françaises en Russie. (pour 100.)
1901-1905	35,8	4,3
1906-1910	39,5	4,5
1911	42,0	4,9
1912	50,0	5,3
1913	52,7	4,6

Les chiffres absolus ne sont pas plus consolants pour le commerce français. « Alors qu'en cinq ans (1908-1912) les importations allemandes ont passé de 331 à 519 millions de roubles, les françaises n'ont progressé que de 35 à 55 millions de roubles. La barrière douanière est pourtant la même pour tous les pays ; et la question de distance ne saurait être invoquée comme une raison d'infériorité, puisque l'Autriche-Hongrie, qui est limitrophe de la Russie, vient bien après la France et que, par contre, les États-Unis, qui en sont dix fois plus éloignés, font

(1) A. GIRAUD. *Le Commerce extérieur de la Russie*, Paris, 1915, p. 10.

un chiffre très supérieur : en 1912, 85,7 millions contre 55,2 pour la France (1). »

Comment s'expliquer cette grande infériorité du commerce français en Russie relativement au commerce allemand ?

Dans une *certaine* mesure, par la supériorité des méthodes commerciales allemandes. C'est ce qui fut constaté même par M. Bark, ministre des finances de l'empire russe, lors de son dernier passage à Paris.

« Cette guerre ne finira pas avec l'action militaire, dit-il. Longtemps encore après que les canons et les fusils se seront tus, elle continuera sur un autre terrain.... La leçon des temps qui ont précédé la guerre ne sera pas oubliée. C'est avec l'or drainé par son commerce en Russie, en France et en Angleterre que l'Allemagne a pu fondre ses canons, construire ses zeppelins et ses dreadnoughts! Maintenant, elle a réduit en poussière nos usines et nos fabriques en Pologne, en Belgique et dans le nord de la France. Peut-être s'imagine-t-elle ainsi nous contraindre à nous fournir chez elle des marchandises que nous ne pourrons plus usiner. Or, qu'elle le sache bien, nos marchés lui demeureront à jamais fermés. Nos amis les Français remplaceront désormais les Allemands sur le marché russe; mais ils n'y réussiront qu'en s'appropriant leurs méthodes. Qu'ils viennent nous

(1) *Ibidem* p. 17.

voir, étudier sur place nos besoins, nos habitudes, nos mœurs commerciales. »

Mais la différence des méthodes ne peut, à elle seule expliquer l'infériorité du commerce français en Russie, parce qu'elle-même tient au caractère général de l'activité économique du pays. Et, si la France occupe une si petite place sur le marché russe, c'est parce qu'en général elle joue dans le système de l'échange mondial non le rôle de pays exportant des *produits industriels* (comme l'Allemagne), mais celui de pays exportant des *capitaux*. le rôle d'un banquier des nations.

Sous ce rapport, l'influence de la France en Russie est énorme. La France, en effet, a prêté à la Russie une somme totale de 17 milliards de francs, dont 10 milliards 617 millions en emprunts extérieurs d'État; 1 milliard 344 millions en emprunts intérieurs d'État; 310 millions en emprunts des gouvernements et des villes; et elle a placé 4 milliards 755 millions de francs en valeurs industrielles russes, dont 1 milliard et demi en emprunts des chemins de fer, garantis par l'État. Le total des capitaux français prêtés à l'Etat russe ou engagés dans des entreprises privées sous la garantie de l'État s'élève ainsi à 13 milliards et demi de francs. Comme la dette publique de la Russie est en tout de 24 milliards de francs, la moitié en est donc entre des mains françaises.

Ce fait a une grande importance économique et politique aussi.

II. — Tout homme impartial reconnaîtra sans doute que, politiquement, l'union entre l'État républicain français et l'État autocratique russe n'est pas tout à fait normale.

J'ai déjà signalé plus d'une conséquence de cette anomalie. J'ai cité, par exemple, les déclarations de la presse russe de droite, qui, même en temps de guerre, reste hostile à la France. Je voudrais maintenant insister un peu sur les sentiments des démocrates russes pour la France.

Ces sentiments sont assez compliqués.

Ce qui étonne beaucoup les démocrates russes, c'est l'indifférence qu'ils observent parfois (et même assez souvent) dans la société bourgeoise française pour la situation politique intérieure de la Russie. Assurément, on ne peut pas dire que la bourgeoisie française ait voué ses sympathies à la réaction russe ; elle est peut-être trop tolérante cependant à son égard. Je comprends très bien que l'éventualité d'une agression allemande et la nécessité de conserver l'alliance avec la Russie aient obligé la France à ménager les critiques à la politique de son alliée. Mais, comme je l'ai déjà dit, même par ses effets sur la puissance militaire, cette politique était nuisible.

D'un autre côté, la réserve gardée par la société française devant les « choses de Russie » s'explique par sa qualité de créancière de notre pays. Un créancier, en général, ne s'intéresse qu'au versement des

intérêts et au remboursement du principal de sa créance, et peu lui importent les moyens employés par son débiteur pour s'acquitter. Un économiste français, qui signe Lysis, affirme que l'épargne française détentrice de valeurs russes ne s'occupe guère du côté politique de l'alliance, ni même de son côté militaire.

« La Russie, dit-on, défend la France; elle est son rempart contre l'Allemagne.... Assurément, les innombrables capitalistes, petits et moyens, qui confient tous les ans au gouvernement russe le milliard qu'ils ont mis péniblement de côté, n'ont pas la moindre idée qu'ils commettent un acte héroïque et sacrifient leurs économies sur l'autel de la patrie. Ils achètent des fonds russes pour faire un bon placement. S'ils croyaient en faire un mauvais, ils ne donneraient pas leur argent (1). »

Les avantages de son placement, voilà ce qui préoccupe le plus un créancier. Le reste, il ne s'en soucie pas. D'où, pour tout ce qui n'est pas son argent, une indifférence qui touche parfois à la cruauté. De plus, les capitalistes français acquièrent des valeurs russes par l'intermédiaire du gouvernement russe, derrière lequel ils ne remarquent pas le peuple russe. Mais un peuple et son gouvernement ne sont pas nécessairement la même chose. Il y a des moments où un gouvernement a besoin d'argent pour étouffer

(1) V. l'article signé Lysis dans la *Grande Revue*, 1910, nº 7, p. 473-474.

la juste révolte de son peuple, et un peuple ne se croit aucun devoir de reconnaissance pour les bailleurs de fonds de son oppresseur. Par exemple, en souscrivant l'emprunt de 1906, la France républicaine sauva de la chute l'autocratie tsariste : a-t-elle le droit de s'indigner que les démocrates russes, contre lesquels elle prenait parti, lui aient laissé voir leur stupéfaction profonde et leur amer désenchantement, même sous une forme violente et peu correcte, comme a fait Maxime Gorki dans sa lettre « à la belle France », dont la main, disait-il, « a fermé à tout un peuple la route de la liberté » ?

M. Emile Haumant, professeur à la Sorbonne, dans son intéressant ouvrage sur la culture française en Russie, explique ce ressentiment qu'on rencontre parfois chez les démocrates russes par l'idée qu'ils se sont faite du devoir de la France : ils lui demandent, dit-il, une « répétition » permanente du « geste révolutionnaire » :

« Nous sommes pour eux les derviches tourneurs de la Révolution », écrit-il. « Tournez ! tournez toujours (1) ! »

M. Haumant se trompe. Les démocrates russes reprochent à la France non pas son refus de « tourner » pour la révolution, mais le concours qu'elle prête aux derviches tourneurs de la contre-révolution.

« Quoi que nous fassions, nous scandaliserons

(1) E. Haumant. La *Culture française en Russie*, 2e édition, Paris, 1913, p. 431.

toujours les idéalistes qui veulent que notre passé nous condamne à répéter indéfiniment le même geste », écrit M. Haumant. Mais je crois que M. Haumant comprend lui-même que le passé... oblige et que les démocrates russes ont le droit de comparer avec regret le geste des Français de la Grande Révolution, qui portaient à l'étranger la liberté sur les pointes de leurs baïonnettes et renversaient les trônes, avec celui de leurs descendants qui apportent parfois aux autocrates de l'argent et le salut.

III. — Malgré tout, il y a dans les milieux démocratiques russes de grandes réserves, d'inépuisables réserves de sympathie pour la France. Son influence intellectuelle est énorme en Russie. Le même Gorki, qui envoya « son crachat de sang et de fiel » au visage de la France, est, comme tous ses coreligionnaires politiques, un grand admirateur du peuple français, de l'histoire de France, pleine d'actes héroïques, de la belle littérature française. Et, interviewé par un collaborateur du *Temps* (en 1910), Gorki « assurait qu'aux écrivains russes il ne cesse de répéter : « Lisez les Français, encore les Français, tou-« jours les Français » (1).

L'action des idées politiques françaises en Russie est encore plus grande. Leur marque se retrouve, depuis l'origine, sur tout ce qui a été tenté pour

(1) E. Haumant, *op. cit.*, p. 497.

libérer le peuple de Russie. Les premiers révolutionnaires russes, nommés « décembristes » (parce que leur essai d'insurrection à Pétersbourg eut lieu le 14 décembre 1825), étaient des disciples de la Révolution française. Le grand mouvement intellectuel et politique de 1860-1880 a reçu son impulsion des doctrines françaises, surtout du « fouriérisme ». Aujourd'hui encore, pour la tactique, les révolutionnaires et les socialistes russes se divisent en deux « écoles » : ceux qui veulent « parler allemand », c'est-à-dire préconisent une lente organisation et un opportunisme réformiste, et ceux qui veulent « parler français », c'est-à-dire préfèrent l'élan révolutionnaire des masses populaires décidant elles-mêmes de leurs destinées. Les partisans de la « méthode française » sont en majorité parmi les éléments conscients.

L'attachement de la démocratie russe pour la France et ses traditions héroïques a supporté même les plus difficiles épreuves, dont la guerre de 1870 n'a pas été la moindre. Un critique littéraire russe bien connu, M. Kranichfeld, a retracé récemment la physionomie de la société russe pendant cette guerre, et voici ce que nous y voyons :

La guerre entre la France et la Prusse captiva extraordinairement l'attention des esprits cultivés en Russie. « Elle introduisit la haine et la discorde dans notre vie, écrit une grande revue, *Otetchestvennyia Zapiski* (les *Annales de la patrie*),

qui paraissait à Pétersbourg et qui jouissait d'une grande autorité. Le père s'arma contre son fils, le frère contre son frère, le mari contre sa femme, et tout cela à cause du partage des sympathies et des souhaits de victoire entre la France et la Prusse (1). »

« Du côté de la Prusse, dit la même revue, se trouvent la plupart des personnes notables.... Quant à la défense de la France, c'est le menu fretin qui l'a prise. »

Un écrivain de la même époque (M. Nikitenko) note dans ses mémoires ce qui suit :

« Dans les hautes sphères, les sympathies se manifestent pour les Prussiens, tandis que, dans tout le peuple, prédomine une hostilité également forte pour eux.... Les hautes sphères continuent à se réjouir des succès prussiens. On porte les décorations prussiennes, on envoie aux Allemands des félicitations pour leurs victoires, on leur prête les canons russes commandés en Prusse.... On dit que Bismarck n'est qu'un instrument de la Némésis historique qui fait expier aux Français les inquiétudes causées aux peuples par leur propagande révolutionnaire. »

Malgré la censure, la presse démocratique russe en 1870 manifestait ses sentiments de com-

(1) M. Kranichfeld. L'*Allemagne guerrière jugée par la presse russe* 1870-71 (article dans la revue *Sovremenny Mir*, 1914, X. p. 65-66).

passion pour la France et condamnait les Allemands.

« Pauvre France! écrivaient les *Otetchestvennyia Zapiski*. Un malheur après l'autre, l'un plus lourd que l'autre, t'accable sur les champs de bataille.... Tes ministres parvenus t'ont volée, tes maréchaux et tes généraux t'ont perdue par leur jalousie et leur incapacité. Ton empereur t'a trahie au moment le plus critique, en se livrant avec toute son armée aux mains de l'ennemi. »

Et, cependant, l'auteur de l'article croit que la France supportera tous les coups du sort, écrasera ceux qui l'auront trahie et vivra pour le bien de toute l'humanité :

« Il suffirait que la flamme d'idées qui brûle en France et éclaire l'Europe s'éteigne pour que tous les petits corps qui reçoivent de la France leur lumière s'enfoncent dans une complète obscurité. »

Un autre collaborateur de la même revue écrit que. « si, contre toute attente, l'énergie française s'épuise avant l'ardeur des Allemands, si la paix est conclue et si le roi Guillaume Ier sort de France vainqueur, l'Europe aura devant elle plusieurs dizaines d'années de militarisme ».

« Après la guerre franco-prussienne actuelle, on a honte de porter le nom d'homme.... Comment peuvent être assurés le progrès et la civilisation en Europe après ce que nous avons vu pendant cette guerre? »

L'éminent critique et publiciste M. Mikhaïlovsky écrivait au mois de février 1871 :

« L'ambition de l'empire allemand, c'est la monarchie universelle.... Toute l'Europe peut être incorporée à cet empire. La pâture est assurée pour longtemps à la guerre, et, en conséquence, à la « gloire » et à la « grandeur ». L'Europe se rassasiera encore de spectacles de sang, du bruit des gémissements et de la canonnade. »

Un nouvelliste et publiciste russe de talent, G. Ouspensky, s'indignait du triomphe de la soldatesque en Allemagne, véhicule d' « une bestialité consciente ».

Mais c'est dans l'œuvre de notre grand écrivain satirique (malheureusement inconnu à l'étranger) Michel Saltykov que l'amour de la France monte à son exaltation la plus inspirée :

« Pauvre France! dit-il en 1870. Cette fois encore tu deviens la victime expiatoire! Le monde te regardait comme une flamme qui réchauffait la vie de l'humanité, et voici que, maintenant, tout naturel du Mecklembourg-Strelitz t'appelle, sans gêne, assemblage de *dummköpfe* (imbéciles). Laissons-le tranquille, cet indigène du Mecklembourg-Strelitz! Il t'a pris tout ce qui lui manquait. A la fin du XVIIIe siècle, tu lui as donné le désir de la liberté; en 1848, tu lui as donné le désir de réaliser la « grande patrie ». Et, néanmoins, tu es coupable. Tu es coupable parce que tu n'a pas su créer l' « ordre »....

Pendant que tu créais la liberté, le Mecklembourgeois, n'ayant pas besoin de créer ce qui existait déjà par toi, préférait « une certaine étroitesse de « principes à leur largeur ». Sous la protection de tes convulsions politiques et sociales, il creusait en cachette le problème, beaucoup plus abordable pour son intelligence, de l'alliance entre l'improbité et la fourberie, d'une part, et le patriotisme, de l'autre, et, il faut l'avouer, il l'a résolu d'une manière assez satisfaisante (sans dépasser la moyenne, qui lui est si familière)....

« Vois, tu es coupable, France! En poursuivant des buts d'une grandeur mondiale, tu as oublié l'existence de millions de petits détails domestiques, dont la mise en œuvre assure la vie contre les usurpations et dont l'oubli peut condamner à l'anéantissement les desseins même les meilleurs. Les Mecklembourgeois, les Hessois, les Hohenzollernois l'ont mieux compris, quoique, inversement, ils n'aient pas compris suffisamment peut-être que, parfois, si bien qu'on soigne les petits détails, on ne bâtit cependant que sur le sable, faute d'avoir pris pour assises les idées générales proclamées par toi.

« Un originaire de Meiningen, dans sa mesquinerie, n'élabore même la plus petite idée qu'à son usage exclusif. Un *dummkopf*, au contraire, jette aux pauvres esprits même les plus grandes idées.... Le coq gaulois sait élever un principe à sa véritable hauteur. »

On comprend maintenant pourquoi la démocratie russe ne veut pas, ne *peut* pas laisser l'oiseau rapace des Hohenzollern crever les yeux au coq gaulois.

Dans ces yeux, nous voyons le feu éternel du génie humain !

CONCLUSION

J'ai terminé mon ouvrage, et, en le relisant, je suis frappé moi-même des collisions de sentiments qui le remplissent et le pénètrent. Mais, quoi? j'ai voulu être sincère et ne rien cacher des réalités de la vie russe ni de mon opinion sur elles. Et les contradictions qui se rencontrent ici ne sont que l'image de celles qu'offrent la Russie et ses relations internationales pendant cette grande guerre.

Les jeunes armées russes défendent la cause de la démocratie européenne et du progrès de l'humanité. Mais elles sont placées sous le commandement d'un pouvoir autocratique et vieilli. C'est un malheur pour nous, démocrates et révolutionnaires russes, que les forces militaires de notre pays se trouvent entre les mains du tsarisme. Pour la démocratie européenne, au contraire, pour les peuples de Serbie, de Belgique, de France, d'Angleterre, il est heureux que des millions de soldats russes opposent jusqu'à la mort leur résistance tenace à l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. Contradiction vraiment tragique!

Comment donc résoudre cette contradiction?

J'ai trouvé une réponse simple et parfaite à cette question si difficile dans la lettre écrite par une

Russe à son fils, tombé sur le champ de bataille :

« Nous ne vivrons pas toujours dans ce monde, écrit-elle. Qu'est-ce que l'existence d'un être humain? Une goutte d'eau dans l'océan de vie de la magnifique Russie. Nous n'existerons pas toujours, tandis qu'elle, elle doit avoir une vie longue et prospère. Je sais que nous serons oubliés et que nos heureux descendants ne se souviendront pas de ceux qui dormiront dans les tombes des soldats, mais qu'importe? »

Élargissant cette idée généreuse, je dis : les intérêts spéciaux doivent être subordonnés aux intérêts généraux. D'abord les intérêts de toute la démocratie européenne, du progrès universel, ensuite les intérêts particuliers de la Russie! D'abord les intérêts de la Russie entière, de toutes ses masses populaires, ensuite les intérêts de tel ou tel groupe! C'est la seule règle, le seul principe qu'il soit possible de suivre dans ces heures si grosses d'avenir pour le genre humain.

Mais nous pouvons être sûrs que, en cédant le pas aux exigences du salut général, nous aussi nous assurons notre salut particulier. Le triomphe de la démocratie européenne sera, en même temps, le triomphe de notre propre cause!

Sans doute, le peuple russe, qui n'a pas voulu la guerre, aurait été heureux qu'elle ne fût pas venue. Mais le destin implacable en a décidé autrement. Et le peuple russe a dû se résigner à ce qu'il n'avait

pas souhaité. Il a dû quitter ses travaux paisibles, ajourner la grande œuvre à accomplir chez lui et prendre le glaive pour se défendre et pour défendre la liberté de toute l'Europe. Sûr de la dignité et de la légitimité de son acte, il a le droit de répéter à ses innombrables fils tombés sur les immenses champs de bataille ces paroles qu'un poète français, tué à l'ennemi, adressait à ses frères d'armes avant de mourir :

HEUREUX CEUX QUI SONT MORTS DANS UNE JUSTE GUERRE !

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

DEUXIÈME PARTIE

DANS LA MÊLÉE SANGLANTE

CHAPITRE I

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

TROISIÈME PARTIE

APRÈS LA GUERRE

CHAPITRE I

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

76486. — Imprimerie Lahure, 9, rue de Fleurus, à Paris.









